



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

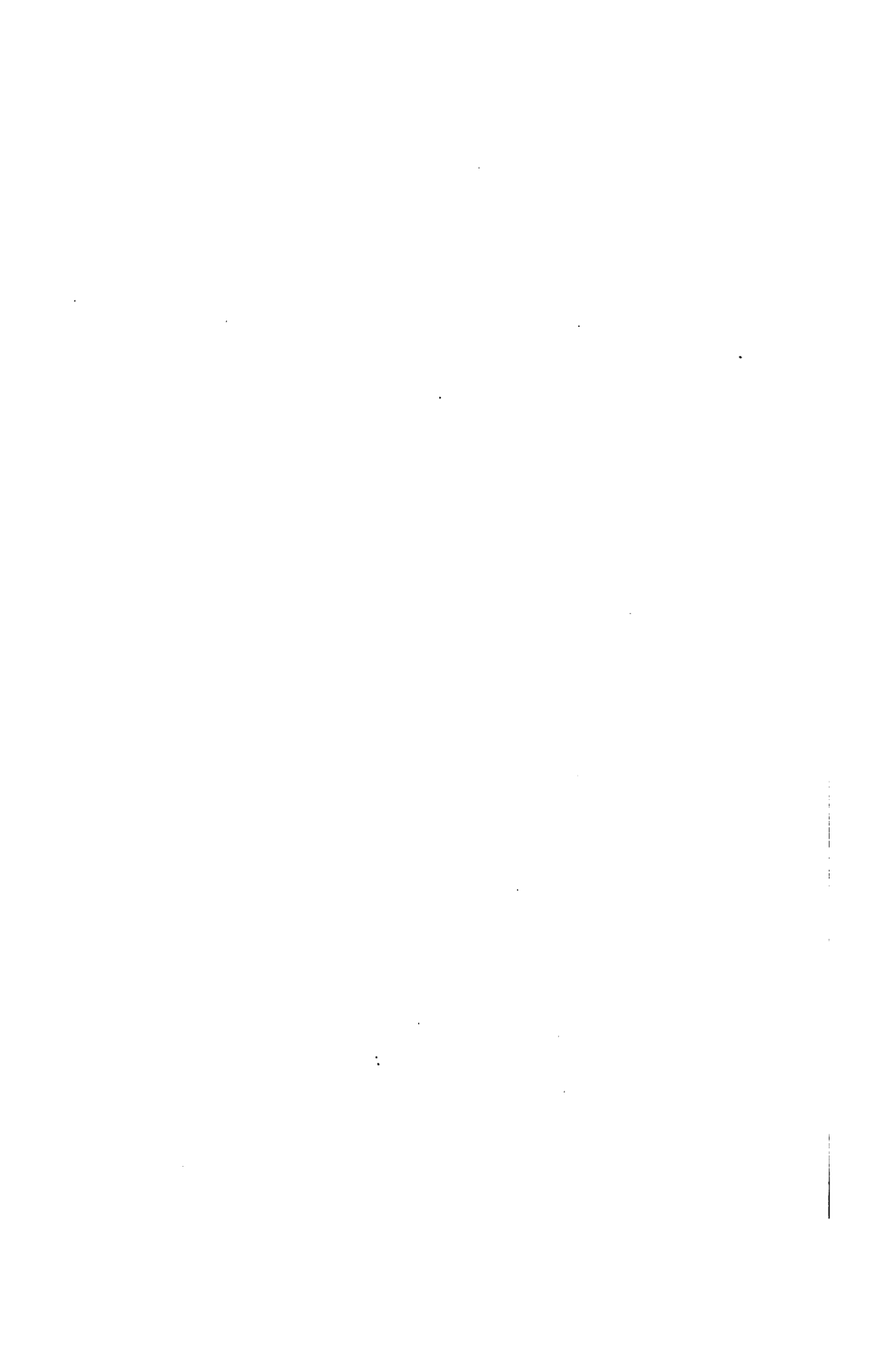
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

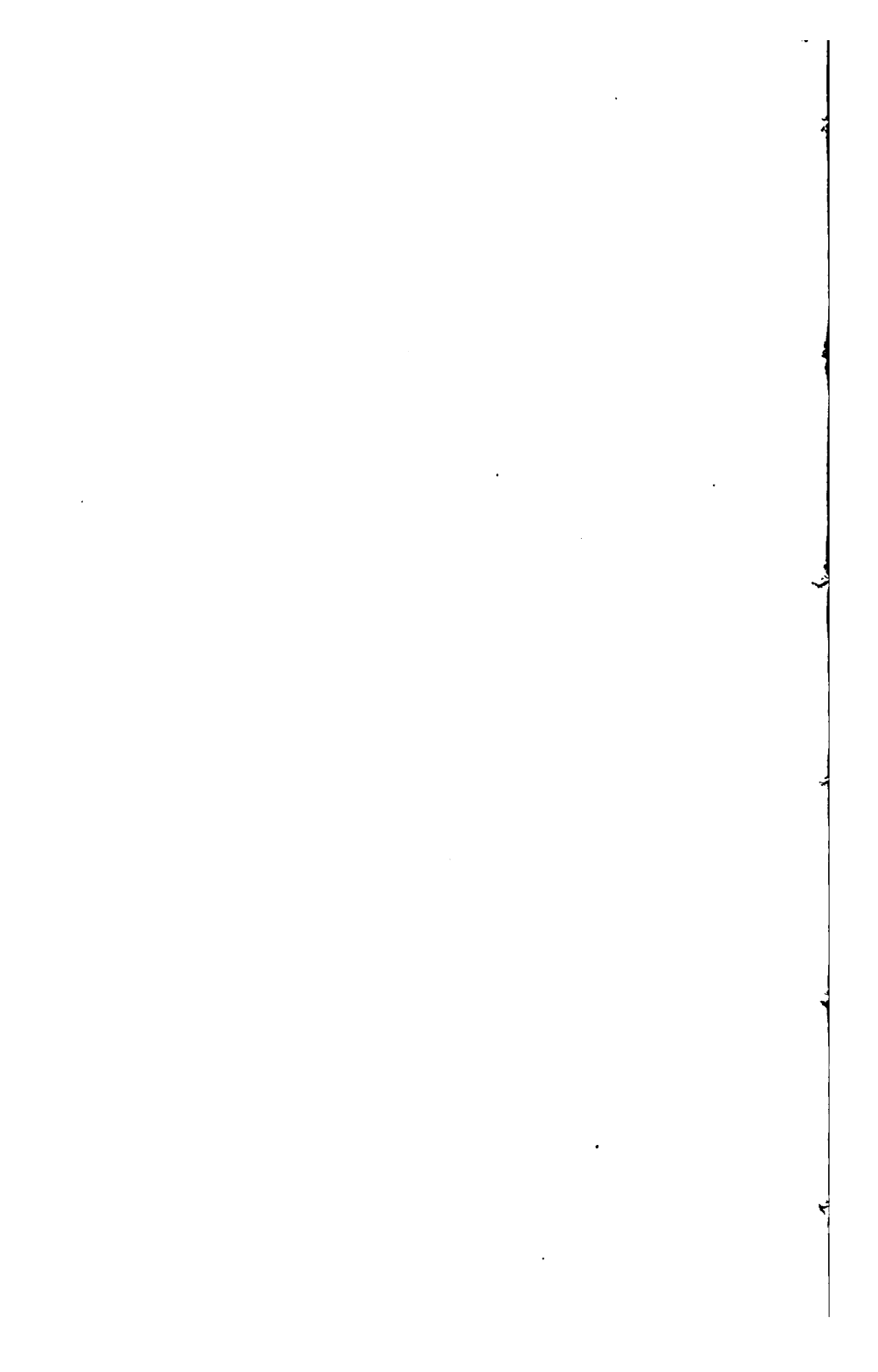
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





MEMORIAS

PARA LA HISTORIA

DE LA

REVOLUCION ESPAÑOLA.

1911

1912

MEMORIAS
PARA LA HISTORIA
DE LA
REVOLUCION ESPAÑOLA,
CON
DOCUMENTOS JUSTIFICATIVOS
RECOGIDAS Y COMPILADAS

POR D. JUAN NEILERTO.

TOMO II.º

PARIS,

En la imprenta de M. PLASSAN, calle de
Vaugirard, n.º 17.

Año 1814.



PROLOGO.

FACTUM EST IN TERRIS QUIDQUID DISCORDIA JUSSIT.

PETRONIO.

SE anunció en el tomo primero de estas *Memorias* la publicacion de un segundo, compuesto de documentos justificativos. Esto bastaria para cumplir la promesa sin preparativos. Pero he considerado conveniente advertir á los lectores que (aun quando tengan formada su opinion anticipadamente sobre el objeto de las questiones históricas, indicadas en el prólogo del tomo primero) no dejen de leer éste segundo, porque hallarán muchas cosas dignas de la curiosidad pública, que el autor de las *Memorias* ha dejado en silencio; sea por respetos políticos (de que debia desentenderse un historiador para decir la verdad) sea porque al tiempo de escribir los capítulos, no haya podido tener pre-

sentas las piezas que despues se le han ido proporcionando sucesiva y casualmente.

A los lectores importa poco la verdadera causa de las omisiones y reticencias; pero mucho el saber que hallarán algunas noticias totalmente nuevas; muchísimas equivalentes á nuevas por estar totalmente olvidadas; y todas tan importantes que sin ellas es imposible conocer á fondo la verdad de la revolucion española.

El autor habia pensado que todos los documentos podrían caber en el tomo segundo: pero posteriormente ha adquirido noticia de algunos, con los quales se podrán deshacer algunas equivocaciones, aunque leves, en que por falta de papeles incurrió el autor en lo relativo á la causa del Escorial, y comision de Izquierdo, cuyas ocurrencias se aclararán mucho con los documentos que se le han prometido.

MEMORIAS

PARA LA HISTORIA

DE LA

REVOLUCION ESPAÑOLA.

NUMERO PRIMERO.

*Carta del príncipe de Asturias Fernando
al emperador Napoleon, en 11 de octubre
de 1807.*

SEBÑOR : el temor de incomodar à V. M. I. y R. en medio de sus hazañas y grandes negocios que lo ocupan sin cesar, me ha privado hasta ahora de satisfacer directamente mis deseos eficaces de manifestar, à lo menos por escrito, los sentimientos de respeto, estimacion y afecto que tengo al héroe mayor que quantos le han precedido, enviado por la Providencia para salvar la Europa del trastorno total que la amenazaba, para consolidar los tronos vacilantes, y para dar à las Naciones la paz y la felicidad.

Las virtudes de V. M. I. y R., su moderacion, su bondad aun con sps mas injustos é implacables enemigos, todo en fin me hacia esperar que la expresion de estos sentimientos seria recibida como efusion de un corazon lleno de admiracion y de amistad mas sincera.

El estado en que me hallo de mucho tiempo à esta parte, incapaz de ocultarse à la grande penetracion de V. M. ha sido hasta hoy segundo obstáculo que ha contenido mi pluma preparada siempre à manifestar mis deseos. Pero lleno de esperanzas de hallar en la magnanimidad de V. M. I. y R. la proteccion mas poderosa, me determino no solamente à testificar los sentimientos de mi corazon para con su augusta persona, sino à depositar mis secretos mas intimos en el pecho de V. M. como en el de un tierno padre. .

Yo soy bien infeliz de hallarme precisado por circunstancias particulares à ocultar, como si fuera crimen, una accion tan justa y tan loable; pero tales suelen ser las consecuencias funestas de un exceso de bondad, aun en los mejores reyes.

Lleno de respeto y de amor filial para con mi padre (cuyo corazon es el mas recto y generoso) no me atreveria à decir sino à

V. M. aquello que V. M. conoce mejor que yo; esto es, que estas mismas calidades suelen con frecuencia servir de instrumento à las personas astutas y malignas para confundir la verdad à los ojos del soberano, por mas propia que sea esta virtud de caracteres semejantes al de mi respetable padre.

Si los hombres que le rodean aqui, le dejasen conocer à fondo el caracter de V. M. I. como yo lo conozco? Con que ansias procuraria mi padre estrechar los nudos que deben unir nuestras dos naciones? Y ¿habria medio mas proporcionado que rogar à V. M. I. el honor de que me concediera por esposa una princesa de su augusta familia? Este es el deseo unànime de todos los vasallos de mi padre; y no dudo que tambien el suyo mismo (à pesar de los esfuerzos de un corto número de malévolos) así que sepa las intenciones de vuestra magestad imperial. Esto es quanto mi corazon apetece; pero no sucediendo así à los egoístas pérfidos que rodean à mi padre, y que pueden sorprenderle por un momento, estoy lleno de temores en este punto.

Solo el respeto de vuestra magestad imperial pudiera desoconcertar sus planes; abriendo los ojos à mis buenos y amados padres, y haciendolos felices al mismo tiempo que à la

Nacion española y à mi mismo. El mundo entero admirará cada dia mas la bondad de vuestra magestad imperial, quien tendrá en mi persona el hijo mas reconocido y afecto.

Imploro pues con la mayor confianza la proteccion paternal de vuestra magestad, à fin de que no solamente se digne concederme el honor de darme por esposa una princesa de su familia, sino allanar todas las dificultades y disipar todos los obstáculos que puedan oponerse à este único objeto de mis deseos.

Este esfuerzo de bondad de parte de vuestra magestad imperial, es tanto mas necesario para mi, quanto yo no puedo hacer ninguno de mi parte, mediante que se interpretaria insulto à la autoridad paternal; estando como estoy reducido à solo el arbitrio de resistir (y lo haré con invencible constancia) mi casamiento con otra persona, sea la que fuere, sin el consentimiento y aprobacion positiva de vuestra magestad, de quien yo espero únicamente la eleccion de esposa para mi.

Esta es la felicidad que confio conseguir de V. M. I., rogando à Dios que guarde su preciosa vida muchos años. Escrito y firmado de mi propia mano y sellado con mi sello en

el Escorial à 11 de octubre de 1807. — De vuestra magestad imperial y real, su mas afecto servidor y hermano. — Fernando.

Nota. Traduccion de la carta que se imprimió en frances en la gaceta ministerial de París, intitulada *el Monitor universal de Francia* de 5 de febrero de 1810.

NUMERO II.

Tratado entre el Emperador Napoleon y el rey Carlos IV sobre el reyno de Portugal à 27 de octubre de 1807.

Napoleon por la gracia de Dios y la constitucion, Emperador de los franceses, rey de Italia y protector de la Confederacion del Rin. Habiendo visto y examinado el tratado concluido, arreglado y firmado en Fontainebleau el 27 de octubre de 1807, por el general de division Miguel Duroc, gran mariscal de nuestro palacio, gran cordon de la legion de honor, etc., etc.; en virtud de los plenos poderes que le hemos conferido à este efecto, con D. Eugenio Izquierdo de Rivera y Lezaun,

consejero honorario de estado y de guerra de S. M. el rey de España, igualmente autorizado con plenos poderes de su soberano; de cuyo tratado es el tenor siguiente.

Su magestad el emperador de los Franceses rey de Italia, y protector de la Confederacion del Rin, y su magestad católica el rey de España, queriendo arreglar de comun acuerdo los intereses de los dos estados, y determinar la suerte futura del Portugal de un modo que concilie la política de los dos paises, han nombrado por sus ministros plenipotenciarios, à saber: Su magestad el emperador de los franceses rey de Italia y protector de la Confederacion del Rin, al general de division Miguel Duroc, gran mariscal de su palacio, gran cordon de la legion de honor; y S. M. católica el rey de España à D. Eugenio Izquierdo de Ribera y Lezaun su consejero honorario de Estado y de guerra; los quales despues de haber cangeado sus plenos poderes, se han convenido en lo que sigue.

Artículo I.º La provincia entre Miño y Duero, con la ciudad de Oporto, se dará en toda propiedad y soberania à su magestad el rey de Etruria, con el titulo de *rey de la Lusitania septentrional*.

Art. II. La provincia de Alentejo y el ray-

no de los Algarbes se daran en toda propiedad y soberania al principe de la Paz, para que las disfrute con el titulo de *principe de los Algarves*.

Art. III. Las provincias de Beira Tras los montes y la Extremadura portuguesa, quedarán en depósito hasta la paz general, para disponer de ellas según las circunstancias, y conforme à lo que se convenga entre las dos altas partes contratantes.

Art. IV. El reyno de la *Lusitania septentrional* será poseido por los descendientes de S. M. el rey de Etruria hereditariamente y siguiendo las leyes de sucesion que están en uso en la familia reynante de S. M. el rey de España.

Art. V. El principado de los Algarves será poseido por los descendientes del principe de la Paz hereditariamente, y siguiendo las leyes de sucesion que están en uso en la familia reynante de S. M. el rey de España.

Art. VI. En defecto de descendientes, ò herederos legítimos del *rey de Lusitania septentrional*, ò del *príncipe de los Algarves*, estos países se darán por investidura por S. M. rey de España, sin que jamas puedan ser reunidos baxo una misma cabeza, ni à la corona de España.

Art. VII. El reyno de la Lusitania septentrional y el principado de los Algarves reconocerán por protector á S. M. católica el rey de España ; y en ningun caso los soberanos de estos países podrán hacer la paz ni la guerra sin su intervencion.

Art. VIII. En el caso de que las provincias de Beira, Tras los Montes y la Extremadura portuguesa, tenidas en sequestro, fuesen devueltas á la paz general á la casa de Braganza en cambio de Gibraltar, la Trinidad y otras colonias que los ingleses han conquistado sobre la España y sus aliados, el nuevo soberano de estas provincias tendria con respecto á S. M. católica el rey de España los mismos vínculos que el rey de la Lusitania septentrional y el príncipe de los Algarves, y serian poseidas por aquel baxo las mismas condiciones.

Art. IX. S. M. el rey de Etruria cede en toda propiedad y soberanía el reyno de Etruria á S. M. el emperador de los franceses, rey de Italia.

Art. X. Quando se efectue la ocupacion definitiva de las provincias del Portugal, los diferentes príncipes que deben poseerlas, nombrarán de acuerdo comisarios para fixar sus límites naturales.

Art. XI. S. M. el emperador de los Franceses rey de Italia, sale garante à S. M. católica, el rey de España de la posesión de sus estados del continente de Europa situado al mediodia de los Pirineos.

Art. XII. Su magestad el emperador de los franceses rey de Italia, se obliga à reconocer à su magestad católica el rey de España como *emperador de las dos Américas*, quando todo este preparado para que su magestad pueda tomar este título, lo que podrá ser, ó bien à la paz general ò à mas tardar dentro de tres años.

Art. XIII. Las altas potencias contratantes se entenderán para hacer un repartimiento igual de las islas, colonias y otras propiedades ultramarinas del Portugal.

Art. XIV. El presente tratado quedará secreto; será ratificado; y las ratificaciones serán cangeadas en Madrid; veinte dias à mas tardar despues del dia en que se haya firmado.

Hecho en Fontainebleau à 27 de octubre de 1807. — Firmado Duroc. — Izquierdo.

Hemos aprobado y aprobamos el precedente tratado en todos y cada uno de los artículos contenidos en él: declaramos que está aceptado, ratificado y confirmado, y

prometemos que será observado inviolablemente. En fe de lo qual hemos dado la presente, firmada de nuestra mano, refrendada y sellada con nuestro sello imperial en Fontainebleau à 29 de octubre de 1807. — *Firmado* Napoleon. — El ministro de relaciones exteriores. — *Firmado* Champagny. — Por el emperador, el ministro secretario de Estado. — *Firmado* Hugo Maret.

Nota. Esta impreso en el apendice de la *Exposicion de los Hechos*, publicada por D. Pedro Cevallos.

NUMERO III.

Convencion secreta relativa al tratado del número antecedente, y con la misma fecha de 27 de octubre de 1807.

Napoleon por la gracia de Dios y de la Constitucion, emperador de los franceses, rey de Italia, y protector de la confederacion del Rin. Habiendo visto y examinado la convencion concluida, arreglada, y firmada en Fontainebleau el 27 de octubre de 1807 por

el general de division Duroc, gran mariscal de nuestro palacio, gran cordon de la legion de honor etc., etc.; en virtud de los plenos poderes que le hemos conferido a este efecto, con D. Eugenio Izquierdo de Rivera y Lezaun, consejero honorario de Estado y de Guerra de S. M. el rey de España, igualmente autorizado con plenos poderes de su soberano: el tenor de la qual convencion es como sigue.

Su Magestad el emperador de los franceses, rey de Italia, y protector de la confederacion del Rin al general de division Miguel Duroc, gran mariscal de su palacio, gran cordon de la legion de honor; y S. M. C. el rey de España a D. Eugenio Izquierdo de Rivera y Lezaun, su consejero honorario de Estado y de Guerra; los quales despues de haber cangeado sus plenos poderes han convenido en lo que sigue.

Artículo primero: Un cuerpo de tropas imperiales francesas de veinte y cinco mil hombres de infanteria, y de tres mil de caballeria entrará en España, y marchará en derecha a Lisboa. Se reunirá a este cuerpo otro de ocho mil hombres de infanteria, y de tres mil de caballeria de tropas españolas; con treinta piezas de artilleria.

Art. II. Al mismo tiempo una division de tropas de diez mil hombres tomará posesion de la provincia de Entre-Miño y Due-ro, y de la ciudad de Oporto, y otra division de seis mil hombres, compuesta igualmente de tropas españolas, tomará posesion de Alentejo, y del reyno de los Algarves.

Art. III. Las tropas francesas serán alimentadas y mantenidas por la España y sus sueldos pagados por la Francia, durante todo el tiempo de su tránsito por España.

Art. IV. Desde el momento en que las tropas conuinadas hayan entrado en Portugal, las provincias de Beira, Tralosmontes, y la Extremadura portuguesa (que deben quedar sequestradas) serán administradas y gobernadas por el general comandante de las tropas francesas, y las contribuciones que se les impondrán, quedarán à beneficio de la Francia. Las provincias que deben formar el reyno de la *Lusitania septentrional*, y el principado de los Algarves serán administradas por los generales comandantes de las divisiones españolas que entrarán en ellas, y las contribuciones que se les impondrán, quedarán à beneficio de la España.

Art. V. El cuerpo del centro estará baxo las órdenes del comandante de las tropas

francesas, y à el estarán sometidas las tropas españolas que se reunan à aquellas: sin embargo, si el rey de España, ò el principe de la Paz juzgàren conveniente trasladarse à este cuerpo de ejército, el comandante de las tropas francesas, y estas mismas estarán baxo sus órdenes.

Art. VI. Un nuevo cuerpo de q̄tarenta mil hombres de tropas francesas se reunirá en Bayona, à mas tardar el 20 de Noviembre próximo, para estar pronto à entrar en España, para transferirse à Portugal en el caso de que los ingleses enviasen refuerzos y amenazasen atacarlo. Este nuevo cuerpo no entrará, sin embargo en España, hasta que las dos altas potencias contratantes se hayan puesto de acuerdo à este efecto.

Art. VII. La presente convencion será ratificada, y el cange de las ratificaciones se hará al mismo tiempo que el del tratado de este dia.

Fecho en Fontainebleau à 27 de octubre de 1807.—Firmado *Duroc* — *E. Izquierdo*.

Hemos aprobado y aprobamos la convencion que precede en todos, y cada uno de los artículos contenidos en ella: declaramos que está aceptada, ratificada y confirmada; y prometemos que será observada inviolable-

mente. En fe de lo qual hemos dado la presente firmada de nuestra mano, refrendada y sellada con nuestro sello imperial en Fontainebleau, à 29 de octubre de 1807 — Firmado — *Napoleon* — El ministro de Relaciones Exteriores — Firmado — *Champagni* — Por el ministro secretario de Estado — Firmado — *Hugo Maret*.

Nota. Publicada por Cevallos en el apéndice de su *Exposicion de los Hechos*.

NUMERO IV.

Carta del rey de España Carlos IV al emperador de los franceses, fecha à 29 de octubre de 1807.

Señor mi hermano: en el momento en que no me ocupaba sino de los medios de cooperar à la destrucion de nuestro enemigo comun: quando creia que todos los complots de la ex-reyna de Nápoles habian sido sepultados con la muerte de su hija, ven con un horror tal que me hace estremecer, que el espíritu de la intriga mas horrible ha pe-

netrado hasta el seno de mi familia. Ha! Mi corazon sufre de nuevo haciendo relacion de un atentado tan horroroso. Mi hijo mayor, el heredero presuntivo de mi trono, habia formado la horrible conspiracion de destronarme, y se habia precipitado hasta el exceso de atentar contra la vida de su madre. Un crimen tan horrendo debe ser castigado con todo el rigor de las leyes. La que le llamaba à la subcesion, debe ser revocada. Uno de sus hermanos será mas digno de reemplazarle en mi corazon y en el trono. Mi ocupacion del momento es averiguar los cómplices para descubrir este plan de la mas negra iniquidad, y no perderé un solo instante para instruir de él à V. M. I. y R., rogándole me auxilie con sus luces y consejos.

Ruego à Dios, mi buen hermano, que se digne conservar à V. M. I. y R. en su santa guarda — San Lorenzo 29 de octubre de 1807. — *Carlos.*

Nota. Traducion del Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO V.

*Decreto del Rey de España Carlos IV.
en 30 de octubre de 1807.*

Dios que vela sobre todos sus hijos, no permite la consumacion de los hechos atroces dirigidos contra víctimas inocentes. Su omnipotencia me ha salvado de la catástrofe mas horrible. Mis pueblos, mis vasallos, y todo el mundo conocen mi religion y mi conducta. Todos me quieren y dan muestras de aquella veneracion que dictan el respeto para con su padre, y el amor de los hijos. Yo vivia tranquilo en medio de mi familia con la confianza de gozar esta felicidad, quando una mano desconocida me avisa y descubre el plan mas enorme y mas inesperado que se tramaba en mi propio palacio contra mi persona. Mi vida, que tantas veces ha estado en peligro, era una carga para mi sucesor, que preocupado, y ciego, y abjurando todos los principios de religion, que el amor y la solícitud paternal procuraron imbuirle, habia adoptado un plan para

destronarme. Yo he querido saber la verdad del hecho. Habiéndole sorprendido en mi habitación, le he puesto à su vista las cifras de inteligencia; y papeles qua recibia de los malévolo. Llamé yo mismo al gobernador del consejo. Le mandé asistir con los otros ministros, para que se tomasen informaciones con la mayor exâctitud. Todo se ha hecho. Resulta la exîstencia de varios reos, cuya prision está ya decretada. La de mi hijo es en su propio quarto. Esta pena ha venido ahora à aumentar las que ya me afligian. Pero asi como ella es la mas sensible, asi tambien es la que mas importa purgar. En su consecuencia, mando que se publique su resultado. No quiero ocultar à mis vasallos la verdad de un pesar que se disminuirà quando esté acompañado de todas las pruebas adquiridas con fidelidad. Os comunico mis intenciones para que hagais circular la noticia en la forma conveniente. San Lorenzo, 3o de octubre de 1807 — Yo el rey. — Al gobernador interino del consejo real de Castilla —

Nota. Traduccion de la copia que se imprimió en el Monitor de 16 de noviembre de 1807.

NUMERO VI.

*Cartas de Fernando principe de Asturias,
à los reyes de España Carlos IV y Luisa
de Borbon, sus padres, en 5 de noviem-
bre de 1807.*

A SU PADRE.

Papa mio: Yo he sido culpable contra V. M.: he faltado à lo que debia à mi padre y à mi rey; pero me pesa de ello, y prometo à V. M. la obediencia mas humilde. No debí hacer nada sin permiso de V. M.; pero fui sorprendido. He manifestado los culpables, y ruego à V. M. que me perdone, y permita que bese vuestros reales pies su reconocido hijo *Fernando*. — San Lorenzo, 5 de noviembre de 1807.

A SU MADRE.

Mama mia: Yo estoy muy arrepentido de la grande falta que he cometido contra mis reyes y padres. Pido à V. M., con la mayor humildad perdon de ello, y tambien del teson con que negué la verdad en la

tarde pasada. Suplico à V. M. con las mayores veras de mi corazon se digne interponer su poderosa mediacion con mi padre, à fin de que se sirva permitir que bese los reales pies de S. M. su reconocido hijo. *Fernando.* — San Lorenzo, 5 de noviembre de 1807.

Nota. Traducccion de las cartas publicadas en frances en el Monitor de 18 de noviembre de 1807.

NUMERO VII.

Decreto del rey de España Carlos IV en 5 de noviembre de 1807.

La voz de la naturaleza desarma los brazos de la venganza; y quando la inconsideracion reclama la piedad, no puede negar ésta un padre tierno. Mi hijo ha declarado ya los autores del horrible plan que los malévolos le habian hecho concebir. Ha declarado todo en forma de derecho; y todo consta con la exactitud que la ley requiere para tales pruebas. Su arrepentimiento y su admi-

racion le han dictado las representaciones que me han dirigido del tenor siguiente.

Se insertan las dos cartas del número anterior , y prosigue el decreto.

En consecuencia de estas cartas , y à ruegos de la reyna , mi mui amada esposa , perdóno à mi hijo , quien volverá à mi gracia quando su conducta me dé pruebas de verdadera enmienda. Y mando que los mismos jueces que han intervenido en esta causa desde el principio , continúen en ella , y se agreguen los demas que ellos consideren necesarios. Les prevengo que quando el proceso tenga estado , me consulten la sentencia ; la qual deberá ser conforme à la ley , à proporcion de la gravedad de los delitos , y la calidad de las personas que los hubieren cometido. Deben tomar por base para los capítulos de acusacion las respuestas dadas por el principe al interrogatorio que se le hizo , las quales están firmadas y rubricadas de su mano asi como los papeles encontrados en sus papeleras.

Esta resolucion se comunicará à mis consejos y tribunales , y se circulará à mis pueblos para que reconozcan mi piedad y mi

justicia, y se alivie la afliccion recibida por mi primer decreto quando vieron el peligro del soberano, y padre que les ama como à hijos propios, y de quienes tambien es amado. San Lorenzo, 5 de noviembre de 1807. — Carlos.

Nota. Traduccion de la que se imprimió en el Monitor de 18 de noviembre de 1807.

NUMERO VIII.

Carta del rey Carlos IV al emperador Napoleon en 18 de marzo de 1808.

Señor mi hermano: Hacía bastante tiempo que el principe de la Paz me habia hecho reiteradas instancias para que le admitiese la demision de los encargos de Generalísimo y de Almirante, y he accedido à sus ruegos; pero como no debo poner en olvido los servicios que me ha hecho, y particularmente los de haber cooperado à mis deseos constantes, è invariables de mantener la alianza y amistad íntima que me une à V. M. I. y R., yo le conservaré mi gracia.

Persuadido yo de que será muy agradable à mis vasallos, y muy conveniente para realizar los importantes designios de nuestra alianza, encargarme yo mismo del mando de mis exércitos de tierra y mar, he resuelto hacerlo asi, y me apresuro à comunicarlo à V. M. I. y R., queriendo dar en esto nuevas pruebas de mi afecto à la persona de V. M.; de mis deseos de conservar las íntimas relaciones que nos unen; y de la fidelidad que forma mi carácter; del que V. M. I. y R. tiene repetidos y grandes testimonios.

La continuación de los dolores reumáticos, que de un tiempo à esta parte me impiden usar de la mano derecha, me priva del placer de escribir por mí mismo à V. M. I. y R.

Soy con los sentimientos de la mayor estimacion, y del mas sincero afecto — de V. M. I. y R. su buen hermano. *Carlos.* —
Aranjuez 18 de marzo de 1808.

Nota. Traducción de la copia publicada en frances en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO IX.

*Carta del rey Carlos IV al emperador Na-
poleon , en 20 de marzo de 1808*

Señor mi hermano. Viendo cada dia mas quebrantada mi salud, he creido necesario para recuperarla buscar un clima mas templado que éste, apartándome del manejo de los negocios de mi reyno. En consecuencia he juzgado conveniente para la felicidad de mis pueblos abdicar la corona en favor de mi amado hijo el principe de Asturias.

Los vínculos que unen nuestros dos reynos, y la particular estimacion que siempre he hecho de la persona de V. M. I. y R. me dan confianza de que V. M. aplaudirá mi resolucion; especialmente atendiendo que los sentimientos de estimacion y afecto à V. M. que yo procuré inspirar siempre à mi hijo, estan gravados en su corazon con tanta profundidad, que yo vivo asegurado de que él pondrá todo su cuidado en los medios de estrechar mas y mas la íntima alianza que une los dos estados, hace ya tiempo.

Yo me apresuro à comunicar todo à V. M. I. y R. renovando en esta ocasion las

seguridades de mi afecto sincero, y de los votos que no cesaré de hacer por la prosperidad de V. M. I. y R., y de toda su augusta familia. Con estos sentimientos soy de V. M. I. y R. su buen hermano. *Carlos* —
Aranjuez 20 de Marzo de 1808.

Nota. Traducción de la copia impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810: pero no debe olvidarse que contrario es su contexto al de la carta del día 18; en la qual no tuvo Carlos IV, mas parte que la de firmar lo que le mandaban.

NUMERO X.

Protesta del rey Carlos IV en 21 de marzo de 1808 contra la renuncia de la corona hecha dos dias antes.

Protesto y declaro que mi decreto de 19 de Marzo, por el qual abdiqué la corona en favor de mi hijo, fue acto verificado contra mi voluntad por precaver mayores males, y evitar la efusion de sangre de mis amados vasallos. En su consecuencia debe ser mirado.

como nulo y de ningun valor. *Yo el rey* —
Aranjuez 21 de marzo de 1808.

Nota. Traduccion de la protexta impresa en frances en el Monitor de 5 de febrero de 1810. Cotejado esto con el contenido de las cartas de 18 y 20 de marzo, se dexa ver la conformidad con la de 18, y su contradiccion con la del 20: todo por efecto de los sucesos del 19. Carlos IV dixo en una carta que habia hecho la protexta el mismo dia 19; y à la verdad consta por la nota de la reyna del número siguiente inmediato que su Magestad tenia dia 21 en su poder la protexta, y que la queria dar al gran duque de Berg; pero si Carlos IV escribió su protexta el dia 19, se le puso despues la fecha del dia 21. Poreso algunas copias no tienen fecha, y por eso Escoiquiz duda y se inclina mas al dia 21.

NUMERO XI.

Nota escrita por la reyna de España para el gran duque de Berg, y remitida por la reyna de Etruria, sin fecha.

El rey mi esposo (que me hace escribir por no poderlo hacer, à causa de los dolores è hinchazon de su mano derecha) desea saber si el gran duque de Berg llevaria à bien encargarse de tratar eficazmente con el emperador para asegurar la vida del principe de la Paz, y que fuese asistido de algunos criados suyos, ò de capellanes.

Si el gran duque pudiera ir à librarle, ó por lo menos darle algun consuelo, el tiene todas sus esperanzas en el gran duque, por ser su grande amigo. El espera todo de su A. I. y del emperador, à quien siempre ha sido afecto.

Asimismo, que el gran duque consiga del emperador que al rey mi esposo, à mí y al principe de la Paz se dé lo necesario para poder vivir todos tres juntos en donde convenga para nuestra salud, sin mando ni intrigas, pues nosotros no las tendremos.

El emperador es generoso, es un héroe,

y ha sostenido siempre à sus fieles aliados, y aun à los que son perseguidos. Nadie lo es tanto como nosotros. ?Y por que? porque hemos sido siempre fieles à la alianza.

De mi hijo no podemos esperar jamas sino miserias y persecuciones. Han comenzado à forjar, y se continuará fingiendo todo lo que pueda contribuir à que el principe de la Paz (amigo inocente, y afecto al emperador, al gran duque, y à todos los franceses) parezca criminal à los ojos del público, y del emperador. Es necesario que no se crea nada. Los enemigos tienen la fuerza, y todos los medios de justificar como verdadero, lo que en sí es falso.

El rey desea igualmente que yo, ver y hablar al gran duque y darle por si mismo la protexta que tiene en su poder. Los dos estamos agradecidos al envio que ha hecho de tropas suyas, y à todas las pruebas que nos dá de su amistad. Debe estar S. A. I., bien perseguido de la que nosotros le hemos tenido siempre y conservamos ahora. Nos ponemos en sus manos y las del emperador; y confiamos que nos concederá lo que le pedimos. Estos son todos nuestros deseos quando es-

tamos puestos en las manos de tan grande y generoso Monarca y héroe.

Nota. Traducción de la copia impresa en el Monitor de 5 de febrero 1810. Parece que la fecha seria dia 21 de marzo por lo que indican los contestos de las cartas que siguen: pues en 22 se dice no haber sido posible ver al gran duque, y en 23 se hizo entrega de la protexta adicionada, con la expresion de fecha de el 21, en mano del general Monthion edecan del gran duque de Berg.

NUMERO XII.

Carta de la reyna de Etruria al gran duque de Berg, en 22 de marzo de 1808, con una postdata del rey Carlos IV.

Señor mi hermano. Acabo de ver al edecan comandante, quien me ha entregado vuestra carta por la qual veo con mucha pena que mi padre y mi madre no han podido tener el gusto de veros, aun que lo deseaban eficazmente, porque toda su confianza tienen

puesta en vos de quien esperan que podreis contribuir à su tranquilidad.

El pobre príncipe de la Paz, cubierto de heridas y contusiones, está decaído en la prision y no cesa de invocar el terrible momento de su muerte. No hace recuerdo de otras personas que de su amigo el gran duque de Berg, y dice que éste es el único en quien confía que le ha de conseguir su salud.

Mi padre, mi madre y yo hemos hablado con vuestro edecan comandante. El os dirá todo. Yo fio en vuestra amistad, y que por ella nos salvareis à los tres y al pobre preso.

No tengo tiempo de deciros mas: confio en vos. Mi padre añadirá dos lineas à esta carta: yo soy de corazon vuestra afectisima hermana y amiga. *Maria Luisa*. — Aranjuez 22 de marzo de 1808.

Postdata de Carlos IV.

Señor y muy querido hermano. Habiendo hablado à vuestro edecan comandante é informádole de todo lo que ha sucedido, yo os ruego el favor de hacer saber al emperador que le suplico disponga la libertad del pobre principe de la Paz, quien solo padeco

por haber sido amigo de la Francia ; y asimismo que se nos deje ir al pais que mas nos convenga llevandonos en nuestra compañía al mismo príncipe. Por ahora vamos á Badajoz : confio recibir antes vuestra respuesta, caso de que absolutamente carezcáis de medios de vernos, pues mi confianza solo está en vos y en el emperador. Mientras tanto yo soy vuestro muy afecto hermano y amigo de todo corazon. — *Carlos.*

Nota. Traduccion de las copias impresas en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XIII.

Carta de la reyna de España al gran duque de Berg, en 22 de marzo de 1808, junta con la de su hija, puesta en el número anterior.

Señor, mi querido hermano. Yo no tengo mas amigos que á V. A. I. El rey mi amado esposo os escribe implorando vuestra amistad. En ella está únicamente nuestra esperanza. Ambos os pedimos una prueba de que sois nuestro amigo, y es la de hacer conocer

al emperador lo sincero de nuestra amistad , y del afecto que siempre hemos profesado à su persona , à la vuestra , y à la de todos los franceses.

El pobre príncipe de la Paz que se halla encarcelado y herido por ser amigo nuestro , apasionado nuestro , y afecto à toda la Francia , sufre todo por causa de haber deseado el arrivo de vuestras tropas , y haber sido el único amigo nuestro permanente. El hubiera ido à ver à V. A. I. si hubiera tenido libertad ; y ahora mismo no cesa de nombrar à V. A. y de manifestar deseos de ver al emperador.

Consíguanos V. A. I. que podamos acabar nuestros dias tranquilamente en un pais conveniente à la salud del rey (la qual está delicada , como tambien la mia) , y que sea esto en compañía de nuestro único amigo que tambien lo es de V. A. I.

Mi hija será mi interprete , si yo no logro la satisfaccion de poder conocer personalmente y hablar à vuestra alteza imperial. ¿ Podriais hacer esfuerzos para vernos , aunque fuera un solo instante de noche , ò como quisierais ? El comandante edecan de vuestra alteza imperial contará todo lo que hemos dicho.

Espero que vuestra alteza conseguira para nosotros lo que deseamos , y que perdonara

las faltas y olvidos que haya cometido yo en el tráfico, pues no sé donde estoy ; y deveis creer que no habrán sido por faltar à vuestra alteza ni dejar de darle seguridad de toda mi amistad.

Ruego à Dios guarde à V. A. I. muchos años. Vuestra mas afecta, *Luisa*. — Aranjuez
22 marzo de 1808.

Nota. Traducción de la carta impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XIV.

Carta del general Monthion al gran duque de Berg, en 23 de marzo de 1808.

Conforme à las órdenes de V. A. I. vine à Aranjuez con la carta de vuestra alteza para la reyna de Etruria. Llegué à las ocho de la mañana : la reyna estaba todavia en cama : se levantó inmediatamente : me hizo entrar : le entregué vuestra carta : me rogó esperar un momento, mientras iba à leerla con el rey y la reyna sus padres : media hora despues entraron todos tres à la sala en que yo me hallaba.

El rey medixo que daba gracias à V. A. I. de la parte que tomabais en sus desgracias ; tanto mas grandes quanto era autor de ellas un hijo suyo. El rey me dixo « Que esta resolución habia sido muy premeditada ; que para ella se habia distribuido mucho dinero , y que los principales personajes habian sido su hijo , y M. Caballero , ministro de la Justicia : que S. M. habia sido violentado para abdicar la corona por salvar la vida de la reyna y la suya , pues sabia que sin esta diligencia , los dos hubieran sido asesinados aquella noche : que la conducta del príncipe de Asturias era tanto mas horrible , quanto mas prevenido estaba de que conociendo el rey los deseos que su hijo tenia de reynar , y estando su magestad próximo à cumplir sesenta años , habia conxedido en ceder à su hijo la corona quando este casara con una princesa de la familia imperial de Francia , como S. M. deseaba ardientemente »

El rey ha añadido , que el príncipe de Asturias queria que su padre se retirase con la reyna su muger à Badajoz , frontera de Portugal ; que el rey le habia hecho la observacion de que el clima de aquel pais no le convenia , y le habia pedido permiso de escoger

otro, por lo qual el mismo rey Carlos deseaba obtener del emperador licencia de adquirir un bien en Francia, y de asegurar allí su existencia. La reyna me ha dicho « Que habia suplicado à su hijo la dilacion del viage à Badajoz; pero que no habia conseguido nada; por lo que debería verificarse en el próximo lunes.

Al tiempo de despedirme yo de sus magestades, me dixo el rey: « *Yo he escrito al emperador poniendo mi suerte en sus manos*: quise enviar mi carta por un correo; pero no es posible medio mas seguro que el de confiarla à vuestro cuidado. »

El rey pasó entonces à su gabinete, y luego salió trayendo en su mano la carta adjunta. Me la entregó y dixo estas palabras: « Mi situación es de las mas tristes; acaban de llevarse al príncipe de la Paz, y quieren conducirle à la muerte: no tiene otro delito que haber sido muy afecto à mi persona toda su vida. »

Añadió « Que no habia modo alguno de ruegos que no hubiese ya puesto en practica para salvar la vida de su infeliz amigo; pero habia encontrado sordo à todo el mundo, y dominado del espíritu de venganza. Que la muerte del príncipe de la

« Paz produciria la suya, pues no podria
« su magestad sobre vivir à ella. »

B. de Monthion. — Aranjuez 23 de marzo
de 1808.

Nota. Traduccion de la copia impresa
en el Monitor de 3 de mayo de 1808.

NÚMERO XV.

*Carta del rey Carlos IV al emperador
Napoleon en 23 de marzo de 1808, citada
en el número anterior.*

Señor mi hermano. Vuestra magestad sabrá sin duda con pena los sucesos de Aranjuez y sus resultas; y no verá con indiferencia à un rey que *forzado à renunciar la corona*, acude à ponerse en los brazos de un grande monarca aliado suyo, *subordinándose totalmente à la disposicion del único que puede dárle su felicidad, la de toda su familia y las de sus fieles vasallos.*

Yo no he renunciado en favor de mi hijo sino por la fuerza de las circunstancias, quando el estruendo de las armas y los clamores de una guardia sublevada me hacian

conocer bastante la necesidad de escoger la vida ó la muerte; pues esta última se hubiera seguido despues de la de la reyna,

Yo fui forzado à renunciar; pero asegurado ahora con plena confianza en la magnanimidad y el genio del grande hombre que siempre ha mostrado ser amigo mio, yo he tomado la resolucion de coformarme con todo lo que éste mismo grande hombre quiera disponer de nosotros y de mi suerte, la de la reyna y la del príncipe de la Paz.

Dirijo à V. M. I. y R. una protesta contra los sucesos de Aranjuez y contra mi abdicacion. Me entrego, y enteramente confio, en el corazón y amistad de V. M. : con lo qual ruego à Dios que os conserve en su santa y digna guarda.

De V. M. I. y R. su muy afecto hermano y amigo. Carlos. — Aranjuez 23 de marzo de 1808.

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810. El contexto manifiesta que Carlos IV no se acordaba de haber firmado la carta del dia 20, número 9 de la colección; y este olvido parece bastante inverosímil, sino para solo el caso que de veras sucedió; esto es el de que

se hizo firmar à Carlos IV día 20 todas las cartas que se le presentaron, escritas en la secretaría de Estado, por disposición del ministro D. Pedro Cevallos para los soberanos de Europa con quienes hubiera estilo de dar aviso en circunstancias análogas.

NUMERO XVI.

*Nota diplomática dirigida desde París, por
D. Eugenio Izquierdo al príncipe de la
Paz, en 24 de marzo de 1808.*

La situación de las cosas no da lugar para referir con individualidad las conversaciones que desde mi vuelta de Madrid he tenido por disposición del emperador, tanto con el gran mariscal del palacio imperial el general Dutoit, como con el vice-gran elector del imperio el príncipe de Benevento.

Así me cenire à explicar los medios que se me han comunicado en estos coloquios para arreglar, y aun para terminar amistosamente los asuntos que existen hoy entre España y Francia, medios que me han sido transmitidos con el fin de que mi gobierno

tome la mas pronta resolucion acerca de ellos.

Que existen actualmente varios cuerpos de tropas francesas en España, es un hecho constante. Las resultas estan en lo futuro. Un arreglo hecho entre el gobierno frances y el español con reciproca satisfaccion puede detener los eventos y elevarse à solemne tratado y definitivo sobre las bases siguientes.

Primera base. En las Colonias españolas y francesas comerciarán libremente, el frances en las españolas como si fuese español, y reciprocamente el español como si fuese frances en las francesas, pagando unos y otros los derechos que se paguen en los respectivos paises por sus naturales. Esta prerrogativa sera exclusiva, y ninguna potencia sino la francesa podrá obtenerla en España; como en Francia ninguna potencia sino la Española.

Segunda base. Portugal está hoy poseido por Francia. La comunicacion de Francia con Portugal exige una ruta militar, y tambien un paso continuo de tropas por España para guarnecer aquel pais, y defenderle contra la Inglaterra. Ha de causar multitud de gastos, obstáculos, y tal vez producir frecuentes motivos de desavenencias. Podria

amistosamente arreglarse este objeto quedando todo el Portugal para España, y recibiendo un equivalente la Francia en las provincias de España contiguas à este imperio.

Tercera base. Arreglar de una vez la sucesion al trono de España.

Quarta base. Hacer un tratado ofensivo y defensivo de alianza, estipulando el número de fuerzas con que se han de ayudar recíprocamente ambas potencias.

Tales deben ser las bases sobre que debe cimentarse y elevarse à tratado el arreglo capaz de terminar felizmente la actual crisis política en que se hallan España y Francia. En tan altas materias yo debo limitarme à executar fielmente lo que se me diga. Quando se trata de la existencia del Estado, de su honor y decoro, y del de su gobierno, las decisiones deben dimanar únicamente del soberano, y de su consejo. Sin embargo mi ardiente amor à la pátria me pone en la obligacion de decir que en mis conversaciones he hecho presente al príncipe de Benevento lo que sigue.

Primero. Que abrir nuestras Americas al comercio frances es partirlas entre España y el imperio frances : que abrirlas únicamente para los franceses, es (dado que no

quede de una vez arrollada la arrogancia inglesa) alejar cada dia mas la paz, y perder hasta que se firme, nuestras comunicaciones, y las de los franceses con aquellas regiones. He dicho que aun quando se admita el comercio frances, no debe permitirse que se avencinen vasallos de la Francia en nuestras Colonias con desprecio de nuestras leyes fundamentales.

Segundo. Concerniente à lo de Portugal he hecho mención de nuestras estipulaciones de 27 de octubre último. He hecho ver el sacrificio del rey de Etruria; lo poco que valé Portugal separado de sus Colonias; su ninguna utilidad para España; y he hecho una fiel pintura del horror que causaria à los pueblos cercanos al Pirineo la pérdida de sus leyes, libertades, fueros y lengua; y sobre todo el pasar à dominio extrangero. He añadido que no podré yo firmar la entrega de Navarra por no ser el objeto de execración de mis compatriotas, como lo seria si constase que un navarro habia firmado el tratado en que la entrega de la Navarra à la Francia estaba estipulada. En fin he insinuado que (si no habia otro remedio) podria erigirse un nuevo reyno, ò virreynato de *Iberia*, estipulando que este reyno ò virreynato no reci-

biere otras leyes ni otras reglas de administración que las actuales, y que sus naturales conservasen sus actuales fueros, y exenciones. Este reyno ò virreynato podria darse al rey de Etruria, ò à otro Infante de Castilla.

Tercero. Tratándose de fixar la sucesion de España, he manifestado lo que el rey nuestro señor me mandò que dixese de su parte, y tambien he hecho de modo que creo que quedan desvanecidas quantas calumnias (inventadas por los malévolos en ese país) han llegado à inficionar la opinion pública en este.

Quarta. Por lo que concierne à la alianza ofensiva y defensiva, mi zelo patriótico ha preguntado al príncipe de Benevento si se pensaba en hacer de España un equivalente à la Confederacion del Rin, y en obligarla à dar un contingente de tropas; cubriendo este tributo con el decoroso nombre de *tratado ofensivo y defensivo*. He manifestado que nosotros estando en paz con el imperio frances, no necesitamos desocorros de Francia para defender nuestros hogares. Que Canarias, Ferrol, y Buenos-Ayres lo atestiguan: que Africa es nula, etc., etc.

En nuestras conversaciones ha quedado ya como negocio terminado el de casamiento.

Tendrá efecto, pero será un arreglo particular de que no se tratará en el convenio de que se envían las bases.

En quanto al título de *emperador* que el rey nuestro señor debe tomar, no hay, ni había dificultad alguna. Se me ha encargado que no se pierda un momento en responder à fin de precaver las fatales consecuencias, à que puede dar lugar el retardo de un dia en ponerse de acuerdo.

Se me ha dicho que se evite todo acto hostil, y todo movimiento que pudiera alejar el saludable convenio que aun puede hacerse.

Preguntado si el rey nuestro señor debía irse à Andalucia, he respondido la verdad : que nada sabia. Preguntado tambien si creia que se hubiese ido, he contestado que no, vista la seguridad en que se hallaban (concerniente al buen proceder del emperador) tanto los reyes, como V. A.

He pedido (pues se medita un convenio) que interin que vuelve la respuesta se suspenda la marcha de los exércitos franceses acia lo interior de la España. He pedido que las tropas salgan de Castilla. Nada he conseguido, pero presumo que si vienen aprobadas las bases, podran las tropas francesas recibir

órdenes de alejarse de la residencia de sus magestades.

De ahí se ha escrito que se acercan tropas por Talavera à Madrid, y que vuestra alteza me despachó un alcance. A todo he satisfecho exponiendo con verdad lo que me constaba.

Segun se presume aqui, vuestra alteza habia salido de Madrid acompañando á los reyes à Sevilla ; yo nada se ; y así he dicho al correo que vaya hasta donde vuestra alteza esté.

Las tropas francesas dejarán pasar al correo, segun me ha asegurado el gran mariscal del palacio imperial. Paris 24 de marzo de 1808. — Serenísimo señor: De vuestra alteza serenísima, — Eugenio Izquierdo.

Nota. Esta nota está publicada por Escoiquiz en el apendice de su obra. Conforme à ella debe entenderse, y si es necesario, corregirse lo que dixe en el artículo primero antes de verla, ni tener noticia de ella.

NUMERO XVII

Carta de la reyna de Etruria, incluyendo otra de su madre reyna de España, para el gran duque de Berg en 26 de marzo de 1808.

Señor mi hermano: Mi madre me envia la adjunta carta para que os la remita, y la conserveis. Hacednos la gracia, querido mio, de no abandonarnos: Todas nuestras esperanzas estan en vos. Concededme el consuelo de ir a ver mis padres. Respondedme alguna cosa que nos alivie, y no os olvidéis de una amiga que os ama de corazón. *Maria Luisa.* Madrid 26 de marzo de 1808.

P. D. Yo estoy enferma en la cama con algo de calentura, por lo qual no me vereis fuera de mi habitacion.

Carta inclusa en la antecedente.

Querida hija mia: Decid al gran duque de Berg la situacion del rey mi esposo, la mia, y la del pobre príncipe de la Paz.

Mi hijo Fernando era el gefe de la conjuracion: las tropas estaban ganadas por él; él hizo poner una de las luces de su quarto

en una ventana para señal de que comenzase la explosión. En el instante mismo los guardias y las personas que estaban á la cabeza de la revolución, hicieron tirar dos fusilazos. Se ha querido persuadir que fueron tirados por la guardia del príncipe de la Paz ; pero no es verdad. Al momento los guardias de Corps, los de la infantería Española, y los de la Walona se pusieron sobre las armas, y sin recibir órdenes de sus primeros gefes convocaron á todas las gentes del pueblo, y las condujeron á donde les acomodaba.

El rey y yo llamamos á mi hijo para decirle que su padre sufría grandes dolores, por lo que no podía asomarse á la ventana, y que lo hiciese por si mismo á nombre del rey para tranquilizar al pueblo : me respondió con mucha firmeza que no lo haría, por que lo mismo seria asomarse á la ventana que comenzar el fuego ; y así no lo quiso hacer.

Después, á la mañana siguiente le preguntamos si podría hacer cesar el tumulto y tranquilizar los amotinados, y respondió que lo haría : pues enviaria á buscar á los segundos gefes de los guardias de Corps, los de las guardias Españolas, y los de las Wa-

lonas ; enviando tambien algunos de sus criados, con encargo de decir en su nombre al pueblo, y à las tropas que se tranquilizasen: Que tambien haria se volviesen à Madrid muchas personas que habian concurrido de alli para aumentar la revolucion y encargaria que no viniesen mas.

Quando mi hijo habia dado estas órdenes, fue descubierto el príncipe de la Paz. El rey envió à buscar á su hijo, y le mandó salir à donde estaba el desgraciado príncipe, que ha sido víctima, por ser amigo nuestro, y de los franceses, y principalmente del gran duque. Mi hijo fue y mandó que no se tocase mas al príncipe de la Paz, y se le condujese al cuartel de guardias de Corps. Lo mandó en nombre propio, aunque lo hacia por encargo de su padre ; y como si él mismo fuese ya rey, dijo al príncipe de la Paz, *Yo te perdono la vida.*

El príncipe, à pesar de sus grandes heridas, le dió gracias, preguntándole si era ya rey. Esto aludia à que ya se pensaba en ello, pues el rey, el príncipe de la Paz y yo, teniamos la intencion de hacer la abdicacion en favor de Fernando, quando hubiéramos visto al emperador, y compuesto todos los asuntos, entre los quales el principal

era el matrimonio. Mi hijo respondió al príncipe de la Paz; *No : hasta ahora no soy rey: pero lo seré bien pronto.* Lo cierto es que mi hijo mandaba todo como si fuese rey; sin serlo, y sin saber si lo seria. Las órdenes que el rey mi esposo daba, no eran obedecidas.

Despues debia haber en el dia 19 en que se verificó la abdicacion, otro tumulto mas fuerte que el primero contra la vida del rey mi esposo, y la mia, lo que le obligó à tomar la resolucion de abdicar.

Desde el momento de la renuncia, mi hijo trató à su padre con todo el desprecio que puede tratarlo un rey sin consideracion alguna para con sus padres. Al instante hizo llamar à todas las personas complicadas en su causa que habian sido desleales à su padre, y hecho todo lo que pudiera ocasionarle pesadumbres. El nos dá priesa para que salgamos de aqui, señalándonos la ciudad de Badajoz para residencia. Entretanto nos deja sin consideracion alguna, manifestando gran contento de ser ya rey, y de que nosotros nos alejemos de aquí.

En quanto al príncipe de la Paz, no quisiera que nadie se acordára de él. Los guar-

dias que le custodian, tienen orden de no responder à nada que les pregunta, y lo han tratado con la mayor inhumanidad.

Mi hijo ha hecho esta conspiracion para destronar al rey su padre: Nuestras vidas hubieran estado en grande riesgo, y la del pobre príncipe de la Paz lo está todavia.

El rey mi esposo, y yo esperamos del gran duque que hará quanto pueda en nuestro favor, porque nosotros siempre hemos sido aliados fieles del emperador, grandes amigos del gran duque, y lo mismo sucede al pobre príncipe de la Paz. Si el pudiese hablar, daría pruebas; y aun en el estado en que se halla, no hace otra cosa que exclamar por su grande amigo el gran duque.

Nosotros pedimos al gran duque, que salve al príncipe de la Paz, y que salvándonos à nosotros, nos le dexen siempre à nuestro lado, para que podamos acabar juntos, tranquilamente el resto de nuestros dias en un clima mas dulce, y retirados, sin intrigas, y sin mandos; pero con honor. Esto es lo que deseamos el rey y yo, igualmente que el príncipe de la Paz, el qual estaria siempre pronto à servir à mi hijo en toda. Pero mi hijo (que no tiene carácter alguno, y mucha

menos el dela sinceridad, jamas ha querido servise de él, y siempre le ha declarado guerra como al rey su padre, y à mí.

Su ambicion es grande, y mira á sus padres como sino lo fuesen. ¿Que hará para los demas? Si el gran duque pudiera vernos, tendríamos grande placer, y lo mismo su amigo el príncipe de la Paz, que sufre porque lo ha sido siempre de los franceses, y del emperador. Esperamos todo del gran duque, recomendándole tambien à nuestra pobre hija Maria Luisa, que no es amada de su hermano. Con esta esperanza estamos próximos à verificar nuestro viaje. *Luisa.*

Nota. Traducccion de la copia impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XVIII.

Nota de la reyna de España para el gran duque de Berg en 27 de marzo de 1808.

Mi hijo no sabe nada de lo que tratamos, y conviene que ignore todos nuestros pasos. Su carácter es falso: nada le afecta: es insensible, y no inclinado à la clemencia. Está

dirigido por hombres malos; y hará todo por la ambicion que le domina: promete; pero no siempre cumple sus promesas.

Creo que el gran duque debe tomar medidas para impedir que al pobre príncipe de la Paz se quite la vida, pues los guardias de Corps han dicho, que primero lo matarian que entregarlo vivo, aunque lo manden el emperador, y el gran duque. Estan llenos de rabia contra él, è inflaman à todos los pueblos, à todo el mundo, y aun à mi hijo que desiere à ellos en todo. Lo mismo sucede relativamente al rey mi esposo, y à mi. Nosotros estamos puestos en manos del gran duque, y del emperador: le rogamos que tenga la complacencia de venir à vernos; de hacer que el pobre príncipe de la Paz sea puesto en salvo lo mas pronto posible; y de concedernos todo lo demas que tenemos suplicado.

El embaxador es todo de mi hijo; lo qual me hace temblar; porque mi hijo no quiere al gran duque, ni al emperador, sino solo el despotismo. El gran duque debe estar persuadido que no digo esto por venganza, ni resentimiento de los malos tratamientos que nos hace sufrir, pues nosotros no deseamos sino la tranquilidad del gran duque y del

emperador. Estamos totalmente puestos en manos del gran duque, deseando verle para que conozca todo el valor que damos à su augusta persona, y à sus tropas, como à todo lo que le sea relativo.

Nota. Traducccion de la copia impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XIX.

Carta de la reyna de Etruria para el gran duque de Berg en 29 de marzo de 1808, con una ñota de la reyna de España su madre.

Mi señor y querido hermano: mi madre os escribe algunas líneas. Yo os incluyo la adjunta maia para el emperador, rogandoos dispongais que llegue prontamente à su destino. Recomendadme à S. M., y prometédme como os suplico, ir despues de mañana à Aranjuez. Tomad en mis asuntos el interes que yo tomo en lo relativo à vuestra persona, y creed que soy de todo mi corazon vuestra afecta hermana y amiga. *Maria Luisa.*
Madrid, 29 de marzo 1808.

Nota de puño y letra de la reyna de España.

No quisieramos ser importunos al gran duque. El rey me hace tomar la pluma para decir que considera útil que el gran duque escribiese al emperador insinuando que convendria que S. M. I. diese órdenes, sostenidas con la fuerza, para que mi hijo, ú el gobierno, nos dejen tranquilos al rey, à mi, y al príncipe de la Paz, hasta tanto que S. M. llegue. En fin, el gran duque y el emperador sabrán tomar las medidas necesarias para que se esperen su arrivo ú órdenes, sin que antes seamos víctimas. *Luisa.*

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XX.

Carta de la reyna de Etruria al gran duque de Berg en 30 de marzo de 1808, con otra de su madre, y un artículo escrito de mano propia de Carlos IV.

Señor y hermano : Os remito una carta que mi madre me ha enviado, y os suplico

que me digais si vuestra guardia, ó vuestras tropas han pasado á guardar al príncipe de la Paz. Deseo tambien saber qual es el estado de la salud del príncipe; y que opina vuestro médico en el asunto. Respondecme al instante porque pienso visitar à mi madre uno de estos dias, sin detenerme allí mas que lo preciso para hablar y volver aqui. Id pronto, pues solo vos podeis ser mi defensor, y vuelvo à rogaros que me respondais sin detencion: entretanto soy de razon vuestra afectísima hermana y amiga. *Maria Luisa*. Madrid, 3o de marzo de 1808.

Carta de la reyna de España citada en la anterior.

Si el gran duque no toma à su cargo que el emperador expida prontamente órdenes de impedir los progresos de las intrígas que hay contra el rey mi esposo, contra el príncipe de la Paz su amigo, contra mí, y aun contra mi hija Luisa, ninguno de nosotros está seguro. Todos los malévolos se reunen en Madrid al rededor de mi hijo: Este los cree como à oráculos, y por si mismo no es muy inclinado à la magnánimidad, ni à la clemencia. Debe temerse de ellos toda

mala resulta. Yo tiemblo, y lo mismo mi marido, si mi hijo ve al emperador antes que éste haya dado sus órdenes; pues él y los que le acompañan, contarán à S. M. I. tantas mentiras, que lo pongan por lo menos en estado de dudar de la verdad. Por este motivo rogamos al gran duque consiga del emperador que proceda sobre el supuesto de que nosotros estamos absolutamente puestos en sus manos, esperando que nos dé la tranquilidad para el rey mi esposo, para mi, y para el príncipe de la Paz, de quien deseamos que nos lo dexé à nuestro lado para acabar nuestros dias tranquilamente en un pais conveniente à nuestra salud, sin que ninguno de nosotros tres les hagamos la menor sombra. Rogamos con la mayor instancia al gran duque que se sirva mandar darnos diariamente noticias de nuestro amigo comun el príncipe de la Paz, pues nosotros ignoramos todo absolutamente.

El siguiente artículo está escrito de letra de Carlos IV.

Yo he hecho à la reyna escribir todo lo que precede , porque no puedo escribir mucho à causa de mis dolores. *Carlos.*

Sigue escribiendo la reyna.

El rey mi marido ha escrito esta linea y media , y la ha firmado para que os asegureis de ser él quien os escribe.

Nota. Traducccion de la copia impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810-

NUMERO XXI.

Nota de la reyna de España para el gran duque de Berg, remitida por medio de la reyna de Etruria sin fecha en 1808.

El rey mi esposo , y yo , no quisieramos ser importunos ni enfadosos al gran duque,

que tiene tantas ocupaciones ; pero no tenemos otro amigo ni apoyo que él , y el emperador , en quien estan fundadas todas esperanzas del rey , las del príncipe de la Paz , amigo del gran duque , è íntimo nuestro , las de mi hija Luisa , y las mías . Mi hija me escribió ayer por la tarde lo que el gran duque le habia dicho , y nos ha penetrado el corazon , dexándonos llenos de reconocimiento y de consuelo , esperando todo bien de las dos sagradas , è incomparables personas del emperador , y del gran duque . Pero no queremos que ignoren lo que nosotros sabemos à pesar de que nadie nos dice nada , ni aun responden à lo que preguntamos , por mas necesidad que tengamos de respuesta . Sin embargo , miramos esto con indiferencia , y solo nos interesa la buena suerte de nuestro único è inocente amigo el príncipe de la Paz , que tambien lo es del gran duque , como él mismo exclamaba en su prision en medio de los horribles tratos que se le hacian , pues perseveraba llamando siempre amigo suyo al gran duque , lo mismo que lo habia hecho antes de la conspiracion ; y solia decir « si yo tuviera la fortuna de que el gran duque estuviese cerca , y llegase aqui , no tendria nada

que temer. » El deseaba su arribo à la corte, y se lisongeaba con la satisfacion de que el gran duque quisiese aceptar su casa para alojamiento: Tenia preparados algunos regalos para hacerle; y en fin no pensaba sino en que llegára el momento, y despues presentarse ante el emperador y el gran duque con todo el afecto imaginable; pero ahora nosotros estamos siempre temiendo que se le quite la vida, ó se le aprisione mas si sus enemigos llegan à entender que se trata de salvarle. ¿No seria posible tomar por precaucion algunas medidas antes de la resolucion definitiva? El gran duque pudiera enviar tropas, sin decir à que; llegar à la prision del príncipe de la Paz, y separar la guardia que le custodia, sin darle tiempo de disparar una pistola, ni hacer nada contra el príncipe; pues es de temer que su guardia lo hiciese, porque todos sus deseos son de que muera, y tendrán gloria en matarle. Asi la guardia seria mandada absolutamente por las órdenes del gran duque: y sino, puede estar seguro el gran duque de que el príncipe de la Paz morirá, si prosigue baxo el poder de los traidores indignos, y à las órdenes de mi hijo. Por lo mismo volvemos à hacer al gran duque la misma

súplica de que haga sacarlo del poder de las manos sanguinarias, esto es de los guardias de Corps de mi hijo, y de sus malos lados, porque sino, debemos estar siempre temblando por su vida aunque el gran duque y el emperador la quieran salvar, mediante que no lo podrán conseguir. De gracia volvemos à pedir al gran duque que tome tódas las medidas convenientes para el objeto, porque como se pierda tiempo, ya no está segura la vida, pues es cosa cierta que seria mas facil de conservar si el príncipe estuviese entre las manos de leones y de tigres carnívoros.

Mi hijo estuvo ayer despues de comer con Infantado, con Escoiquiz, que es un clérigo maligno, y con San Carlos, que es peor que todos ellos; y esto nos hace temblar, porque duró la conferencia secreta desde la una y media hasta las tres y media. El gentil-hombre que va con mi hijo Carlos, es primo de San Carlos; tiene talento, y bastante instruccion; pero es un Americano maligno, y muy enemigo nuestro, como su primo San Carlos, sin embargo de que todo lo que son, lo han recibido del rey mi marido, à instancias del pobre príncipe de la Paz, de quien ellos decian ser parientes.

Todos los que van con mi hijo Carlos, son incluidos en la misma intriga, y muy propios para hacer toda el mal posible, y que sea reputado por verdad lo que es una grande mentira.

Yo ruego al gran duque que perdone mis borrones y defectos que cometo quando escribo frances, pues algunas veces me faltan palabras y frases, mediante hacer ya quarenta y dos años que hablo español, desde que vine à casar en España, à la edad de trece años y medio, motivo por el qual aunque háblo frances, no se hablarlo bien. El gran duque conocerá la razon que me asiste; y disimulará los defectos del idioma en que yo incurra. *Luisa.*

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 5 de Febrero de 1810.

NUMERO XXII.

Nota de la reyna de España para el gran duque de Berg , por medio de la reyna de Etruria su hija , sin fecha en 1808.

Ayer recibí un papel de un Mahonés que queria tener una audiencia secreta conmigo, despues que el rey mi marido estaba ya en cama, diciendome que me daria grandes luces sobre todo lo que sucede actualmente.

El queria que yo le diese por mi misma seis ù ocho millones, diciendo que yo los podria pedir à la compañía de Filipinas, y que el haria una contra-revolucion que librase al príncipe de la Paz, y fuese tambien contra los franceses.

El rey y yo lo hicimos prender sin permitirle comunicacion , y permanecerá preso hasta que se averigüe la verdad de todo lo que hay en este asunto ; pues creemos que sea un emisario de los ingleses para perdernos ; supuesto que el rey y el príncipe de la Paz siempre han sido únicamente amigos de los franceses, del emperador, y en particular del gran duque,

sin haberlo sido jamas de los ingleses nuestros enemigos naturales.

Creemos tambien por muy necesario que el gran duque haga asegurar al pobre príncipe de la Paz que siempre ha sido y es amigo del gran duque, de quien asi (como del emperador) esperaba su asilo en la forma que lo tenia escrito por medio de Izquierdo al mismo gran duque, y aun al emperador mismo, bien que no se si éstas cartas habrán llegado à sus manos.

Convendria sacar de las manos de los guardias de corps, y de las tropas de mi hijo al pobre príncipe de la Paz su amigo ; pues es de rezelar que se le quite la vida , ó se le envenene, y se diga que ha muerto de sus heridas : y por quanto no tendrá seguridad de vivir, mientras estén à su lado algunos de estos malignos, será forzoso que el gran duque, despues de asegurar la persona del príncipe de la Paz en su poder, tome medidas bien fuertes para conservarle, pues las intrigas cada dia crecen contra ese pobre amigo del gran duque, y aun contra el rey mi marido, cuya vida tampoco esta bastante segura.

Mi hijo hizo llamar al hijo de Biergol, que es oficial de la secretaria de Estado de las relaciones exteriores. Estuvieron presentes à la

sesion Infantado y todos los ministros. Mi hijo le preguntó que habia de nuevo en el sitio, y que hacia el rey mi marido : Biergol respondió lo que habia de verdad diciendo : « No hay nada de nuevo: el rey sale muy poco: la reyna no ha salido : ninguno de los dos no ha visto à nadie: se ocupan en preparar una habitacion para el caso de que el gran duque y el emperador vayan allí. » Mi hijo le dió orden de volver aqui, y de estar al servicio de su padre hasta que éste emprenda su viage, porque es uno que interviene en nuestras cuentas como tesorero. A todos los que nos siguen, aplican el título de desertores. Yo recelo que traman alguna grande intriga contra nosotros, y que estamos en grande riesgo porque Infantado y los otros son tan malos y peores que los demas. Me persuado que el rey y yo y el pobre príncipe de la Paz estamos muy expuestos ; por que no manifiestan sino mala voluntad contra nosotros y nuestra vida no está segura sino lo remedian el gran duque y el emperador. Es necesario que tomen algunas medidas para contener las abominables intenciones de estos malignos, y para que mi hijo se canse de dedicarse à pensar todo lo que sea contra su padre y contra el príncipe de la Paz. Nosotros hemos tenido

esta noticia despues que alió de aqui el edecan. El clérigo Escoiquiz es tambien de los mas malos. — *Luisa.*

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XXIII.

Carta del rey de España Carlos IV al gran duque de Berg, con otra de la reyna su esposa, en 1.º de abril de 1808.

Mi señor y muy querido hermano: V. A. I. y R. verá por el escrito adjunto que nosotros nos interesamos en la vida del príncipe de la Paz más que en la nuestra.

Todo lo que se dice en la gaceta extraordinaria sobre el proceso del Escorial, ha sido compuesto à gusto de los que lo publican sin decir nada de la declaracion que mi bijo hizo espontaneamente, la qual habrán mudado sin duda: ella está escrita por un gentil-hombre, y firmada solamente por mi hijo. Si vuestra alteza imperial y real no hace esfuerzos para que el proceso se suspenda hasta la

venida del emperador, temo mucho que quiten antes la vida al príncipe de la Paz. Nosotros contamos con el afecto de vuestra alteza imperial y real para nosotros tres, fundados en la alianza y amistad con el emperador. Espero que vuestra alteza imperial y real me dará una respuesta consolatoria que me tranquilice, y comunicará al emperador esta carta mia con expresion de que yo descanso en su amistad y generosidad. Escusadme lo mal escrita que ~~v~~esta carta, pues los dolores que padezco son la causa. En este supuesto, mi señor y muy querido hermano, ruego à Dios que os tenga en su santa y digna guarda. Mi señor y muy querido hermano: De vuestra alteza imperial y real su muy afecto amigo. *Carlos*. — Aranjuez 1.º de abril de 1808.

Carta de la reyna.

Señor mi hermano : yo junto mis sentimientos à los del rey mi marido, rogando à vuestra alteza imperial y real la bondad de hacer lo que le pedimos ahora; y esperamos que su amistad y humanidad tomará à su cargo la buena causa de su íntimo y desgraciado amigo el pobre príncipe de la Paz; así

como nuestra propia causa que está unida à la suya para que así cese y se suspenda todo hasta que la generosidad y grandeza de alma sin igual del emperador nos salve à todos tres y haga que acabemos nuestros días juntos tranquilamente y en reposo. No espero menos del emperador y de vuestra alteza imperial y real que nos concederá esta gracia, pues es la única que deseamos. En este supuesto ruego à Dios que tenga à vuestra alteza imperial y real en su santa y digna guarda. Señor mi hermano : de vuestra alteza imperial y real muy afecta hermana y amiga. — *Luisa.*

Nota. Traducción de la carta impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XXIV.

Nota de la reyna de España para el gran duque de Berg, remitida por medio de la reyna de Etruria, en 1º de abril de 1808.

Habiendo visto la gaceta extraordinaria que habla solamente de haberse encontrado

la causa del Escorial entre los papeles del pobre príncipe de la Paz, veo que está llena de mentiras. El rey era quien guardaba la causa en la papelera de su mesa, y la confió al pobre príncipe de la Paz para que la diera al gran duque, con el fin de que la presentase al emperador de parte del rey mi marido. Como esta causa se halla escrita por el ministro de la guerra y de justicia, y firmada por mi hijo, éste y aquél mudarán lo que quieran como si fuese original verdadero; y lo mismo sucederá en lo que quieran mudar relativo à los demas comprendidos en la causa, pues todos estan ahora al rededor de mi hijo, y harán lo que éste mande y lo que quieran ellos mismos.

Si el gran duque no tiene la bondad y humanidad de hacer que el emperador mande prontamente suspender el curso de la causa del pobre príncipe de la Paz, amigo del mismo gran duque y del emperador, y de los franceses y del rey y mio, van sus enemigos à hacerle cortar la cabeza en público, y despues à mí, pues lo desean tambien. Yo temo mucho que no den tiempo para que pueda llegar la respuesta y resolucion del emperador; pues precipitarán la execucion para que quando llegue aquella, no pueda surtir efecto

favorable por estar ya decapitado el príncipe. El rey mi marido y yo no podemos ver con indiferencia un atentado tan horrible contra quien ha sido intimamente amigo nuestro y del gran duque. Esta amistad y la que ha tenido en favor del emperador y de los franceses, es la causa de todo lo que sufre; sobre lo qual no se debe dudar.

Las declaraciones que mi hijo hizo en su causa no se manifiestan ahora: y caso de que se publiquen algunas, no serán las que de veras hizo entonces. Acusan al pobre príncipe de la Paz de haber atentado contra la vida y trono de mi hijo; pero esto es falso, y solo es verdad todo lo contrario. No tratan sino de acriminar à este inocente príncipe de la Paz, nuestro único amigo comun, para inflamar mas al público, y hacerle creer contra él todas las infamias posibles.

Después harán lo mismo contra mí, pues tienen la voluntad preparada para ello. Así convendra que el gran duque haga decir à mi hijo que se suspenda toda causa y asunto de papeles hasta que el emperador venga, ó dé disposiciones; y tomar el gran duque baxo sus órdenes la persona del pobre príncipe de la Paz su amigo, separando los guardias, y poniendo tropas suyas para impedir que lo

maten; pues esto es lo que quieren, ademas de infamarle, lo que tambien proyectan contra el rey mi marido y contra mí, diciendo que es necesario formarnos causa y hacer que demos cuenta de todas nuestras operaciones.

Mi hijo tiene muy mal corazon : su carácter es cruel : jamas ha tenido amor à su padre ni à mí: sus consejeros son sanguinarios : no se complacen sino en hacer, desdichados, sin exceptuar al padre ni à la madre. Quieren hacernos todo el mal posible; pero el rey y yo tenemos mayor interes en salvar la vida y el honor de nuestro inocente amigo que nuestra misma vida.

Mi hijo es enemigo de los franceses , aun que diga lo contrario. No estrañaré que cometa un atentado contra ellos. El pueblo esta ganado con dinero y lo inflamará contra el príncipe de la Paz , contra el rey mi marido, y contra mi, porque somos aliados de los franceses, y dicen que nosotros les hemos hecho venir.

A la cabeza de todos los enemigos de los franceses esta mi hijo aun que aparente ahora lo contrario, y quiera ganar al emperador, al gran duquey à los franceses para dar mejor y mas seguro su golpe.

Ayer tarde diximos nosotros al general comandante de las tropas del gran duque, que nosotros siempre permanecemos aliados de los franceses, y que nuestras tropas estarán siempre unidas con las suyas. Esto se entiende de las nuestras que tenemos aqui; pues de las otras no podemos disponer; y aun en quanto à estas ignoramos las órdenes que mi hijo habrá dado; pero nosotros nos pondríamos à su cabeza para hacerlas obedecer lo que queremos, que es que sean amigas de los franceses. *Luisa.*

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XXV.

Nota de la reyna de España al gran duque de Berg, por medio de la reyna de Etruria su hija, en abril de 1808.

Nosotros remitimos al gran duque la respuesta de mi hijo à la carta que el rey mi marido le escribió antes de ayer, cuya copia fue remitida ayer al gran duque. No estamos contentos con el modo de explicarse mi hijo,

ni aun con la sustancia de lo que se responde; pero el gran duque por su amistad con nosotros tendra la bondad de componerlo todo y de hacer que el emperador nos salve à todos tres; es decir al rey mi marido; al pobre príncipe de la Paz su amigo, y à mi. El gran duque debe estar persuadido, y debe persuadir al emperador que habiendo puesto nuestra suerte en sus manos, solo pendemos de la generosidad, grandeza de alma y amistad que tenga para nosotros tres, que siempre hemos sido sus buenos y fieles aliados, amigos y afectos, y que sino nuestra suerte será mui infeliz.

Se nos ha dicho que nuestro hijo Carlos va à partir mañana ò antes para recibir al emperador, y que sino lo encuentra, avanzará hasta Paris. A nosotros se nos oculta esta resolución porque no quieren que la sepamos el rey ni yo, lo qual nos hace recelar un mal designio; pues mi hijo Fernando no se separa un momento de sus hermanos, ni de su tío, y los hace malos con promesas y con los atractivos que agradan à los juvenes que no conocen al mundo por esperiencias, etc.

Por esto conviene que el gran duque procure que el emperador no se deje engañar por medio de mentiras que lleven las aparien-

cias de la verdad, respecto de que mi hijo no es afecto à los franceses, sino que ahora manifiesta serlo porque cree tener necesidad de aparentarlo. Yo recelo de todo si el gran duque, en quien habemos puesto nuestras esperanzas no hace todos sus esfuerzos para que el emperador tome nuestra causa como suya propia. Tampoco dudamos que la amistad del gran duque sostendrá y salvará su amigo, y nos lo dejará à nuestro lado para que todos tres juntos acabemos nuestros dias tranquilamente retirados. Asimismo creemos que el gran duque tomará todos los medios para que el pobre príncipe de la Paz, amigo suyo, y nuestro sea trasladado à un pueblo cercano à la Francia, de manera que su vida no peligre y sea facil de transportarlo à Francia, y librarlo de las manos de sus sangui-narios enemigos.

Deseamos igualmente que el gran duque envíe al emperador alguna persona que le informe de todo à fondo para evitar que su magestad imperial pueda ser preocupada por las mentiras que se fraguan aqui de dia y de noche contra nosotros, y contra el pobre príncipe de la Paz, cuya suerte preferimos à la misma nuestra, porque estamos temblando de las dos pistolas que hay cargadas para qui-

tarle la vida en caso necesario, y sin duda son efecto de alguna orden de mi hijo que hace conocer así qual sea su corazón; y deseo que no se verifique jamás un atentado semejante con ninguno, aun quando el fuese el mayor malvado, y vos debeis creer que el príncipe no lo es.

En fin el gran duque y el emperador son los únicos que pueden salvar al príncipe de la Paz, así como à nosotros, pues si no resulta salvo, y si no se nos concede su compañía, moriremos el rey mi marido y yo. Ambos creemos que si mi hijo perdona la vida al príncipe de la Paz, será cerrandolo en alguna prision cruel donde tenga una muerte civil por lo qual rogamos al gran duque y al emperador que lo salve enteramente, de manera que acabè sus dias en nuestra compañía donde se disponga.

Conviene saber que se conoce que mi hijo teme mucho al pueblo; y los guardias de corps son siempre sus consejeros y sus tiranos. *Luisa.*

• *Nota.* Traducción de la copia impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XXVI.

Carta del rey Carlos IV al gran duque de Berg, con otra de la reyna su esposa en tres de abril de 1808.

Mi Señor y mi querido hermano : Teniendo que pasar à Madrid D. Joaquin de Manuel de Villena , gentil-hombre de mi cámara, y muy fiel servidor mio para negocios particulares suyos , le he encargado presentarse à V. A. I. y R., y asegurarle todo mi reconocimiento al interes que V. A. toma en mi suerte, y en la del príncipe de la Paz, que está inocente. Podeis fiaros de hablar con D. Joaquin de Villena, porque yo aseguro su fidelidad. No hablaré ya de mis dolores, y mi esposa os dará en postdata razon detallada de los asuntos. Pudiera suceder que Villena no se atreva à entrar en casa de V. A. I. y R., por no hacerse sospechoso. En tal caso mi hija dispondrá que recibais esta carta. Perdonadme tantas importunidades, y ruego à Dios que tenga à V. A. I. y R. en su santa y digna guarda. Mi Señor, y mi querido hermano. De V. A. I. y R., afecto hermano y amigo. *Carlos*. Aranjuez, 3 de Abril de 1808.

Carta de la reyna.

Mi Señor y hermano : La partida tan pronta de mi hijo Carlos , que será mañana, nos hace temblar. Las personas que le acompañan, son malignas. El secreto inviolable que se les hace observar para con nosotros, nos causa grande inquietud, temiendo que sea conductor de papeles falsos, contrahechos è inventados.

El principe de la Paz no hacia ni escribia nada sin que lo supieramos y viesemos el rey mi marido y yo ; y podemos asegurar que no ha cometido crimen alguno contra mi hijo, ni contra nadie ; pero mucho menos contra el gran duque ; contra el emperador, ni contra los franceses. El escribió de propio puño al gran duque , y al emperador, pidiendo á éste un asilo, y hablando de matrimonio ; pero yo creo que el picaro Izquierdo no la entregó , y la ha devuelto. El príncipe de la Paz estaba ya desengañado de la mala fe de Izquierdo, y por lo menos dudaba de su sinceridad. Los enemigos del pobre príncipe de la Paz , amigo de V. A. I. y R. pintarán con los colores mas vivos , y apariencias de verdad qualesquier-

ra mentiras : Son muy diestros para esto , y quantos ocupan ahora los empleos , son enemigos comunes suyos. ¿ No podria V. A. I. y R. enviar alguno que llegase antes que mi hijo Carlos à ver al emperador , y prevenirle de todo , contándole la verdad , y las imposturas de nuestros enemigos ?

Mi hijo tiene veinte años , sin experiencias ni conocimientos del mundo. Los que le acompañan , y todos los demas le habrán dado instrucciones à su gusto. Ojala que V. A. I. y R. tome todas las medidas necesarias para anticipar noticias al emperador. Mi hijo hace todo lo posible para que no veamos al emperador ; pero nosotros queremos verle , asi como à V. A. I. y R. en quien hemos depositado nuestra confianza , y la seguridad de todos tres que esperamos conceda el emperador.

En este supuesto ruego à Dios que tenga à V. A. I. y R. en su santa y digna guarda. Mi Señor y hermano. De V. A. I. y R. muy afecta hermana y amiga *Luisa*.

Nota. Traducción de la copia impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XXVII.

*Carta de la reyna de España al gran duque
de Berg en 8 de abril de 1808.*

Mi Señor y hermano : El rey no puede escribir por estar muy incomodado con la hinchazón de su mano. Quando ha leído la carta de V. A. I. y R. en que le dexa elección de partir mañana à otro dia, ha tenido presente que todo estaba preparado; que una parte de sus criados parte hoy, y que la dilacion podia dar que pensar à tantos intérpretes como hay, malignos è impostores; por lo que se ha decidido à salir mañana à la una, como tenia ya dicho, esperando que asi le seria mas facil tambien ir à ver al emperador. Tendremos mucho gusto de saber el arrivo del emperador à Bayona. Nosotros lo esperamos con impaciencia, y que V. A. I. y R. nos dirá quando debemos ir. El rey mi marido y yo, deseamos con vehemencia ver à V. A. I. y R. Apetecemos con ansia este momento, y nos ha servido de gran placer el recado de V. A. de que vendria à vernos despues de dos dias. Repetimos nuestras súplicas, confiando enteramente en su amistad:

y pido à Dios tenga à V. A. I. y R. en su santa y digna guarda.

Mi Señor y hermano: De V. A. I. y R. muy afecta hermana y amiga. *Luisa*. Aranjuez 8 de abril de 1808.

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 5 de Febrero de 1810.

NUMERO XXVIII.

Carta del rey Fernando à su padre en 8 de abril de 1808

Padre mio : El general Savary acaba de separarse de mi compañía. Estoy muy satisfecho de él, como tambien de la buena inteligencia que hay entre el emperador y mi persona, por la buena fe que me ha manifestado.

Por este motivo me parece justo que V. M. me dé una carta para el emperador, felicitándole de su arrivo, y asegurándole que tengo para con él los mismos sentimientos que V. M. le ha demostrado.

Si V. M. considera conveniente, me enviará en respuesta dicha carta, porque yo

saldré despues de mañana, y he dado órden de que vengan despues los tiros que debian servir à V. MM.

Vuestro mas sumiso hijo. *Fernando*. Madrid, 8 de abril de 1808.

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XXIX.

Segunda carta de la reyna de España al gran duque de Berg, en 8 de abril de 1808.

Mi Señor y hermano : No quisieramos ocupar à V. A. I. R.; pero no teniendo otro apoyo, es necesario que V. A. sepa todo lo relativo à nuestras personas. Remitimos à V. A. la carta que el rey ha recibido de su hijo Fernando, en respuesta de la que su padre le escribió, diciéndole que partiamos el lunes.

Las pretensiones de mi hijo me parecen fuera de propósito; y siguiendo las mismas ideas le ha escrito el rey hace un instante, que nosotros llevamos menos familia, y personas de servidumbre que plazas habia; que

dándose aquí algunas: que pasaríamos la semana santa en el Escorial, sin poder decir quantos dias duraria aquella residencia, y que en quanto à guardias de Corps, no importaba nada que no fuesen. Quisieramos no verlos, y sí, fuera de su poder à nuestro pobre principe de la Paz. Ayer tarde se me advirtió que viviésemos con cuidado, porque se intentaba hacer alguna cosa secreta, y que aunque fuese tranquila la noche de ayer, no lo seria la siguiente. Yo dudo de todo, y no vemos à los guardias de Corps; pero es necesario vivir con cautela, por lo que lo hemos advertido al general Watier. Los guardias son los autores de todo, y hacen à mi hijo hacer lo que quieren; lo mismo que los malignos ministros, que son muy crueles; sobre todo el clérigo Escoiquiz.

Por gracia : V. A. librenos à todos tres, è igualmente à mi pobre hija Luisa, que padece por la propia razon que nuestro pobre amigo comun, el príncipe de la Paz, y nosotros; y todo porque somos amigos de V. A. I. y R., de los franceses, y del emperador. Mi hijo Fernando habló aquí de las tropas francesas que habia en Madrid con bastante desprecio, lo qual es prueba de que no las mira con afecto. Nos han asegurado

que los Carabineros son como los demas; y que los otros residentes en este sitio, como el capitán de guardias de Corps, no hacen sino averiguar todo lo que pueden para hacerlo saber à mi hijo.

Si el emperador dixerá donde quiere que le veámos, tendríamos en ello mucho gusto, y rogamos a V. A. procure que el emperador nos saque de España quanto antes al rey mi marido, y à nuestro amigo el príncipe de la Paz, à mi y à mi pobre hija; y sobre todo à los tres, lo mas pronto posible; porque de otro modo no estamos seguros. No dude V. A. que nos hallamos en el mayor-peligro, y con especialidad nuestro amigo, cuya seguridad deseamos antes que la nuestra; la que confiamos lograr de V. A. y del emperador; en cuyo supuesto pido à Dios tenga à V. A. en su santa y digna guarda.

Mi Señor y hermano: de V. A. I. y R. afecta hermana y amiga *Luisa. Aranjuez*, 8 de Abril de 1808.

Nota. Traducción de la carta impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XXX.

*Carta de la reyna de España al gran duque
de Berg, en 9 de abril de 1808.*

Mi Señor y hermano : El reconocimiento à los favores de V. A. I. y R. será eterno, y le damos un millon de gracias por la seguridad que nos anuncia de que su amigo y nuestro, el pobre príncipe de la Paz estará libre dentro de tres días. El rey y yo ocultaremos con un secreto inviolable tan necesario la alegría que V. A. I. y R. nos ha producido con una noticia tan deseada. Ella nos reanima, y nunca hemos dudado de la amistad de V. A. I. y R., quien tampoco deberá dudar de la nuestra jamas, pues se la hemos profesado siempre, como tambien el pobre amigo de V. A., cuyo crimen es el ser afecto al emperador, y à los franceses. No así mi hijo, pues no lo es, aunque lo aparente. Su ambicion sin límites le ha hecho seguir los consejos de todos los infames consejeros que ha puesto ahora en los empleos mas principales y elevados.

Tenga V. A. la bondad de decirnos quando deberemos ir à ver al emperador, y en donde, pues lo deseamos mucho; igualmente que

V. A. no se olvide de mi pobre hija Luisa.

Damos gracias à V. A. I. y R. de habernos enviado al general Watier, pues se ha conducido perfectamente aquí. Mi marido queria escribir à V. A.; pero es absolutamente imposible, pues padece muchos dolores en la mano derecha, los quales le han quitado el sueño esta noche pasada.

Nosotros saldremos à la una para el Escorial, adonde llegaremos à las ocho de la tarde. Rogamos à V. A. que disponga que sus tropas y V. A. libren à su amigo de los peligros de todos los pueblos y tropas que estan contra él, y contra nosotros; no sea que lo maten sino le salva V. A., pues como no esté asegurado por la guardia de V. A., hay mucho peligro de que le quiten la vida.

Deseamos mucho ver à V. A. I. y R., pues somos totalmente suyos; en cuyo supuesto pido à Dios que tenga à V. A. I. y R. en su santa y digna guarda.

Mi Señor y hermano. De V. A. I. y R.
mui afecta hermana y amiga *Luisa*. Aranjuez 9 de abril de 1808.

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XXXI.

Segunda carta de la reyna de España al gran duque de Berg, en 9 de abril de 1808.

Mi Señor y hermano: Son las diez, y hemos recibido una carta de mi hijo Fernando que el rey mi marido envia á V. A. para que la vea, y me diga lo que debemos hacer. El rey y yo no quisieramos hacer lo que nos pide mi hijo, cuya pretension nos ha sorprendido infinito, y creemos que no nos conviene de ningun modo condescender. El rey ha encargado decir que ya estaba en cama, por lo que no podia responder á la carta. Esto ha sido pretexto por si V. A. quiere decirnos lo que se le haya de responder, en inteligencia de que mientras tanto suspendemos hacerlo; bien que será forzoso no dilatarlo mas que hasta mañana por la tarde.

Nos hallamos con la satisfaccion de no tener guardias de Corps, ni las de infanteria en el Escorial, sino solo los Carabineros. Con vuestras tropas estamos seguros, y no con las otras.

El rey y yo no escribiremos la carta que mi hijo pide, sino en el caso de que se nos haga

escribir por fuerza, como sucedió con la abdicacion, contra la qual hizo por eso la protexta que envió à V. A. I. Lo que dice mi hijo, es falso, y solo es verdadero que mi marido y yo tememos que se procure hacer creer al emperador un millon de mentiras, pintándolas con los mas vivos colores en agravio nuestro y del pobre príncipe de la Paz, amigo de V. A., admirador y afectisimo del emperador; bien que nosotros estamos totalmente puestos en manos de S. M. I. y de V. A. lo qual nos tranquiliza de modo, que con tales amigos y protectores, no tememos à nadie. Ruego à Dios que tenga à V. A. en su santa y digna guarda. Mi Señor y hermano. De V. A. I. y R. muy afecta hermana y amiga *Luisa*. Escorial, 9 de abril de 1808.

Nota. Traduccion de la carta impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XXXII.

Tercera carta de la reyna de España al gran duque de Berg, en 9 de Abril de 1808.

Mi Señor y hermano : Estamos muy agra-

decidos al obsequio de V. A. en habernos enviado sus tropas que nos han acompañado con la mayor atencion y cuidado. Tambien le damos gracias por las que nos ha destinado para este sitio. Hemos dicho, al general Budet, que cuide de hacer patrullas con sus tropas dia y noche, pues hemos encontrado aqui una compaña de guardias Españolas y Walonas; lo que nos ha sorprendido.

V. A. nos ha dado pruebas completas de su amistad. Nosotros no habiamos dudado jamas, y tanto el rey como yo creemos firmemente que V. A. nos librará de todo riesgo igualmente que à su amigo el príncipe de la Paz, y estamos satisfechos de que el emperador nos protegerá, y hará felices à todos tres, como aliados, afectos y amigos suyos. Esperamos con grande impaciencia la satisfaccion de ver á V. A. y al emperador. Aqui estamos en mas proporcion de salir al encuentro de S. M. I.

Nuestro viage ha sido muy feliz, y no podia dejar de serlo con tan buena compaña. Los pueblos por donde hemos pasado, nos han aclamado mas que antes.

Esperamos con ansia la respuesta de V. A. à la carta que le escribimos esta mañana, y no queremos incomodarle mas, ni quitarle

el tiempo precioso que necesita para tantas ocupaciones. Ruego à Dios que tenga à V. A. en su santa y digna guarda. Mi señor y hermano. De V. A. I y R. muy afecta hermana y amiga *Luisa*. Escorial, 9 de abril por la tarde 1808.

Nota. Traduccion de la carta impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XXXIII.

Carta de la reyna de España al gran duque de Berg, en 10 de abril de 1808.

Señor mi hermano : La carta que V. A. I. y R. nos ha escrito, y hemos recibido hoy muy temprano, me ha tranquilizado. Nosotros estamos puestos en las manos del emperador y de V. A. I. y R. No debemos temer nada el rey mi marido, nuestro amigo comun, y yo. Lo esperamos todo del emperador que decidirá pronto nuestra suerte.

Tenemos el mayor placer y consuelo en esperar mañana el momento de ver y poder hablar à V. A. I. y R. Será para nosotros

un instante bien feliz así como el de ver al emperador. Mientras tanto que esto se verifica, rogamos de nuevo à V. A. I. y R. que proceda de modo, que saque al príncipe de la Paz su amigo del poder de las horribles manos que lo tienen ; y lo ponga en seguridad de que no se le mate , ni se le haga mal alguno ; pues los malignos y falsos ministros actuales harán todo lo posible por anticiparse quando llegue el emperador.

Mi hijo habrá partido ya , y procurará en su viage persuadir al emperador todo lo contrario de lo que ha pasado en verdad. El , y los que le rodean , habrán preparado tales datos y mentiras , aparentándolas como verdades, que el emperador, quando menos, entraria en dudas , sino hubiera sido informado ya de la verdad por V. A. I. y R.

Mi hijo ha dejado todas sus facultades al infante D. Antonio su tío ; el qual tiene muy poco talento y luces ; pero es cruel , è inclinado à todo quanto pueda ser pesadumbre del rey mi marido y mia , y del príncipe de la Paz y de mi hija Luisa. Aunque debe proceder de acuerdo de un consejo que se le ha nombrado, éste se compone de toda la faccion tan detestable , que ha ocasionado toda la revolucion actual , y que no está en favor

de los franceses mas que mi hijo Fernando, à pesar de todo lo que se ha dicho en la gaceta de ayer; pues solo el miedo al emperador, hace hablar asi.

Me atrevo tambien à decir à V. A. I. y R. que el embaxador está totalmente por el partido de mi hijo, de acuerdo con el maligno hipócrita, clérigo Escoiquiz, y harán lo que no es imaginable para ganar à V. A. I. y R. y sobre todo al emperador. Prevenid todo esto à S. M. antes que lo vea mi hijo; pues como éste sale hoy, y el rey mi marido tiene la mano tan hinchada, no ha escrito la carta que mi hijo le pedia; por lo qual éste no lleva ninguna; y el rey no puede escribir de su mano à V. A. I. y R. lo que le es muy sensible, pues nosotros no tenemos otro amigo; ni confianza sino en V. A. I. y R., y en el emperador, de quien esperamos todo.

Vivid bien persuadido del grande afecto que tenemos à V. A. I. y R., asi como confianza y seguridad: en cuyo supuesto ruego à Dios que tenga à V. A. I. y R. en su santa guarda. Señor mi hermano: de V. A. I. y R. su muy afecta hermana y amiga. *Luisa.*

Nota. Traduccion de la carta impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XXXIV.

Carta de D. Mariano Luis de Urquijo al general D. Gregorio de la Cuesta, en 13 de abril de 1808.

Mi estimado amigo: Ayer à las doce de la mañana recibí la carta que Vmd. me embió con el propio, despachado el 11. Monté à caballo al instante, y he llegado à esta ciudad à las tres y media de la tarde. El amigo Mazarredo no ha podido acompañarme por hallarse en cama con un fuerte ataque de gota: y ha sido casi una fortuna para él éste incidente; pues, además de un viage infructuoso, habria presenciado escénas sumamente desagradables.

Me aseguraba Vmd. en su carta que me recibirían muy bien, fundandose en lo que habia oído al rey Fernando y à su comitiva al paso por esa ciudad relativamente à mi persona; y que no dudaba Vmd. que con mis peroraciones, y lo que sucesivamente fuese sabiendo, podria impedir la continuacion de un viage peligroso. En la primera parte pensó Vmd. muy bien y yo no podia dudarlo; pues que el rey,

apenas fue colocado en su trono, habia declarado espontáneamente injusto y arbitrario quanto he padecido, haciendo esta declaracion por medio del mismo Cevallos que habia sido uno de los ministros que firmaron las órdenes para quantas tropelias se han hecho con mi persona durante siete años. Me he presentado al instante à su magestad, que habia llegado media hora antes que yo. Me ha tratado con la mayor bondad: me ha hecho mil honras; y he tenido la de comer con su magestad. Los de su comitiva me han obsequiado; particularmente los duques de San-Carlos y del Infantado; y he tenido tambien el gusto de ver à mis amigos Muzquiz y Labrador.

La segunda parte es la mas lastimosa. En mi opinion todos están ciegos, y caminan à una ruina inevitable. He hablado del modo con que los Monitores (que parece que ellos no habian leído bien) daban cuenta del alboroto de Aranjuez que motivó la abdicacion del rey Carlos IV. Les he hecho ver que el language de aquéllas gacetas no es otra cosa que la explicacion de las intenciones del emperador. Les he recordado la exortacion dirigida en 1806 à los españoles, desde cuya época creia yo que estaba decretada la destruccion de la dinastia de Borbon en

España, por juzgarla Napoleon incompatible con la suya; que solo habria diferido esto hasta encontrar una ocasion; que esta se le presentó desde las desgraciadas desavenencias de los padres con el hijo en el Escorial; que los proyectos del emperador estaban bien patentes en el modo con que ha inundado de tropas la España apoderandose de las plazas fuertes, de las fabricas de armas, de la capital, etc.; que en esta misma ciudad de Victoria estaban como en una prision con el general Savary de centinela de vista. Que la manera, que desde mi entrada en esta ciudad habia observado yo, de como se hallaban colocadas las tropas, y situados sus cuarteles, no dejaba ninguna duda de esta sospecha mia.

Sobre todo les he preguntado qual era el objeto de su viage? ¿como se degradaba al soberano de una monarquía de España é Indias, y se le llevaba à un reyno extrangero sin convite, sin preparativos, sin toda la etiqueta que en tales casos se observa, y sin haberse aun reconocido, pues se le llama siempre príncipe de Asturias? que recordasen el nombre de la isla de los Faisanes en los Pirineos, en donde para una entrevista de los soberanos se tomaron tantas precauciones de

igual número de tropas à una y otra orilla del rio Vidasoa ; igual numero de personas de los barcos ; pesandose hasta los harneses para que no hubiese nada que recelar, etc., etc., etc.

Pasmese Vmd., amigo mio. Por toda respuesta se me ha dicho que solo se iba à contentar la ambicion del emperador con ciertas concesiones de territorio y comercio. Al oirles no he podido menos de contestar que entonces le diesen la España. Otro ha hablado de guerra perpetua entre las dos naciones ; de poner dos fortalezas inexpugnables en cada uno de los dos Pirineos con ciento y cinquenta mil hombres ; y que se yo que mas. Mi contestacion se ha reducido à observar que por la parte de los Pirineos occidentales la mejor fortaleza era Pámplona ; que en el sentir de los generales mas acreditados (y entre otros de mi amigo Urrutia à quien yo se lo habia oido repetidas veces) aquello valia poco ; Que no habia tales ciento y cinquenta mil hombres pues que se habian llevado muchos al Norte con pretexto de lo estipulado en el tratado de alianza : Que los exércitos no se formaban ; ni las plazas fuertes se fabricaban en un dia : que la guerra perpetua era un delirio , pues las naciones tenian sus rela-

eliones nautrales entre si, y con la Francia las habia muy estrechas : que no se debian confundir las naciones con los hombres que se hallaban al frente de ellas momentaneamente : y sobre todo que no era la questão del dia, sino en mi sentir la de querer Napoleon quitar de España la dinastia de Borbon, y poner la suya, como hizo Luis XIV, para lo qual en mi opinion se iba à convidar al emperador con el tal viage à que consumára sus planes.

El duque del Infantado (à quien mi lenguaje ha hecho mas fuerza, y que siente el peso de mis reflexiones) me dixo si seria posible que un héroe como el emperador, yendo el rey Fernando à ponerse en sus manos tan de buena fe, se manchase con ésta accion? Le he respondido que leyese en Plutarco las vidas y los hechos de todos los llamados héroes de Grécia y Roma; y veria que adquirieron tal renombre y sus altos puestos, sirviendoles de escalones para subir à ellos, centenares de miles de cadáveres : Que todo eso se olvidaba, ò solo se leia sin fixar casi la atencion, poniendose el asombro y respeto en los resultados : Que recordase las coronas que habia quitado Carlos V; las crueldades que habia cométido con los sobe-

ranos prisioneros, hechos unos en la guerra y otros con perfidia; y que sin embargo pasaba por un héroe: Que no olvidásemos lo que habíamos hecho con los emperadores y reyes de las Indias; y que si defendíamos esto socolor de religion, ahora se haria lo mismo socolor de política: Que examinase un poco el origen de todas las actuales dinastías del mundo: Que en nuestra España antigua habia exemplos de asesinatos de reyes por los usurpadores que se habian sentado en sus tronos; y en la moderna teníamos el del bastardo Henrique II, y el de la exclusion de la familia de Henrique IV, trayendo las dos últimas dinastías el origen de aquellos crímenes: Que así no hablase de héroes ni de heroísmos; y por quanto habia de mas sagrado, le suplicaba yo no fuera el rey Fernando adelante.

Entonces me dijo Infantado ¿Que motivo al menos aparente, justificaria la conducta que yo suponía iba á tener el emperador? Dixele que por el lenguaje de los Monitores veía que no reconocía como rey á Fernando; que dirá que la abdicacion de su padre, hecha entre el estrepito de armas y motines, era nula: que Carlos IV. no dejará de alegarlo, y la cosa era delicada; pues sin ha-

blar de lo sucedido con D. Juan I.^o, en tiempo de los reyes de Castilla, se habian hecho dos abdicaciones en los reynados de las dinastias Austriaca y de Borbon por Carlos I.^o de España, V de Alemania, y Felipe V: y no solo habia precedido para ambas la mayor calma, y una manera determinacion, sino que se habia exigido la declaracion de las personas à quienes debia extenderse la abdicacion en caso de faltar las primeras, à cuyo favor se abdicaba; por lo qual Felipe V (que la hizo solo en la persona de Luis I.^o) volvió à empuñar el cetro à la muerte de éste; resultando de todo que si el padre alega la violencia y van todos à Bayona; quedarán iguales y perderemos à todos

Me replicó Infantado, que la Europa y la Francia misma no lo llevarian à bien, y podia temerse à la España ayudada entonces por la Inglaterra, y contexté à los tres puntos. Al de la Europa, que estaba pobre, y sin medios para emprender nuevas guerras, y desunida entresí, porque tenian mas fuerza los intereses privados y las miras ambiciosas de cada gefe de gobierno, y de cada estado, que el sacrificio que todos debian haber hecho de mancomuna, para destruir el sistema que la Francia habia adoptado desde su funesta re-

volucion. En prueba de ello, recordé la conducta de las coaliciones; sus planes mal conuinados; sus deserciones intempestivas; y que las mismas habian acarreado el engrandecimiento de la Francia. Que no veia sino la Corte de Viena que pudiera ahora oponerse à los proyectos del emperador, si hubiese alborotos en España. Que lo haria movida por la Inglaterra; pero que estando en oposicion directa la Rusia, la Alemania, y el mundo europeo, no lograria sino nuevos reveses, y pérdidas de territorio. Que nosotros quedariamos sin marina, y la España convertida por los ingleses en teatro de la guerra contra la Francia; guerra en que nunca estos se expondrian, sino quando tuviesen que ganar; pues por si solos no eran potencia suficiente para contrarrestar por tierra à la Francia; la que acabaria por una conquista, despues de acarrear nuestra desolacion.

En el segundo punto de llevar à mal la Francia la agresion del emperador, entré con Infantado difusamente en explicacion sobre el carácter de los franceses, à quienes todo lo nuevo y maravilloso encanta. Que no habia en ellos ahora otro espiritu público para obrar que el impulso del gobierno. Que por otra parte les convenia, como cuerpo

de Nación para los fines de su comercio, que fuera una misma la familia reynante. Que si el emperador se contenia en ciertos límites político-naturales de engrandecimiento, y era bastante cuerdo para cimentar la Francia con buenas instituciones morales, los franceses le adorarian, le mirarian como à libertador de la espantosa revolucion en que se habian sumergido; bendecirian su dinastia; y mirarian como una gloria el verla ocupar otros tronos en Europa; por lo qual eso no desvanecia mis temores.

Por otra parte no debemos olvidar que nuestros principes se llaman *Borbones*, y son una rama de los de Francia. En esta nacion es notable el paso de las fortunas por tanta supresion de cuerpos privilegiados, y por tantas confiscaciones y ventas, porque al fin, quien mas, quien menos, todos han tenido alguna parte en los sucesos de la revolucion. Los posehedores de bienes, les hombres de letras, los amantes de reformas, los judios y protextantes, libres de las medidas tomadas en otros tiempos, constituyen una gran masa. Nuestra nacion bien gobernada podria un dia forzarles à tomar un principe *Borbon*; y esta idea les hará mirar con indiferencia que el emperador extinga los nuestros.

En el tercer punto de armarse nuestra nacion, entré aun en mas explicaciones. Se observó, que por desgracia, desde Carlos V no habia Nacion; pues faltaban cuerpos que la representasen, é intereses en ella que la ligasen. Que nuestra España era un edificio gótico, compuesto de remiendos, con tantos fueros, privilegios, legislaciones y costumbres casi como provincias. Que no habia espíritu público. Que esto impediria la formacion de un gobierno sólidamente constituido para la reunion de fuerzas, actividad y movimientos. Que los motines y alborotos populares duraban poco. Que todo ello podria transcender à las Indias, y aquellos naturales desenvolverse de una vez, y sacudir el yugo que les pesaba desde la conquista. Que la Inglaterra misma les ayudaria en venganza justa de lo que imprudentemente ayudamos, unidos con la Francia al levantamiento de las colonias inglesas. Que no se olvidasen los ensayos del gabinete de San James en Caracas y otros puntos de nuestras Indias.

En fin, amigo mio, he dicho à Infantado quanto hay que decir sobre lo arriesgado del viage, y que sus consecuencias podrian ser el exterminio nacional. He hecho mas: le he dicho que si el no quiere ir de embaxa-

dor à Bayona, iré yo à pactar con el emperador, y concluir este desagradable negocio, tan mal principiado y conducido: Pero que entretanto por una de las casas inmediatas à la del alojamiento del rey se saque à S. M. à media noche, disfrazado; y se le lleve por de pronto à Aragon; pues el alcalde de aqui Urbina, proporcionará la salida de S. M., la qual, y el ver que puede y sabe obrar por sí, sin duda decidiria al emperador à mudar de designios. Nada, y nada he conseguido en mi conferencia.

Al salir de ella se me ha presentado D. Josef Hervás, y me ha confirmado en la infausta idea de que se quiere acabar con nuestra dinastia, snplicándome que hable è interceda para que no se continúe el viage. Este jóven de talento y de esperanzas, éste buen español viene enviado desde Paris con el general Savary: es cuñado del general Duroc, gran mariscal del palacio del emperador: conoce las tramas de este negocio; me las ha contado; se me ha quejado del mal recibimiento que tuvo en Madrid, y de que queriendo hablar, no se le escuchó: me ha pedido que le obtenga una audiencia del duque

del Infantado; lo he conseguido, le he hablado; pero nada se ha adelantado.

Escoiquiz se ha acostado por hallarse muy constipado. Estaba rodeado de gentes, y no le he podido hablar. No se lo que piensa; ni qual es su influencia. Labrador y Muzquiz se me han quejado de no contarse para nada con ellos por rivalidad de Cevallos. Yo veo con dolor que todos están ciegos, y caminan al precipicio.

Acabado de comer y recogido ya el rey, ha llegado un edecan, que viene con pliegos del emperador. El tono en que se ha presentado, exigiendo que se le oyese al momento, el ver como se ha hecho salir à S. M. casi vistiéndose, etc, etc. (y mas el haber comprendido el asunto de que se trataba) ha irritado mi amor propio español; y me he despedido repitiendo infructuosamente mis pronósticos, viniéndome à escribir à Vmd. tan largamente como lo he hecho, para que vea Vmd. en toda su extension mi diligencia, y que nada me ha quedado que hacer; por lo que al amanecer mañana (ò por mejor decir dentro de tres horas) me vuelvo à Bilbao.

Quando he venido de palacio, estaba de visita en mi posada con una persona que me ha acompañado desde Bilbao, un oficial de marina llamado D. Miguel de Alaba, sobrino del general de éste nombre, que Vmd. conoce: y por el influxo que pueda tener en la ciudad y en esta provincia, le he dicho (como à quantos me quieren oir) que si el rey y los de su familia dejan la España, los Borbones han acabado de reynar en ella: que esto va à ser una desolacion, y que tendremos mucho que llorar. No he podido hacer mas. Soy estimado en estas provincias, por oriundo de ellas, y por lo que las he podido servir. Tal vez los pueblos verán mas, ó harán mas; y acaso rasgarán el velo espeso que cubre los ojos de éstas gentes.

Me parece que al despedirme ha quedado Infantado como sentido de que no los acompañase. Le he dicho que estaba pronto à todo si seguian mi plan; pero que de lo contrario no me queria manchar, ni perder mi reputacion; único ídolo de mi corazon, Vmd. verá mil desgracias: yo no sé quien será el culpable en ellas: Llóro por España, y me vuelvo à llorar en mi retiro: ¡Ojala me engañe en mis vaticinios.!

Quando sepa que está Vmd. en Valladolid,

le escribiré allá: entretanto hágame Vmd. el gusto de decir mil cosas à la señora de mi parte. Estoy bien triste: à Dios. Sabe Vmd. que es siempre suyo — Urquijo. — Exmo. señor D. Gregorio de la Cuesta — à Burgos.

Nota. Esta carta, con otras dos que se copiarán mas adelante, se encontraron por casualidad en Valladolid con varios papeles importantes quando no estaba ya el general Cuesta: y componen parte de mi coleccion de manuscritos.

NUMERO XXXV.

*Carta del rey Fernando al emperador, en
14 de abril de 1808.*

Mi señor y hermano: Elevado al trono por abdicacion libre y espontanea de mi augusto padre, no he podido ver sin pesar verdadero que su alteza imperial el gran duque de Berg, y el embaxador de vuestra magestad imperial y real, hayan omitido felicitar-me como à soberano de España quando lo han hecho los de otras cortes, con quienes no

tengo enlaces tan íntimos ni apreciados. No pudiendo atribuirlo sino à falta de órdenes para ello, vuestra magestad me permitira decirle con toda sinceridad que desde los primeros momentos de mi reynado, he dado continuamente à vuestra magestad imperial y real testimonios claros y nada equívocos de mi lealtad y de mi afecto à su persona: que la primera providencia fue mandar que volbiesen à Portugal las tropas mandadas salir de allí para las cercanias de Madrid: que mis primeros cuidados fueron la provision, el alojamiento, y las subsistencias de las tropas francesas à pesar de la escasez extrema en que hallé mi real hacienda y de los pocos recursos de las provincias en que se hallaban aquellas: y que àdemas he dado à vuestra magestad la mayor prueba de mi confianza, mandando salir de la capital las tropas mias para colocar en ella las de vuestra magestad.

Asimismo he procurado en varias cartas que tengo escritas à vuestra magestad, hacerle ver con claridad los deseos de estrechar nuestra union con un lazo indisoluble à gusto de mis vasallos, para eternizar la amistad y alianza que habia entre vuestra magestad y mi augusto padre. Con esta misma idea envié

tres grandes de mi reyno que saliesen al encuentro de vuestra magestad en el instante mismo de haber sabido que vuestra magestad proyectaba entrar en España : y por demostrar con mayores pruebas mi alta consideración ácia su augusta persona , hice despues salir tambien con igual objeto à mi querido hermano el infante D. Carlos , el qual ha llegado à Bayona dias ha. No puedo dudar que vuestra magestad ha reconocido mis verdaderos sentimientos en esta conducta.

Despues de esto vuestra magestad llevará à bien que yo le manifieste mi pena de no haber recibido cartas de vuestra magestad , ni aun despues de la respuesta franca y sincera que dí à la pregunta que el general Savary fue á hacerme en Madrid en nombre de vuestra magestad. Este general me aseguró que los únicos deseos de vuestra magestad eran saber si mi advenimiento al trono produciria novedades en las relaciones politicas de nuestros estados. Yo le respondí de palabra lo mismo que habia dicho ya por escrito à vuestra magestad ; y aun condescendí à la invitacion que me hizo de salir al encuentro de vuestra magestad en el camino por anticiparme la satisfaccion de conocer personalmente à vuestra magestad, à quien

ya tenia yo manifestada mi intencion en esta parte. Guardando consecuencia he venido à la ciudad de Vitoria posponiendo los cuidados indispensables de un reynado nuevo que dictaba por ahora mi residencia en el punto central de mis estados.

Ruego pues à vuestra magestad imperial y real con eficacia que se sirva poner termino à la situacion congojosa en que me ha puesto su silencio ; y disipar por medio de una respuesta favorable las vivas inquietudes que mis fieles vasallos sufririan con la duracion de la incertidumbre. Ruego à Dios que os tenga en su santa y digna guarda. De vuestra magestad imperial y real , su buen hermano : *Fernando*. — Vitoria 14 de abril de 1808.

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1808.

NUMERO XXXVI.

*Carta de Napoleon à Fernando, en 16 de
abril de 1808.*

Hermano mio : He recibido la carta de vuestra alteza real : ya se habrá convencido vuestra alteza (por los papeles que ha visto del rey su padre) del interés que siempre le he manifestado : vuestra alteza me permitirá que en las circunstancias actuales le hable con franqueza y lealtad. Yo esperaba, en llegando á Madrid, inclinar à mi ilustre amigo à que hiciese en sus dominios algunas reformas necesarias , y que diese alguna satisfaccion à la opinion pública. La separacion del príncipe de la Paz me parecia una cosa precisa para su felicidad y la de sus pueblos. Los sucesos del norte han retardado mi viage : las ocurrencias de Aranjuez han sobrevenido. No me constituyo juez de lo que ha sucedido, ni de la conducta del príncipe de la Paz ; pero sé muy bien que es muy peligroso para los reyes acostumar à sus vasallos à derramar la sangre, haciendose justicia por si mismos. Ruego à Dios que vuestra alteza no lo experimente un dia. No seria conforme al

interés de la España que se persiguiese à un príncipe que se ha casado con una princesa de la familia real, y que tanto tiempo ha gobernado el reyno. Ya no tiene mas amigos : vuestra alteza no los tendrá tampoco si algun dia llega à ser desgraciado. Los pueblos se vengán gustosos de los respetos que nos tributan. Además ¿ como se podría formar causa al príncipe de la Paz, sin hacerla también al rey y à la reyna vuestros padres ? Esta causa fomentaria el odio y las pasiones sediciosas ; el resultado seria funesto para vuestra corona : vuestra alteza real no tiene à ella otros derechos que los que su madre le ha transmitido : si la causa mancha el honor de su madre, vuestra alteza destruye sus propios derechos. No preste vuestra alteza oídos à consejos débiles y pérfidos. No tiene vuestra alteza derecho de juzgar al príncipe de la Paz. Sus delitos, si se le imputan, desaparecen en los derechos del trono. Muchas veces he manifestado mi deseo de que se separase de los negocios al príncipe de la Paz : sino he hecho mas instancias, ha sido por un efecto de mi amistad por el rey Carlos, apartando la vista de las flaquezas de su afecto ; Oh miserable humanidad ! Debilidad y error ; tal es nuestra divisa. Mas todo esto

se puede conciliar ; el príncipe de la Paz sea desterrado de España, y yo le ofrezco un asilo en Francia.

En quanto à la abdicacion de Carlos IV , ella ha tenido efecto en el momento en que mis exércitos ocupaban la España ; y à los ojos de la Europa y de la posteridad podria parecer que yo he enviado todas esas tropas con el solo objeto de derribar del trono à mi aliado y mi amigo. Como soberano vecino debo enterarme de lo ocurrido antes de reconocer esta abdicacion. Lo digo à vuestra alteza real, à los españoles , al universo entero. Si la abdicacion del rey Carlos es espontánea, y no ha sido forzado à ella por la insurreccion y motin sucedido en Aranjuez, yo no tengo dificultad en admitirla y en reconocer à vuestra alteza real como rey de España. Deseo pues conferenciar con vuestra alteza real sobre este particular.

La circunspeccion que de un mes à esta parte he guardado en este asunto, debe convencer à vuestra magestad del apoyo que hallará en mi, si jamas sucediese que facciones de qualquiera especie viniesen à inquietarle en su trono. Quando el rey Carlos me participó los sucesos del mes de octubre próximo pasado, me causaron el mayor senti-

miento, y me lisongeo de haber contribuido por mis insinuaciones al buen éxito del asunto del Escorial. Vuestra alteza real tenía culpa gravísima : basta para prueba la carta que me escribió, y que siempre he querido olvidar. Siendo rey, sabrá quan sagrados son los derechos del trono : qualquier paso de un príncipe hereditario cerca de un soberano extrangero es criminal. El matrimonio de una princesa francesa con vuestra alteza real, le juzgo conforme à los intereses de mis pueblos ; y sobre todo, como una circunstancia que me uniria con nuevos vinculos à una casa, à quien no tengo sino motivos de alabar desde que subí al trono. Vuestra alteza real debe rezelarse de las conseqüencias de las conmociones populares. Se podrá cometer algun asesinato sobre mis soldados esparcidos ; pero no conduciria sino à la ruina de la España. He visto con sentimiento que se han hecho circular en Madrid unas cartas del capitán general de Cataluña y que se ha procurado exâsperar los animos. Vuestra alteza real conoce todo lo interior de mi corazon: observará que me hallo combatido por varias ideas que necesitan fijarse ; pero puedé estar seguro de que en todo caso me conduciré con su persona del mismo modo que lo he hecho

con el rey su padre. Esté vuestra alteza persuadido de mi deseo de conciliarlo todo, y de encontrar ocasiones de darle pruebas de mi afecto y perfecta estimacion. Con lo que ruego à Dios os tenga, hermano mio, en su santa y digna guarda. Bayona 16 de abril de 1808. — Napoleon.

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XXXVII

Carta del rey Carlos IV al infante D. Antonio su hermano, en 17 de abril de 1808.

Mi querido hermano: Yo di à mi hijo el dia 19 de marzo último un papel de abdicacion, y *en el mismo dia* hice una protexta solemne contra ella, como hecha en medio de un tumulto, y por la fuerza de circunstancias críticas:

Ahora son distintas porque la tranquilidad se ha restablecido; mi protexta llegó à las manos de mi augusto amigo y fiel aliado el emperador de los franceses, rey de Italia; y de sus resultas mi hijo no ha podido conseguir que S. M. I. le reconociera por rey en

virtud de mi decreto protextado. En su consecuencia declaro solemnemente que la acta de abdicacion que yo firmé en 19 de marzo último, fue nula baxo todos aspectos. Por lo mismo deseo que hagais saber à todos mis pueblos que su buen rey lleno de amor à sus vasallos, quiere dedicar el resto de sus dias à procurar la felicidad nacional.

Confirmo provisionalmente en sus empleos à los miembros que componen ahora la junta de gobierno, y todos los empleados civiles y militares nombrados desde dicho dia 19 de marzo. Tengo ánimo de ver à mi augusto aliado el emperador de los franceses, rey de Italia; despues de lo qual dirigiré à la Junta mis ultimas órdenes. *Yo el Rey.* San Lorenzo 17 de abril de 1808.

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 3 de diciembre de 1810. Carlos IV dice que hizo su protexta en el mismo dia 19 de marzo en que abdicó la corona. Yo lo creo porque ni aun de sus mayores contrarios habrá una persona que crea que Carlos IV renunció *espontáneamente*, como se dice por ellos con idea particular. Pero lo cierto es, que la fecha es del dia 21, y no del 19. No lo es menos que en el 20 habia

firmado la carta comunicando al emperador Napoleon la renuncia, sin hablar palabra de protexta contra ella. Convinando estos extremos con sana crítica, infiero que Carlos IV no escribió en el día 19 su protexta, aunque la tenia hecha en su corazón: que firmó la carta del día 20 como una de tantas de oficio con la misma fuerza de circunstancias que la renuncia del día 19: Que teniendo despues esperanzas de anular todo con motivo de la cercanía del gran duque de Berg, escribió y firmó la protexta sin fecha; y hablando con el general Monthion, se la entregó original, y se le puso la fecha del día 21.

NUMERO XXXVIII.

*Carta de D. N. à D. Juan Escoiquiz, en 17
de Abril de 1808.*

Amigo querido. El dador de esta será el amigo D. Josef Hervás, acreedor á todo nuestro aprecio; no solo por sus circunstancias personales, y las de su padre, sino por lo mucho y bien que nos ha servido trabajando estos dias con el mayor ahinco

para vencer las grandes dificultades que hemos hallado aqui. Vuelve pues con el general Savary, con los tiros destinados al infante, y lleva un correo consigo para lo que se pueda ofrecer.

Lleva el general carta del emperador para el rey, y esperamos sea satisfactoria. Por ella verán ustedes que empiezan á mudar las cosas de semblante, y que puesto que manifiesta este señor deseo de tener su entrevista con el nuestro, convendrá mucho se decida á ello y que vengan ustedes desde luego hasta Tolosa, de donde podrá proponerle que escoja el parage, dia y hora donde haya de ser, valiendose del mismo general Savary, que volverá con la respuesta.

Hemos tratado aqui de ello, y nos parece podrá convenir sea la primera entrevista sobre el puente de Irun, ó en Irun mismo, ó en la casa de campo del conde de Torre-alta, que está en bella situacion sobre el Bidasoa, entre Irun y Fuenterrabia.

Aunque conviene no mostrar desconfianza, puede insistirse sea acia la parte nuestra por evitar la inquietud que en la situacion actual tendrá la Nacion de ver salir á su rey de España á un pais donde no estuviese ya reconocido como tal.

Deben ustedes por lo demas no tener desconfianza alguna por parte del emperador; pues asi por lo que dijo anoche à Frias, como por lo que refieren sus confidentes; está seguramente de buena fe; y es de esperar que pues trata à nuestro soberano en su carta como hermano, concluirá presto (à lo menos despues de la conferencia) con reconocerle como à rey; que es lo único que ahora urge.

De lo demas iremos saliendo despues bien, con el favor de Dios. Está el amigo F. viendo y aprobando esto que escribe à Vmd. su fiel amigo — N. Bayona 17 de abril à las dos de la tarde.

Nota. Esta carta está publicada por Escoiquiz en el apéndice de su obra. Creo que la escribió Macanaz, y que el amigo citado es D. Pasqual Vallejo, ambos consejeros particulares del infante D. Carlos. Creo tambien que Macanaz tenia razon en sus temores, por mas que diga Escoiquiz en la nota que puso despues de la carta.

NUMERO XXXIX.

*Carta de D. N. y D. F. à D. Juan Escobiquiz,
en 18 de abril de 1868.*

Mi mas estimado amigo : Asi como dije à Vmd. que me parecía prudente, en vista de las esplicaciones misteriosas de los diarios, y de los rumores que circulaban aqui generalmente, no hiciesen ustedes novedad en su estancia mientras no esperásemos à descubrir las miras que hubiese ácia nuestra causa, asi desde antes de ayer que empezamos à descubrirlos, dije à Vmd., y repito tengo por indispensable la entro-vista de nuestro rey con el emperador.

Parece que éste señor se ha explicado extramundo mucho, no solo el que no haya venido ya nuestro amo, sino el que no se hayan adelantado Vmd. è Infantado à tratar con él sobre el grande asunto en disputa.

No me es posible entrar por escrito en por menor alguno; pero amigo mio, en el dia de hoy las cosas estan peor que nunca; y el evitar el naufragio de la nave no está seguramente à nuestros alcances.

Vengan ustedes pues, y vengan luego sin

perder dia, ni momento: y sino se atreven todos à pasar la raya, vengan ustedes dos, ó à lo menos usted, con una carta para este señor; y hablele al corazon el lenguaje de la verdad; que acaso se podrán evitar por este medio los grandes males que nos amenazan.

Esto ruega à usted por el bien del rey, y de su familia toda, y por la salud de la patria, su amigo. N. — Bayona, 18 de abril de 1808.

P. D. De D. F. — Amigo mio: repito lo dicho; y afirmo que si no vienen ustedes y el rey à tener una larga explicacion con el emperador, en que se ponga en claro la verdad de todo lo sucedido, nos perdemos. Asi opina su mas fino amigo F.

Nota. Escoiquiz ha publicado en su obra esta carta, que creo escrita por D. Pedro Macanaz, y D. Pasqual Vallejo, consejeros particulares del infante D. Carlos en su viage à Bayona. Macanaz, atendiendo à las especies que oia, (y sin conocer que solamente oia lo que se deseaba que oyese) formó concepto de que si la entre-vista de Fernando no evitaba el golpe, declararia el emperador por nula la renuncia de Carlos IV.

Esto es por lo que decía que todos quedarían perdidos. A la verdad no debían esperar grandes gracias del nuevo reinado de Carlos IV. Macanaz fue instrumento de Napoleón para llevar a Fernando VII a Bayona; bien que no conoció que lo era.

NUMERO XL.

*Carta del rey Fernando al emperador, en 18
de abril de 1808.*

Señor mi hermano: he recibido con la mayor satisfacción la carta que V. M. I. y R. ha tenido a bien dirigirme con fecha de 16, por medio del general Savary, La confianza que V. M. me inspira y mi deseo de hacerle ver que la abdicación del rey mi padre a mi favor fue efecto de un puro movimiento suyo, me han decidido a pasar inmediatamente a Bayona. Pienso pues, salir mañana por la mañana para Irun, y pasar después de mañana a la casa de campo de Marrac, en que se halla V. M. I. y R.

Soy con los sentimientos de la mas elevada estimación, y de su afecto el mas sincero buen

(118)

hermano de V. M. I. y R. *Fernando. Vitoria*, 16 de abril de 1808.

Nota. Traduccion de la carta impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XLI.

Carta del rey Fernando al emperador, en 19 de abril de 1808.

Señor mi hermano : En consecuencia de lo que tuve el honor de escribir ayer à V. M. I. y R. acabo de llegar á Irun, de donde pienso salir à las ocho de la mañana inmediata para conseguir la satisfaccion de conocer personalmente à V. M. I. y R. en la casa de Marrac con su permiso, como lo deseaba muchos tiempos hace. Soy con los sentimientos de la mas alta estimacion y consideracion, buen hermano de V. M. I. y R. *Fernando.* Irun, 16 de abril de 1808.

Nota. Traduccion de la carta impresa en el Monitor de 5 de Febrero de 1810.

NUMERO XLII.

Exposicion de M. Champagny , ministro de relaciones exteriores de Francia , al emperador , en 24 de abril de 1808.

Sire. La seguridad de vuestro imperio, la consolidacion de su poder, la necesidad de emplear todos los medios posibles para obligar à que haga la paz un gobierno que (haciendo juguete de la sangre de los hombres, y de la violacion de todo lo que hay mas sagrado entre ellos) ha establecido como principio la guerra perpetua; imponen à V. M. la obligacion de procurar que se acaben la anarquia que amenaza à la España, y las disensiones que la destrozan.

La circunstancia es grave; la eleccion del partido que debe tomarse, es sumamente importante, y merece consideraciones que interesan en el mas alto grado à la Francia, y à la Europa. De todos los estados de estario hay ninguno cuya suerte se halle mas indispensablemente ligada con la de Francia que el de la España. Esta es para la Francia amiga útil ò enemiga peligrosa. O bien ha de haber alianza íntima entre Francia y Espa-

ña ; ó bien enemistad implacable. Por desgracia los zelos y las desconfianzas entre dos Naciones vecinas han solido haocer que el estado habitual de ellas haya sido el de la enemistad. Asi lo testifican las páginas de la historia que rebosan sangre.

La rivalidad de Carlos V, y Francisco I.^o, lo fue tambien de las dos naciones, ly prosiguió en los reynados siguientes. Las turbaciones de la *Liga* fueron suscitadas y fomentadas por la España. Ella tuvo tambien parte en los desórdenes de la *Fronda*, y el poder de Luis XIV no comenzó à ser grande sino quando (despues de haber vencido à la España) formó con la casa que reynaba en ella una alianza que posteriormente trasladó su cetro à la cabeza de un nieto suyo. Este acto de prevision política valió à las dos naciones un siglo de paz, despues de tres de guerra.

Pero el estado de cosas cesó desde quo dejó de existir la causa que lo produjo. La revolucion francesa rompió el lazo permanente que unia à las dos naciones : y al tiempo de la coalicion , quando la España repetia sus protexas de amistad à la Francia, prometia secretamente sus auxilios à las potencias coligadas , como consta de las piezas justificativas comunicadas al parlamento de Inglaterra. Por

este motivo el ministerio ingles se abstuvo de empresas contra la América Española, mirando ya à la España como aliada suya. El gobierno español y el ingles pronosticaban la derrota de vuestos exércitos. El éxito frustró sus esperanzas, y la España continuó en el concepto de amiga.

En la quarta coalicion manifestó mas claramente sus disposiciones hostiles, y violó por un acto público el secreto de sus empeños contrahidos con la Inglaterra. No se puede olvidar aquella famosa proclama, nucve dias anterior á la batalla de Jena, llamando à las armas à todos los Españoles quando ningun enemigo amenazaba à la España; y los efectos fueron tan prontos, que su exército llegó à tener de ciento diez y ocho mil à ciento quarenta mil hombres. Corria entonces la voz de que el exército de V. M. estaba cercado; y que el emperador de Austria se iba à declarar contra V. M.; por lo que la España creyó que podia tambien hacerlo impunemente. La victoria de Jena confundió sus proyectos.

Ha llegado el momento de dar à la Francia una seguridad invariable por el lado de los Pirineos. Es necesario disponer que la Francia, si se viere en nuevos peligros, no

solo no tenga que recelar de la España, sino que antes bien reciba socorros suyos ; y los ejércitos españoles marchen para defender à los franceses.

En el estado actual sirve mal à la causa comun contra la Inglaterra ; ò por mejor decir, no sirve nada por causa de su mal gobierno. Su marina está mirada con indiferencia : apenas cuenta siete navios en sus puertos ; y esos en el peor estado : sus almacenes estan desprovistos ; los trabajadores y marineros sin recibir sus sueldos : en sus puertos no se hacen acopios , construcciones ni armamentos : en todos los ramos de administracion reina el desórden mas horrible : todos los recursos de la monarquia estan agotados : el estado con una deuda enorme , y sin crédito : los productos de la venta de los bienes del clero , destinados à la disminucion de la deuda nacional , se destinan à distintos objetos : en fin , la España , abandonando totalmente su marina por falta de medios , se ocupa sin embargo en aumentar el número de tropas de tierra. Unos males tan grandes no pueden remediarse sino con grandes mutaciones.

El objeto principal de los cuidados de V. M. es la guerra contra la gran Bretaña. Esta po-

tencia niega, sus oídos à toda proposición de paz. Las que V. M. ha procurado hacer, han sido repelidas ò miradas con indiferencia. Sola la impotencia de continuar la guerra pondrá à la Gran Bretaña en estado de hacer paz. Jamás habrá exceso de vigor en quantos medios se exerzan contra esta potencia. La España tiene recursos marítimos que por ahora estan perdidos para ella y para la Francia. Es necesario que un buen gobierno les dé nuevo ser, y los mejore por medio de una organización ingeniosa, y que vuestra magestad los dirija contra el enemigo comun para llegar por último à la paz que la humanidad reclama y que la Europa entera tiene grande necesidad. Todo lo que conduce à este objeto es legítimo : El interes de la Francia y el de la Europa continental no permiten à V. M. dejar de aprovechar los únicos medios de proseguir con ventajas la guerra contra la gran Bretaña.

La situación actual de la España compromete la seguridad de la Francia y la suerte de la guerra contra el ingles. El país de la Europa que ofrece mayores medios marítimos, es el que tiene menos.

Señor : La España no será amiga sincera y fiel de Francia; ni la guerra contra la Gran

Bretaña podrá proseguirse con esperanzas de llegar à la paz sino quando un interes comun enlace las dos naciones reynando en ellas una misma familia. La dinastía que gobierna la España, será siempre enemiga oculta de la Francia por voluntad y por miedo, y tanto mas pérvida quanto se presenta como amiga, cediendo todo à la Francia quando la vea victoriosa, y preparándose para contribuir à su ruina en el momento en que la fortuna no favorezca al imperio frances.

Es necesario para el interes de la España y de la Francia que una mano firme restablezca el órden en su administracion, cuyo desorden ha envilecido à su gobierno ; y precava la ruina à que camina con pasos de gigante. Es necesario que un príncipe amigo de la Francia por sentimientos, è intereses y libre de temores y desconfianzas, consagre todos los recursos de la España à su prosperidad interior ; al restablecimiento de su marina, y al socorro de la causa que une à la España con la Francia y con el continente. En suma, es necesario renovar la empresa de Luis XIV.

La justicia autoriza lo que la política dicta : La España se ha puesto de veras en guerra con vuestra magestad. Sus inteligencias con la

Gran Bretaña eran acto hostil : su proclama de 5 de octubre una verdadera declaracion de guerra que hubiese producido agresion , si vuestra magestad no venciera en Jena. En tal caso los departamentos de la orilla izquierda del rio Loira, que vuestra magestad habia dejado sin tropas, hubieran sido reducidos à la necesidad de rechazar por si mismos al nuevo enemigo.

Los comerciantes franceses habian perdido en España sus antiguos privilegios : las leyes de las aduanas estaban dirigidas principalmente contra el comercio frances : la arbitrariedad, y una variacion continua formaban su carácter ; y sus alteraciones se ignoraban porque no se les daba publicidad alguna. Las aduanas mismas eran el parage donde se sabia que la ley de hoy fuese distinta de la de ayer. Las mercaderias , confiscadas muchas veces sin pretexto, no se restituian jamas. Las reclamaciones de los franceses, ò de sus interesados, eran desatendidas : y al mismo tiempo que la España hacia en esta forma la guerra en detalle à los franceses, y à su comercio, estaban abiertos al de los ingleses todos los puertos, y principalmente los del golfo de Gascuña. Las leyes del bloqueo tan promulgadas en España como

en Francia, solo eran medios de favorecer mas al contrabando de los ingleses, cuyas mercaderias se extendian desde la España al resto de la Europa.

Fuera de esto las circunstancias actuales no permiten que vuestra magestad deje de intervenir en los negocios de la España. Su rey ha sido arrojado de su trono. V. M. está interpelado como juez entre el padre y el hijo. ¿Que partido tomará V. M.? ¿Querria sacrificar la causa de los soberanos y permitir un ultraje hecho à la magestad del trono? ¿Querria dejar que ocupase el solio Español un príncipe que no podrá substraerse del yugo de los ingleses, sino conservando V. M. en España para siempre un poderoso ejército.?

Si por el contrario vuestra magestad se determina à poner en el trono nuevamente à Carlos IV, sabe bien que no puede ser esto sin vencer antes una grande resistencia, ni sin hacer que corra la sangre francesa. Esta sangre, que la nacion prodíga por la defensa de sus propios intereses ¿se habia de derramar por el interés de un rey extranjero, cuya suerte nada importa à la Francia?

¿En fin, podria vuestra magestad ver con indiferencia la suerte de la nacion española,

quando ya esta muy agitada por una fermentacion extrema, y quando la Inglaterra siembra y fomenta las turbaciones y la anarquía? ¿Dejaria vuestra magestad que la Inglaterra devore tambien esta nueva presa? No es de creer. V. M. obligado à ocuparse de la regeneracion de la España en una forma útil para aquel reyno, y para el imperio frances, no debe restablecer à costa de sangre al rey destronado, ni abandonar la España à su propio desorden; pues en ambos casos seria lo mismo que entregarla à los Ingleses, cuyos dineros, acompañados de intrigas, han traido los destrozos del pais.

He manifestado à vuestra magestad las circunstancias que le obligan à tomar una determinacion fuerte. La politica lo aconseja: la justicia lo autoriza: Las turbaciones de España imponen la necesidad. Vuestra magestad debe proveer à la seguridad de su imperio y salvar à la España de la influencia de la Inglaterra.

Soy con respeto, Señor, de V. M. I. y R. muy humilde servidor, muy afecto y muy fiel subdito, el ministro de relaciones exteriores.
Champagny. — Bayona 24 de abril de 1808.

Nota. Traducccion de la copia impresa en el Monitor de 7 de septiembre de 1810.

NUMERO XLIII.

*Carta del rey Carlos IV el emperador, en
25 de abril de 1808.*

Mi señor y hermano : Atormentado por los dolores reumáticos que sufro en manos y rodillas , seria completamente infeliz si no aliviase todos mis males la esperanza de ver à vuestra magestad dentro de pocos dias. No puedo tener la pluma, y pido à V. M. I. mil perdones de que no le escriba de mano propia ; pues el dulce placer que siento en dirigirme à gozar sus generosas bondades, me pone en la necesidad de escribir por medio de un secretario.

La reyna escribe tambien à V. M. I. y R. à quien suplico se sirva aceptar nuestros sentimientos comunes de amor y confianza. Su proteccion es un bálsamo para las heridas de que mi corazon esta lleno ; y me lisongeo de que el momento de verme entre los brazos de vuestra magestad , será uno de los mas felices de mi vida ; como tambien el primero en que despues de quanto ha pasado , vea yo con claridad , asegurada mi existencia. Ojala sean cumplidos mis votos, señor y hermano mio,

y ruego à Dios tenga à V. M. I. en su santa y digna guarda. Mi señor y hermano : de V. M. I. y R. fidelísimo amigo y aliado. *Carlos — Aranda* 25 de abril de 1808.

Nota. Traducción de la copia impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XLIV.

Carta de la reyna de España al emperador,
en 25 de abril de 1808.

Mi señor y hermano: Yo me hubiera apresurado à escribir à V. M. I. y R. si la mala situación en que habemos emprendido nuestro viage, no hubiese presentado obstáculos. Ahora mismo acabamos de llegar à Aranda de Duero. El rey se halla en un estado terrible : los dolores reumáticos le oprimen la manos y las rodillas; pero à pesar de todo deseamos con ansia el momento feliz de ponernos en los brazos de V. M. I. y R. cuya grandeza y generosidad es muy superior à todas las expresiones de nuestro reconocimiento.

Ya devieramos haber llegado à Bayona,

pero por desgracia las disposiciones no corresponden à nuestros ardientes deseos porque el viage de mi hijo nos dejó sin tiros, sin dinero, y sin todo lo demás que necesitábamos. Ojala, señor y hermano mio, el cielo nos conceda que el momento de nuestra entrevista sea tan interesante para V. M. I. y R. como lo será para sus dignos y fieles amigos. Estamos bien seguros de la proteccion de V. M. y no hay en el mundo cosa comparable con la suma y dulce confianza que nos conduce à poner nuestra suerte baxo la poderosísima salvaguardia de V. M.; cuya inmutable equidad es ~~tan~~ grande como crítica la situacion de su mas fiel amigo y aliado, desde la época infeliz de los acontecimientos inauditos de Aranjuez. Si hubiesen llegado para entonces las tropas de V. M., ellas hubieran protegido la legitimidad de los derechos como su gran capitan se digna hacerlo; pero el cielo nos reservaba unas calamidades, cuyos golpes nos derribaron con la violencia de un rayo porque no teníamos apoyo, ni medios de sostenernos.

Ignoro el dia que llegaremos à Bayona; porque si la indisposicion del rey lo permite, tenemos gran deseo de ir à jornadas dobles. Lo que puedo asegurar à vuestra magestad

imperial y real, es que volaremos á sus brazos : Tanta es nuestra ansia de estrechar los dulces lazos de alianza y amistad : en cuyo supuesto pido á Dios que tenga á V. M. en su santa y digna guarda. Mi señor y hermano : De V. M. I. y R. afectisima hermana. *Luisa.*
— Aranda 25 de abril de 1808.

Nota. Traduccion de la carta impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XLV.

*Instrucciones dadas á D. Pedro Labrador,
por D. Pedro Cevallos, en 27 de abril
de 1808.*

Excmo. señor, V. E. está enterado de las proposiciones hechas por el general Savary en el dia que llegó el rey á esta ciudad, y de lo ocurrido en la conferencia en que las discuti con el ministro de relaciones exteriores. Las proposiciones nuevamente hechas por éste, diferentes en algo, aunque no menos repugnantes, son del tenor siguiente.

Primera : Que ha determinado el empe-

rader irrevocablemente que no reyne ya en España la dinastía de *Borbon*.

Segunda : Que el rey deberá ceder su derecho personal à la corona por sí y por sus hijos, si los tuviere.

Tercera : Que en caso que convenga en esto, se le conferirá para si y sus descendientes la corona de Etruria; con la ley sálica.

Quarta : Que el Infante D. Carlos hará la misma renuncia de sus derechos, y que los tendrá à la corona de Etruria, en falta de la descendencia del rey.

Quinta : Que el reyno de España será poseido en adelante por uno de los hermanos del emperador.

Sexta : Que sale el emperador por garante de integridad total de la España y la de todas sus colonias, sin la segregacion de una sola aldea.

Septima : Que sale asi mismo por garante de la conservacion de la religion, de las propiedades, etc.

Octava : Que si el rey no acepta este tratado, se quedará sin compensacion; y su magestad imperial lo hara executar de grado, ò por fuerza.

Nona : Que si su magestad se convienè y pide enlazarse con su sobrina, se asegu-

rá este enlace inmediatamente que se firme el tratado.

Se han discutido estas proposiciones en la junta presidida por el rey : expuse en ella mi modo de pensar , que fue adoptado por V. E. y demas señores vocales, y aprobado por su magestad, que quiere se formen las instrucciones para V. E. segun su tenor.

V. E. sabe que promesas muy lisongeras, y seguridades las mas satisfactorias, dadas al rey por el gran duque de Berg, por el embaxador de Francia, y por el general Savary de orden del emperador, en quanto à que éste ninguna repugnancia pondria en reconocerle como soberano de las Españas, y que nada deseaba en perjuicio de la integridad de su reyno, sacaron à su magestad de Madrid para obsequiar à su íntimo aliado, quien se suponía (por las noticias que dieron dichos tres sugetos) dentro de España y en direccion à Madrid, donde se le había preparado un digno alojamiento. Se dilató el viage del emperador; y su magestad seducido por nuevas seguridades dadas por el general Savary à nombre de su magestad imperial, continuó el suyo hasta esta ciudad.

Deberá V. E. preguntar à el señor Champagny, si el rey se halla en plena libertad ;

en cuyo caso su magestad podrá volver à sus reynos para oir al plenipotenciario que nombre el emperador. En caso contrario, V. E. sabe que todo acto es de notoria nulidad ; y por consiguiente el de que se trata no tendria otro efecto que el de menoscabar la reputacion del emperador à vista de todo el mundo , que tiene fijos los ojos sobre sus acciones, y à quien consta lo que la España ha hecho en favor de la Francia.

He manifestado à V. E. el tratado de 27 de octubre último , por el qual ha garantido el emperador la integridad de las Españas en su rey con el título de *Emperador de las Américas*. Ninguna causa ha sobrevenido que pueda destruir tal tratado ; antes bien la España ha añadido nuevos títulos al reconocimiento de la Francia.

El rey está resuelto à no condescender à las solicitudes del emperador : ni su reputacion, ni lo que debe à sus vasallos se lo permiten : no puede obligar à estos à que reconozcan la dinastía de Napoleon ; ni menos privarles del derecho que tienen à elegir otra familia soberana, quando se extinga la que actualmente reyna.

No es menos repugnante al rey admitir la compensacion de la corona de Etruria ; pues

(ademas de que ésta tiene su legítimo soberano , à quien no debe perjudicar) S. M. está contento con la corona que le ha dado la Providencia ; y no quiere separarse de unos vasallos à quienes ama con ternura de padre , y de quienes ha recibido las pruebas menos equivocadas del mas respetuoso amor.

Si por esta negativa el emperador se cree autorizado à usar de los medios de la fuerza , su magestad espera que la divina justicia , dispensadora de los tronos , protegerá su buena causa y la de sus reynos.

Como V. E. está penetrado de estos principios , y los ha desplegado con la energia que da la justicia al hombre de probidad y de zelo por su rey y por su patria , es ocioso que yo me difunda en prolongadas instrucciones inútiles para un ministro de cuyo patriotismo y amor à los reales intereses está el rey bien confiado.

Dios guarde à V. E. muchos años.—Bayona
27 de abril de 1808. — Pedro Cevallos —
Señor D. Pedro Gomez Labrador.

Nota. Apéndice del manifiesto de Cevallos.

NUMERO XLVL

Carta de Fernando VII al Infante D. Antonio en 28 de abril de 1808.

Mi querido Antonio: He recibido tu carta del 24, y leído la copia de la que te escribió Murat, y de la respuesta que le diste. Estoy satisfecho de ésta y nunca he dudado de tu prudencia, ni de tu afecto à mi persona; de modo que no se como recompensarte.

Iguoro como acabarán estos asuntos; deseo que sea pronto y à satisfaccion de todos. Te prevengo, que el emperador tiene una carta de Maria Luisa segun cuyo contenido la abdicacion de mi padre fue forzada. Haz como qué lo ignoras; pero conducete usando de la noticia, y procura que los malditos franceses no hagan contra ti alguna de sus maldades. Soy tu hermano afecto, etc.--*Fernando*. Bayona 28 de abril de 1808.

Nota. Traducccion de la copia impresa en el Monitor de 5 de Febrero de 1810.

NUMERO XLVII.

*Nota diplomática de Mr. Campagni à D.
Pedro Cevallos, en 29 de abril de 1808.*

El ministro de relaciones exteriores ha recibido la nota que el Señor Cevallos le ha hecho la honra de dirigirle, quexandose del impedimento que se ha puesto á la partida de los correos de S. E. Esta medida ha sido motivada de la notificacion que S. M. I. le ha encargado hacerle, de que no reconoce otro rey sino à Carlos IV. De esto resulta por consecuencia que el emperador no puede admitir en su territorio ningun acto de pasaporte dado en nombre de otro rey ; y por el mismo motivo, que el ministro no puede visar el nuevo pasaporte que le ha enviado el señor Cevallos. Pero se apresura à prevenirle que todas las cartas que llevaba el correo que ha sido detenido, han sido entregadas à la administracion francesa de correos, la qual cuidará de que se remitan à Burgos y Madrid con la mayor exâctitud, y que se hará lo mismo con todas las que los españoles que están en Francia, ó España quieran hacer pasar ; ya sea por el correo ordinario, ó ya por la estafeta francesa. Todas serán trasladadas à

sus destinos con una escrupulosa puntualidad y exâctitud ; y la correspondencia entre los dos estados, lexos, de experimentar el menor atraso, adquirirá una nueva actividad.

Mr. de Champagni, dirigiendo por este villete al señor Cevallos este aviso, tiene la honra de asegurarle de su alta consideracion. Bayona 29 de abril de 1808. — *Champagni.*

Nota. Publicada por D. Pedro Cevallos en el apéndice de su obra.

NUMERO XLVIII.

Carta de Fernando VII à su padre, en 1 de mayo de 1808.

Venerado padre y señor : V. M. ha convenido en que yo no tuve la menor influencia en los movimientos de Aranjuez, dirigidos (como es notorio, y à V. M. consta) no à disgustarle del gobierno del trono, sino à que se mantuviese en él, y no abandonase la multitud de los que en su existencia dependian absolutamente del trono mismo. V. M. me dijo igualmente que su abdicacion habia sido espontánea; y que aun quando alguno me asegurase lo contrario, no lo creyese, pues

jamás había firmado cosa con más gusto. Ahora me dice V. M., que aunque es cierto que hizo la abdicación con toda libertad, se reservó en su ánimo volver à tomar las riendas del gobierno quando lo creyese conveniente. He preguntado en consecuencia à V. M. si quería volver à reynar, y V. M. me ha respondido, que no quería reynar, ni menos volver à España. No obstante, me manda V. M. que renuncie en su favor la corona que me han dado las leyes fundamentales del reyno, mediante su espontánea abdicación. Aun hijo que siempre se ha distinguido por el amor, respecto y obediencia à sus padres, ninguna prueba que pueda calificar estas qualidades, es violenta à su piedad filial, principalmente quando mis deseos con V. M. como hijo suyo, no están en contradicción con las relaciones que como rey me ligan con mis amados vasallos. Para que ni estos (que tienen el primer derecho à mis atenciones) queden ofendidos, ni V. M. descontento de mi obediencia, estoy pronto (atendidas las circunstancias en que me hallo) à hacer la renuncia de mi corona en favor de V. M., baxo las siguientes limitaciones.

Primera: Que V. M. vuelva à Madrid

hasta donde le acompañaré, y serviré yo como su hijo mas respetuoso. *Segunda*: Que en Madrid se reunirán las Cortes, y pues que V. M. resiste una congregacion tan numerosa, se convocarán al efecto todos los tribunales y los diputados de los reynos. *Tercera*: Que à la vista de esta asamblea se formalizará mi renuncia, exponiendo los motivos que me conducen à ella: estos son el amor que tengo à mis vasallos, y el deseo que tengo de corresponder al que me profesan; procurándoles la tranquilidad, y redimiéndoles de los horrores de una guerra civil, por medio de una renuncia dirigida à que V. M. vuelva à empuñar el cetro, y à regir unos vasallos dignos de su amor y proteccion. *Quarta*: Que V. M. no llevára consigo personas que justamente se han concitado el odio de la nacion. *Quinta*: Que si V. M. (como ha dicho) no quiere reynar, ni volver à España, en tal caso yo gobernaré en su real nombre como Lugar-teniente suyo. Ningun otro puede ser preferido à mí: tengo el llamamiento de las leyes, el voto de los pueblos, el amor de mis vasallos; y nadie puede interesarse en su prosperidad con tanto zelo, ni con tanta obligacion como yo. Contraida mi renuncia à estas limitaciones,

compareceré à los ojos de los españoles como una prueba de que prefiero el interes de su conservacion à la gloria de mandarlos , y la Europa me juzgará digno de mandar à unos pueblos à cuya tranquilidad he sabido sacrificar quanto hay de mas lisonjero y seductor entre los hombres. Dios guarde la importante vida de V. M. los muchos y felicisimos años que le pide postrado à los reales pies de V. M. su mas amante y rendido hijo — *Fernando*. — Pedro Cevallos — Bayona, 1 de mayo de 1808.

Nota. Esta carta se publicó por D. Pedro Cevallos en el apéndice de su obra titulada: *Exposicion de los Hechos , etc.*

En órden à si la revolucion de Aranjuez fue dirigida ò no à poner à Carlos IV en estado de *disgustarse del trono*, merece memoria particular en la historia un hecho contado por el marques Caballero , ministro de Gracia y Justicia , que era entonces, y uno de los confidentes de todos los acaecimientos extraordinarios y reservados de la real familia. El marques refiere, que verificadó el primer tumulto de Aranjuez en la noche del dia 17 para el 18 dē marzo ; ignorándose aun en la mañana del 19 , donde se hallaba el príncipe de la Paz , y creyendose que ya se

habria salvado con oculta fuga., estuvieron con dicho marques en la misma mañana del dia 19 los capitanes de guardias de Corps, conde de Villariego, marques de Albudeite, marques de Ruchena, y no me acuerdo quien mas, y manifestaron que en la tarde ó noche de aquel mismo dia habria mayor motin que el primero. El marques Caballero (que se habia producido, aprobando lo pasado por evitar el viage de Sevilla, y por apartar del timon del gobierno al príncipe de la Paz) dixo entonces: «Ola, señores: eso ya es
« otra cosa muy distinta: ¿à que es ese se-
« gundo tumulto? Eso ya parece ser contra
« los reyes: y sobre eso no hay que hablar.
« Hasta ahi no llego yo; y si se puede, es for-
« zoso evitarlo.» Los capitanes de guardias de Corps dixeran. « Quien podrá evitarlo,
« será el príncipe de Asturias. Si el príncipe
« no lo evita, es inevitable, porque las órde-
« nes de lo que se ha de hacer, están dadas. »

El marques fue à verse con los reyes; les contó la conversacion, aconsejándoles llamar al príncipe: los reyes lo llamaron; le hicieron presente lo escuchado: el príncipe respondió que no sabia nada.

La reyna en su carta de 26 de marzo dixo cosas que deben unirse con esta especie; y

todas las cartas de Carlos IV. y su esposa, como la relacion del general Monthion, y otras que hay en la presente *coleccion de documentos justificativos*, contienen noticias sueltas, que no solo confirman la verdad de lo que cuenta el marques Caballero, sino que prestan muchos materiales para el historiador que quiera tomar por su cuenta decir sencillamente lo que se sepa del suceso.

NUMERO XLIX.

*Carta de Carlos IV á su hijo Fernando,
en 2 de mayo de 1808.*

Hijo mio: los consejos péfidos de los hombres que os rodean, han conducido la España á una situacion crítica: solo el emperador puede salvarla.

Desde la paz de Basilea he conocido que el primer interes de mis pueblos era inseparable de la conservacion de buena inteligencia con Francia. Ningun sacrificio he omitido para obtener esta importante mira: aun quando la Francia se hallaba dirigida por gobiernos efímeros, ahogué mis inclinacio-

nes particulares para no escuchar sino la política, y el bien de mis vasallos.

Quando el emperador hubo restablecido el orden en Francia, se disiparon grandes sobresaltos, y tuve nuevos motivos para mantenerme fiel á mi sistema de alianza. Quando la Inglaterra declaró la guerra á la Francia, logré felizmente ser neutro, y conservar á mis pueblos los beneficios de la paz. Se apoderó despues de quatro fragatas mias, y me hizo la guerra aun antes de habermela declarado, y entonces me vi precisado á oponer la fuerza á mis vasallos.

La España rodeada de costas, y que debe una gran parte de su prosperidad á sus posesiones ultramarinas, sufrió con la guerra mas que qualquiera otro estado : la interrupcion del comercio y todos los estragos que acarrea, afligieron á mis vasallos ; y cierto número de ellos tuvo la injusticia de atribuirlos á mis ministros.

Tuve al menos la felicidad de verme tranquilo portierra ; y libre de inquietud en quanto á la integridad de mis provincias, siendo el único de los reyes de Europa que se sostenia enmedio de las borrascas de estos últimos tiempos. Aun gozaria de esta tranquilidad sin los consejos que os han desviado del camino

recto. Os habeis dexado seducir con demasiada facilidad por el odio que vuestra primera muger tenia à la Francia, y habiais participado irreflexivamente de sus injustos resentimientos contra mis ministros, contra vuestra madre, y contra mí mismo.

Me crei obligado à recordar mis derechos de padre y de rey : os hice arrestar, y hallé en vuestros papeles la prueba de vuestro delito ; pero al acabar mi carrera, reducido al dolor de ver perecer à mi hijo en un cadalso, me dejé llevar de mi sensibilidad al ver las làgrimas de vuestra madre, y os perdoné. No obstante, mis vasallos estan agitados por las prevenciones engañosas de la faccion de que os habeis declarado caudillo. Desde este instante perdi la tranquilidad de mi vida, y me vi precisado à unir las penas que me causaban los males de mis vasallos à los pesares que debi à los disensiones de mi misma familia.

Se calumniaban mis ministros cerca del emperador de los franceses, el qual creyendo que los españoles se separaban de su alianza, y viendo los espíritus agitados (aun en el seno de mi familia) cubrió, baxo varios pretextos, mis estados con sus tropas. En tanto que éstas ocupaban la rivera derecha del Ebro,

y mostraban tener por objeto el mantener la comunicacion con Portugal, tuve la esperanza de que no abandonaria los sentimientos de aprecio y de amistad que siempre me habia dispensado; pero al ver que sus tropas se encaminaban ácia mi capital, conocí la urgencia de reunir mi ejército cerca de mi persona, para presentarme á mi augusto aliado como conviene al rey de las Españas. Hubiera yo aclarado sus dudas, y arreglado mis intereses: di orden á mis tropas de salir de Portugal y de Madrid, y las reuni sobre varios puntos de mi monarquia; no para abandonar á mis vasallos, sino para sostener dignamente la gloria del trono. Además mi larga experiencia me daba á conocer que el emperador de los franceses podia muy bien tener algun deseo conforme á sus intereses y á la política del vasto sistema del continente, pero que estuviese en contradiccion con los intereses de mi casa. ¿Qual ha sido en estas circunstancias vuestra conducta? El haber introducido el desorden en mi palacio, y amotinado el cuerpo de guardias de Corps contra mi persona. Vuestro padre ha sido vuestro prisionero: mi primer ministro, que habia yo criado y adoptado en mi familia, cubierto de sangre, fue conducido de un cala-

bozo à otro. Habeis desdorado mis canas , y las habeis despojado de una corona poseida con gloria por mis padres , y que habia conservado sin mancha. Os habeis sentado sobre mi trono , y os pusisteis à la disposicion del pueblo de Madrid , y de tropas extrangeras; que en aquel momento entraban.

Ya la conspiracion del Escorial habia obtenido sus miras: los actos de mi administracion eran el objeto del desprecio del público. Anciano , y agoviado de enfermedades , no he podido sobrellevar esta nueva desgracia. He recurrido al emperador de los franceses ; no como un rey al frente de sus tropas , y en medio de la pompa del trono , sino como un rey infeliz y abandonado. He hallado proteccion y refugio en sus reales: le debo la vida , la de la reyna , y la de mi primer ministro. He venido en fin hasta Bayona , y habeis conducido este negocio de manera , que todo depende de la mediacion y de la proteccion de este gran príncipe.

El pensar en recurrir à agitaciones populares es arruinar la España , y conducir à las catástrofes mas horrorosas à vos , à mi reyno , à mis vasallos , y à mi familia. Mi corazon se ha manifestado abiertamente al emperador: conoce todos los ultrages que ha recibido

y las violencias que se me han hecho : me ha declarado que no os reconocerá jamas por rey , y que el enemigo de su padre nõ podrá nunca inspirar confianza à los extraños. Me ha mostrado ademas cartas de vuestra mano , que hacen ver claramente vuestro odio à la Francia.

En esta situacion, mis derechos son claros, y mucho mas mis deberes : No derramar la sangre de mis vasallos , no hacer nada al fin de mi carrera , que pueda acarrear asolamiento è incendio à la España , reduciéndola à la mas horrible miseria. Ciertamente que si fiel à vuestras primeras obligaciones , y à los sentimientos de la naturaleza , hubierais desechado los consejos pérfidos , y que constantemente sentado à mi lado para mi defensa hubierais esperado el curso regular de la naturaleza , que debia señalar vuestro puesto dentro de pocos años , hubiera yo podido conciliar la política y el interes de España con el de todos. Sin duda hace seis meses que las circunstancias han sido críticas ; pero por mas que lo hayan sido , aun hubiera obtenido de las disposiciones de mis vasallos , de los débiles medios que aun tenia , y de la fuerza moral que hubiera adquirido , presentándome dignamente al encuentro de mi alia-

do (à quien nunca diera motivo alguno de queixa) un arreglo que hubiera conciliado los intereses de mis vasallos con los de mi familia. Empero arrancandome la corona, habeis desecho la vuestra, quitandola quanto tenia de augusta, y la hacia sagrada à todo el mundo.

Vuestra conducta conmigo, vuestras cartas interceptadas, han puesto una barrera de bronce entre vos y el trono de España, y no es de vuestro interes ni de la patria el que pretendais reynar. Guardaos de encender un fuego que causaria inevitablemente vuestra ruina completa, y la desgracia de España.

Yo soy rey por el derecho de mis padres, mi abdicacion es el resultado de la fuerza, y de la violencia: no tengo pues, nada que recibir de vos, ni menos puedo consentir à ninguna reunion en junta: nueva y necia sugestion de los hombres sin experiencia que os acompañan.

He reynado para la felicidad de mis vasallos, y no quiero dejarles la guerra civil, los motines, las juntas populares y la revolucion. Todo debe hacerse para el pueblo, y nada por él: olvidar esta maxíma es hacerse cómplice de todos los delitos que le son consiguientes. Me he sacrificado toda mi vida

por mis pueblos; y en la edad que he llegado no haré nada que esté en oposicion con su religion, su tranquilidad y su dicha. He reynado para ellos: constantemente me ocuparé de ellos; olvidaré todos mis sacrificios, y quando en fin esté seguro que la religion de España, la integridad de sus provincias, su independencia, y sus privilegios serán conservados, baxaré al sepulcro, perdonándoos la amargura de mis últimos años.

Dado en Bayona, en el palacio imperial, llamado *del Gobierno*, à 2 de mayo de 1808.
Carlos. —

Nota. Publicada por D. Pedro Cevallos, en el apéndice de su obra.

NUMERO L.

Decreto de la Junta Suprema gubernativa del reyno de España, en 4 de mayo de 1808

En este dia 4 de mayo de 1808, la Junta Suprema del gobierno, reunida y com-

puesta, por hoy, de los señores D. Francisco Gil de Lemos, D. Miguel Josef de Azanza, D. Sebastian Piñuela, y Don Gonzalo de Ofarril, secretarios de Estado, y ministros; y de los señores duque de Granada, presidente del consejo de Ordenes; marques Caballero, gobernador del de Hacienda; marques de las Amarillas, decano del de Castilla; y conde de Montarco, consejero de Estado, con el objeto de oír leer una carta de S. A. I. y R. el gran duque de Berg, fecha en este mismo día, habiendo tomado en consideración dicha carta en que se digna S. A. I. proponer que vendría à la misma Junta, ésta quedó enterada: y después de haber deliberado con madurez en presencia de S. A., considerando que se verifican efectivamente las circunstancias extraordinarias citadas en la carta de S. A. I. Que no se debe perder un instante para precaver los males que en el reyno resultarian de la incertidumbre y confusión en las autoridades constituidas civiles y militares: Que la familia real está reunida en Bayona, de donde se sabrá luego lo que se haya determinado por la mediación de S. M. el emperador de los franceses, rey de Italia: Y en fin, que se ha llegado à entender que en la presente

sesion no debè anticiparse resolucion alguna capaz de poder contrariar las que se expedirán de Bayona , ha acordado que confiere la presidencia en la Junta Suprema del gobierno à S. A. I. y R. el gran duque de Berg.

Tambien ha determinado con unanimidad que todos los individuos de la Junta se conformen con esta resolucion, y concurra cada uno en su respectivo cargo à la expedicion franca y leal de todos los negocios de la monarquía.

Con igual unanimidad ha nombrado por secretario de la Junta al coronel conde de Casa-Valencia, quien tendrá y custodiará las minutas de las deliberaciones de cada sesion, y certificará todas sus expediciones — Joaquín — Frey Francisco Gil, — El conde de Montarco, — Arias Mon. — El marques Caballero. — El duque de Granada de Ega. — Miguel Josef de Azanza. — Sebastian Piñuela. — El marques de las Amarillas. — Gonzalo Ofarril. — *Por copia conforme*: El conde de Casa-Valencia.

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 13 de mayo de 1808.

NUMERO LI.

Carta de Fernando à su padre, en 4 de mayo de 1808.

Mi querido y venerado padre y señor: He recibido la carta que vuestra magestad se ha dignado escribirme con fecha de antes de ayer, y trataré de responder à todas los puntos que abraza con la moderacion y respeto debido à vuestra magestad.

Trata vuestra magestad en primer lugar de sincerar su conducta política con respecto à la Francia desde la paz de Basilea; y en verdad que no creo haya habido en España quien se haya quejado de ella; antes bien todos unánimes han alabado à V. M. por su constancia y fidelidad en los principios que habia adoptado. Los míos en este particular son enteramente idénticos à los de V. M., y he dado pruebas irrefragables de ello desde el momento que V. M. abdicó en mí la corona.

La causa del Escorial, que V. M. da à entender tuviese por origen el odio que mi muger me habia inspirado contra la Francia, contra los ministros de V. M. contra mi amada madre y contra V. M. mismo, si se hubiese

seguido por todos los trámites legales, habria probado evidentemente lo contrario; y no obstante que yo no tenia la menor influencia, ni mas libertad que la aparente en que estaba guardado à vista por los criados que V. M. quiso ponerme, los once consejeros elegidos por V. M. fueron unanimemente de parecer, que no habia motivo de acusacion, y que los supuestos reos eran inocentes.

Vuestra magestad habla de la desconfianza que le causaba la entrada de tantas tropas extranjeras en España, y de que si V. M. habia llamado las que tenia en Portugal y Madrid, no era para abandonar à sus vasallos, sino para sostener la gloria del trono. Permitame V. M. le haga presente, que no debia sorprehenderle la entrada de mas tropas amigas y aliadas, y que baxo este concepto debian inspirar una total confianza. Permitame V. M. observarle igualmente, que las órdenes comunicadas por V. M. fueron para su viage y el de su real familia à Sevilla : que las tropas las tenian para mantener libre aquel camino ; y qua no hubo una sola persona que no estuviese persuadida de que el fin de quien lo dirigia todo, era transportar à V. M. y su real familia à America. V. M. mismo publicó un decreto para aquietar el ánimo de sus

vasallos sobre éste particular ; pero como seguian embargados los carruages y apostados los tiros , y se veian todas las disposiciones de un proximo viage à la costa de Andalucía , la desesperacion se apoderó de los animos y resultó el movimiento de Aranjuez. La parte que yo tuve en él , vuestra magestad sabe que no fue otra que ir por su mandado à salvar del furor del pueblo al objeto de su odio , porque le creia autor del viage.

Pregunte V. M. al emperador de los franceses , y su magestad imperial le dirá sin duda lo mismo que me dixo à mí en una carta que me escribió à Vitoria ; à saber , que el objeto del viage de S. M. I. y R. à Madrid era inducir à V. M. à algunas reformas , y à que separase de su lado al príncipe de la Paz , cuya influencia era la causa de todos los males.

El entusiasmo que su arresto produjo en toda la nacion , es una prueba evidente de lo que dixo el emperador. Por lo demas V. M. es buen testigo de que en medio de la fermentacion de Aranjuez no se oyó una sola palabra contra vuestra magestad , ni contra persona alguna de su real familia ; antes bien aplaudieron à vuestra magestad con la mayor demostracion de júbilo y de fidelidad ácia su augusta persona. Asi es que la abdicacion

de la corona que V. M. hizo en mi favor, sorprendió à todos , y à mi mismo, porque nadie la esperaba, ni la habia solicitado. Vuestra magestad mismo comunicó su abdicacion à todos sus ministros, dandome á reconocer à ellos por su rey y señor natural ; lo comunicó verbalmente al cuerpo diplomático que residia cerca de su persona , manifestándole que su determinacion procedia de su espontánea voluntad , y que la tenia tomada de antemano. Esto mismo lo dixo V. M. à mi muy amado hermano el Infante D. Carlos, y à mi tio el Infante D. Antonio, añadiendole que la firma que V. M. habia puesto al decreto de abdicacion era la que habia hecho con mas satisfaccion en su vida ; y últimamente me dixo vuestra magestad à mi mismo tres dias despues, que no creyese que la abdicacion habia sido involuntaria , como alguno decia, pues habia sido totalmente libre y espontánea.

Mi supuesto odio contra la Francia, tan lejos de aparecer por ningun lado ; resultará de los hechos, que voy à recorrer rapidamente, todo lo contrario.

Apenas abdicó vuestra magestad la corona en mi favor, dirigí varias cartas desde Aranjuez al emperador de los franceses, las quales

son otras tantas pruebas de que mis principios, con respecto à las relaciones de amistad y estrecha alianza, que felizmente subsistian entre ambos estados, eran los mismos que vuestra magestad me habia inspirado y habia observado inviolablemente. Mi viage à Madrid fue otra de las mayores pruebas que pude dar à su magestad imperial y real de la confianza ilimitada que me inspiraba, puesto que habiendo entrado el príncipe Murat el dia anterior en Madrid con una gran parte de su ejército, y estando la villa sin guarnicion, fue lo mismo que entregarme en sus manos. A los dos dias de mi residencia en la Corte se me dió cuenta de la correspondencia particular de vuestra magestad con el emperador de los franceses, y hallé que vuestra magestad le habia pedido recientemente una princesa de su familia para enlazarla conmigo y asegurar mas de este modo la union y estrecha alianza que reynaba entre los dos estados. Conforme enteramente con los principios y con la voluntad de vuestra magestad, escribí una carta al emperador, pidiéndole la princesa por esposa.

Envié una diputacion à Bayona para que cumplimentase en mi nombre à su magestad imperial y real; hice que partiese poco des-

ptes mi muy querido hermano el Infante
 D. Carlos para que le obsequiase en la fron-
 tera ; y no contento con esto , salí yo mismo
 de Madrid en fuerza de las seguridades que
 me habian dado el embaxador de S. M. I. y R.
 el gran duque de Berg y el general Savary,
 que acababa de llegar de París , y me pidió
 una audiencia , para decirme de parte del em-
 perador , que S. M. I. no deseaba saber otra
 cosa de mi , sino si mi sistema con respeto à
 la Francia seria el mismo que el de V. M. :
 en cuyo caso el emperador me reconoceria
 como rey de España , y prescindiria de todo
 lo demas. Lleno de confianza en estas pro-
 mesas y persuadido de encontrar en el camino
 à S. M. I. vine hasta esta ciudad ; y en el mis-
 mo dia en que llegué , se hicieron verbal-
 mente proposiciones à algunos sugetos de mi
 comitiva , tan agenas de lo que hasta entonçes
 se habia tratado , que ni mi honor , ni mi
 conciencia , ni los deberes que me impuse
 quando las Cortes me juraron por su prín-
 cipe y señor , ni los que me impuse nueva-
 mente quando acepté la corona , que V. M.
 tuvo à bien abdicar en mi favor , me han per-
 mitido acceder à ellas.

No comprehendo como puedan hallarse
 cartas mias en poder del emperador , que

prueben mi odio contra la Francia despues de tantas pruebas de amistad como la he dado, y no habiendo escrito yo cosa alguna que lo indique..

Posteriormente se me ha manifestado una copia de la protesta que V. M. hizo al emperador sobre la nulidad de la abdicacion; luego que V. M. llegó á esta ciudad, preguntandole yo sobre ello, me dixo V. M. que la abdicacion habia sido libre, aunque no para siempre. Le pregunté ásimismo: ¿Por que no lo habia dicho quando la hizo? y V. M. me respondió que por que no habia querido; de lo qual se infiere que la abdicacion no fue violenta, y que yo no pude saber que V. M. pensaba en volver á tomar las riendas del gobierno. Tambien me dixo V. M., que ni queria reynar, ni volver á España.

A pesar de esto, en la carta que tuve la honra de poner en manos de V. M., manifestaba estar dispuesto á renunciar la corona en su favor, mediante la reunion de las Cortes, ó en falta de éstas, de los consejos y diputados de los reynos; no porque esto lo creyese necesario para dar valor á la renuncia, sino porque lo juzgo muy conveniente, para evitar la repugnancia de esta novedad, capaz de producir choques y partidos, y

para salvar todas las consideraciones debidas à la dignidad de V. M., à mi honor y à la tranquilidad de los reynos.

En el caso de que V. M. no quiera reynar por sí, reynaré yo en su real nombre, ò en el mio, porque à nadie corresponde sino à mí el representar su persona, teniendo, como tengo, en mi favor el voto de las leyes y de los pueblos, ni es posible que otro alguno tenga tanto interes como yo en su prosperidad.

Repito à V. M. nuevamente que en tales circunstancias, y baxo dichas condiciones estaré pronto à acompañar à V. M. à España para hacer alli mi abdicacion en la referida forma; y en quanto à lo que V. M. me ha dicho de no querer volver à España, le pido con lagrimas en los ojos, y por quanto hay de mas sagrado en el cielo y en la tierra, que en caso de no querer con efecto reynar, no dexe un pais ya conocido, en que podrá elegir el clima mas análogo à su quebrantada salud y en el que le aseguro podra disfrutar mayores comodidades y tranquilidad de animo que en otro alguno.

Ruego por último à V. M. encarecidamente, que se penetre de nuestra situacion actual, y de que se trata de excluir para siempre del

trono de España nuestra dinastía, substituyendo en su lugar la imperial de Francia : que esto no podemos hacerlo sin el expreso consentimiento de todos los individuos que tienen y puedan tener derecho à la corona ; ni tampoco sin el expreso consentimiento de la nacion española, reunida en cortes y en lugar seguro : que ademas de esto, hallándonos en un pais extraño , no habria quien se persuadiese que obramos con libertad, y esta sola consideracion anularia quanto hiciésemos, y podria producir fatales consecuencias.

Antes de acabar esta carta permitame V. M. decirle que los consejeros que V. M. llama *pérfidos*, jamas me han aconsejado cosa que desdiga del respeto, amor y veneracion que siempre he profesado y profesaré à V. M., cuya importante vida ruego à Dios conserve felices y dilatados años. — Bayona 4 de mayo de 1808. — Señor : A. L. R. P. de V. M. su mas humilde hijo. — *Fernando*.

Nota. Publicada por Cevallos en el apendice de su obra. Yo no llamaré como Carlos IV *pérfidos* à D. Juan Escoiquiz y al duque del Infantado ; porque tal vez creyeron compatible su conducta con la fidelidad à

Carlos IV. Pero diré à la faz de todo el mundo que el primero que dió nacimiento à las desgracias de España fue Escoiquiz con sus tratos y consejos secretos à un hijo sucesor del trono contra la libre autoridad de un padre que lo poseia. Tan imposible me parece disculpar estos consejos y sus auxilios prácticos para que produxesen efecto, como dar satisfaccion à los argumentos del emperador Napoleon en su carta de 16 de abril de 1808, y à los que hace Carlos IV en la que dá ocasion à la presente. Esta es la causa de todos los padres y de todos los reyes. La miran con indiferencia segun vemos: el tiempo les hará abrir tarde ò temprano los ojos, y ver sus propios riesgos.

El duque del Infantado es coòperador en segundo de todas las desgracias de España, (aunque no pensase causarlas) porque contribuyó à las intrigas de Escoiquiz; ya presentandolo al embaxador frances Beauharnais; ya aceptando el nombramiento de comandante general de todas las armas españolas incluidas las de Casa real; pero está exento de toda culpa en los sucesos de Aranjuez; à lo menos yo vivo persuadido de que no tuvo parte. No es lo mismo acerca del viage de Fernando à Bayona. El duque, y

Escoiquiz, y aun San-Carlos y los otros menos metidos en la intriga se creyeron perdidos para siempre si Napoleon declaraba definitivamente por nula la renuncia de Carlos IV, y mandaba que este volviese á empuñar el cetro. Confiaron que persuadirian á Napoleon lo contrario en Bayona, condescendiendo en desmembrar las provincias españolas de la orilla izquierda del Ebro; en conceder franquezas exorbitantes al comercio frances en América; y en casar con una ~~soberana~~ reina. Esta confianza es el verdadero motivo del viage que hace desgraciadas sin culpa ninguna doce mil familias; que tiene convertidas en escombro algunas poblaciones; que ha empobrecido la España para un siglo; y que ha separado las Américas para siempre. El deseo de mandar baxo el nombre de Fernando, y el miedo de ser castigados si volviese á reynar Carlos, son los únicos motivos de tan infausto y pernicioso, como necio y mal proyectado viage.

NUMERO LII.

Tratado entre el rey Carlos IV y el emperador Napoleon, en Bayona à 3 de mayo de 1808.

Nopoleon emperador de los franceses, rey de Italia, protector de la confederacion del Rhin; y Carlos IV rey de las Españas y de las Indias, animados de un igual deseo de poner prontamente un término à la anarquia que sufre la España, y de salvar su valerosa nacion de sus agitaciones causadas por los partidos, queriendo escusar las convulsiones de una guerra civil y extrangera, y ponerla sin conmociones en estado que (segun las actuales circunstancias extraordinarias) sea el único capaz de mantener su integridad, garantir sus Colonias y unir sus fuerzas à la Francia para conseguir una paz maritima, han resuelto reunir todos sus esfuerzos, y arreglar en convenio particular tan importantes intereses. Con este objeto han nombrado plenipotenciarios S. M. el emperador de los franceses, rey de Italia, protector de la confederacion del Rin al señor general Duroc, gran mariscal del palacio : y S. M. el rey de

las Españas y de las Indias, á su alteza serenísima el señor D. Manuel Codoy, príncipe de la Paz, conde de Evora-Monte: los quales (despues de haber cangeados sus poderes) se han convenido en los artículos siguientes :

Primero. S. M. el rey Carlos habiendo tenido siempre por único objeto la felicidad de sus vasallos, y estando ahqra constante en el principio de que todos los actos de un soberano deben dirigirse à este fin, y en el concepto de que las circunstancias actuales no pueden menos de ser origen de discordias, tanto mas funestas quanto mas dividida está en facciones la familia real, ha resuelto ceder y cede por el presente tratado à S. M. el emperador Napoleon todos los derechos que tiene al trono de las Españas y de las Indias, como único soberano capaz de restablecer el órden, segun el estado à que han llegado las cosas, entendiendose que la indicada cesion no ha de sentir efecto sino con la condicion de que sus vasallos han de gozar las ventajas siguientes.

Segundo. La integridad del reyno será conservada. El príncipe que S. M. el emperador Napoleon juzgue à proposito colocar en el trono español, será independiente. Los limites de la España no sufrirán alteracion alguna.

La religion católica apostolica romana será única en España. No se tolerará otra reformada, y aun menos la de los infieles no bautizados conforme à la práctica del dia.

Tercero. Todos los actos verificados desde la revolucion de Aranjuez contra los vasallos que han permanecido fieles à S. M. el rey Carlos IV, son nulos, y de ningun valor. Sus bienes les serán devueltos.

Quarto. Habiendose asegurado asi por parte de su magestad el rey Carlos la prosperidad, la integridad, la independencia de sus vasallos, S. M. el emperador promete dar asilo en sus estados al rey Carlos, à la reyna, à su familia, al príncipe de la Paz y à los sirvientes que quieran seguir su suerte, todos los quales gozaran en Francia un rango equivalente al que poseian en España.

Quinto. El palacio imperial de Compiègne, los parques y bosques que dependen de él estarán à la disposicion del rey Carlos durante su vida.

Sexto. Su magestad el emperador dona y garante à S. M. Carlos una lista civil de treinta millones de reales que S. M. el emperador Napoleon le hará pagar directamente todos los meses por el tesoro de la corona. Muerto

el rey Carlos, la reyna gozará por viudedad dos millones anuales.

Septimo. Su magestad el emperador Napoleon promete conceder à todos los Infantes de España una renta anual de quatrocientos mil francos para que la gocen perpetuamente ellos y sus descendientes con reversion de las lineas del uno à las del otro en casos de respectiva extincion, conforme à las leyes civiles; y à la corona de Francia si todas las lineas fuesen extinguidas.

Octavo. Su magestad el emperador Napoleon se convendrá con el futuro rey de España sobre el pago de la citada lista civil y de las rentas expresadas en el artículo anterior: pero sin que S. M. el rey Carlos IV tenga que entenderse sobre esto mas que con S. M. el emperador Napoleon.

Nono. S. M. el emperador Napoleon da en cambio à S. M. Carlos el palacio fortificado de *Chambord* con todos los parques, bosques y tierras de labor dependientes de él para que las goce como dueño en toda propiedad y pueda disponer lo que le pareciere.

Dccimo. S. M. el rey Carlos renuncia en favor de S. M. el emperador Napoleon todas las propiedades alodiales y particulares no

(168)

pertenecientes à la corona que haya gozado y poseído como dueño de ellas.

Undecimo. La presente convencion será ratificada, y las ratificaciones se cangearán à los ocho dias, ò antes si fuere posible.

Bayona 5 de mayo de 1808. — Duroc. —
El príncipe de la Paz.

Nota. Traduccion de la copia impresa en los Monitores de 18 de junio de 1808, y 5 de febrero de 1810.

NUMERO LIII.

*Carta de Fernando VII. al emperador en
5 de mayo de 1808.*

Señor mi hermano : Tengo el honor de dirigir à V. M. copia de la carta que me propongo enviar al rey mi augusto padre, por la qual abdico la corona en favor de S. M. conforme al deseo que hoy ha manifestado en presencia de V. M. I. y R.

Ruego à V. M. I. y R. se digne tomar baxo su proteccion mi persona y la de mi hermano el infante D. Carlos, y garantir à todos los

los de mi comitiva la seguridad de sus personas y la conservacion de sus propiedades.

Con esta confianza pido à V.M. que acepte la seguridad de mi alta consideracion. De V. M. I. y R. su buen hermano. *Fernando*. Bayona 5 de mayo de 1808.

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO LIV.

Carta del rey Fernando à su tio el infante D. Antonio, insertando copia de la que habia escrito al rey Carlos su padre, en 6 de mayo de 1808.

En este dia he entregado à mi amado padre una carta concebida en los terminos siguientes.

Mi venerado padre y señor: Para dar à V. M. una prueba de mi amor, de mi obediencia y de mi sumision, y para acceder à los deseos que V. M. me ha manifestado reiteradas veces, renuncio mi corona en favor

de V. M., deseando que V. M. pueda gozarla por muchos años.

Recomiendo à V. M. las personas que me han servido desde el 19 de marzo. Confio en las seguridades que V. M. me ha dado sobre este particular. Dios guarde à V. M. felices y dilatados años.—Señor: A. L. R. P. de V. M. su mas humilde hijo. *Fernando*. — Bayona 6 de mayo de 1808.

En virtud de esta renuncia de la corona que he hecho en favor de mi amado padre, revóco los poderes que habia otorgado à la junta de gobierno antes de mi salida de Madrid, para el despacho de los negocios graves y urgentes que pudiesen ocurrir durante mi ausencia. La junta obedecerà las órdenes y mandatos de nuestro muy amado padre y soberano y las hará executar en los reynos-

Debo antes de concluir dar gracias à los individuos de la junta, à las autoridades reconocidas y à toda la Nacion, por los servicios que me han prestado; recomendandoles *que se reúnan de todo corazon* à mi padre amado el rey D. Carlos y al emperador Napoleon, cuyo poder y amistad pueden, mas que otra cosa alguna, conservar el primer bien de las Españas, salvar su independencia

y la integridad de su territorio. Os recomiendo tambien que no os dejéis seducir por las asechanzas de nuestros eternos enemigos, sino que antes bien vivais unidos entre vosotros, y con nuestros aliados, y eviteis la efusion de sangre, y las desgracias, que sin esto serian el resultado de las actuales circunstancias actuales, si os dejaseis arrastrar por el espíritu de alucinamiento y desunion. Tendráse entendido en la Junta para los efectos convenientes; y se comunicará á quienes corresponda — *Fernando.* — Bayona 6 de mayo de 1808.

Nota. Traduccion de la carta impresa en el Monitor de 11 de mayo de 1808, y 5 de febrero de 1810:

NUMERO LV.

Carta que D. Pedro Cevallos dice haber escrito Fernando VII à Carlos IV en 6 de mayo de 1808 ; pero que no concuerda con el tenor literal que el mismo Fernando insertó en la carta para su tío el infante D. Antonio , y demas individuos de la Junta de Gobierno.

Venerado padre y señor: el primero del corriente puse en las reales manos de V. M. la renuncia de mi corona en su favor. He creído de mi obligacion modificarla con las limitaciones convenientes al decoro de V. M., à la tranquilidad de mis reynos, y à la conservacion de mi honor y reputacion.

No sin grande sorpresa he visto la indignacion que han producido en el real ánimo de V. M. unas modificaciones dictadas por la prudencia , y reclamadas por el amor de que soy deudor à mis vasallos.

Sin mas motivo que éste ha creído V. M. que podia ultrajarme à la presencia de mi venerada madre, y del emperador, con los títulos mas humillantes ; y no contento con esto exige de mí que formalice la renuncia sin limites ni condiciones, sopena de que yo

y quantos componen mi comitiva seremos tratados como reos de conspiracion. En tal estado de cosas hago la renuncia que V. M. me ordena , para que vuelva el gobierno de la España al estado en que se hallaba en 19 de Marzo , en que V. M. hizo la abdicacion espontánea de su corona en mi favor.

Dios guarde la importante vida de V. M. los muchos años que le desea , postrado à L. R. P. de V. M. su mas amante y rendido hijo. *Fernando* — Pedro Cevallos. Bayona 6 de mayo de 1808.

Nota. D. Pedro Cevallos imprimió esta carta en su apendice. Tal vez no se acordó que Fernando VII habia insertado copia verdadera en la dirigida à su tio D. Antonio , y aun remitido la minuta en la noche precedente del dia 5 al emperador , el qual ni Carlos IV no hubieran consentido el tono de ésta carta , sino el que de veras se usó. Debemos reconocer como posible, que Fernando escribiendo à su padre la renuncia en los terminos del número anterior , escribiera tambien separadamente otra carta como la que publicó Cevallos. En tal caso la renuncia era carta de oficio ; y la en que se remitia , confidencial. Si hubiera sucedido asi , seria bien ridiculo , y muy contrario à las formas di-

plomáticas , que la carta de oficio en que Fernando renunciaba, careciese de la circunstancia de ser refrendada por su secretario de Estado, y la carta confidencial en que remitiese la de oficio, tuviera la contrafirma de *Pedro Cevallos*.

Este caballero es ministro de Estado de Fernando VII segunda vez, à consecuencia de la caída del duque de San Carlos, de la horrible catástrofe de D. Pedro Macanaz, y de la nulidad política de D. Juan Escoiquiz. Yo conozco à D. Pedro Cevallos hace muchos años, y créo que por un efecto de la moderacion de su carácter no dejará de reconocer la fuerza de estas reflexiones; ni aun omitirá dar satisfaccion à ellas para conservar su propia opinion pública, como lo ha hecho con la *Idea sencilla* de Escoiquiz: y lo ha prometido hacer con la *Defensa de D. Josef Martinez de Hervás*, publicada por el marques de Almenara, al que ha escrito con la buena educacion que le corresponde, tratándole con un modo muy noble, y tanto mas estimado, quanto mas contrario al detestable con que le intentó tratar el aborrecido D. Pedro Gomez Ladrador; quien no ha conciliado las obligaciones de caballero, ni aun las de hombre con las de embaxador.

NUMERO LVI.

Proclama del gran duque de Berg á los soldados franceses de su mando en Madrid, en 6 de mayo de 1808.

Soldados: el día 2 de mayo fue necesario que empleaseis vuestras armas para repeler la fuerza con la fuerza. Os conducisteis bien: estoy contento, y lo he manifestado al emperador. Tres soldados se dejaron desarmar, y ya están declarados indignos de servir en el ejército frances.

Ahora todo está ya en orden: La tranquilidad se ha restablecido: los hombres culpables y los seducidos han recibido su castigo, ú confesado su error: todo lo pasado debe cubrirse con un velo, y renacer la confianza.

Soldados: volved à vuestros antiguos vínculos de amistad con los habitantes. La conducta de las tropas Españolas ha sido loable, y debe servir de fundamento para consolidar mas y mas la armonia y buena inteligencia que reyna entre dichas tropas y las francesas.

Habitantes de Madrid: Habitantes de la

España, tranquilizaos: disipad las alarmas que la malevolencia ha pretendido extender: Volved à vuestros antiguos usos y costumbres, y dad curso á vuestros negocios como antes. No veais en los soldados del gran Napoleon, protector de las Españas, sino amigos y fieles aliados.

Los habitantes de todas las clases y rangos pueden llevar, como antes, sus capas, sin que nadie les inquiete ni ponga obstáculo. Madrid 6 de mayo de 1808. *Joaquin.*

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 13 de mayo de 1808.

NUMERO LVII.

Carta circular del real consejo de la Inquisicion à los tribunales del santo oficio, en 6 de mayo de 1808.

Las consecuencias funestas que produjo en Madrid la sublevacion escandalosa del baxo pueblo contra las tropas del emperador de los franceses en el dia 2 del presente mes, ha hecho necesaria la mas activa vigilancia de todas las autoridades, y de todos los cuerpos respetables de la Nacion, para evitar la repetition de iguales excesos, y mantener en todos los pueblos la tranquilidad que su propio interes dicta, tanto como la hospitalidad à unos oficiales y soldados amigos que no ofenden à nadie, y que han dado hasta ahora las mas grandes pruebas del buen orden, y de la buena disciplina, castigando rigurosamente à los franceses reos de algun exceso, ò que han maltratado à los españoles en sus personas ó bienes.

Es muy verosimil que la malignidad ò la ignorancia de algunos hombres faciles de ser seducidos, les ha hecho cometer desórdenes revolucionarios, con la màscara del patrio-

fismo, y del amor à su soberano. Por consiguiénte los que se hallan mejor instruidos, deben desengañarles, y sacarlos de un error tan peligroso, haciéndoles conocer que las conmociones tumultuosas, lejos de producir los efectos de la lealtad bien dirigida, sirven únicamente para poner la pátria en riesgo, rompiendo los lazos de la subordinación que sostienen la fidelidad de los pueblos; sofocando los sentimientos de humanidad, y destruyendo la confianza que se debe tener en el gobierno, à quien pertenece positivamente dirigir con uniformidad el patriotismo, y dar impulso à sus esfuerzos.

Ninguno podrá iaculcar en los espíritus y corazones estas verdades tan importantes mejor que los ministros de la religion de Jesucristo, la qual solo respira paz y fraternidad entre los hombres con sumision, respeto y obediencia à las autoridades. Y como los individuos y ministros del santo oficio deben ser, y han sido siempre, los primeros en dar exemplos à los ministros de la paz, hemos creído, señores, corresponder à nuestro ministerio, y llenar nuestros deberes dirigiéndoos esta carta, para que instruidos de su contenido, y penetrados de la urgente necesidad podais concurrir unánimemente

à la conservación de la tranquilidad pública, Lo hareis así saber à todos los subalternos de vuestros respectivos tribunales, y à los comisarios de sus distritos, para que todos y cada uno contribuyan por su parte à tan importante objeto con todo el zelo, actividad y prudencia posibles. Lo tendreis entendido, y nos avisareis el recibo de ésta carta circular. Dios os guarde. Madrid 6 de mayo de 1808. — Es copia conforme al original. *D. Cristobal Cos y Viveros, secretario del consejo.*

Nota. Traducción de la carta circular, impresa en el Monitor de 16 de mayo de 1808.

NUMERO LVIII.

Proclama del rey Carlos IV, en 8 de mayo de 1808.

En las actuales circunstancias extraordinarias hemos querido dar un nuevo testimonio de amor à nuestros amados vasallos, cuya felicidad ha sido durante todo nuestro reinado, el objeto perpetuo de nuestras solicitudes. Por eso hemos cedido à nues-

tro aliado y amigo el emperador de los franceses todos nuestros derechos à reynar en las Españas, sobre lo qual hemos firmado y ratificado un tratado, estipulando la integridad è independencia de las Españas, y la conservacion de nuestra santa religion; no solo como dominante, sino como única permitida.

En su consecuencia hemos considerado conveniente escribiros la presente para que os conformeis con el tratado, lo hagais conocer y pongais todos los medios necesarios para que se consigan las ideas del emperador Napoleon. Mostrad la más grande union y amistad con los franceses; y sobre todo dirigid vuestros cuidados à librar el reynó de toda rebelion, y de todo alboroto.

En la nueva situacion que vamos à tener, fijarémos continuamente todas nuestras observaciones sobre vuestro estado, y seremos felices si llegamos à saber que vosotros estais tranquilos y contentos.

Dado en el palacio de Bayona, que dicen *del gobierno*, à 8 de mayo de 1808. — *Yo el rey.*

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 15 de mayo de 1810.

NUMERO LIX.

Carta de D. Mariano Luis de Urquijo à D. Gregorio Garcia de la Cuesta, capitan general de Castilla la vieja, en 8 de mayo de 1808.

Bilbao 8 de Mayo de 1808. — Mi estimado amigo: el golpe fatal se ha dado ya. Recibo una carta de Perez de Castro, escrita en Irun antes de ayer, que copio à la letra — « Excmo. « Señor: mi antiguo venerado gefe y señor: « Acabo de llegar de Bayona, y continúo « mi viage con priesa à Madrid, dejando ésta « aqui para que se pase à esa con brevedad. « Me detuve pocas horas en Bayona, y en « ellas vi perecer à nuestro amado: merced « à la gravedad del mal, y à la impericia de « los facultativos que le asistieron. Dios nos « saque ahora con bien, y tengamos la for- « tuna de impedir alborotos, y de que no nos « abismemos por lo que no ha estado en « nuestra mano evitar. » Lo demas son frases de cortesia.

Me dicen, que el capitan de un barco que llega ahora mismo de Bayona à este puerto, asegura que el Rey Carlos IV y sus hijos

han abdicado todos sus derechos en el emperador para que los traslade à un hermano suyo, que ha de ser rey de España. ¡Que acontecimientos!

Quando supe que el rey Carlos IV pasaba por Vitoria, fui à presentarme à S. M., y à ver si en medio de quanto se me habia maltratado en su nombre, habia conocido las artes con que se habia sorprendido su buena fé y juicio para conmigo: Le debia quantos honores y dignidades tengo, y la gratitud es el primer deber de un hombre de bien. Dixe à S. M. que en todas partes podia contar con mi persona y eterno reconocimiento: le vi decidido à continuar el viage à Bayona, y dudé volver à verlo mas, ni à su familia en España.

Por el recibimiento que me hizo S. M. no me quedó duda de que aun ignoraba hasta lo que se habia hecho conmigo. ¡Pero qué mudado le hallé en su persona! conserva un ayre noble; pero agoviado por los males: hasta su fisico se ha disminuido: está casi desconocido, y todo me causó el mas acervo dolor: ¡Familia desgraciada!

!Que será ahora de España! Si hubiese juicio en ella, verificado ya sin remedio este golpe fatal ¿que partido no se podría sacar de

recibir una nueva dinastía, dictándola leyes y pactos que creasen y asegurasen à esta nación su felicidad interior, con instituciones tales que en breve tiempo ocupase en Europa el rango à que su situacion geográfica, y las bellas calidades de su suelo la convidan? pero quando recorro en mi memoria las continuas, infructuosas y destructoras guerras con que nos hemos aniquilado durante siglos, y el carácter nacional de ferocidad y barbarie, que por efecto de una vil esclavitud, y negra supersticion, han hecho formar à los habitantes de España, temo, y temo que no nos sumerjamos de nuevo en otra guerra exterminadora, y en mil abismos. En fin, veámos que rumbo toma el emperador; y que es lo que hace esta desgraciada nación à la que han dejado huerfana sus príncipes que solo un milagro, por decirlo así, puede hacer ya volver.

Mi padre, à quien acabo de decir todo (en medio de que sabia mis temores desde que volví de Vitoria, y de que su accidente le tiene casi en un estado de insensibilidad) ha quedado con tal estupor que me pesa haberselo dicho. Sin embargo quando ha sabido que escribia à Vmd., me ha encargado memorias para nuestro D. Gregorio,

y para la señora. Yo las repito. A Dios à Dios: Sabe Vmd. que es suyo — Urquijo — Excmo. señor D. Grégorio de la Cuesta — à Valladolid.

Nota. Esta carta y las otras dos que se publican del señor Urquijo, se hallaron en Valladolid con otros papeles importantes, que forman parte de mi coleccion de manuscritos.

NUMERO LX.

Tratado entre el rey Fernando VII, y el emperador Napoleon en Bayona, à 10 de mayo de 1808.

Su magestad el emperador de los franceses, rey de Italia, protector de la confederacion del Rin, y su A. R. el príncipe de Asturias, teniendo asuntos que arreglar entre sí, han nombrado plenipotenciarios; à saber: su magestad el emperador de los franceses, rey de Italia, al señor general de Division Duroc, gran mariscal del palacio, y su alteza real el principe de Asturias à D. Juan Escoiquiz, consejero de Estado de

S. M. C., caballero gran cruz de la Orden de Carlos III, los quales despues de haber cangeado sus respectivos poderes, han convenido en los artículos siguientes.

Primero: Su A. R. el príncipe de Asturias adhiere à la cesion hecha por el rey Carlos de sus derechos al trono de España y de las Indias, en favor de S. M. el emperador de los franceses, rey de Italia, y renuncia en quanto sea necesario los derechos que à la corona le pertenecen como príncipe de Asturias.

Segundo: S. M. el emperador de los franceses, rey de Italia, concede à S. A. R. el príncipe de Asturias, que tenga en Francia tratamiento de *Alteza Real*, con todos los honores y prerrogativas de que gozan los príncipes de su familia imperial. Los descendientes de S. A. R. el príncipe de Asturias, conservarán el título de príncipe, con tratamiento de *Alteza Serenísima*, y tendrán en Francia perpetuamente el mismo rango que los príncipes dignitarios del imperio.

Tercero: S. M. el emperador de los franceses, rey de Italia, cede y dona por el presente tratado, en toda propiedad à S. A. R. el príncipe de Asturias y sus descendientes los palacios, parques, y tierras de la hacien-

da llamada de *Navarra*, con los bosques dependientes de ella, hasta la concurrencia de cincuenta mil haranzadas; todo exento del gravamen de hipotecas, para que lo goce en toda propiedad desde la firma del presente tratado.

Quarto: La referida propiedad pasará à los hijos y herederos de S. A. R. el príncipe de Asturias: en su defecto à los del infante D. Carlos, en el suyo à los del infante D. Francisco, y por último à los del infante D. Antonio. Se expedirá título y patente de *Príncipe* al que heredare dichos bienes,

Quinto: S. M. el emperador de los franceses, y rey de Italia, concede à S. A. R. el príncipe de Asturias quinientos mil francos de renta alimenticia sobre el tesoro de Francia, pagables por duodecimas partes cada mes para que la gocen S. A. R. y sus descendientes; y en falta de su descendencia directa, sea para el infante D. Carlos, sus hijos y herederos; y faltando estos, el infante D. Francisco y los suyos.

Sexto: Con independencia de lo estipulado en los artículos precedentes, S. M. el emperador de los franceses, rey de Italia, concede à S. A. R. el príncipe de Asturias, una renta de seiscientos mil francos sobre el te-

soro de Francia para que la goce durante su vida. La princesa su esposa gozará la mitad de dicha renta, en caso de sobrevivirle.

Septimo: S. M. el emperador de los franceses, rey de Italia, concede y garantiza á los infantes D. Antonio, D. Carlos, y D. Francisco, hermanos de S. A. R. el príncipe de Asturias: primero el título de *Alteza Real*, con todos los honores y prerogativas que gozan los príncipes de su sangre. Los descendientes de sus altezas reales conservarán el título de *Príncipe*, con tratamiento de *Alteza Serenísima*, y tendrán en Francia el mismo rango que los príncipes dignitarios de imperio. 2.º El goce de las rentas de todas las encomiendas que tenían en España, para durante su vida. 3.º Una renta alimenticia de quatrocientos mil francos, para que la gocen ellos y sus herederos en los tiempos faturos perpetuos, con declaraciones de que si los infantes D. Antonio, D. Carlos, y D. Francisco muriesen sin herederos, ó su posteridad llegare á extinguirse, pertenecerán á S. A. R. el príncipe de Asturias, ó sus descendientes y herederos; todo con « la condición de que sus altezas reales D. Carlos, « D. Antonio, y D. Francisco accedan al « presente tratado. »

(188)

Octavo : Este sera ratificado, y las ratificaciones cangeadas à los ocho dias ò antes si se pudiere. Bayona 10 de mayo de 1808. — Duroc. — Juan de Escoiquiz.

Nota. Traducción de la copia impresa en el Monitor de 18 de junio de 1808, y de 5 de febrero de 1810,

NUMERO LXI.

Proclama de Fernando VII, de su hermano y de su tio á 12 de mayo de 1808.

D. Fernando príncipe de Asturias, y los dos Infantes D. Carlos y D. Antonio, agra-
decidos al amor y à la fidelidad constante que les han manifestado todos sus españoles, los ven con el mayor dolor en el dia sumergidos en la confusion y amenazados de resulta de esta, de las mayores calamidades; y conociendo que esto nace en la mayor parte de ellos de la ignorancia en que estan, asi de las causas de la conducta que sus altezas han observado hasta ahora, como de los planes que para la felicidad de su patria es-

tan ya trazados, no pueden menos de procurar darles el *saludable desengaño*, de que *necesitan*, para estorbar su execucion, y al mismo tiempo el *mas claro testimonio del afecto que les profesan*.

No pueden en consecuencia dexar de manifestarles, que las circunstancias en que el príncipe, por la abdicacion del rey su padre tomó las riendas del gobierno (estando muchas provincias del reyno y todas las plazas fronterizas ocupadas por un gran número de tropas francesas y mas de sesenta mil hombres de la nacion, situadas en la Corte y sus inmediaciones, con muchos datos, que otras personas no podian tener) les persuadieron que rodeados de escollos, no tenian mas arbitrio que el de escoger entre varios partidos el que produxese menos males; y eligieron como tal el de ir à Bayona.

Llegados sus altezas à dicha ciudad, se encontró *impensadamente* el príncipe (entonces rey) con la novedad de que el rey su padre habia protestado contra su abdicacion, pretendiendo no haber sido voluntaria. No habiendo admitido la corona sino en la buena fe de que lo hubiese sido, *apenas se aseguró* de la existencia de dicha protexta; quando su respeto filial le hizo devolverla; y poco

después el rey su padre la renunció en su nombre y en el de toda su dinastía à favor del emperador de los franceses, para que éste atendiendo al bien de la nación, eligiese la persona y dinastía que hubiese de ocuparla en adelante,

En este estado de cosas considerando sus altezas reales la situación en que se hallan ; las críticas circunstancias en que se vé la España, y que en ellas *todo esfuerzo* de sus habitantes en favor de sus derechos *parecería no solo inútil sino funesto*, y que *solo serviría para derramar rios de sangre* ; asegurarla perdida, quando menos, de una gran parte de sus provincias, y *las de todas sus Colonias ultramarinas* ; haciendose cargo tambien de que será un remedio eficacísimo para evitar estos males el adherir cada uno de sus altezas de por sí en quanto esté de su parte à la cesion de sus derechos à aquel trono, hecha ya por el rey su padre ; reflexionando igualmente, que el expresado emperador de los franceses se obliga en este supuesto à conservar la absoluta independencia y la integridad de la monarquía española como de todas sus Colonias ultramarinas, sin reservarse ni desmembrar la menor parte de sus dominios ; à mantener la uni-

dad de la religion católica ; las propiedades ; las leyes y los usos ; (lo que *asegura para muchos tiempos y de un modo inconstatable el poder y la prasperidad de la nacion española*) creen sus altezas reales dar la mayor muestra de su generosidad, del amor que la profesan, y del agradecimiento con que corresponden al afecto que la han debido, sacrificando en quanto está de su parte sus intereses propios y personales en beneficio de los españoles y adhiriendo para esto (como han adherido, por un convenio particular) à la cesion de sus derechos al trono; *absolviendo à los españoles de sus obligaciones en esta parte*; y exortandoles (como lo hacen) à que miren por los intereses comunes de la pátria, *manteniendose tranquilos* esperando su felicidad de las sabias disposiciones y del poder del emperador Napoleon ; y que prontos à conformarse con ellas, crean, que *darán à su príncipe y à ambos Infantes el mayor testimonio de su lealtad*; así como sus altezas se lo dan de su paternal cariño, cediendo todos sus derechos, y olvidando sus propios intereses, por hacer dichosa à la Nacion, que es el único objeto de sus deseos. — Burdeos 12 de mayo de 1808.

Fernando. Carlos. — Antonio.

Nota, Es copia de la que imprimio Escor-

quiz en el apendice de su obra intitulada *Idea sencilla*. Pero el empeño que este autor formó de persuadir que « à los ojos del lector « mas lerdo era una protesta contra la violencia, y una exortacion para animar à los « españoles à la guerra », es el mas temerario que puede caver en el humano entendimiento. ¿ Qual podria ser el language de un soberano para exortar à la paz si se indica la guerra con el de ésta proclama. Fíxese la consideracion en la fuerza de las expresiones designadas con letra bastardilla, y diga el lector mas lerdo (excepto solo Escoiquiz) si hay cabeza bien organizada, que pueda conformarse con la explicacion del autor de la *Idea sencilla*. Los hombres sensatos imparciales conocen bien que Escoiquiz no se acordó en Burdeos dia 12 de mayo de 1808, de tener semejante intencion, ni de aplicarle tal sentido, y que si esto fuese posible, resultaria mas ignorante y mas necio por las expresiones de que se valia. La verdad del hecho es, que la interpretacion actual de la proclama es discurrida despues de los grandes acontecimientos inopinados. ¿ Se ha olvidado Escoiquiz de haber escrito desde Bayona lo contrario ? Su carta decia en substancia : « *El asunto ha acabado mal; pero por lo respec-*

(195)

tivo à la España , esta puede aun ser feliz si se conforma con lo que por último se ha hecho aunque con justo dolor. » Tal vez existía la carta, y me alegraría tenerla en mi poder ahora, como la tuve en mis manos para leerla y la leí por mi mismo en una casa de la calle del Sacramento el dia 20 de mayo de 1808. El tiempo dará tal vez proporciones de justificar la opinion de Escoiquiz en aquel tiempo, aun mas claramente que ahora. ¿ No ha de llegar algun dia en que la verdad y la justicia triunfen ?

NUMERO LXII.

Exposicion de la Junta suprema de gobierno de España al emperador, en 13 de mayo de 1808.

Señor : Los que se hallan colocados por la suerte en lo mas interior del gobierno en circunstancias críticas y que han procedido siempre como buenos y fieles vasallos, pueden y deben manifestar su opinion quando se trata de la felicidad de su nacion.

Convencidos nosotros de que la posicion

de España y todos sus intereses se unen esencialmente con el sistema político del imperio que V. M. I. gobierna con tanta gloria, creemos que la mas grande prueba de amor que nuestros soberanos han dado à la Nacion española, es la de haber fundado sus últimas determinaciones sobre un principio que es evidente por si mismo, y confirmado por una larga serie de acontecimientos políticos.

No haya mas Pirineos. Este ha sido el voto constante de los buenos españoles; porque no puede haber Pirineos quando los intereses son los mismos, quando la confianza es reciproca, y quando cada una de las dos naciones consigue tener en un mismo grado el respeto de su independendencia y de su dignidad.

El intervalo de tiempo que debe correr hasta una epoca tan feliz no podrá ya ser largo. V. M. I. que preveé todo, lo executa tambien con la mayor prontitud. V. M. no ha querido dejarnos, ni aun ahora con alarmas, pues ha escogido para el gobierno provisional de la España un príncipe preparado y formado para el arte de reynar en la grande escuela de V. M. I. En medio del choque de las pasiones mas violentas, éste príncipe ha conseguido calmarlas por su moderacion, y por la sabiduría de sus providencias. ¿Que

no deberemos esperar de sus virtudes ahora que todos los españoles se reúnen para tributarle los homenajes de admiración à que tiene tantos derechos, y para contribuir al objeto de los esfuerzos que el consagra à nuestra felicidad ?

La monarquía española ocupará de nuevo el rango que le pertenece entre los estados de la Europa quando se vea unida por nuevo pacto de familia à su aliado natural, cuyo poder es tan grande. Qualquiera príncipe que V. M. nos destine entre los de vuestra augusta familia, nos traerá con esta sola circunstancia la garantía que necesitamos: pero la España puede reclamar un privilegio que ninguno de los países aliadós de V. M. tiene derecho à disputarle. El trono de las Españas se eleva à la mayor altura: las relaciones con la Francia que le da la reciprocidad de tantos intereses, son de una importancia proporcionada à la extensión de sus posesiones. Por eso parece que su trono está llamando al mayor de los augustos hermanos de V. M. I. Por otra parte es un feliz presagio que el orden establecido por la Nación se halle tan de acuerdo con los sentimientos de respeto y admiración que las virtudes del

(196)

príncipe indicado y la sabiduría de su gobierno nos tienen ya inspirado.

El consejo de Castilla (cuya prudencia ha ofrecido à estos principios todo el apoyo que la misma prudencia debia darles) se une al voto de la Junta suprema de gobierno.

Dios colme de prosperidades à V. M. I. y R.
Madrid 13 de mayo de 1808. — El marques Caballero. — Frey Francisco Gil. — Conzalo Ofarril. — Miguel Josef de Azanza. — Arias Mon. — El marques de las Amarillas. / El duque de Granada de Ega. — Sebastian Piñuela. — Bernardo Iriarte. — El conde de Casa - Valencia.

Nota. Traducción de la carta impresa en el Monitor de 18 de junio de 1810.

NUMERO LXIII.

Exposicion de la villa de Madrid al gran duque de Berg, en 15 de mayo de 1808.

Mon señor: La villa de Madrid ha sabido que sus augustos soberanos han puesto la

corona de España en las manos del gran Napoleon, y que la Junta suprema de gobierno (asi como el consejo de Castilla) ha dirigido sus votos à S. M. I. y R. para la felicidad de esta monarquía ; considerandola como cierta si S. M. I. y R. se digna poner la expresada corona sobre las sienes de su augusto hermano Josef Napoleon, rey de Napoles.

Monseñor : Esta villa distinguida por su obediencia y amor à sus soberanos, deseando la felicidad de los pueblos de su distrito, no puede excusarse de unir su voto à los de la Junta suprema de gobierno y del consejo de Castilla, suplicando à vuestra alteza tenga la bondad de hacerlo saber al emperador, si lo considera conveniente.

La villa aprovecha ésta ocasion para tener el honor de renovar à V. A. I. y R. los homenajes de su respeto y obediencia. Madrid 15 de mayo de 1808. — Pedro de Mora y Lomas. El marques de Perales. — Rafael de Reynalte. Juan Castañedo, — Pedro Perez Roldan. — Juan Xaramillo. — Mariano Buan. — Miguel Pio Vicente. — Juan Ramon Matute. — Mariano de Blancas. — Fernando Gomez Lozano. — Manuel Gonzalez Montaos. — Matias Bayo. — Francisco Fernandez de — Juan de Matia y Satini. — Mateo de Nor-

zagari. — Por la villa de Madrid: Angel Gonzalez Barreiro.

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 18 de junio de 1810. ¿Que contraste entre esta exposicion y el renombre de *heroica*, dado por Fernando VII a la villa de Madrid! ¿Qual fue la heroicidad? ¿La del dia 2 de mayo de 1808? El tiempo depositario de las verdades, hará conocer quando cese la reaccion de hoy, que Madrid fue pueblo *heroica* porque detestó el necio, impotente, y pernicioso levantamiento de la mas infima y viciosa plebe contra unas fuerzas inmensamente superiores. Madrid (esto es, la gente principal, y iniciosa que componia el verdadero pueblo de Madrid) fue *heroico*, no solo quando escribio la exposicion copiada en este número, sino quando despues hizo cosas mayores del propio genero en diciembre de 1808, enero y febrero de 1809 porque asi salvó sus casas y personas. Hoy seria menos que Zaragoza en caso contrario. Los que reputen aquella conducta como no *heroica*, creerán que Madrid necesita de disculpas, y que las tiene en el justo temor de mayores males. Sea en hora buena. ¿Y los refugiados en Francia no estarán en igual caso?

NUMERO LXIV.

Carta de Fernando VII al emperador Napoleon, en 18 de mayo de 1808.

Señor mi hermano : Mis amados tio y hermano y yo hemos llegado à las once de la mañana de hoy felizmente à esta residencia en que mon señor el príncipe de Benevento, y la princesa nos han demostrado el mayor deseo de complacernos,

Yo me apresuro à comunicarlo à V. M. I. y R. como homenaje muy debido y conforme totalmente à los sentimientos de mi corazon para con la persona de V. M. I. y R. Los infantes, mis amados tio y hermano, experimentan igual sensacion, y me encargan que sea yo el organo de comunicacion à V. M.

Yo ruego à V. M. I. y R. que viva bien persuadido de ésta verdad, y crea que soy con la mas alta consideracion de V. M. I. y R. buen hermano: *Fernando.* — Valencéy 18 de mayo de 1808.

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1808. Esta y otras cartas del rey Fernando VII eran vo-

luntarias, si atendemos à que nadie les pedia tales actos, equivalentes à ratificaciones de su tratado del dia 10, y de su proclama del dia 12. D. Juan Escoiquiz añade que el mismo rey fue quien (por opinion propia y sin consejo de sus servidores) determinó acceder à las cesiones hechas por Carlos IV. No soy capaz de decir que Fernando VII dejó de hacer bien. Conozco que tenia razon para lo que hacia. De lo contrario podian peligrar su vida, la de su hermano, y la de su tio. Pero es injusto, inhumano, y contrario al derecho natural y divino que se reputen inocentes los que hicieron cosas mayores; y criminales los que no llegaron à tanto. Si aquellos cedian à las circunstancias, tambien estos. Cada uno de los refugiados ha procedido según las concurrentes con su persona, y creyendo proceder bien. El éxito final no debe influir en la calificacion.

NUMERO LXV.

Carta del cardenal Borbon, arzobispo de Toledo al emperador en 22 de mayo de 1808.

Señor: La cesion de la corona de España queha hecho à V. M. I. y R. el rey Carlos IV mi augusto soberano, y que han ratificado sus altezas el príncipe de Asturias, y los infantes D. Carlos y D. Antonio, *me impone segun Dios la dulce obligacion* de poner à los pies de V. M. I. y R. los homenages de mi amor, fidelidad y respeto. Dignese V. M. de reconocermé por su mas fiel subdito, y comunicarme sus órdenes soberanas para experimentar mi sumision cordial y eficaz.

Dios guarde à V. M. I. y Real muchos años para bien de la iglesia y del Estado. Toledo 22 de mayo de 1808. Señor á L. P. de V. M. I. y R. su mas fiel subdito *Luis de Borbon, cardenal de Escala, arzobispo de Toledo.*

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 18 de junio de 1810. He aqui un procedimiento bien oficioso del car-

denal Borbon. Dirán que se lo dictaron y lo firmó. Sea en hora buena. Los que le gobernaban , le hicieron decir que *Dios le imponia la obligacion de someterse al emperador*. El cabildo siguió esta doctrina. Se le mandó declarar la vacante de la mitra por renuncia interpretativa en virtud del abandono voluntario del arzobispo y su viage à pais enemigo contra su promesa jurada ; y el cabildo obedió. Se mandó à sus capitulares jurar la constitucion y al rey Joséf, y juraron. Diran ser sin embargo inocentes habiendo hecho todo fundados en la opinion de que asi evitaban mayores males. Tendran razon : yo califico de justa su respuesta. Pero ¿ por que no ha de valer tambien à los refugiados ? Estos obraron fundados en esa misma opinion , y con tan graves fundamentos que à cada paso la comprobaban evitando grandes daños. Se podian imprimir, y se imprimirán tal vez algunas cartas en que el cabildo de Toledo reconoce y confiesa esta verdad, y dá muchas gracias por ella.

NUMERO LXVI.

Proclama de la Junta Suprema gubernativa del Reyno de España , en 3 de junio de 1808.

Espanoles : La Junta Suprema de gobierno, compuesta hoy de los primeros magistrados de la nacion, os dirige la palabra para disipar los errores que la malignidad y la ignorancia procuran acreditar y propagar entre vosotros; errores funestos y capaces de producir males incalculables, si la autoridad suprema no se esfuerza para destruirlos en el momento mismo de su nacimiento.

La Junta se promete que los que han escuchado con respeto en todos tiempos y ocasiones la voz de sus magistrados, no mostrarán menor sumision quando se trata de asegurar la felicidad del estado para siempre, si los ciudadanos se unen à las autoridades; ò de acarrear-se ellos mismos la ruina de la patria si se entregan à las agitaciones en que los enemigos eternos de la gloria y prosperidad de la nacion española procuran precipitarles.

En el momento en que la España (pais

favorecido por la naturaleza, pero empobrecido, decaído y aun envilecido à los ojos de toda la Europa por los vicios y desórdenes de su gobierno) tocaba la epoca de su total aniquilacion ; quando los esfuerzos mismos que habian podido hacerse para reanimar las fuerzas abatidas, no habian conseguido sino agrabar los males y precipitarla en nuevas desgracias ; en fin quando no habia esperanzas, nos ha ofrecido la providencia un medio capaz, no solo de preservar la pátria de su total ruina ; sino aun de elevarla al grado de felicidad y esplendor á que no ha llegado ni en las epocas mas brillantes de su historia.

Por una de las revoluciones politicas que solo admiran à quien no observa los acontecimientos que las preparan , la casa de Borbon , desposeida de los tronos que ocupaba en Europa , acaba de renunciar al de España, único que poseia.

Despues de haber reducido la Nacion al ultimo grado de decadencia ; privados los Borbones del apoyo que hasta entonces les habian ofrecido las otras ramas de su familia, è imposibilitados de conservar las relaciones que anteriormente les unian con la Francia, estaban privados de medios de mantenerse sobre un trono que todas las mudanzas so-

brevénidas en el sistema político les ponian en la necesidad de abandonar.

El príncipe mas poderoso de la Europa ha recibido la renuncia de los Borbones, no para incorporar nuestro territorio à su imperio (que ya es muy extendido) sino para fundar sobre nuevas bases la monarquía española, haciendo servir su poder irresistible para que tengan efecto todas las reformas saludables que hace tantos tiempos estabamos deseando.

Con este objeto ha llamado cerca de su augusta persona los diputados de las ciudades, de las provincias y de los cuerpos municipales del Estado para consultarles sobre las leyes fundamentales que deben garantir la autoridad soberana y la fidelidad de los subditos. El colocará lá diadema de España en la cabeza de un príncipe generoso que sabrá conciliarse todos los corazones por la dulzura de su caracter. El descubrirá medios que ningun otro podia tener, y reintegrará prontamente à la España en el rango perdido por sola la debilidad de los príncipes que la han gobernado hasta ahora.

Quando el aurora de nuestra felicidad comienza à amanecer ¿seria posible que unos hombres, incapaces de medir las alturas

de los destinos que se nos preparan, los que aspiran al título honroso de verdaderos españoles y de amigos sinceros de su patria, procurasen seduciros y entregarnos à todos los horrores de una guerra civil en el momento mismo en que el heroé que debe ser el objeto de nuestras bendiciones presentes y de la admiracion de los siglos futuros, se ocupa todo entero en la execucion de los proyectos que ha concebido para la felicidad de la España?

Ciertamente la Junta de gobierno no debía recelar tal extravio de unos españoles tan recomendables por su patriotismo; y sin embargo sufre el dolor de saber hoy que algunas personas conducidas por un zelo indiscreto y por escrúpulos de una fidelidad mal entendida, inducidas por otras en error acerca de los verdaderos intereses (y mucho mas por los agentes secretos de una nacion, enemiga de la prosperidad del continente por sistema) han llegado à extraviar una parte de los buenos habitantes de algunas provincias, y de sembrar en ellas las semillas de sedicion y motines.

Valerosos españoles: ¿ Os dejareis seducir por sus promesas engañosas? ¿ Querriais venir à ser las victimas de un error tan funesto?

La generosidad de vuestros sentimientos de que se abusa ¿debe ser la que produzca vuestra total perdida y la de vuestros bienes y familia? ¿No conoceis que los que se hacen apostoles de la rebelion en circunstancias tan delicadas y os aconsejan la desobediencia à vuestros xefes, son los verdaderos enemigos de vuestra pátria? ¿Podrian restablecer à vuestros antiguos monarcas? Estos se hallan fuera de la España ¿Que deben ellos mismos esperar de vuestros impotentes esfuerzos? ¿Quereis defender las leyes de que pensais depender vuestra felicidad futura? ¿Pero quien piensa destruirlas? Al contrario ¿no trata de restituir à la Nacion la posesion de su antigua libertad y primitiva constitucion; felicidad que pocos dias hace no podia esperar ni se le hubiera permitido pensar en ella? ¿Que pretendeis pues vosotros habitantes de las provincias por un extravio del entendimiento? ¿Quereis atraer sobre vosotros todas las calamidades de la guerra, destroz ar vuestros campos, quemar vuestras ciudades y arrasar vuestras casas? ¿Creeis que un levantamiento tumultuoso de habitantes valientes, pero indisciplinados, sin xefes, sin dinero, sin almacenes, sin viveres y sin municiones podrá resistir à los exércitos

agueridos , y à los soldados envejecidos en la costumbre de vencer?

La Junta se lisongea todavia de que reflexionareis sobre las fatales consecuencias que producirian infaliblemente vuestros primeros pasos , si por desgracia una obstinacion insensata os impidiese volver prontamente al camino de la obediencia y del verdadreo patriotismo que un momento de error os ha hecho abandonar.

Para convenceros , que el único deseo de la Junta es desengañaros , y que el príncipe que la preside , y el emperador de los franceses (en cuyas manos está nuestra suerte) no tienen otra idea que la de proporcionar vuestra felicidad , quiere la Junta haceros saber las intenciones del nuevo soberano que viene à gobernarnos. Escuchad , y juzgad vosotros mismos.

Las cortes , éstos antiguos garantes de nuestras libertades , y de nuestros privilegios , van à restablecerse con mejor constitucion y mayor poder que tuvieron en tiempo alguno. Las habrá de tres en tres años por lo menos ; y ademas siempre que las ocurrencias de la nacion dicten ser necesarias.

El gasto anual de la casa real será reducido à cantidad fija : la que se le asigne so-

bre el tesoro real no llegará à la mitad de la que ha sido y no se aumentará en lo sucesivo.

La religion católica será exclusiva en España; y no se tolerará ninguna otra.

En fin, la Junta de gobierno tiene poderosos motivos de esperar que la contribucion personal impuesta para la presente guerra se disminuirá notablemente por las mejoras que el nuevo gobierno se propone hacer en el modo de percibir, y porque la situacion militar y politica de la Europa, exigiendo los mas grandes esfuerzos para aumentar la marina, permitirá disminuir el ejército de tierra.

Agregad á esto que se harán gradualmente reformas útiles en todas las partes del gobierno: Se restablecerá el crédito público: La deuda del tesoro será consolidada y extinguida en pocos años: La administracion de la justicia se hará por reglas inalterables: La autoridad soberana no podrá suspender el curso de los procesos: La agricultura se fomentará: El comercio y la industria tomarán nuevo vigor: La poblacion crecerá: El ejército y la marina volverán à su antiguo esplendor; y se emplearán al mismo tiempo todos los medios capaces de asegurar la felicidad pública.

Considerad ahora si será interes vuestro el tomar las armas para destruir la obra que debe consolidar vuestra felicidad, y la de vuestros hijos y nietos ; y si los que encienden ahora entre vosotros el fuego de la sedicion , son verdaderos españoles y amigos de su patria. Pues ello es cierto españoles : tal ha de ser la suerte que se os prepara si conservais la tranquilidad y el buen orden ; si os unis à vuestro gobierno y à vuestras autoridades locales. Animados todos del deseo de hacer el bien , estais proximos al momento de ser felices : pero si despreciais este aviso saludable de la Junta de gobierno , temed la justa cólera de un monarca , tan severo quando castiga la obstinacion inutil y ciega , como generoso y pronto à perdonar un momento de error.

¿ Ignorais que han entrado ya en España exércitos franceses muy numerosos ? ¿ No sabeis que se acercan à nuestras fronteras otros no menores ? Las provincias que no restablezcan al instante el buen orden , serán ocupadas por tropas francesas , y tratadas con todo el rigor de las leyes militares. Ya el Lugar-teniente general del reyno ha dado órdenes de marchar muchas divisiones à castigar los sublevados ; pero la Junta de gobierno ha

querido substraer de los peligros inevitables, las provincias en que se ha cometido algun desórden: ha intercedido por ellas, y ofrecido en su nombre que reconocerán su error, y vivirán tranquilas. S. A. J. y R. se ha dignado acoger con bondad estos ruegos: ha suspendido el castigo de los culpables; pero éste será terrible si las insinuaciones pérfidas de los malos pudieren mas en el espíritu de los españoles, que la voz paternal de sus magistrados, de sus ministros, y de todos sus gefes supremos; militares y civiles. Madrid, 3 de junio de 1808.

D. Sebastian Piñuela, consejero de Estado, ministro de Gracia y Justicia. — D. Gonzalo Ofarril, consejero de Estado, ministro de la Guerra. — El marques Caballero, consejero de Estado, gobernador del consejo de Hacienda. — El marques de las Amarillas, consejero de Estado, decano del consejo de la Guerra. — D. Pedro Mendinueta, consejero de Estado, teniente general de los reales exércitos. — D. Arias Mon y Velarde, decano y gobernador interino del consejo de Castilla. — El duque de Granada, presidente del consejo de Ordenes. — D. Gonzalo Josef de Vilches, individuo del consejo y de la Cámara de Castilla. — D. Josef Navarro y Vi-

dal; individuo del mismo consejo, con honores de la Cámara. — D. Francisco Xavier Duran, individuo del consejo de Castilla. — D. Nicolas de Sierra, fiscal del consejo de Castilla. — D. Garcia Gomez Xara, individuo del consejo de Indias. — D. Manuel Vicente Torres-consul, fiscal del consejo de Hacienda. — D. Ignacio de Alaba, teniente general de Marina, individuo del consejo de ella. — D. Joaquin Maria Sotelo, fiscal del consejo de la Guerra. — D. Pablo Arribas, fiscal de la sala de alcaldes de Corte. — D. Pedro de Mora y Lomas, corregidor de Madrid.

Nota. Traduccion de la cópia impresa en el Monitor de 18 de junio de 1808. A vista de tales anuncios, hechos de oficio por el gobierno del reyno ¿como pueden atribuirse á los refugiados los males de la pátria? El aviso dado en esta proclama se despreció, y las resultas fueron las que se anunciaban y no podian ser otras; porque la guerra del poderoso contra el necio indócil y sobervio jamas ha dejado de producir ruinas, incendios, saqueos y violencias. Y hubieran sido mayores sino por los refugiados

NUMERO LXVII.

Carta de D. Mariano Luis de Urquijo, à D. Gregorio Garcia de la Cuesta, Capitán general de Castilla la vieja, en 6 de junio de 1808.

Bayona 5 de junio de 1808. — Mi estimado amigo : La fecha de esta carta vá á sorprender à Vmd. por ignorar como estoy aquí : Sepa Vmd. que me han traído , no con placer mio , sino en virtud de tres mandatos : He llegado ayer por la mañana ; y aunque estoy molido de visitas y conversaciones , quiero aprovecharme de la ocasion que me presenta la ida de una persona segura que pondrá ésta en el correo de Vitoria , para decir à Vmd. lo que pasa.

Los reyes Carlos y Fernando , y toda la familia real habian marchado hace dos dias , para sus respectivos destinos. He visto y hablado largamente al emperador , à quien he dicho francamente mi opinion , preguntado por S. M. de que modo veia yo los negocios de España : pero ahora ya nada tiene remedio , y él , una vez la cosa hecha , no retrocede. Me ha preguntado que sensacion ha-

bia hecho la libertad del príncipe de la Paz, y el 2 de Mayo ; le he contestado segun lo que yo podia juzgar por lo que habia visto en Bilbao, y en la corta travesia hasta ésta ciudad. He sacado de todo, que S. M. I. se halla muy mal informado del espíritu de España, y de las cosas de esta nacion.

Habia yo ya recibido la que Vmd. me escribió desde Valladolid, y le leí aquellas líneas de que « las Castillas estaban tan próximas al fuego, que à la menor chispa se encenderia una gran hoguera, y que las gentes de corona (particularmente los frailes) eran los mas atizadores. » Le manifesté que era de preverse por estos acontecimientos una guerra con la Austria, y que aun la Rusia tomase parte. S. M. trató de disipar estos temores, y segun lo que yo pude percibir de expresiones sueltas y aisladas, ò me engaño mucho, ó creo haber colegido que ya desde Tilsit estaba acordado con esta Potencia el destino de los tronos de España y Portugal à príncipes de la familia imperial.

En quanto à los alborotos de España me ha dicho rotundamente que en el estado en que se hallaban los negocios se haria su conquista, ó particion, sino se conformaba à que su familia reynase en ella: que asi se

ria feliz ; que S. M. no tenia otras miras etc. , etc. La conversacion ha durado cinco horas : considere Vmd. quanto habrá hablado.

Sabia S. M. los consejos que di en Vitoria, los quales no desaprobó ; y sin lisongearme demasiado, creo que entonces, tal vez la cosa pudiera haberse remediado.

En la conversacion se extendió mucho S. M. sobre todas nuestras instituciones ; sobre la poca seguridad, que podia darle la casa de Borbon ; sobre su politica, igual á la que tuvo Luis XIV, y la conveniencia que trajo á España admitir el nieto de éste monarca pues (estando antes en guerra perpetua con Francia) en el siglo que ha durado esta dinastía, casi siempre ha estado en paz. No ha omitido contarme los sacrificios, que desde mi salida del ministerio ha hecho nuestra corte, asegurando que los evitaria en adelante, y que sin embargo no le daban aquellos seguridad. Me ha hecho una pintura poco lisongera del gobierno de Carlos IV, y particularmente del príncipe de la Paz, y hablando de Fernando y de las gentes que le acompañaban, ha dicho cosas amargas.

No sabia yo que se habia nombrado á Vmd. Virrey de México ; ni Vmd. podia saberlo quando me escribió, pero S. M. me ha

informado de ello , y hablandome de nuestras Indias « justo es (me ha repetido varias veces) que traten con todas las Naciones ; « que sean libres ; y que tengan la union « debida con la metrópoli ; pero que sean « gobernadas de otro modo. »

Me ha significado que en la Junta que habia convocado aqui , se tratará de todo esto : que S. M. me habia llamado la primera vez con ánimo de que yo la presidiese ; pero que habiendo venido el señor Azanza , ministro de Hacienda , nombrado por Fernando , y con un bureau para presentar el estado de ella , preferia ahora que fuese él , el presidente , quedando yo de primer secretario , ó *Second President de droit*. Le he contestado que para mí todo era igual , pues mis intenciones no eran otras que las de coadyuvar al bien de la España en lo que pudiese : Que el señor Azanza era una de las personas mas beneméritas y respetables de España : que el nombramiento de su presidencia agradaria generalmente ; pero que el no tener esta Junta mision universal y auténtica de la Nacion , y celebrarse en pais extranjero eran dos obstáculos para que se recibiesen bien sus decisiones. A esto me ha respondido : « Que vuestro Rey entre ya ligado con pac-

« tos, y despues en vuestras primeras cortes nacionales podreis extenderlos ò modificarlos. » En seguida me ha leído S. M. un proyecto de constitución, sobre el que habiendole hecho varias observaciones, me ha encargado un trabajo.

Me ha hablado de haber nombrado al amigo Mazarredo ministro de Marina; que contaba con que el rey su hermano escogerá para el ministerio lo mejor que hubiese en España, y que se contaba sobre mí: Vmd. me conoce, y sabe que no quiero ser nada, cansado ya de sufrir, y previendo ciertas cosas; pero témome que tendré que tomar una parte activa, *velis, nolis*.

He visto al duque del Infantado, y casi con las lágrimas en los ojos me ha confesado en presencia de Fernan-Núñez, que si me hubiera creído, no estarian las cosas como estan: Se me ha quejado amargamente del modo con que ha sido tratado; le he dicho que pues ahora la cosa no tiene remedio, me manifestase francamente, si él y todos los de su clase querian entrar en este órden de cosas; quitar todo pretexto al proyecto de conquista; y asegurar con pactos solemnes los derechos del pueblo español con la nueva dinastía, *et cætera*; pues quasi no, cada uno

tomará su partido y se iria, ó haria otra cosa, porque yo con disensiones nada queria : He observado que hasta se ha ofendido de mi duda; y me ha dicho, que sin embargo de habersele ofrecido permiso para ir á viajar, se habia quedado porque queria servir y ser útil: me ha asegurado que todos los de su clase pensaban lo mismo: y en efecto, un rato en que fui anoche á visitar al príncipe de Neuchatel, encontré en su casa al duque de Híjar, y otros que estaban muy contentos, y todos en animo de servir. Me ha hablado Infantado de bases de constitucion, y en cosas muy esenciales, estoy de acuerdo con sus principios. En fin, pasado lo pasado, yo espero que podrá asegurarse la nacion con buenas instituciones, y que tendrá en lo sucesivo seguridad y consideracion por la Francia; que no hará unas exacciones tan escandalosas; y que podremos salir menos mal de una tempestad que ni Vmd. ni yo, ni otros muchos hemos causado.

Creo que Vmd. debe quedarse por acá, pues despues de lo que ha trabajado y sufrido, es dura cosa emprender viages á América. Tal vez el general Alava los haria con mas gusto, y puede pensar en él el rey, que dicen llegará pronto.

Escribame Vmd. quanto quiera que yo enseñe , y sea para el bien general , y separadamente lo que Vmd. crea conducente para mí. Basta ya de carta. Vmd. concebirá todo lo demás que omitió : cuidese Vmd. ; mil cosas à la señora ; y es siempre suyo — Urquijo. — Excmo. Señor D. Gregorio de la Cuesta — à Valladolid.

Nota. Estas cartas y las otras dos que se publican del mismo Urquijo se hallaron en Valladolid con otros papeles importantes quando faltó el general Cuesta , y componen parte de la coleccion de mis manuscritos.

NUMERO LXVIII.

Declaración del emperador Napoleon nombrando al rey de Napoles para rey de España , en 6 de junio de 1808.

Napoleon , por la gracia de Dios , emperador de los franceses , rey de Italia , protector de la confederacion del Rin : á todos los que vean estas letras , salud.

Habiendonos hecho saber la Junta de Es-

tado, el consejo de Castilla, la villa de Madrid, y otros por medio de sus exposiciones, que el bien de la España exigia poner prontamente fin à su interregno, hemos resuelto proclamar (como proclamamos por medio de las presentes letras) rey de las Españas y de las Indias, à nuestro muy amado hermano Jose Napeleon, rey actual de Napoles y de Sicilia.

Salimos garantes de que el rey de las Españas gozará la independenciam y la integridad de sus estados en Europa, Africa, Asia y América.

Encargamos al Lugar-teniente general del reyno, à los ministros, y al consejo de Castilla, hacer expedir y publicar la presente proclamacion en la forma acostumbrada, à fin de que ninguno pueda alegar ignorancia. Dadas en nuestro palacio imperial de Bayona, à 6 de junio de 1808. — *Napoleon.*

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 18 de junio de 1808.

NUMERO LXIX.

Arengas hechas al rey Josef por diferentes corporaciones españolas , en 7 de junio de 1808.

El duque del Infantado en nombre de los grandes de España que estaban en Bayona, dixo lo siguiente. Señor : Presentandonos à V. M., nos hallamos penetrados de los mas vivos sentimientos de alegría. Los españoles esperan toda su felicidad del reynado de V. M. La presencia de vuestra real persona en España se desea con ansia para fijar las ideas ; conciliar diversos intereses y restablecer el órden para la restauracion de la pátria. Señor : Los grandes de España en todos tiempos se han distinguido por su fidelidad para con su soberano : V. M. hallará en ellos la misma y el mismo afecto à su real persona. Reciba V. M. estos testimonios de nuestra lealtad con aquella bondad de que ha dado tantas pruebas à sus pueblos de Napoles, y cuya fama ha llegado à nosotros.

D. Josef Colon, consejero de Castilla, en nombre de todo el consejo dijo lo que sigue. El consejo de castilla, conocido por primero

entre los tribunales supremos de la Nacion española, y representado por D. Manuel de Lardizabal, D. Sebastian de Torres, D. Ignacio Martinez de Villela, y D. Josef Colon, Decano de esta diputacion, tiene hoy el honor de saludar à V. M. manifestándole su alegría del feliz arribo de V. M. à los brazos è imperio de su augusto hermano.

La inmensidad de gloria acumulada en su persona ha obscurecido la de todos los heroes de la antigüedad; y la eleccion que ha hecho de la augusta vuestra anuncia, que V. M. está dotado de las grandes calidades naturales que sostienen los tronos y consolidan los cetros.

V. M. es la rama principal de una familia destinada por el cielo para reynar. Ya la fama de vuestras distinguidas virtudes pasó los Pirineos, y voló rápidamente à nuestra pátria. El reyno de Napoles testifica esta verdad, y suspirará por vos si tiene la desgracia de perderos.

Generosos españoles: no temais que vuestra santa religion disminuya su esplendor: ella será siempre en España la única y la dominante en toda su pureza. La legislacion, los usos, las costumbres, y formas de estilo, los tribunales, el clero, los cuerpos nacionales se conservarán y mejorarán con grande

utilidad de la iglesia y del Estado. Las diferentes clases de la sociedad (que son las columnas de toda monarquía en un orden gerárquico) serán mantenidas con sus diferentes privilegios. El pobre será aliviado del peso de los tributos, y no se alterará la integridad de los dominios públicos, ni de las propiedades particulares.

Si debemos esperar del corazon paternal de V. M. estos beneficios ¿ Quales habrán de ser los deseos y votos del consejo de Castilla en las actuales criticas circunstancias ? Su falta de autoridad no es obstáculo para que forme éstos votos en favor de una nacion siempre fiel à sus soberanos. Quiera el cielo que sus deseos surtan efecto, y que V. M. llegue à ser el mas feliz del universo, como pedimos à Dios en nombre del supremo tribunal que representamos.

D. Raymundo Etephard consejero de Inquisicion en nombre de los diputados de los consejos de la Inquisicion, de las Indias y de Hacienda dixo lo que sigue. Los individuos de los consejos de la Inquisicion, de las Indias y de Hacienda de España, residentes ahora en esta ciudad, tienen el honor de ofrecer à los pies de V. M. el tributo de su respeto y veneracion. Felicitando à V. M. por

su arribo, se felicitan à si mismos de ver en V. M. al soberano destinado para gobernar las dilatadas provincias de España, y se presentan llenos de sentimientos de fidelidad y afecto, formando votos para que V. M. encuentre su dicha en el seno de la pátria que va à gobernar, produciendo la de sus subditos, y elevando la España al grado de prosperidad á que no dudamos puede llegar con los ausilios del genio y poder de su augusto hermano el gran Napoleon.

El duque del Parque, en nombre del ejército español pronunció el discurso siguiente. Los generales y oficiales del ejército Español que se hallan en Bayona, y componen la diputacion militar nombrada por la asamblea general que va à reunirse, tienen el honor de ofrecer à V. M. su respeto; y de asegurarle que toman un vivo interes en las felicidades de V. M. Las virtudes que adornan su augusta persona, son bien conocidas en todo el mundo sin necesidad de otro elogio que el de tenerlas. Nosotros aseguramos à V. M. que experimentamos una grande satisfaccion en poner à sus pies los testimonios de nuestra sumision, y en admirar tan de cerca al digno hermano del heroe de nuestro tiempo. Damos el parabien à V. M. por su feliz

rivo à esta ciudad, y le deseamos todo genero de prosperidades.

Nota. Traduccion de las copias impresas en el Monitor de 18 de junio de 1808.

NUMERO LXX.

Proclama de los grandes de España y de otros reunidos en Bayona, à los españoles, en 8 de junio de 1808.

Amados españoles, dignos compatriotas: Vuestras familias, vuestras fortunas, vuestras propiedades, vuestra vida son para nosotros tan estimadas y preciosas como las mismas nuestras y quisieramos teneros à la vista para desengañaros.

Nosotros hemos sido tan fieles y afectos à nuestra dinastía antigua como vosotros, hasta el término fixado por la providencia, señora absoluta de las coronas y de los cetros. Los mas grandes estados nos ofrecen mil exemplos del infinito poder de la providencia en esta parte; y nuestro pais mismo presenta bastantes en su historia.

Una obligacion irresistible, y un objeto tan sagrado como el de vuestra felicidad nos ha hecho dejar nuestras casas, y venir à las órdenes del invencible emperador de los franceses.

Os lo confesamos : el aspecto de su gloria y la vista de su poder pudo imponernos ; pero veniamos determinados à dirigirle nuestras súplicas reiteradas para el bien general de una monarquía, cuya suerte está necesariamente ligada con la nuestra. ¿ Mas qual ha debido ser nuestra sorpresa quando S. M. I. y R. se ha anticipado à darnos testimonios de benevolencia y de humanidad, tanto mas admirables, quanto mayor es su poder? No tiene otro deseo que el de nuestra conservacion y felicidad. Si nos da un soberano para que nos gobierne, no es menos que su augusto hermano Josef, cuyas virtudes admiraban à sus anteriores subditos.

Si se ocupa de modificar y corregir nuestra legislacion antigua en algunos puntos, en que era defectuosa, lo hace para que nosotros vivamos conforme à la razon y equidad.

Si quiere que la hacienda pública se administre con una organizacion nueva, es para dar mayor vigor à nuestra marina y à nuestro

ejército, de suerte que sean formidables à nuestros enemigos, evitando gastos superfluos, cortando los abusos de la administracion, reanimando la industria nacional, destruyendo las trabas que paralizaban nuestro comercio, y aliviando en quanto sea posible los tributos que hasta ahora nos han estado oprimiendo, y han destruido nuestra agricultura y todos nuestros ramos.

En fin, conociendo vuestro afecto à la religion, y la lealtad de vuestro carácter no quiere encadenar el fervor de vuestro zelo religioso y os asegura que conservareis, como vuestros abuelos, nuestra santa religion católica en toda su pureza, siendo como ha sido hasta hoy la única y la dominante en todos nuestros reynos.

¿Y qual es la recompensa que el gran emperador de los franceses exige de vosotros en circunstancias tan interesantes para toda la Nacion? Que vivais tranquilos; que cuideis de vuestros negocios, y de vuestras familias; que no os abandoneis ciegamente à los funestos desórdenes inseparables de los tumultos è insurrecciones populares; que esperéis con pacífica confianza las mejoras de vuestra suerte y fortuna que hará el monarca virtuoso que nos ha de gobernar con

un afecto paternal inseparable de su bondad, experimentadas ya por sus vasallos.

Españoles dignos de mejor suerte: evitad la terrible anarquía que os amenaza; reflexionad sobre vuestros peligros; los de vuestras familias, y de vuestros hijos. ¿Que fruto esperais sacar de las turbaciones fomentadas por la malignidad y la inconsecuencia? Propietarios ricos que gozais en paz los bienes y las ventajas de vuestras familias que habeis adquirido por los servicios, ó por la industria de vuestros padres... Honrados labradores que remediáis las necesidades de vuestras mugeres y de vuestros hijos con el fruto de vuestro sudor... Laboriosos artesanos que sois felices en vuestras casas quando os veis rodeados de las personas de vuestro afecto... Industriosos comerciantes y fabricantes que deseais conservar el producto de vuestras vigilias y economía... Ciudadanos de todas clases que vivis tranquilamente con una mediana, pero suficiente fortuna, devida á vuestra conducta arreglada... Todos en fin, considerad en que abismo os vais á precipitar si os dejais seducir por los que excitan vuestras inquietudes. Estais en peligro de perder todo en un momento: ¿Que podeis esperar capaz de balancear unos sacrificios

tan grandes ? ¿ Que esperanza presentan á vuestros ojos los que intentan que desobedezcais á las autoridades del gobierno , y sacudais el saludable yugo de las leyes ?

La anarquía es el mayor de los azotes que Dios puede dar á los pueblos : mientras ella reyna , el libertinage desenfrenado destroza , abrasa , destruye , y desorganiza todo : la personas honradas son por lo común las victimas mas ciertas. Un abismo de males hace abrir los ojos despues de los desórdenes : ¿ Y que es lo que entonces se ve ? ruinas y horrores : la vista no puede llegar á considerar ni el fondo , ni los limites de este mar de calamidades.

Nosotros creeríamos faltar al afecto que os profesamos como individuos de una misma familia , al amor de nuestra querida España , y en fin á nuestras conciencias , si no os hacíamos la triste pintura de los males que os amenazan : ella es triste sin duda , pero no exagerada. ¿ Y creéis que tan grandes males sean los únicos á que os exponen la indocilidad y la insubordinacion ? ¡ Ah ! por fortuna vosotros no conocéis quales sean los horrores de una guerra civil. La España ha estado libre de este azote durante un siglo ; y á pesar del que ha corrido , no está acabada

de convalecer de las calamidades que sufrió por un motivo semejante en los primeros años del siglo anterior. ¡ Ojala viviesen ahora los que fueron testigos de aquella calamidad, para que pudiesen hoy por su experiencia preservaros de la que amenaza! Vosotros provocais y vais à atraer contra vosotros mismos tan horribles desgracias si no escuchais la voz del gobierno, y despreciáis nuestros consejos fraternales. ¿ Y como podriais resistir à las terribles fuerzas que se os opondrían? Ninguno disputa à los españoles su valor: sabemos que sois capaces de hacer grandes esfuerzos, de arrostrar los peligros y de emprender hazañas grandiosas; pero todo sera en vano quando os faltan la direccion, el órden y la conformidad. Las reuniones mas numerosas de tropas desaparecen à la vista de un ejército desciplinado, como una nube de humo al primer soplo de los vientos.

No: no os lisonjeeis de conseguir victoria en esta lucha: es desigual, sino en quanto al valor, à lo menos en quanto à los medios. Tendreis que rendiros por último; y entonces todo se habrá perdido. Es necesario que os hablemos sin disimulo. La salud del Estado es ahora imposible si no nos reunimos todos

juntos sinceramente y de todo corazón al nuevo gobierno, y sino le ayudamos à la regeneracion que prepara para la felicidad de nuestra pátria.

Es cosa cierta que nosotros hemos llegado à una situacion bien desgraciada. ¿ Pero quien nos ha conducido à ella sino un gobierno caprichoso , indolente è injusto à quien hemos obedecido por espacio de veinte años ? ¿ y que es lo que nos resta por hacer ? conformarnos con sumision , y contribuir cada uno en particular à que se organice un gobierno nuevo sobre bases sólidas que sean la salvaguardia de la libertad de los derechos y de las propiedades de cada individuo. Esto es lo que desea el invencible Napoleon, que se ocupa de nuestra felicidad , y quiere ser benemérito de nuestra pátria, y conservar en la posteridad el renombre de regenerador de la España. No pongamos obstáculos à esta regeneracion, ni al gran bien que debe resultar de nuestra union íntima con tan poderoso aliado. Tales son los sentimientos que han procurado inspiraros S. A. I. Lugar-teniente general del Reyno, la Junta de gobierno y el consejo de Castilla, que son las primeras autoridades de la Nacion. Tales son tambien los que nosotros deseamos im-

primir en vuestros corazones à fin de que restituida la tranquilidad y restablecido el orden entre vosotros, espereis todo bien de la poderosa y benéfica mano en que esta puesta nuestra suerte.

Quiera el cielo que ésta sincera exhortacion inspirada por el mas puro patriotismo produzca el efecto saludable de reprimir los esfuerzos de los sediciosos que procuran conmoveros, y reynen desde hoy entre vosotros la paz y la confianza. Bayona 8 de junio de 1808.

El conde de Orgaz. — Manuel de Lardizabal. — Vicente Alcala-Galiano. — Sebastian de Torres. — Antonio Romanillos. — El duque de Híjar. — El duque del Infantado. — El marques de Santa Cruz. — El conde de Fernan-Núñez, duque de Montellano, y del Arco. — El duque de Osuna. — Josef Colon. — El conde de Santa Coloma y de Fuenclara. — Ramon Eteoard y Salinas. — Ceñon Alonso. — Francisco Amorós. — Pedro Torres. — Ignacio de Tejada. — Pedro de Porras. — Andres de Herrasti. — Cristoval de Gongora. — Luis Idiaquez. — El duque del Parque. — Domingo Cerbiño. — Pedro Cevallos. — Miguel Josef de Azanza.

Nota. Traduccion de la copia impresa en

el Monitor de 18 de junio de 1808. Aquí se vé como pensaban antes de la batalla de Baylen todos los que firman. El mayor número de ellos mudó de opinion. No hay que culparles por eso. Hicieron muy bien, si lo creían útil à la pátria; pero no es justo reputar criminales à los que pensaron que la verdadera utilidad de la pátria estaba en conservar y sostener las opiniones primeras, y en no contribuir à los males que se preveían y que con efecto se verificaron.

NUMERO LXXI.

Carta del marqués de la Romana al príncipe de Pontecorbo, en 17 de junio de 1808.

A su alteza serenísima monseñor príncipe de Pontecorbo, comandante en xefe del ejército aliado en Dinamarca.

Monseñor: Contestando à la carta de V. A. de 14 del corriente (que he recibido por medio del señor Villemain) tengo el honor de asegurar à V. A. que el xefe, general en se-

gundo ; todos los xefes de cuerpos, los oficiales y los soldados, el intendente, el auditor, el lugar-teniente de capellan mayor, en fin todos los individuos pertenecientes à la division de tropas baxo mis órdenes estan de acuerdo con migo (segun resulta de la declaracion unánime que se conserva original) para reconocer por rey nuestro y obedecerle con la mayor fidelidad al príncipe que va à reynar en España baxo los auspicios paternales de S. M. el emperador de los franceses y rey de Italia, estando (como todos estamos) enteramente convencidos de las ventajas que la España sacará de la nueva constitucion, asi como de la nueva dinastía que va à gobernarla; por lo que esperamos con las mas grandes ansias el feliz momento de esta mutacion.

Ruego à V. A. se digne asegurar à S. M. I. y R. que en la division española reyna el mejor espiritu, y la mas exácta disciplina: y que todos los individuos, desde el primero hasta el último, estamos dispuestos por inclinacion, amor y rēspeto à obedecer las órdenes de S. M. I. y seguir su voluntad en todas partes y ocasiones, derramando para ello hasta la última gota de nuestra sangre.

Me tomo tambien la confianza de suplicar

à V. A. se sirva tener la bondad de presentar à S. M. I. y R. los respetos mas afectuosos con que todos los individuos de la division española se unen con migo para dar à S. M. gracias con el mayor reconocimiento por el interes que se digna tomar para la felicidad de la España, y por todas las bondades que su generosidad nos concede.

Tengo el honor, príncipe mio, de renovaros con la mayor expresion los homenajes de mi sincero y respetuoso afecto. Nye-
bourg en Fionia, 17 de junio de 1808 —
El marques de la Romana.

Nota. Copia sacada de la original que existe y se conserva con todo cuidado como las otras dos del mismo marques que se publicarán. Todo el mundo sabe, cuándo, cómo, y aun porque motivos, y con que esperanzas mudó de opiniones el marques de la Romana.

NUMERO LXXII.

Arenga de la asamblea de españoles reunidos en Bayona, pronunciada por su presidente al rey Josef en 18 de junio de 1808.

Señor: Todo el mundo sabe qual sea el importante objeto para que hemos sido llamados à esta ciudad por el augusto hermano de V. M. el invencible Napoleon emperador de los franceses y rey de Italia.

Establecer las bases de una felicidad durable para nuestra amada patria es el encargo glorioso que se nos ha hecho. ¿Y no será obligacion nuestra presentarnos luego ante nuestro rey, jefe de la Nacion española, centro de todas sus esperanzas, y protextarle que en circunstancias tan memorables nos dedicaremos con zelo sincero y ardor infatigable à la obra que se nos ha confiado?

Señor: Nosotros sentimos en sumo grado las divisiones y alborotos momentaneos que agitan à algunas de nuestras provincias; alborotos producidos por el error del vulgo,

que no reflexiona, y que es digno de compasion quando vuelve de sus extravios.

Nosotros hemos hecho, señor, y haremos siempre quanto podamos por restablecer la tranquilidad y el buen orden. Lo que hoy nos importa mas, es saber que no se presenta obstáculo alguno al cumplimiento de los designios benéficos formados en nuestro favor por el heroe incomparable que quiere grabar su nombre inmortal en los corazones reconocidos de nuestra remota posteridad.

Cooperaremos, señor, à la execucion de este designio y ayudaremos à V. M. con la lealtad, fidelidad, y afecto que forman sin duda, nuestra mas agradable obligacion, quando V. M. anuncia la gloriosa resolucion de no reynar sino para hacer feliz la España; resolucion bien digna de un monarca, cuya fama hizo ya que sea conocido en el universo como modelo de dulzura, y de virtudes por las quales era la delicia del pueblo que gobernaba, y ahora es el origen de las alarmas que sufre viendo que V. M. traslada sus virtudes à otro pais.

Tales son, señor, los sentimientos que nos animan, y que venimos à manifestar en cuerpo, presentando nuestros homenages à

los pies de vuestra magestad. Bayona 18 de junio de 1808.

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 25 de junio de 1810. Todos los individuos de la asamblea, oyeron leer y aprobaron esta exposicion en junta especial, congregada expresamente para ello. antes de pronunciarla ante el rey Josef. Nadie diga pues ahora que no tuvo parte en ella.

NUMERO LXXIII.

Nota diplomática de Mr. Champagni, ministro de Negocios Extranjeros de Francia, dirigida à los embaxadores franceses, residentes en las cortes de Europa, en 20 de Junio de 1808.

Señor mio: Tengo el honor de comunicar los diferentes acontecimientos que han precedido inmediatamente à la caída de la casa de España. Otra dinastía ocupa el trono que la discordia entre las personas de la familia real habia dejado vacante; y el emperador ha concedido à la España por rey à Josef Napoleon su hermano. Mas en esta grande novedad no ha mirado el emperador solamente à los intereses de esta vasta monarquía. Su prevision ha tenido designios mas vastos, como son los de proveer à la seguridad de sus estados, y aumentar las fuerzas del continente contra sus enemigos. Era indispensable que el príncipe destinado à relevar la potencia de la España, quisiese hacerla servir de buena fe à la grande causa del continente.

Su M. permite que yo os aclare aqui toda

su política. Quiere que la conozcáis, y formeis empeño de persuadir la union de sus ideas con el interés de todas las potencias.

Todas las tentativas para el restablecimiento de la paz con Inglaterra han sido inútiles. Debía suceder así quando sus ministros, anunciando à vista de todo el mundo sus opiniones personales, y origiendolas en máximas de estado, han hecho en sus asambleas legislativas profesion del principio de convenir à la gran Bretaña una guerra perpétua.

La corte de Rusia se ha declarado despues de haber tenido pruebas de la imposibilidad de conseguir la paz del continente, sin dejar caer sobre las islas británicas el peso de la guerra.

Austria estaba convencida de que Francia queria la paz marítima; pero que el gabinete de Londres la consideraba opuesta à su política. Le afectaron sobre manera los peligros que amenazaban al continente con la perseverancia de los ingleses en sus máximas horribles. En su consecuencia retiró su embajador, y se puso en estado de hostilidades contra Inglaterra.

En el mismo tiempo la guerra tomó un nuevo carácter. El gabinete de Londres pu

blicó decretos mas contrarios al derecho de las otras naciones que todos sus anteriores. Estableció en favor de la Inglesa una contribucion sobre todas las naciones del continente. Declaró que ninguna embarcacion pudiese navegar sino pagando à sus aduanas inglesas un tanto por ciento del valor de la carga. Tan monstruosa pretension debió excitar la imaginacion de todos los gobiernos y pueblos. Los Americanos prefieren un embargo de sus propias embarcaciones à subscribir con el silencio tan vergonzosas condiciones.

La Francia declaró desnaturalizado todo buque que obedeciera los decretos de la Inglaterra, y se constituyera su tributario en esa forma.

En medio de la generalidad de esta opinion solo el príncipe de Portugal se dejó seducir por los consejos de la Inglaterra, y abandonó la causa del continente. Prefirió abandonar sus pueblos à perder la funesta proteccion británica.

Un cuerpo de tropas francesas atravesó la España para pasar al Portugal. Lisboa fue ocupada, y la pérdida de la casa de Braganza vino à ser inevitable ¿Como se ha de restituir aquel trono à un príncipe que se entrega en

los brazos del Ingles despues de rendirle vasallage?

Todo el continente se vió en guerra con la gran Bretaña; estado que los excesos del gabinete ingles habian hecho general, y que su política manifestó voluntad de perpetuar. No habia en fin, esperanzas de llegar à una paz, sino à fuerza de grandes victorias, para cuyo logro era forzoso el concurso simultaneo de todas las potencias aliadas, particularmente la España.

Pero ¿qual era el estado de este reyno, cuya situacion y fuerzas marítimas debian hacerlo tan formidable à la Inglaterra como útil al objeto comun? Sin consejos, ministros, direccion, escuadras ni tesoros ofrecia un espectáculo desconocido en los annales de los pueblos.

La máquina del gobierno estaba desorganizada, la administracion envilecida; las tropas de tierra y mar sin pagar; los arsenales cerrados, y sin provisiones; los sueldos de los empleados en la administracion de los tribunales superiores, y de algunas provincias retrasados en muchas mesadas; los de reforma, y las pensiones de viudedades militares y civiles sin pagar desde diez y ocho meses antes; los capitales destinados à ha-

cer frente á éstos gastos , provenientes de contribuciones de criados y otras personales, disipados ; el tesoro público cargado de una deuda enorme , y sin crédito ; los vales reales en inmenso número , y circulando con pérdida escandalosa ; disipados los bienes de hospitales , y de las obras pías que se habían vendido para la extincion de dichos vales ; sin cumplir las condiciones de los empréstitos ; sin confianza las hipotecas que debían haberlas gobernado.

Los grandes establecimientos de hacienda no podían acudir á sostener el estado ; los unos (como el banco nacional) por habersele tomado sus capitales ; los otros (como la compañía de Filipinas , y la de cinco gremios mayores) porque el tesoro público no les había pagado las inmensas cantidades que había recibido prestadas ; otros (como el consulado de Cádiz) porque habían consumido sus fondos en la verificación de los empréstitos hechos por cuenta del gobierno. En fin, el desorden de la administración era tal que todos los recursos de la España , reservados á remediar las necesidades extraordinarias, no bastaban á las diarias.

Apenas había tres navios en Cádiz , dos en el Ferrol , y quatro en Cartagena ; sin me-

dios de aumentar su número, ni de proveer lo necesario á los arsenales, ni de pagar los marinos y trabajadores.

Lo vacilante de su política, y la incertidumbre de las inclinaciones de su gobierno habian sido las causas principales de tan mal estado. Siendo potencia marítima, y estándolo en guerra de mar, habia mirado con descuido la escuadra; y gozando de paz en el continente, habia aumentado su ejército terrestre á costa de inmensos gastos.

Por eso los pocos recursos que la debilidad de su gobierno, y el desorden de su administracion le habian dejado, no se empleaban en sostener su marina (único medio con que hubiera podido servir la causa comun del continente, y conservar influxo en sus colonias) sino en aumentar tropas de tierra para dar á la Francia recelos sobre su propia seguridad interior; y para precaver el peligro que su falsa posicion le hacia preveer. Por eso, pareciendole poco doce mil hombres de caballeria; y ochenta mil de infanteria, y seis mil de artilleria, dispuso armar treinta mil mas, cuyo vestuario causaba gastos tan enormes, que agravaron el desorden de las rentas del erario, apartandolas del destino natural y necesario, y aumentando

la escasez de medios para objetos inútiles de un sistema erróneo.

Por eso, en lugar de proponerse la restauración de su marina para cumplir las obligaciones contraídas en sus alianzas continentales, y proteger sus colonias contra la Inglaterra, se proponía dirigir sus ideas à solo el continente, de manera que parecía temer mas à sus aliados que à sus enemigos.

¿ Qual era el origen de tan extraña contradicción entre la conducta del gobierno español y los intereses políticos de su Nación? La España estaba gobernada por una familia diferente de la Francia; seguía el sistema de ésta; pero solo por debilidad, y no por inclinación; habiendo sido la familia francesa contraria muchas veces à la de España, ésta temía su resentimiento, y si formó alianzas con ella, fue solo por buscar la seguridad propia, sin intención de seguir la guerra con vigor contra los enemigos.

El rey de España conocía que el interés de los españoles exigía su íntima unión con la Francia, única potencia capaz de proteger sus colonias contra la rapacidad inglesa; pero al mismo tiempo le agitaban el espíritu de inquietud, y el deseo de aumentar las fuerzas terrestres à la vista de la Francia, y

de disminuir la influencia del gabinete de Paris en el continente. En una palabra, el rey de España, como rey de las Indias temia à la Inglaterra; y como príncipe de familia diferente de la del trono frances estaba siempre desconfiando y recelando en toda ocurrencia.

Este estado de sospecha comenzó luego que la Francia (terminada su revolucion, y dadas unas bases durables à su prosperidad) destruyó las coaliciones. Durante las dos primeras, la política de la España fue impedir à la Francia la consolidacion de su gobierno. Hizo la guerra en la primera coaliccion; pero tambien la paz al momento de ver su territorio invadido, y de coñocer que la anarquia de los consejos franceses quitaba toda inquietud acerca de la estabilidad de nuestra potencia.

En el tiempo intermedio de la primera coaliccion à la tercera, hemos visto al gabinete de Madrid influir constantemente con todos los medios posibles en los negocios interiores del de Paris; y favorecer quanto estaba de su parte las disposiciones capaces de perpetuar en Francia las disensiones intestinas y los desórdenes populares.

Dobió de renunciar por fin, à sus quimé-

ricas esperanzas ; pero conservó el espíritu de desconfianza y de miedo , que no ha cesado de dirigir su conducta desde entonces. La Europa ha visto en los papeles públicos ingleses de la tercera coalicion que la España habia dado à entender accedera gustoso à ella , con lo qual evitó que la inglaterra invadiese sus Américas.

En el principio de la quarta coalicion resonó por toda la Europa el eco de la proclama , y de los armamentos de tierra que hizo la España. No es verosimil que pensára destruir à la Francia ; pero si que quisiera inquietarla è impedir la consolidacion de su poder continental ; no pudiendo fundar su seguridad propia sino sobre la debilidad del imperio frances.

Estos cálculos eran efecto de la falsa posicion en que se hallaba la familia reynante en España , que acabó de ser mas crítica por acaecimientos modernos.

Antes de la guerra de sucesion , Portugal estaba en alianza con la Francia : despues de ella comenzó à tenerla con Inglaterra. El reyno portugues estaba proximo à ser gobernado por un príncipe frances , y restituir las antiguas alianzas : y la política de Madrid à estar en contradicion con la de Lisboa.

hizo mas falsa su posicion, oponiendose al verdadero interes de la Nacion y del continente.

Todo era intrigas, tanto en el gabinete como en la administracion. Una fermentacion agitaba todas las cabezas, aunque lentamente. La division prevalecia aun entre los individuos de la familia reynante. Y quando el gobierno debia proponerse por únicas ideas las de poner en buen orden la real hacienda para restablecer su marina (cosa imposible mientras hubiese cismas en lo interior) aparecieron sintomas de una revolucion sucesiva, cuya señal debia ser un golpe contrario à la soberania del rey gobernante.

Siendo tan desastrosa la situacion interior de la España por efecto de su política erronea; careciendo de escuadras (único auxilio que pudiera tener, útil à la causa comun del continente) y aumentando sus fuerzas de tierra, totalmente inútiles al verdadero interes de la Nacion Española y sus aliados, era forzoso buscar medios de poner à la España en estado de que los intereses del gobierno estuviesen de acuerdo con los de la Nacion poniendo grandes escuadras en lugar de grandes exércitos, con sincera y fuerte adhesion

à la causa del continente, para conquistar el restablecimiento de una paz general; en fin en estado de que nada tuviese que temer del gabinete de Paris, ni aun dudar sobre sus verdaderos sentimientos.

Para lograr objeto tan importante solo habia un medio capaz de dar seguridades, à saber la mutacion de dinastía.

Sin esto la administracion de la real hacienda no podia mejorarse; el estado reorganizarse; las aduanas reconstituirse sobre pie fixo, útil á España y Continente; el ejército de tierra disminuirse, y el del mar aumentarse; à no ser que reynára un príncipe, cuyas ideas fuesen uniformes con el gabinete de las Tullerias; y que en lugar de temer à la Francia, se asociase de corazon, para que garantido por tan fuerte potencia, restableciera el buen orden en todos los ramos del gobierno de la vasta monarquia española.

La continuacion de la guerra marítima; el carácter nuevo que ha tomado; la seguridad de no llegar à la paz sino por medio de victorias; la imposibilidad de concurrir à ellas con fuerzas marítimas, sin reorganizar antes la monarquia, imponian al emperador la ley de colocar à las Naciones Española y Fran-

cesa en el estado de la confianza recíproca que habian tenido en el siglo precedente.

La España tenia tanto interes como la Francia en esta novedad; porque solamente Francia podria garantir las ventajas que le producian sus inmensas posesiones de América.

¿Que utilidad podria la España proponerse de sacrificar la seguridad de sus colonias, constituyentes su verdadera riqueza, por hacer una vana ostentacion del poder continental? ¿Acaso éste seria capaz ya de producir los efectos que durante los reynados de Carlos V y Felipe II.?

En su epoca la España rodeaba à la Francia por parte de las rios Mosa, y Escalda; y por el Milanesado dominaba en Italia. Podia enviar à la Liga subsidios de tropas, no solo desde el territorio español, sino desde la Bélgica y la Alemania, para mantener en Paris la guerra civil.

Pero ahora, como España ni otra potencia del globo, es capaz de hacer à la Francia retrogradar à los tiempos de Carlos V y Felipe II, es forzoso pensar solo en restaurar la época de Felipe V, y del último siglo. Y no pudiendo la España dominar el continente, debe contentarse con ser socia, formando causa comun con él para su defensa, des-

arrollando de nuevo sus fuerzas marítimas.

Este es el único sistema que puede asegurar la potencia española. Las bases de su riqueza y prosperidad no se deben buscar en España sino en América. Ella y sus indias son la rica herencia que los españoles han heredado de sus padres; y no se ha de conservar con grandes ejércitos de tierra, ni con una política que haga pender de las alternativas del continente la suerte de la Metrópoli.

Tales eran las consideraciones que se ofrecieron al emperador quando se publicó la discordia de la familia real de España. S. M. I. y R. habia querido cortarla en su mismo nacimiento, sacrificando los intereses políticos à la generosidad de su corazon. Solo habia podido retardar la catástrofe que casi era inevitable; puesto que la causa primera estaba en la falsa posicion de la España; origen de intriga y desavenencias.

La indulgencia del padre dió vigor à las interpresas del hijo. La autoridad real y la paternal fueron menospreciadas; y arrancando la corona de la cabeza augusta que la conducia desde muchos años antes, fue despojada de todo quanto ella tenia de sagrado, segun expresion del mismo Carlos IV. Para

esta revolución se conmovió al pueblo ; las pasiones se sublevaron ; su freno fue rompido ; y la anarquía reynó en España.

En estas circunstancias lo que debia el emperador à si mismo , à los españoles , al continente , à la humanidad entera , para anticipar el término de la guerra marítima , y garantir la Europa del horrible azote de una segunda revolucion popular , todo en fin dictaba la gran medida que se ha tomado quando las discordias de la familia real , las turbaciones y desdichas que se veian , mostraban la necesidad de poner en otras manos el gobierno de las Españas.

El principio de la guerra perpetua que los ministros del gabinete de Londres adoptaron (y que no deja otros medios que los de la guerra misma para llegar à la paz) habia ocasionado ya en Europa grandes mutaciones ; y ese mismo ha hecho indispensables la que se acaba de verificar en España.

El viage del Lord Lauderdale desde Paris à Londres dió la señal de alarma para el aniquilamiento de la potencia de Prusia , verdadero aliado geográfico de Inglaterra ; de la creacion del trono de Wesfalia , fundado sobre sus ruinas , y de la parte inseparable del Hanover.

La reñion de la Belgica, tan contraria à los intereses de la gran Bretaña, fue resultado de la primera guerra que suscitó à la Francia.

El rompimiento del tratado de Amiens produjo el establecimiento del trono de Holanda, que quitando à los ingleses sus partidarios, ha dado mas energia al gobierno de este Estado y resultas muy perjudiciales à la Inglaterra: pues à la exístencia independiente de la Prusia estaba unida la conservacion del Hanover; asi como la posesion de este mantenia la influencia de la Inglaterra sobre los grandes desembocaderos del Elba, del Oder, y del Vistula.

Despues de tan grandes efectos, la pérdida del puerto de Lisboa, la ocupacion del trono de España y del de Portugal por príncipes franceses, la regeneracion de dos bellas naciones degradadas y envilecidas en los últimos reynados, y la creacion de escuadras del Tajo y de Cadiz, serán el quarto golpe dado à la potencia de Inglaterra, como resulta inmediata de haber reusado la mediacion que le propuso el emperador de Rusia.

Asi las amenazas hechas à la Inglaterra quando quebrantó el tratado de Amiens, estan ya realizadas; y quanto el emperador

anunció al lord Witworth, ha llegado á su total cumplimiento. Si en la Gran-Bretaña no prevalecen los dictámenes de hombres prudentes, la Inglaterra se verá expuesta tal vez á reveses aun mas funestos. Los ya experimentados (cuya única causa es el sistema de guerra perpetua) y los que podrán todavia verificarse, tendrán su direccion y desenlace de tal suerte, que el poder ingles sea derrotado, y la Inglaterra retroceda á los justos límites que su superioridad marítima señaló hasta ahora. Las posesiones muy lejanas y las victorias de las escuadras, son ventajas tan inconstantes como las olas del mar. Los territorios contiguos son los únicos á quienes pertenece tener influencia y destinos permanentes.

Es verdad que la Inglaterra consiguió los beneficios de un monopolio pasagero, y retardó la prosperidad comercial de otras potencias; pero ha dado tambien al imperio frances una consistencia y duracion de siglos. Las empresas de la Gran-Bretaña le han atraído el odio de las otras naciones y la contradiccion de las fuerzas del continente. La España misma viene por fin á reunirse tambien contra ella.

El primer efecto de las circunstancias en

que se vé la España, será poner sus rentas y fuerzas en un estado respetable. En todas partes se construirán navios por orden de S. M. : y haciendo la guerra mas difícil y lenta, la restauracion de flotas del continente, no hará menos estrepitosa la caída del opresor de los mares.

Las principales fuerzas de la España van á ser destinadas á la defensa de la causa comun continental. Todas las potencias interesan en el restablecimiento de la marina española; porque van á tener un auxiliar de mar contra el enemigo comun de las naciones marítimas. Ninguna temerá la riqueza continental de la España, viendola colocada en lo mas occidental de la Europa, y casi rodeada de los mares : y tampoco su prosperidad marítima, porque no protege monopolio comercial. Todas son interesadas en que la España multiplique sus fuerzas navales, y las ponga en estado de proteger sus colonias para que no caigan en poder de quien invadió la India, y prohibió los establecimientos en todos los mares.

La Inglaterra ha manifestado ya conoocer quan funesta le debe ser la mutacion verificada en España. Su despecho y sus inquietudes se han visto por las tentativas que ha-

practicado en diferentes puntos del reyno para excitar turbulencias y sediciones. En quantas partes hay cruceros suyos , han sembrado éstos el espíritu de revolucion y anarquia.

La infima plebe de algunos pueblos, viendose libre del yugo que pesaba sobre ellos , à creído haber llegado el momento de entregarse à los excesos que suele ser el objeto de sus inclinaciones ordinarias. Se ha sublevado y armado y ha intimidado à los hombres pacíficos, amigos del orden ; ha robado las caxas públicas ; puesto contribucion à los ricos ; asesinado algunos gobernadores, que se oponian à sus proyectos , y à otros hombres estimables , cuyo único delito era reprobar sus atentados ; y marcado su reyno con acciones propias de su ferocidad è ignorancia ; todo efecto triste de la imprudencia de otros hombres inexpertos que habian puesto en movimiento al populacho para destruir un poder que antes habia sido respetado.

Pero gracias à la mano vigorosa que dirige la suerte de la España, serán bien poco durables estos efectos. Con solo dexarse ver tropas francesas , se disipán estas reuniones tumultuarias, y cesa la insurreccion , que no solo carece de objeto determinado, sino tam-

bien de motivo. El orden renace, el engaño se descubre, y la malevolencia se mira impotente para propagar rumores inciertos.

El interregno va à cesar. El nuevo rey está proclamado y pronto dominará en su capital. Llevará una constitucion benéfica, votada por una junta de notables del reyno à su vista. Sus qualidades apreciables han ganado el corazon de los españoles que le han tratado. La España verá luego su rey; el respeto à la dignidad real recobrará su imperio. Ha reconocido la necesidad de ser gobernada. Experimentará la influencia feliz de un gobierno dulce y sabio; de una administracion vigilante è ilustrada que no ha tenido muchos tiempos hace; y bendecirá al soberano, tan grande en generosidad como en poder, que sin buscar ventajas algunas personales suyas, habia conciliado el interés del reyno con el de la Francia y de todo el continente.

• Los pormenores à que he descendido, os indican, Monsieur, la causa y el objeto de la grande novedad que acaba de verificarse. A la España se da existencia independiente y organizacion liberal y fecunda. El advenimiento del nuevo rey al trono restablece los

lazos de la España con el continente, y asegura à la causa comun un defensor mas. Se ha dado à la administracion del reyno un movimiento general en el centro mismo de los desórdenes; y de las ruinas de la administracion pasada, sale la restauracion de todo. Bien pronto conocerá la Inglaterra (y aun la Europa) quanto influirá la España regenerada en la balanza de los intereses maritimos.

Monsieur, el emperador me ha mandado comunicaros esto para que lo tengais entendido; pero no para publicarlo; como tampoco algunas consideraciones políticas que se han hecho en este papel.

Es necesario que el tiempo, los sucesos y los intereses de la Corte donde residis, la hayan dispuesto à recibir y apreciar las que tienen fuerza y exactitud para hacerle conocer quanto peso de razones de estado habrá en un suceso, cuya determinacion importa à la Europa entera. Vos sois, Monsieur, quien debe dar origen à tan útil disposicion de animo, y aprobarla para extender una luz saludable sobre un acontecimiento tan grande, y disipar las preocupaciones que podrian nacer de una inteligencia equivocada.

Recibid, Monsieur, la seguridad de mi

perfecta consideracion. — Champagny —
Bayona 20 junio de 1808.

Nota. Traduccion de la copia comunicada
en frances por quien tenia uno de los origi-
nales firmados.

NUMERO LXXIV.

*Carta de Fernando VII al emperador, en
22 de junio de 1808.*

Señor : He recibido con sumo gusto la
carta de V. M. I. y R. de 15 del corriente
y le doy gracias por las expresiones afectuo-
sas con que me honra , y con las quales yo
he contado siempre. Las repito à V. M. I. y R.
por su bondad en favor de la solicitud del
duque de San Carlos, y de D. Pedro Maca-
naz , que tuve el honor de recomendar. *Do!*
muy sinceramente en mi nombre y de mi
hermano y tio à V. M. I. y R. la enhorabuena
de la satisfaccion de ver instalado à su que-
rido hermano el rey Josef en el trono de
España. Habiendo sido siempre objeto de

todos nuestros deseos la felicidad de la generosa nacion que habita su vasto territorio, no podemos ver à la cabeza de ella un monarca mas digno, ni mas propio por sus virtudes, para asegurarsela, ni dejar de participar al mismo tiempo el grande consuelo que nos da esta circunstancia. *Deseamos el honor de profesar amistad con S. M., y éste afecto nos ha dictado la carta adjunta* que me atrevo à incluir, rogando à V. M. I. y R. que (despues de leida) se digne presentarla à S. M. católica. Una mediacion tan respetable nos asegura que será recibida con la cordialidad que deseamos. Sire: Perdonad una libertad que nos tomamos, por la confianza sin límites que V. M. I. y R. nos ha inspirado y asegurado de nuestro afecto y respeto, permitid que yo renueve los mas sinceros e invariables sentimientos, con los quales tengo el honor de ser, Sire, de V. M. I. y R. su muy humilde y muy obediente servidor. *Fernando*. Valencey 22 de junio de 1808.

Nota. Traducccion de la copia impresa en el Monitor de 8 de febrero de 1810. Ninguno de los españoles pudiera decir mas que dixo Fernando en esta carta. Tanta era la seguri-

dad con que creia ocupado el trono de las Españas para siempre por Josef Bonaparte. Por lo mismo no debe extrañarse que los españoles formasen igual concepto, y procedieran conformes à el.

NUMERO LXXV.

Carta de los españoles que servian à Fernando VII en Valencey, al rey Josef, en 22 de junio de 1808.

Señor : Todos los españoles que componen la comitiva de sus *Altezas Reales* (los principes Fernando, Carlos y Antonio) noticiosos por los papeles públicos de la instalacion de la augusta persona de V. M. C. en el trono de la pátria de los exponentes con el consentimiento de toda la Nacion ; procediendo conseqüentes al voto unánime , manifestado al emperador y rey en la nota adjunta , de permanecer españoles sin sustraerse de sus leyes en modo alguno , antes bien queriendo subsistir siempre sumisos à ellas , consideran como obligacion suya muy urgente la de conformarse con el sistema adoptado por su na-

cion ; y rendir, como ella , sus mas humildes homenages à V. M. C. *asegurandole tambien la misma inclinacion , el mismo respeto y la misma lealtad que han manifestado al gobierno anterior , de la qual hay las pruebas mas distinguidas : creyendo que esta misma fidelidad pasada será la garantia mas segura de la sinceridad de la adhesion que ahora manifiestan , y jurando obediencia à la nueva constitucion de su pais , y fidelidad al rey de España. Josef primero.*

La generosidad de V. M. C., su bondad, y su humanidad, les hacen esperar que (considerando la necesidad que estos príncipes tienen de que los exponentes continúen sirviendolos en la situacion en que se hallan) se dignará V. M. C. confirmar el permiso que hasta ahora han tenido de S. M. I. y R. para permanecer aquí : y asi mismo *continuarles (por atencion à los mismos príncipes) con igual magnanimidad , el goce de los bienes y empleos que tenian en España , con las otras gracias que à peticion suya les tiene concedidas S. M. I. y R. , hermano de V. M. C. , y constan de la adjunta nota que tienen el honor de presentar à los pies de V. M. C. con la mas humilde súplica.*

Una vez asegurados por éste medio de que

(sirviendo à sus altezas reales) serán considerados como vasallos fieles de V. M. C., y como españoles verdaderos , prontos à obedecer ciegamente la voluntad de V. M. hasta lo mas minimo , *si se les quisiese dar otro destino , participarán completamente de la satisfaccion de todos sus compatriotas à quienes debe hacer dichosos para siempre un monarca tan justo, tan humano y tan grande en todo sentido, como V. M. C.*

Ellos dirigen à Dios los votos mas fervorosos y undnimes, para que se verifiquen estas esperanzas y para que Dios se digne conservar por muchos años la *preciosa vida* de V. M. C. En fin con la mas profunda humildad y mas sincero respeto , tienen el honor de ponerse , señor , à los pies de V. M. C. sus mas humildes servidores y fieles vasallos, en nombre de todas las personas de la comitiva de los príncipes. — El duque de San Carlos, grande de España de primera clase, teniente general de los reales exércitos de S. M. C., y mayordomo mayor de la casa de sus *altezas reales*. — D. Juan Escoiquiz, limosnéro mayor de SS. AA.^{ss} RR., y consejero de Estado de S. M. C. — El marques de Ayerve, grande de España, y gentil-hombre de camara de S. M. C. — El marques de Fera,

teniente coronel de S. M. C., y su gentil-hombre de camara. — D. Antonio Correa, mariscal de campo de los reales exércitos y gentil - hombre de Camara de S. M. C. — D. Pedro Macanaz, consejero del real y supremo de Hacienda y secretario de SS. AA. RR. Valencey 22 de junio de 1808.

Nota. Traducccion fiel de la original que se recibió en Bayona, se mostró à todos los individuos de la Assamblea, y se copió entonces. El señor Escoiquiz no se reservaria copia, segun las equivocaciones en que ha incurrido quando la cita en su obra; pues aun tratando de corregir su narracion en el fin de su libro, incurrió en la nueva equivocacion de decir que habia firmado la carta el marques de Guadalcazar, lo qual no es asi como resulta de la original que se conserva.

Pero mas debe admirar la valentia con que asegura que *midio los términos* de la carta con el mayor cuidado, y que solo habia hecho juramento condicional porque sabia que no existia la condicion del unánime consentimiento nacional, ni existiria jamas. Quando escribió asi para impugnar à su antagonista Ostolaza, no le ocurrió la posibilidad de que

se viera impreso el contesto literal de la carta. Vealo el mundo entero; juzguese ahora si Escoiquiz tenia necesidad de adular con las expresiones que constan, y saquense consecuencias del crédito que merezca la narracion de otras muchas cosas que dixo su autor despues de la caida de Napoleon, contrarias à quanto resulta de sus papeles de aquel tiempo.

NUMERO LXXVI.

Carta del marques de la Romana al príncipe de Pontecorbo, en 24 de junio de 1808.

A Su Alteza serenísima Monseñor príncipe de Pontecorbo, etc., etc., etc.

Monseñor : He recibido por medio de M. Villemain la carta de vuestra alteza, de 21 de junio con un paquete de papeles impresos relativos à los asuntos de España. Me ha servido de satisfaccion la mas imponderable el anuncio de oficio que vuestra alteza se digna comunicarme de haber sido elevado al trono español S. M. el señor Don Josef Napoleon, rey de Napoles.

Los votos y sentimientos de todos los individuos de la division , conocidos anticipadamente por vuestra alteza , serán ratificados viendo la suerte feliz que ha cabido à nuestra pátria baxo los auspicios de un príncipe , famoso ya por alta reputacion de virtud. Yo me apresuro à elevarlos hasta los pies de su magestad en *la exposicion adjunta que ruego à vuestra alteza se digne dirigirle.*

Por lo que à mi toca , príncipe mio , carezco de expresiones capaces de manifestar mi alegria y satisfaccion con estas noticias ; pero basta considerarlas baxo el aspecto de las relaciones que el nuevo rey de España nos da con vuestra alteza à quien yo ruego se digne admitir los homenajes de mi respetuoso y sincero afecto. Niebourg 24 de junio de 1808. — El marques de la Romana.

Nota. Copia del original que se conserva.

NUMERO LXXVII.

Exposicion del marques de la Romana al rey Josef en 24 de junio de 1808, en nombre del ejército español residente en Dinamarca.

Señor : La division española residente en Dinamarca que tengo el honor de mandar , se apresura à manifestar à vuestra magestad , por medio de mi persona la gran satisfaccion que ha recibido de saber que ha sido reconocido por rey de España un hermano del gran Napoleon , heroe incomparable de nuestro siglo. Su placer ha sido mayor quando ha sabido que el predilecto para ocupar el trono español era vuestra magestad , cuyo nombre basta para significar la reunion de todas las virtudes.

Sirvase vuestra magestad llevar à bien que en nombre de toda la division le presente yo los homenages de nuestra entera sumision , y de nuestro inviolable afecto à su persona. Esta es la expresion de nuestros corazones y particularmente del que se declara ser — De vuestra magestad el mas humilde y mas fiel

vasallo , marques de la Romana. — Quartel general de Nyebourg, en Fionia , 24 de junio de 1808.

Nota. Cópia de la original que se conserva , y es la citada en la carta del número anterior. La conducta posterior del marques no acreditó la fidelidad española en el cumplimiento de las promesas. Si el mudó de opiniones , no pongo esta carta para pintar como criminal à su autor , sino para hacer ver que fueron perjuros con causa justa ó sin ella todos los militares de la division que siguieron à la Romana , y no se quedaron con el general Kindelan , segundo gefe de ella.

NUMERO LXXVIII.

*Juramento del consejo de Estado en julio
de 1808.*

« Señor: El consejo de Estado está pronto à prestar el juramento que ordena V. M. en su decreto de 12 del corriente; pero estando próxima la venida de V. M. espera que manteniéndole en las altas prerogativas de que siempre ha gozado, se dignará V. M. permitirle que lo preste en sus reales manos. Madrid 19 de julio de 1808. »
Está rubricado el original por todos los señores del margen. — Los anotados al margen por el secretario Pizarro, como asistentes á la sesion del consejo, fueron el marques de Bajamar, conde de Colomera; duque de la Roca; marques de las Hormazas; conde de Campo de Alange; marques Caballero; D. Francisco Gil de Lemos; D. Sebastian Piñuela; D. Gonzalo Ofarril; D. Josef Mazarrado; y conde de Cabarrus. — *Nota puesta por el secretario Pizarro en su continuacion.* « S. M. recibió el juramento en sus manos, y los ausentes lo remitieron por escrito. » — *Remision de la consulta al mi-*

nistro secretario de Estado. « *Excmo. señor:*
 « Para dar cumplimiento al real decreto que
 « me dirige V. E. por copia firmada para que
 « el consejo de Estado preste el juramento
 « que previene la Constitucion, se ha reu-
 « nido hoy, y *ha acordado lo que expresa la*
 « *consulta adjunta*; que no dando lugar la
 « penuria del tiempo, por la próxima veni-
 « da de S. M., he extendido en el mismo acto
 « para que los señores pudieran rubricarla
 « y despacharse por el extraordinario que
 « va por la secretaria de guerra: Lo avisó á
 « V. E. para que así lo haga presente á S. M.
 « y que no ha habido tiempo para hacerla
 « con mas esmero. Dios guarde á V. E. mu-
 « chos años. Palacio, 19 de julio de 1808.
 « *Josef Pizarro.* — Señor D. Mariano Luis
 « de Urquijo.

Juramento del consejero Córdoba. — Se-
 ñor: D. Antonio de Córdoba y Heredia, ca-
 ballero de la orden de San Juan, gentil hom-
 bre de Cámara de V. M. con exercicio, te-
 niente general de sus reales exércitos, y con-
 sejero de Estado, juro fidelidad y obediencia á V. M., á la Constitucion, y á las leyes.
 Dios guarde la importante vida de V. M.
 muchos años. Madrid 23 de julio de 1808. Se-
 ñor á los reales pies de V. M. — Antonio de

Córdoba y Heredia. — *Juramento del consejero Pacheco*: Señor: D. Juan Pacheco, consejero de Estado (que por sus achaques no puede tener la honra de presentarse personalmente à V. M.) puesto à sus reales pies jura fidelidad y obediencia à V. M., à la Constitución y à las Leyes. Y lo firmo en Madrid à 23 de julio de 1808. — Señor. — D. Juan Pacheco.

Nota. Copia del original. D. Josef Pizarro se habria olvidado de esto quando estuvo en Paris este año, segun la conducta que tuvo con los españoles refugiados. Si el ha tenido causa justa para ser perjuro, no debe culpar à los que creyeron que no la habia para hacer otro tanto.

NUMERO LXXIX.

Juramento del consejo supremo de Indias, en 20 de julio de 1808.

D. Antonio Porcel, caballero de la real y distinguida Orden de Carlos III; secretario del rey nuestro señor, con exercicio

de decretos , y secretario del consejo y cámara de Indias , por lo perteneciente à Nueva-España : Certifico , que en cumplimiento del real decreto comunicado à éste tribunal desde Vitoria , con fecha de 12 del corriente; y de la real orden que con la de ayer se le ha comunicado igualmente por medio de su gobernador ; ha procedido el tribunal à practicar el juramento prescripto en el artículo VII de la Constitucion del reyno , fecha en Bayona à 6 del propio mes , habiendolo executado dicho señor gobernador en mis manos , y todos los demas ministros en las de éste , à excepcion del conde de Torre-Muzquiz , que se excusó à repetirlo , por tenerlo ya executado en Bayona con los demas diputados de la asamblea celebrada allí para el arreglo y aceptacion de la misma constitucion ; quedando yo encargado de pasar oficios à los demas señores ministros , que por ausentes ò enfermos no han podido concurrir hoy al tribunal , para que por escrito , y baxo su firma hagan igual juramento , y lo remitan à mis manos para elevarlo à noticia de S. M. siendo yo uno de los que han executado dicho juramento. Y para que conste firmo ésta , con dichos señores , en Madrid à 23 de julio de 1808: El marques de Bajamar — Miguel Calixto de

(273)

Acedo — Pedro Aparici — Josef Antonio de Urizar — Fulgencio de Riva-Aguero — Ramon de Posada — Ignacio Omulryan — Josef Pablo Valiente — Josef de Roxas — Antonio de Gamiz — Tadeo de Galisteo y Manrique — Francisco Saavedra — Benito de la Mata Linares — Zenon Alonso — El Baron de Casa Davalillo — Cayetano de Urbina — Francisco Amorós — Francisco Lopez Lisperguer — Miguel de Lardizabal y Uribe — Josef de Gorbea — Antonio Porcel. —

Nota. Copia del original.

NUMERO LXXX.

*Juramento del consejo supremo de Hacienda,
en 25 de julio de 1808.*

D. Josef de Llano, del consejo de S. M., su secretario y oficial mayor de la secretaria del supremo consejo de Hacienda, que como tal estoy ejerciendo las funciones de secretario de él, certifico, que en cumplimiento del real decreto comunicado à este tribunal des-

de Vitoria con fecha de 12 del corriente, y de las demas órdenes que en su consecuencia se han expedido, ha procedido el tribunal à practicar el juramento prescripto en el artículo VII de la Constitución del reyno, fecha en Bayona à 6 del propio mes, en presencia del Excmo. señor marqués Caballero, gobernador de él, quien no juró en este acto, ni tampoco los señores ministros D. Vicente Alcala Galiano, y D. Antonio Ranz Romanillos, porque S. E. lo tiene ya hecho como consejero de Estado, y dichos señores lo han prestado en la asamblea de Bayona; *habiendose excusado à executar lo el señor D. Sancho de Llamas, y los tres señores Fiscales*; y habiendo quedado S. E. encargado de pasar oficios à los demas señores ministros que no han podido asistir al extraordinario de este dia por ausentes ò enfermos, para que por escrito, y baxo de su firma hagan igual juramento. Los señores D. Manuel Sixto Espinosa, y D. Pedro Nicolas del Valle, han jurado en los términos prevenidos, como se acredita por los documentos que acompañan; *pero no lo han executado así los señores D. Tomas Saez de Parayuelo, y D. Manuel de Echevarria, por lo que exponen en los papeles que tambien acompañan; y siendo yo uno*

de los individuos que han practicado dicho juramento, para que conste firmo con dichos señores en Madrid à 25 de julio de 1808 — El marqués Caballero — Manuel de Valenzuela — Josef Perez Caballero — Bernardo Febrer — El conde de Lerena — Juan Morzo — Luis Gazel — Victor Rascon — Josef Martinez de Bustos — Francisco Eugenio Carrasco — Felipe de Cordoba — Juan Duro y Solano — Rodrigo Zorrilla y Monroy — Pedro Florez Quevedo — Josef de Llano.

Nota. Es copia sacada del original. Aquí tenemos varios que no quisieron jurar. Si esta era su opinion, hicieron bien. La firmeza de estos les da honor; pero hace contraste muy perjudicial á los perjuros; pues prueba en ellos mutacion de opiniones, ò ficcion y doblez al tiempo de jurar.

NUMERO LXXXI.

Carta de Fernando VII al emperador, en 26 de julio de 1808.

Señor: He recibido con mucha gratitud la carta de V. M. I. y R. de 20 de este mes, en la qual se digna asegurarme de la pronta ex-

pedicion de sus órdenes para mis negocios.

Mi tío y mi hermano han celebrado tanto como yo la noticia de la marcha de V. M. I. y R. à Paris, que nos acerca à su persona; y pues que (sea qual fuere el camino que V. M. siga) de todos modos debe pasar cerca de aqui, mirariamos como una grande satisfaccion que V. M. I. tuviese la bondad de permitirnos salirle al encuentro, y de renovarle personalmente nuestros homenajes en el parage que designase, siempre que no le incomode.

V. M. I. y R. disimulará este deseo inseparable del sincero afecto, y del respeto con que tengo el honor de ser de V. M. I. y R. el mas humilde y apasionado servidor — Fernando. Valencey, 29 de julio de 1808.

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor.

NUMERO LXXXII.

Proclama de la princesa del Brasil, infanta de España, regenta de Portugal, en 19 de agosto de 1808.

Hago saber à los leales y fieles vasallos del rey católico de las Españas è Indias, à los Xefes y tribunales, à los cabildos seculares y eclesiásticos, y à las demas personas en cuya fidelidad se halla depositada toda la autoridad y administracion de la monarquía, y confiados los derechos de mi real casa y familia, como el emperador de los franceses, (despues de haber exaurido à España de hombres y de caudales, que baxo el pretesto de una falsa y capciosa alianza la exigia de continuo para sustentar las guerras que promovia su ilimitada ambicion y egoismo) quiere por último realizar el sistema de la monarquía universal-

Este proyecto (grande únicamente por las grandes atrocidades, robos y asesinatos que deben precederle) le ha sugerido la idea de asegurar primeramente en sí y su familia el trono, que la sanguinaria revolucion usurpó à la primera linea de mi real familia, y de-

positó en poder de este hombre hasta entonces desconocido. Para eso pretende exterminar y acabar mi real familia, considerando que en ella residen los legítimos derechos que retiene usurpados y ambiciona justificar, teniéndolos en su poder.

Intentó primeramente por medio de la mas falsa política apoderarse de nuestra persona, y de la de nuestros muy caros esposo, é hijos baxo el especioso y seductivo principio de proteccion contra la nación británica, de quien hemos recibido las mayores pruebas de amistad y alianza; pero frustrados sus designios con nuestra retirada à este continente, mitigó su ira y sed insaciable con el general saquéo que mandó practicar por Junot en todo el reyno de Portugal, sin respetar cosa alguna, llegando el caso de manchar sus manos en los vasos del santuario.

Suscitada poco despues una sublevacion, ò tumulto popular en la Corte de Madrid contra mi augustò padre y señor el rey D. Carlos IV, para obligarle à abdicar ò renunciar el trono à favor de mi hermano el principe de Asturias, quiso luego intervenir en estas agitaciones domésticas para lograr el fin abominable de convidarlos à pasar al territorio de su imperio, protestando la mayor

seguridad de sus personas, siendo su único objeto tenerlas en aptitud de poder con ellas realizar el iniquo plan de sus proyectos.

Lleva y arrastra à mi augusto padre con todos los demas individuos de mi real familia à Bayona de Francia, y allí los violenta y obliga à firmar un acto de abdicacion ó renuncia (por el mismo nulo) baxo los especiosos y fantásticos motivos de conservar la integridad de la España (que solo el quiere violar) y de conservar la religion católica (que el solo ultraja y detesta) : acto por el qual todos los derechos de mi real familia à la corona de España è imperio de Indias quedarían cedidos à favor de este xefe ambicioso, si en tiempo no reclamásemos de la violencia injusta è iniqua, concebida y executada contra el derecho natural, y positivo; contra el derecho divino y humano; contra el general de gentes; y desconocida por las naciones mas bárbaras.

Estando de esta suerte mis muy amados padres, hermanos, y demas individuos de mi real familia de España, privados de su natural libertad, sin poder exercer su autoridad, ni menos atender à la defensa y conservacion de sus derechos; à la direccion y gobierno de sus fieles y amados vasallos: y considerando

por otra parte la perniciosa influencia que puede tener semejante acto en los ánimos malos y dispuestos à propagar el sistema de insubordinacion y anarquía tan perjudiciales à la sociedad y à los miembros que la componen, por tanto considerándome suficientemente autorizada y obligada à exercer las veces de mi augusto padre y real familia de España existentes en Enropa, como la mas proxima representante suya en este continente de América para con sus fieles y amados vasallos, me ha parecido conveniente y oportuno dirigiros éste mi manifiesto; por el qual declaro por nula la abdicacion ó renuncia que mi señor padre el rey D. Carlos IV, y demas individuos de mi real familia de España tienen hecha à favor del emperador ù xefe de los franceses; à cuya declaracion deben adherir todos los fieles y leales vasallos de mi augusto padre en quanto no se hallen libres ò independientes los representantes de mi real familia, que tienen mejor derecho que yo de exercerlos; pues que no me considero mas que una depositaria y defensora de estos derechos que quiero conservar ilesos è inmunes de la perversidad de los franceses para restituirlos al real representante de la misma augusta familia, que exista ó pueda existir indepen-

diente en la epoca de la paz general. Igualmente os ruego y encargo encarecidamente que prosigais como hasta aquí en la recta administracion de justicia, con arreglo à las leyes, las que cuidareis y celareis se mantengan ilesas y en su vigor y observancia, cuidando muy particularmente de la tranquilidad pública y defensa de estos dominios, hasta que mi muy amado primo el infante D. Pedro Carlos, ò otra persona llegue entre vosotros para arreglar los asuntos del gobierno de esos dominios, durante la desgraciada situacion de mis muy amados padres, hermanos y tio, sin que mis nuevas providencias alteren en lo mas mínimo lo dispuesto y previsto por mis augustos antecesores.

Esta declaracion (que va por mi signada y refrendada por quien sirve de mi secretario) os la remito para que la guardeis, cumplais y hagais guardar y cumplir à todos los subditos de vuestra jurisdiccion, circulándola del modo y forma que hasta aqui se han circulado las órdenes de mi augusto padre, à fin de que conste à todos no solo quales son mis derechos, sino tambien la firme resolucion en que me hallo de mantenerlos inviolables, certificando igualmente que como depositaria, no es ni será jamas mi real inten-

ción alterar las leyes fundamentales de España, ni violar privilegios, honras y exenciones del clero, nobleza y pueblo de la monarquía : que todos y todas, reconozco aquí y delante del Ser Supremo, que bendecirá ésta solemne y tan justa como fundada protesta.

Dada en el palacio de nuestra real habitación del Rio-Janeyro, debaxo de nuestro real sello à los 19 de agosto de 1808. — *La princesa Doña Carlota Joaquina de Borbon.* — D. Fernando Josef de Portugal.

Nota. Esta proclama, impresa primero en America, se reimprimió en Londres, día 15 de abril de 1810, en el suplemento al número 3.º del periódico que allí se publica en idioma español, con título del *Colombiano*.

NUMERO LXXXIII.

Exposicion de M. Champgny, ministro de relaciones exteriores del imperio frances à Napoleon, en 1.º de setiembre de 1808.

Señor : Tengo el honor de proponer à V. M. que se sirva comunicar al Senado los dos tratados que pusieron la corona de España en manos de V. M. y la constitucion, que baxo sus auspicios, y con el ausilio de su ilustracion, adoptó la Junta congregada en Bayona despues de maduras y libres deliberaciones para la gloria del nombre español y la prosperidad del reyno de las Españas y de sus colonias.

Si en las disposiciones de V. M., su principal cuidado ha sido la seguridad de la Francia, tambien ha mirado con amor el interes de la España : y uniendo los dos estados por medio de la mas intima alianza, se ha propuesto por objeto comun la prosperidad y la gloria de ellos. Las turbaciones que habia en España, excitaban mucho la solitud de V. M., quien temiendo los progresos, preveia sus funestas consequencias y queria precaverlas por los medios de la persuasion y los de una sabia y humana política.

V. M. intervenia como mediador en las disensiones de los españoles : les mostraba por un lado la anarquía de que se hallaban amenazados, y por otro los preparativos de la Inglaterra para aprovecharse de aquellas discordias, sacando de ellas todo el partido posible à su favor. Les indicaba V. M. el puerto que debia salvarles de los dos peligros, qual sería una constitución sabia , ilustrada , y propia para remediar todas las necesidades ; pues en ella se conciliaban las ideas liberales con las instituciones antiguas que la España desea conservar.

Las esperanzas de V. M. han salido fallidas en ésta parte. Los intereses particulares , las intrigas de los extrangeros y su oro corruptor han prevalecido. ¿ Es posible que sea tan fácil conducir los pueblos à su ruina con solo dejarles libre el curso de sus pasiones ? En otra exposicion anterior hice presente à V. M. la influencia que los ingleses adquirian en España ; el numeroso partido que habian formado ; los amigos que habian adquirido en los puertos de comercio con las apariencias de un ventajoso restablecimiento de las relaciones mercantiles. Yo habia hecho ver à V. M. que ellos eran los autores del motin que trastornó el trono de Carlos IV, y fautores de los de-

sórdenes populares que se le subsiguieron. Ellos habian roto el freno salúdale que tiene al pueblo en sumision por su propio interes. El populacho español habiendo sacudido el yugo de las autoridades , aspiró à gobernar. El arte de los ingleses , las intrigas de los agentes de la Inquisicion (que temian perder su imperio) y la influenciia de los frayles (que son muchisimos en España , y preveian una reforma) han ocasionado en los momentos de crisis la insurreccion de muchas provincias españolas ; en las quales la voz de los hombres sabios ha sido desconocida y sofocada hasta el extremo de que muchos han sido victima de su valerosa oposicion à los desordenes populares , resultando la mas espantosa anarquía en gran parte de la España.

¿ Permitirá V. M. que la Inglaterra pueda decir : « La España es una de mis provincias : mi pagellon arrojado del Baltico , de « los mares del Norte y del Levante , y aun de « las orillas de Persia , domina en los puertos « españoles ? » No señor : Jamas. Para precaver tal deshonor , y las desgracias que se le habian de subseguir estan preparados (si es necesario) á pasar los Pirineos dos millones de valerosos soldados ; y los ingleses serán arrojados de la peninsula.

Si los franceses combaten por la libertad de los mares, es forzoso para conquistarla ; comenzar quitando la España de la influencia del tirano de los mares. Si combaten por la paz , no la pueden conseguir hasta que arredren del territorio español los enemigos de la paz. Si V. M., abatazando en sus ideas lo futuro tanto como lo presente, aspira al noble objeto de dejar á sus sucesores tranquilo su imperio, quieto y rodeado de potencias amigas , debe comenzar por la permanencia del influxo frances en las Españas.

En fin, si el honor es el primer sentimiento de los franceses, asi como es el primero de sus bienes, es preciso que V. M. tome prontamente venganza de los ultrajes que se han hecho al nombre frances, y de las atrocidades executadas con un crecido número de nuestros compatriotas que han sido víctimas del furor. Algunos franceses establecidos en España mas ha de quarenta años, que exercian pacíficamente su industria útil, y miraban á la España casi como patria suya , han sido asesinados ; las propiedades francesas violadas en todas partes : los consules de V. M. tratados con una fiereza que jamas hubieran recelado en los países mas barbaros. ¿ Que estimacion, ni que consideracion ten-

dria en Europa el nombre frances si quedasen sin castigo unas injurias tan atroces, tan públicas y verificadas en un pais tan próximo à la Francia? Deben ser vengadas ; pero seálo como corresponde à los franceses ; esto es por medio de la victoria.

No es pequeña ventaja la probabilidad de encontrar por fin à los ingleses de manera que se les haga la guerra cuerpo à cuerpo, y que sufran los males, cuyos peligros ignoran, à causa de no haber guerreado hasta ahora sino con su astucia. Los ingleses serán batidos, destruidos y dispersados, à no ser que huyan precipitadamente como en Tolon, Helder, Dunquerque, Suecia, y todas las demas partes, en que los exércitos franceses han podido verlos ; pero su expulsion de la España será la ruina de su causa. Este último golpe consumirá sus medidas de hacer la guerra, aniquilando sus últimas esperanzas, y será probable que la paz se verifique.

Toda la Europa está en favor de los franceses acerca de esta disputa. La Francia, y la Rusia hacen causa comun contra la Inglaterra. Dinamarca sostiene con honor una lucha à que ha sido provocada. Suecia vendida y abandonada por la Inglaterra. (à que la habia sacrificado un gabinete insensato) tie-

ne perdidas ya sus mas importantes provincias, y camina ácia su ruina : efecto inevitable de la alianza y amistad de la Inglaterra.

Tal será la suerte de los insurgentes españoles. Quando la guerra haya comenzado seriamente , los ingleses abandonarán la España , despues de haberles hecho el funesto regalo de la guerra civil, de la extranjera, y aun de la anarquia ; calamidad la mas cruel de todas. Entonces solo la sabiduria, y la beneficencia de V. M. podrán reparar los males que los ingleses habrán causado.

La corte de Viena ha testificado constantemente á V. M. las intenciones más amistosas. Indignada de la política de Inglaterra, ha querido separar de Londres á su ministro, y despedir al plenipotenciario ingles, residente en Viena ; cerrar sus puertos á la Inglaterra y ponerse con ella en estado de hostilidad. Acaba de añadir á sus providencias anteriores la de que no se admitan en sus puertos los baxeles que baxo de pabellon neutral son conductores de géneros y mercaderias inglesas. V. M. ha cultivado estas disposiciones de benevolencia, manifestando á la corte de Viena amistad y confianza ; haciendole conocer que la Francia toma un verdadero interés en la prosperidad del imperio austriaco.

Sin embargo , esta potencia ha aumentado su ejército en los últimos tiempos : sus fuerzas militares exceden à la debida proporcion y al estado de su poblacion y rentas. Vuestros ministros , señor , no presentan esta observacion sino para hacer conocer à V. M. la necesidad de aumentar tambien sus fuerzas à fin de que asi se conserve la superioridad relativa que hay entre el poder y la poblacion de los dos imperios.

En Constantinopla se ha verificado nueva revolucion. El Sultan Mustafa ha sido depuesto.

Los Americanos (este pueblo que ponía su fortuna , su prosperidad , y casi su existencia en el comercio) han dado el exemplo de un sacrificio grande y vigoroso. Ellos mismos se han prohibido por un embargo general , todo comercio , y toda navegacion sino lo pudieren hacer sin someterse al vergonzoso tributo que los ingleses pretenden imponer à los navegantes de todas las naciones.

La Alemania , la Italia , la Suiza , y la Holanda estan pacificas , y solo esperan la paz maritima para entregarse à toda su industria. Todo el mundo suspira por esta paz: Sola la Inglaterra se opone à ella , y resulta ser la enemiga del mundo.

La nacion francesa, la Europa entera, y todos saben los esfuerzos que V. M. hace por esta paz, y que sus empresas son el resultado inmediato de la inutilidad con que V. M. ha hecho tentativas para conseguir la misma paz.

El afecto del pueblo frances no tiene límites ; y en las circunstancias actuales en que interesa tan esencialmente el honor y la seguridad de la Francia, manifestará con especialidad sus sentimientos , mostrándose digno de percibir la herencia de gloria y de felicidad que V. M. le prepara.

Soy con respeto, Sire , de V. M. I. y R. muy humilde servidor, muy afecto, y muy fiel subdito. *Champagní.* Paris 1 de septiembre de 1808.

Nota. Traducción de la copia impresa en el Monitor de 7 de septiembre de 1808.

NUMERO LXXXIV.

Carta de los emperadores de Francia y Rusia al Rey de Inglaterra , en 12 de octubre de 1808.

Sire : Las circunstancias actuales de la Europa nos han reunido en Erfurth. Nuestro primer pensamiento ha sido ceder á los votos y necesidades de todos los pueblos , y buscar por medio de una pronta paz con V. M. el remedio mas eficaz de las desgracias que afligen á todas las Naciones. Nosotros hacemos conocer á V. M. por esta carta nuestro deseo sincero de conseguirlo.

La guerra larga y sangrienta , que ha despedazado al continente , ha tenido ya su fin , sin rezelo de ser renovada. La Europa ha visto grandes novedades : muchos estados han dejado de existir. La causa está en las agitaciones y desgracias originadas de la cesacion del comercio marítimo de grandes pueblos. Aun pueden verificarse mayores novedades , y tales que sean contrarias á la política de la Nacion inglesa. Esta interesa en la paz , acaso tanto como los pueblos del continente.

Nosotros nos hemos reunido para rogar à V. M. que escuche la voz de la humanidad, haciendo cesar la de las pasiones, y procurando con sincera intencion conciliar todos los intereses; garantir de este modo todas las potencias que ahora existen, y asegurar la felicidad de la Europa y de todos los vivientes, à cuya cabeza nos ha colocado la providencia. Erfurth, 12 de octubre de 1808. — *Napoleon. — Alexandro.*

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 15 de diciembre de 1810.

NUMERO LXXXV.

Fracmento de la nota diplomática, comunicada por Mr. Canning, ministro de relaciones exteriores de Inglaterra, à Mr. Romanzoff, que lo era de Rusia en 28 de octubre de 1808.

El rey ha declarado siempre que deseaba la paz, y que estaba pronto à entrar en negociaciones para concluir una paz general en los términos que fuesen conformes à lo

que exigen el honor de su corona, su fidelidad á los empeños contraídos, y la esperanza de una seguridad permanente de la Europa. S. M. repite esta misma declaración.

S. M. no está ligado hasta ahora con la España por ningun acto formal; pero ha contraído con esta nacion á la faz del universo unos empeños no menos sagrados, que segun la opinion de S. M., le ligan tanto como los tratados mas solemnes.

Supone, pues, S. M. que quando se le proponen negociaciones de paz general, habran sido tenidas en consideracion las relaciones que hay entre el rey de la gran Bretaña, y la monarquia española; y por consiguiente que el *gobierno español que obra en el nombre de Fernando VII* será una de las partes que hayan de intervenir en las negociaciones propuestas á S. M. Londres, 28 de octubre de 1808.

Nota. Traducción de la copia impresa en el Monitor de 15 de diciembre de 1810. Se cita un gobierno español que obraba en nombre de Fernando VII. Pero ¿qual era? ¿Quien lo habia formado? Entonces comenzaba la *Junta central* á decir que gobernaba. Le ha-

bia dado poderes la Nacion? ¿Fue otra cosa que usurpacion de autoridad la instalacion de la Junta? El gabinete británico interesaba en honrar à una tropa de sediciosos usurpadores, con el título de *gobierno español*. ; Y que gobierno! Diganlo esas mismas provincias de que se decian diputados. ¿Era eso lo mandado por Carlos IV, y Fernando VII.? ¿Podia haber gobierno legítimo, distinto del establecido por estos señores, y jurado por la Nacion?

NUMERO LXXXVI.

Nota diplomática del señor de Romanzoff, ministro de Negocios Extranjeros de Rusia, al señor de Canning, que lo era en Inglaterra, en 28 de noviembre de 1808.

El infrascripto ministro de Negocios Extranjeros de S. M. el emperador de Rusia, tiene el honor de responder à la nota de 28 de octubre firmada por el señor de Canning, Secretario de Estado de S. M. el rey de la Gran Bretaña, dirigida por S. E. al señor em-

baxador de Rusia, residente en Paris , que la admision de los reyes aliados de la Inglaterra al congreso no puede ser objeto que presente dificultad alguna , y que la Rusia y la Francia consientan desde luego.

Pero este principio de ningun modo produce la necesidad de admitir plenipotenciarios *de los insurgentes españoles*. El emperador de Rusia no puede consentirlo ; su imperio ha sido siempre fiel á esta máxima en circunstancias análogas , y la Inglaterra misma se acordará de un caso particular.

Ademas el emperador de Rusia ha reconocido al rey Josef Napoleon , como roy de España , y tiene dicho al de Inglaterra estar unido con el emperador de los franceses , tanto para la paz , como para la guerra ; lo qual repite ahora mismo. Está resuelto á no separar sus intereses de los del monarca frances. Este y aquel estan prontos á concluir una paz justa , honrosa y útil á todos los partidos.

El infrascripto ministro observa con placer que en la oposicion de opiniones acerca de los Españoles , no se presenta obstáculo capaz de impedir ni de retardar la apertura de un congreso. Lo infiere de la confesion que se hace por parte de S. M. Británica á

los dos emperadores de no estar ligada todavía en empeño alguno positivo con los que han tomado las armas en España.

Después de quince años de guerra, la Europa tiene derecho de reclamar la paz. El interés de todas las potencias, inclusa la Inglaterra, exige que la paz sea general. La humanidad lo manda; y un voto de esta naturaleza no puede menos de ser conforme al de S. M. Británica; porque ¿como sería posible que solo el rey de la gran Bretaña tuviera designios contrarios, y reusase dar fin à los males que sufre la humanidad?

El infrascrito renueva consiguientemente en el nombre del emperador, su amo, la proposición ya hecha de enviar plenipotenciarios à la ciudad continental que quiera escoger el rey de la gran Bretaña; y de admitir en el congreso los plenipotenciarios de los reyes aliados de la Inglaterra, tratar sobre la base del *uti possidetis*, y la del poder respectivo de las partes beligerantes; y aceptar toda base que tenga por objeto el concluir una paz en que todas las partes encuentren honor, justicia, è igualdad.

El infrascrito tiene el honor, etc. — Con-

de N. de Romanzoff. — Paris 28 de noviembre de 1808.

Nota. Traducción de la copia impresa en el Monitor de 15 de diciembre de 1810. El emperador de Rusia titulaba *insurgentes* à los españoles que usurpaban el nombre y la soberanía de Fernando VII. El gabinete inglés quería que se les diera el título de Nación, pero ¿con que fundamento? con el de fomentar los intereses propios de su Isla. Por eso los ingleses estando en guerra con España se hicieron de repente amigos, sin tratado precedente de paces, arrimándose à los puertos, y encendiendo el fuego de la discordia que no hubiera existido, si ellos no la hubieran inspirado desde que vieron à Murat en Madrid.

NUMERO LXXXVII.

Noticia del juramento prestado por los habitantes de Madrid en diciembre de 1808.

Esta Corte ofrece un espectáculo extraordinario. Se habian abierto registros en las escribanias de las sesenta y quatro alcaldias de barrio. Treinta mil padres de familia se han presentado en tropel, y firmado un memorial en que piden al emperador que ponga fin à sus calamidades, concediendoles por rey à su augusto hermano Josef. El Santísimo Sacramento ha estado expuesto en todas las iglesias; los sacerdotes asistian al altar, y todos los hombres de bien (inclusos los de la última clase) ilustrados por las desgracias que la falta de gobierno les ha hecho sufrir, concurrían con empeño à prestar juramento de fidelidad à su nuevo rey. Madrid 24 de diciembre de 1808.

Nota. Traducción del capitulo del Monitor de 5 de enero de 1809; tomado de las gacetas y cartas de Madrid.

NUMERO LXXXVIII.

Noticia del juramento de varias ciudades de España al rey Josef en diciembre de 1808.

Las ciudades de Valladolid, Palencia - Segovia, Avila, Astorga, Leon, etc., envían numerosas diputaciones al rey. La fuga del ejército inglés; la dispersion del resto de los ejércitos de la Romana y de Extremadura, y los males que las tropas de los diferentes ejércitos hacen sufrir al país, han reunido las provincias à favor de la autoridad.

La villa de Madrid se ha distinguido con particularidad: los procesos verbales acreditan que veinte y ocho mil y setecientos padres de familia prestaron su juramento en presencia del Santísimo Sacramento; cuyos testimonios se han presentado originales al emperador. Los ciudadanos de Madrid han prometido à S. M. I. que si coloca en el trono español à su hermano el rey Josef, le auxiliarán con todas sus fuerzas, y emplearán

todos sus arbitrios en defenderle. — Valladolid 9 de Enero de 1809.

Nota. Traducccion del capítulo de España en el Monitor de 18 de enero de 1809, tomado de la gaceta y cartas de Valladolid.

NUMERO LXXXIX.

Exposicion de la ciudad de Valladolid al emperador Napoleon en 11 de enero de 1808.

Señor: Todas las corporaciones que representan à la ciudad de Valladolid, tienen el honor de exponer à V. M. que (despues de haber sido convocadas con la anticipacion de un dia) se reunieron en las casas consistoriales el 10 de este mes, presididas por el alcalde mayor à fin de manifestar su reconocimiento à la clemencia con que V. M. I. y R. se ha dignado tratar à ésta ciudad (clemencia conocida ya en otros paises, y modernamente demostrada con la villa de Madrid) y resolvieron unánimemente presentarse cada

una de las corporaciones en la iglesia penitencial de Jesus Nazareno. D. Francisco Granizo y D. Josef Gomez Villabon comisionados elegidos por el venerable cabildo de la santa Iglesia Catedral, admitieron el encargo que el alcalde mayor les hizo de recibir el juramento sobre los Santos Evangelios en parage conveniente al objeto. Estando expuesto el Santísimo Sacramento de la Eucaristia en el altar bien iluminado, juraron los referidos presbíteros, el uno en las manos del otro; y luego hicieron igual juramento todos y cada uno de los concurrentes, diciendo que juraban sin *restriccion alguna* obediencia y fidelidad à su señor y rey D. Josef Napoleon I.º, hermano de V. M. I. y R., y prometian baxo la obligacion de dicho juramento exortar à todos, y cada uno de los habitantes à la misma obediencia y fidelidad. Tambien se acordó en la Junta dar comision à sus diputados para que instruyesen à V. M. de todo esto, y le manifestasen quan penetrada está la ciudad de Valladolid de la grandeza de alma de V. M. I. y R., de su clemencia y de la bondad con que ha tratado à los habitantes; y suplicasen á vuestra magestad que se digne continuarla como una de tantas pruebas de su generosidad natural. —

D. Fermin Maria Milla, etc. — Valladolid
11 de enero de 1808.

Nota. Traducción de la copia impresa en
el Monitor de 21 de enero de 1809.

NUMERO XC.

*Exposicion de diferentes diputaciones de
Madrid hecha en Valladolid al empera-
dor en 16 de enero de 1808.*

*Exposicion de los diputados del consejo
de Estado.* Señor: el consejo de Estado se
tiene por feliz de presentarse à V. M. I. y R.
y de poder darle personalmente grandes ac-
ciones de gracias por la generosa clemencia
con que se ha dignado proceder. ¿ De quanto
reconocimiento no será deudor el consejo su-
premo de la monarquía por haber libertado V.
M. à la España de la influencia de los funestos
consejos que le habian preparado cincuenta
años de desgracias ? ¿ Y por haberla desem-
barazado de los exércitos ingleses que ame-
nazaban fijar dentro de su territorio el teatro
de la guerra continental: y hacerle experi-

mentar los desórdenes y calamidades que por lo comun se le subsiguen? Reconocido el consejo de Estado à estos beneficios se atreve tambien à hacer una súplica à V. M. Dignaos, señor, de colocar à nuestro rey y señor en el trono español, baxo la salvaguardia de nuestra lealtad. Entre, señor, vuestro augusto hermano en Madrid : tome las riendas del gobierno : nuestra monarquía viuda y desconsolada encuentre un padre en el mejor de los reyes baxo la autoridad benéfica de un augusto príncipe, cuya dulzura, sabiduría y justicia son conocidas de toda la Europa. Nosotros hemos jurado obedecerle, señor : le hemos hecho homenaje de nuestra fidelidad ; cumpliremos nuestros juramentos, y V. M. no tendrá que arrepentirse de la confianza que se digne hacernos, ni de la clemencia que ha usado con nosotros.

Exposicion de los diputados del consejo de Indias. Señor: El consejo de las Indias tiene el honor de presentarse à V. M. I. y R. para ofrecerle el homenaje de su profundo respeto, suplicando que se digne concederle su soberana proteccion. El consejo está enteramente sumiso à las órdenes de V. M. y à las de su augusto hermano el rey nuestro señor, que

debe hacer la felicidad de la España, tanto por su sabiduría y reunion de sus altas virtudes, como por el poderoso apoyo del héroe de la Europa; en el qual el consejo de las Indias funda la esperanza que tiene de fortificar la union que debe siempre haber entre las posesiones de América y la Metrópoli.

Exposicion del consejo de Hacienda.

Señor: El consejo de Hacienda tiene el honor de ofrecer à V. M. I. y R. el homenaje de su profundo respeto. Reuniendo sus votos à los de la villa de Madrid, suplica à V. M. I. y R. se digne conceder la gracia de que se vea pronto en Madrid al augusto y querido hermano de V. M. El consejo espera que éste favor produzca la felicidad y la tranquilidad del reyno, cuya esperanza es la mas dulce para el consejo.

Exposicion del marques de las Amarillas en nombre del consejo de Guerra.

Señor: El consejo supremo de la Guerra ha obtenido con grande reconocimiento el honor que habia solicitado de ofrecer à los pies de V. M. I. y R. sus respetuosos homenajes, y las mas humildes acciones de gracias por la clemencia con que V. M. ha tratado à la villa de

Madrid ; à la súplica de cuyos representantes, agrega el consêjo la suya para que V. M. ; por un efecto de su augusta beneficencia haga feliz la Corte y su distrito ; concediendole la presencia de su rey Josef I.º afin de que baxo su gobierno gocemos la tranquilidad y demas ventajas que esperamos , y de que la Nacion española tiene urgente necesidad en las circunstancias actuales.

Exposición del consejo de Marina. Señor : el consejo de la Marina tiene el honor de presentar à V. M. I. y R. el homenaje de su profundo respeto. Une sus votos à los del consêjo de Estado y demas que le han precedido à los de la villa de Madrid , suplicando y à V. M. que para la felicidad de la pátria se digne conceder la gracia de que su augustó hermano reyne en España para el reposo y la tranquilidad de todo el rêyno. El consejo desea que el zelo del cuêrpo de la Marina y sus trabajos en el servicio de la pátria puedan contribuir baxo de leyes sabias à la libertad de los mares , y à consolidar los antiguos y legítimos vinculos que unen à los dos mundos.

Exposición del tribunal de los alcaldes

de Corte. Señor : Los alcaldes de la Real Casa y Corte tienen el honor de presentar à V. M. I y R. los respetos y el homenaje de su tribunal. Están encargados de ofreceros las mas humildes acciones de gracias por la clemencia con que habiendo vencido à Madrid, os habeis dignado de tratarle, y os suplican la bondad de olvidar sus errores. Viva V. M. asegurado de la fidelidad con que ésta villa servirá à su augusto hermano, de cuya promesa se constituyen reenes todos los habitantes, para que V. M. se sirva acceder à las humildes súplicas de que su augusto hermano les honre con su presencia, y tome las riendas del gobierno. El tribunal no omitirá nada de quanto penda de sus facultades para confirmar al pueblo en los sentimientos de que ya está animado, para lo qual le purificará, separando à los malignos que quieran seducirle; y mirará como felicidad el tener ocasiones de dar à V. M. I. y R. nuevas pruebas de afecto à su augusta persona y à la del soberano benefico que espera recibir de su mano.

Exposicion de la villa de Madrid, representada por diputados de su ayuntamiento del cuerpo de la nobleza, del estado Ecle-

siastico, de los Gremios mayores, de los menores, de los habitantes por parroquias, y del comun de vecinas por quarteles. Señor : la villa de Madrid toda entera ha concurrido á los templos. Su primer sentimiento ha sido el de dar gracias al cielo por la clemencia que V. M. usó con la capital del reyno, y con nosotros, *que debemos á V. M. el estar libres de las calamidades que nos amenazaban.* El segundo sentimiento ha sido el de jurar obediencia y fidelidad al rey Josef. Nosotros tenemos ahora el honor de presentar á V. M. I. y R. el registro que contiene veinte y siete mil y quinientas firmas de todos los padres de familia y de todos los xefes de casa establecidos en la capital. La villa de Madrid será fiel á su rey. Nos ha encargado asegurarlo así á V. M., y prometer en su nombre no mudar jamas de modos de pensar. Un príncipe, que reúne todas las grandes calidades con que se distingue nuestro rey; que por su alianza con V. M. nos asegura la paz perpetua de nuestro continente; que está lleno de sentimientos generosos, y posee los principios de una buena administracion, es el único que nos puede asegurar la felicidad de la España, y restablecer la prosperidad del Estado. La

villa de Madrid toda entera os suplica , señor, la gracia de que le confieis la persona del rey ; la dicha de la España comenzará quando se consigan estos votos de sus vasallos. Solo llegando este dia concebirá la España fundadas esperanzas de estar para siempre *libre de las desgracias causadas por las facciones , los desórdenes civiles , y las tentativas criminales de los malos ciudadanos.*

Exposicion de la Junta de comercio y moneda. Señor : La junta general de comercio , penetrada del mas profundo respeto à la augusta persona de V. M. I. y R., y de la mas grande admiracion por sus gloriosas hazañas , une sus votos à los de los habitantes y autoridades de la villa de Madrid , y suplica respetuosamente à V. M. que se digne acceder à sus humildes ruegos , concediendo la satisfaccion y felicidad de que Madrid posea en su centro la persona del augusto rey y digno hermano de V. M. Asi veremos asegurada para siempre la felicidad de la España, por medio de una constitucion que destruyendo todos los obstáculos que se oponian hasta hoy à los progresos de la agricultura , comercio , industria y navegacion , fijará en adelante la fortuna pública baxo

los auspicios y la influencia del genio creador y regenerador de V. M.

Nota. Traducción de las copias impresas en el Monitor de 25 de enero de 1809. — Fijese bien la consideración en el lenguaje y expresiones de la villa de Madrid; traigase à consecuencia lo que resulta de otros documentos antes copiados, y de los que aun se pueden acumular; y juzgue la Europa si habiéndose dado à Madrid el renombre de *heroica* merecen el de traidores los que salieron de su patria huyendo *de las desgracias causadas por las facciones, los desórdenes civiles, y las tentativas criminales de los malos ciudadanos*. Estos querrian tal vez hacer con los refugiados en Francia lo que habian hecho con el marques de Peñales, y otros.

NUMERO XCI.

*Descripcion de la entrada pública del rey
Josef en Madrid, en 23 de enero de 1809,
segun capitulo de la gaceta de Madrid.*

La entrada pública del rey nuestro soberano en esta villa fue anunciada ayer por la mañana con salva de de cien tiros de cañon. A las ocho de ésta mañana una parte de la guarnicion de Madrid puesta sobre las armas, se colocó en filas desde la puerta de Atocha hasta la de la iglesia de San Isidro, y de alli hasta el palacio; y otra parte de dicha guarnicion en las diferentes plazas de la Corte por grandes destacamentos. La guardia estaba cerca de la citada iglesia. La caballeria salió à las nueve à recibir à su magestad, y se detuvo en la plaza de las *Delicias*. Quando llegó el rey, la caballeria marchó delante dejando solo un *esquadron* para venir detras de la guardia de S. M.

En la plaza de las *Delicias* el rey montó à caballo en medio de las aclamaciones del pueblo, y el cortejo le acompañó en el órden siguiente: Caballeria de la guarnicion: Un

esquadron de la guardia : Servicio de honor de S. M.; á saber: edecanes, secretarios de gabinete; mayordomos, gentiles-hombres de cámara; escuderos; superintendente general de la casa real; gran maestre de ceremonias; camarero mayor; mayordomo mayor; el mayor general, y el montero mayor: el rey nuestro soberano: el capitán general de las guardias de servicio: el escudero mayor: el capitán general de las guardias que no estan de servicio: el edecán de servicio: el escudero de servicio, y el gentil-hombre de cámara de servicio: los ministros y los grandes de España que no fuesen gentiles-hombres de cámara.

Todos los personajes citados acompañaban á S. M. á caballo, y con uniforme de gala: luego se seguía un escuadron de caballeria de la guardia.

En coche asistieron los consejeros de Estado: el consejo de la Guerra, el de la Marina; el de las Indias, el de las Ordenes, y el de Hacienda; el decano del tribunal de los alcaldes de Corte, con otro alcalde, representando ambos su tribunal. Un escuadron de caballeria de la guarnición cerraba la marcha. El gobernador de la plaza con su estado mayor, y el corregidor de Madrid esta-

ban colocados en la puerta de Atocha para presentar à su magestad las llaves de la villa.

Despues de esta ceremonia el gobernador se puso à la cabeza de la caballeria de la guarnicion; y el ayuntamiento de la villa detras del esquadron de la guardia real, teniendo el servicio de honor de su magestad.

La entrada del rey en Madrid fue anunciada por una salva de cien tiros de cañon, y por el repique general de todas las campanas, lo que se repitió muchas veces durante el dia.

Entrando S. M. por la puerta de Atocha, atravesó el Prado, y continuó su marcha por la calle de Alcala, puerta del Sol, calle de Carretas, plaza del Angel, calle de Atocha, calle Imperial, y calle de Toledo, hasta la iglesia de San Isidro. En todas partes habia gran concurso de gentes, y manifestaba su alegria en continuas aclamaciones.

El obispo auxiliar, revestido de pontifical, los canónigos de San Isidro, los curas y beneficiados de las parroquias, los generales y demas prelados de las órdenes religiosas recibieron à S. M. en la puerta, y los seis canónigos mas antiguos le acompañaron hasta el trono en que se colocó S. M. baxo el dosel.

El obispo auxiliar dirigió à S. M. un discurso noble, digno de su carácter, y muy propio del dia, del sitio, y de las circunstancias.

S. M. habló en los términos siguientes:

« Antes de dar gracias al Supremo árbitro
 « de los destinos por mi regreso á la capital
 « del reyno, confiado à mis cuidados, quiero
 « corresponder al recibimiento afectuoso
 « que me hacen sus habitantes declarándoles
 « mis mas secretos pensamientos à los
 « pies del mismo Dios vivo que recibió vuestros
 « juramentos de fidelidad à mi persona.
 « Delante de Dios que ve los corazones de
 « todos, protesto que solamente mi obligación
 « y mi conciencia me conducen al trono
 « y no pasión alguna particular. Estoy pronto
 « à sacrificar mi felicidad, porque pienso que
 « para la vuestra necesitais de mi persona. La
 « unidad de nuestra santa religion, la independencia
 « de la monarquia, la integridad de su territorio,
 « y la libertad de sus ciudadanos son las condiciones
 « del juramento que presté al tiempo de recibir la
 « corona. Ella no resultará embilecida por
 « estar sobre mis sienes; y si los subditos
 « coadyuvan los esfuerzos de su rey, como
 « yo no dudo que lo harán, segun los de-

« seos manifestados por la Nacion yo no
« tardare à ser el mas dichoso de todos , por-
« que lo sereis todos vosotros. »

Estas palabras conmovieron sumamente los corazones del concurso, segun se manifestaba por todas partes ; y habiendose sentado el rey en el trono , se colocó el cortejo de la manera siguiente.

A la derecha del rey , y detras de S. M. estaba de pies en la tercera grada del trono el capitan general de las guardias de servicio.

A la misma derecha del rey el camarero mayor, y detras de éste los gentiles-hombres de la cámara.

A la derecha del camarero mayor los ministros ; à la derecha de éstos los consejeros de estado.

A la izquierda del trono el mayordomo mayor , y el escudero mayor. A la izquierda de éste el capitan general de la guardia sin servicio , y el mayor general , teniendo à su izquierda al superintendente general.

Detras del capitan general de la guardia sin servicio, los edecanes del rey. Detras del mayordomo mayor los mayordomos ; y detras del escudero mayor los escuderos.

Un poco adelante, y à la izquierda de la última grada del trono se colocó el gran maes-

tre de ceremonias. Los capellanes de honor y toda la capilla real asistieron à la misa que se celebró con todas las ceremonias acostumbradas.

En la nave de la iglesia habia dos filas de asientos à cada lado: en los de la derecha estaban los individuos de los consejos y de la sala de alcaldes de Corte, segun su respectiva precedencia: en los de la izquierda los miembros del ayuntamiento, los titulados y otros caballeros de distincion.

El gobernador de Madrid, los oficiales generales y superiores del estado mayor del ejército y de la plaza en actual servicio fueron colocados frente del trono con los oficiales generales no retirados: los otros oficiales asistieron en seguida de los magistrados de la villa entre las personas tituladas y distinguidas.

Despues de la misa se cantó el *Tedeum* con grande solemnidad; y posteriormente los seis cauónigos mas antiguos condujeron al rey baxo el patio hasta la puerta de la iglesia.

El cabildo y el clero se colocaron como antes; y la comitiva acompañó à S. M. hasta el palacio por la calle de Toledo, plaza mayor, calle de la Almudena, y arco de palacio: subió à éste y recibió à la corte en el salon

de los embaxadores ; anunciando la entrada una salva de cien tiros de cañon.

Todas las casas de vecinos particulares , y los demas edificios de toda la carrera por donde pasó el rey , estaban adornadas con ricas y magnificas colgaduras.

De trecho en trecho , habia orquestas de música , dirigidas por los mejores profesores, desde donde dejó el rey su coche para montar à caballo hasta el palacio real ; y en toda la carrera no hubo ventana ni balcon que no estuviesen llenos de personas de ambos sexos de todas clases y condiciones , manifestando grande alegria de poseer por fin en la capital del Reyno al soberano que la providencia les habia dado para curar nuestros males políticos , y para dar à la España la prosperidad y el esplendor que en otro tiempo habian hecho ilustre el nombre Español.

Por la noche hubo iluminacion general que debe continuarse en las dos noches siguientes. Madrid 23 de enero de 1809.

Nota. Traduccion de la copia francesa impresa en el Monitor de 4 de Febrero de 1809 , capitulo de Madrid que suena tomado de su gaceta.

NUMERO XCII.

*Decreto del rey Josef en 20 de febrero
de 1809.*

El rey ha hecho publicar un decreto provehido en 10 del presente mes, que tiene las disposiciones siguientes:

Artículo I. Todos los magistrados del reyno; todos los empleados en las administraciones de qualquiera naturaleza que sean, que no tengan prestado ya su juramento de obediencia y fidelidad à nuestra persona, à la Constitucion y à las leyes; lo harán por escrito en el término de tres dias contados desde la publicacion del presente decreto en los pueblos de la residencia de cada uno.

Artículo II. Los gefes principales de cada ramo remitirán al ministro de quien rèspectivamente dependan, las certificaciones de los juramentos que se hayan prestado, y la del suyo propio.

Artículo III. Los que no hicieren el indicado juramento, se interpretará que han renunciado sus empleos.

Artículo IV. Todos nuestros ministros quedan encargados de la execucion del pre-

sente decreto ; cada uno en el ramo de su ministerio. — Madrid 20 de febrero de 1809.

Nota. Traducccion del capítulo de Madrid copiado en frances en el monitor de 3 de marzo de 1809.

NUMERO XCIII.

*Exposicion de la Junta de Aragon al rey
Josef en 11 de marzo de 1809.*

Señor: La Junta Suprema de gobierno de la ciudad de Zaragoza y del reyno de Aragon, penetrada del mas profundo respeto tiene el honor de exponer á los pies de V. M. que, habiendo sido creada en 18 de febrero último y tomado inmediatamente conocimiento del estado de la guerra, opinó que debia darse fin á ella, y prestar á V. M. juramento de obediencia y fidelidad. En su consecuencia pidió al capitan general que solicitase suspension de hostilidades. No habiendo sido concedida ésta, la solicitó la Junta en su propio nombre, y presentandose al mariscal duque de Montebello se pactó la

rendicion de la plaza. Desde aquel momento, cesando la guerra, cesaron tambien los odios y el espiritu de venganza. La obediencia y el amor á la persona, de V. M., han sucedido á los horrores del sitio; y reyna la mejor armonia entre los habitantes y las tropas francesas.

Tales, señor, el carácter de los Aragoneses : En el último siglo sostubieron con tenacidad la dinastía austriaca que hasta entonces habia reynado ; pero luego que Aragon reconoció los derechos de la nueva dinastía, los respeto con la misma tenacidad ; pues ocurrida la question de mudar otra vez de soberanos, ha defendido la casa que reynaba en España hasta el extremo que se ha visto sin limites.

Si, Señor : La defensa de Zaragoza ha sido superior á quanto se puede imaginar ; la ciudad ha hecho esfuerzos increíbles de valor : Pero ¿ que podiamos nosotros hacer en contra posicion del talento, habilidad y valor de las tropas imperiales y reales ?

En fin, Señor, V. M. ha sido reconocido como rey de las Españas y de las Indias. La Junta, el clero, y todas las autoridades han prestado con gusto el juramento de obediencia y de fidelidad. Las tropas victoriosas han

sido recibidas con una fraternidad poco comun.

La Junta antes de felicitar à V. M. ha querido hacerle presentes tan importantes verdades para que V. M. pueda juzgar de lo futuro por lo pasado. Los aragoneses siempre consiguientes en sus opiniones cumplirán desde hoy el juramento prestado à V. M. con el mismo caracter de constancia que siempre han tenido en cumplir hasta el último extremo los otros juramentos que habian prestado à las casas que reynaron sobre ellos: y V. M. puede estar asegurado, asi como sus sucesores, de que ninguna provincia igualará à la de Aragon en fidelidad y en amor.

La Junta tiene el honor de ofrecer à vuestra magestad su felicitación por su advenimiento al trono, y felicita tambien à la Nacion por la prosperidad que vuestro reynado le prepara.

Habiendo la Junta nombrado por diputados suyos al señor D. Mariano Dominguez intendente general del exército y del reyno de Aragon y al marques de Fuente-Olivar, individuos de ella para presentarse personalmente à los pies del trono, renuevan estos comisarios con todo respeto la expresion de los sentimientos de todos los aragoneses, y

la seguridad de que la obstinacion de la guerra pasada es una prueba de la que tendrán tambien para defender el trono de V. M.

Suplicamos á V. M. se digne llevarlo á bien y dar las órdenes necesarias para que los diputados puedan llegar hasta la presencia real de vuestra sagrada persona : y mientras tanto rogamos á Dios que conceda á V. M. un reynado feliz y tan largo como lo desean sus fieles vasallos. Zaragoza 11 de marzo de 1809.

Señor : á los pies de V. M. — Pedro Maria Ric, presidente. — Mariano Dominguez. — *Pedro Atanasio Pardo*. — Vicente Goser y Carellar. — Pedro Simon Herranat. — Manuel Yraneta. — Christoval Lopez de Guerra. — *El marques de Fuente Olivar*. — Felipe Somelemente. — Antonio Rafael Herranat. Millan Villar Foya. — Miguel Doz.

Nota. Traducccion de la copia impresa en el Monitor de 26 de marzo de 1809.

NUMERO XCIV.

*Carta de Fernando VII al emperador, en
6 de agosto de 1809.*

Señor: el placer que he tenido, viendo en los papeles publicos las victorias con que la Providencia corona nuevamente la augusta frente de vuestra magestad imperial y real, y el grande interes que tomamos, mi hermano, mi tio y yo en la satisfaccion de V. M. I. y R. nos estimulan à felicitarle con el respeto, el amor, la sinceridad y el reconocimiento en que vivimos baxo la proteccion de vuestra magestad imperial y real.

Mi hermano y mi tio me encargan que ofrezca à vuestra magestad su respetuoso homenaje y se unen al que tiene el honor de ser con la mas alta y respetuosa consideracion, señor, de vuestra magestad imperial y real, el mas humilde y mas obediente servidor. — *Fernando.* — Valencey 6 de agosto de 1809.

Nota. Traducccion de la copia impresa en el Monitor de 5 de febrero de 1810.

NUMERO XCV.

*Carta de Fernando VII al emperador, en
21 de diciembre de 1809.*

Señor : Mi respetuoso reconocimiento à las bõdades de vuestra magestad imperial y real es bien sincero para que yo pueda deferir un solo momento la respuesta à la carta de 16 de este mes con que me honra.

Doy gracias à vuestra magestad imperial y real por el interes y amor paternal que su augusta persona toma en mi favor y con el qual cuento siempre.

Mi afecto à vuestra magestad imperial y real y mi conducta no desmentirá jamas los sentimientos y la ciega obediencia à las órdenes y à los deseos de vuestra magestad imperial y real.

Señor : yo depósito en el seno de vuestra magestad imperial y real los votos ardientes por la prosperidad de su reynado y los sentimientos de mi adhesion mas respetuosa y mas absoluta à su augusta persona. Señor , de vuestra magestad imperial y real el mas

humilde y obediente servidor — *Fernando*.
Valencey 21 de diciembre de 1809.

Nota. Traducción de la copia impresa en
el Monitor de 5 de febrero 1810.

NUMERO XCVI.

*Narracion de la gaceta ministerial de París,
titulada el Monitor, en 31 de enero de
1810.*

El emperador estando en Fontainebleau recibió en octubre de 1807 una carta del príncipe de Asturias (de quien casi no sabía la existencia.) No habian precedido antecedentes algunos; y su magestad imperial entrevió que se queria hacer servir su nombre para dar à los negocios de España una direccion opuesta à los intereses imperiales, pues las personas que persuadian al príncipe de Asturias escribir aquella carta, sabian bien que el emperador no tenia princesa alguna que dar por esposa. Es verdad que su magestad habia adoptado una princesa para

que se casase con el gran duque de Badé ; pero tambien lo es haber declarado entonces que no haria mas adopciones.

Aun estaba su magestad en su primera sorpresa quando el príncipe Maserano embaxador de España , le entregó una carta del rey Carlos, que se imprimirá en seguida de esta narracion asi como la citada del príncipe de Asturias.

El emperador no pudo ya dudar de que habia intrigas peligrosas y reconoció las tramasinglesas à pesar de la obscuridad con que se procuraban ocultar.

Inmediatamente se decidió à mandar que pasasen tropas à España para estar preparado à todo acontecimiento y sostener al ejército que habia en Portugal. Quarenta mil hombres entraron en aquel reyno ; y la precaucion fue útil, pues à los tres meses se verificaron los movimientos de Aranjuez, y el emperador recibió las cartas y papeles que tambien se imprimen en esta gaceta.

Nota. Traduccion del capitulo del Monitor de 5 de febrero de 1810, en el qual se publicaron tambien las cartas y papeles que se citan en la relacion antecedente, y quedan impresas en la presente obra cada documento

donde le ha correspondido por el orden cronológico de sus fechas.

Al tiempo de imprimir esta narracion he adquirido algunos documentos preciosos que aclaran mucho los sucesos encadenados con la carta del príncipe de Asturias citada en esta relacion oficial, y con las consecuencias que se fueron deribando de ella. Esos documentos y otros relativos al objeto de estas *Memorias*, formarán un tomo tercero digno de la luz pública por lo que conviene à la historia,

NUMERO XCVII.

Carta de M. Berthemy gobernador de Valencey al ministro de la policia de Paris, en 2 de abril de 1810.

Monseñor : Tengo el honor de participar à V. E. que el 25 de marzo último SS. AA. RR. los príncipes de España me hicieron saber por medio de M. Amezaga su primer escudero, unas notas en que SS. AA. manifestaban tener cordiales deseos de publicar la alegría verdadera y sencilla que sentian en sus corazones por el matrimonio de su magestad el emperador y rey con su alteza imperial y real madama Maria Luisa, archiduquesa de Austria; y de dar en esta ocasion testimonios visibles del perfecto amor y afecto que profesan à la augusta persona del grande Napoleon.

Habiendo querido sus altezas reales manifestarme de viva voz los sentimientos que habian mostrado por escrito, me entendí con el primer escudero de sus altezas para arreglar la augusta ceremonia y preparar el sitio capaz de llenar el objeto.

Dia 5 de abril à las seis de la mañana una

descarga de artilleria hizo el anuncio de la solemnidad. A las ocho hubo parada militar en el primer patio del palacio: yo quedé contento de la firme permanencia de las tropas. A las diez fui à la iglesia de esta ciudad con el primer escudero de sus altezas y las autoridades civiles de Valencey en tres coches magnificos. Los habitantes concurren à porfia. La guarnicion formaba dos filas desde el atrio hasta el altar. Se celebró una misa solemne y se cantó *el Te-Deum* en agradable musica con permiso del arzobispo del departamento del Indre. Estuvo expuesto el Santisimo Sacramento; y al fin del oficio divino se cantaron oraciones por sus magestades imperiales y reales. Al tiempo en que yo pasaba à la iglesia, y aun en esta misma, no cesaron las exclamaciones de *viva el emperador; viva la emperatriz*; todo con el mayor entusiasmo.

La comitiva fue desde la iglesia de Valencey à la capilla del palacio donde las autoridades y la tropa se colocaron en filas desde la habitacion de sus altezas hasta el altar. Yo fui con el primer escudero al gran salon y habiendo encontrado allí à los príncipes, tuve el honor de conducirlos à los sitios que se les habian preparado. La artilleria hizo

salvas que se repetían de hora en hora.

A medio día el capellán de sus altezas ofició un *Te-Deum* cantado en música, y acabó la ceremonia con oraciones por la felicidad de sus magestades imperiales y reales.

Antes de salir de la capilla volvió el rostro á los concurrentes el príncipe Fernando, y exclamó diciendo á gritos, muchas veces: *Viva el emperador; viva la emperatriz.* Los demás le imitamos repitiéndolo varias veces con alegría y entusiasmo.

A la una y media mandé executar algunas maniobras militares á presencia de sus altezas. La infantería hizo fuego con grande habilidad. La caballería necesita ejercitarse para saber mejor las evoluciones.

Después tuve el honor de presentar á SS. AA. al señor prefecto del departamento de los ríos Loira y Cher, que había sido convidado por sus altezas; y á los señores Lefebure recibidor general del mismo departamento, Godeán de Entraigues presidente del canton; al mer y al adjunto de Valencey, al juez de paz del canton, y á los señores oficiales de la guarnicion, á quienes sus altezas se dignaron manifestar que habían tenido grande satisfacción en ver las evoluciones.

A las quatro fui con el señor prefecto al

primer salon por que habiamos sido convida-
dos à comer con sus altezas. Hubo en la
mesa los brindis siguientes.

El príncipe Fernando dixo así : *A nuestros
augustos soberanos el grande Napoleon y
Maria Luisa su augusta esposa.*

El príncipe Carlos hizo éste brindis : *Alas
dos familias imperiales y reales de Francia
y de Austria.*

El príncipe Antonio brindó de este modo :
*A la feliz union de Napoleon el grande y
de Maria Luisa.*

A las cinco tuvimos el honor de despe-
dirnos de sus altezas. El señor Amezaga su
primer escudero ha ofrecido de su parte à
cada uno de los oficiales de la guarnicion un
relox de repeticion. Los sargentos han reci-
bido seis francos como gratificacion ; y los
soldados tres francos. Ademas el príncipe
Fernando ha dado seis cientos francos para
dote de la soltera mas virtuosa y mas pobre
del canton. Sus altezas han mandado tambien
hacer vestidos de su cuenta à ocho chicos, y
ocho niñas para quando reciban su primera
comunion en la proxima pasqual.

A las seis hubo banquete de los oficiales
de la casa presidido por el señor primer es-
cudero, y asistieron convidadas las auto-

ridades civiles y otras personas de distincion.

A las siete los príncipes me hicieron llamar para acompañarles á la sala del banquete. Huvo brindis en presencia de sus altezas, quienes los aplaudieron con mucho entusiasmo. Solo dire á V. E. el del primer escudero, señor de Amezaga, que fué de este modo : *A Napoleon el grande y á Maria Luisa, gloria y delicia de Francia y de Alemania : quiera la Providencia divina concederles larga y dichosa vida.* En esta sala estaba el retrato del emperador y rey rica y elegantemente adornado.

A las ocho tuve el honor de acompañar á sus altezas para ver las iluminaciones. Todo el palacio, el parque y los tres patios estaban iluminados con tres mil lamparas, pocas mas ó menos, que hacian bella vista. El pueblo no cesaba de gritar ; *viva el emperador : viva la emperatriz.*

A las ocho y media sus altezas fueron á la pequeña galeria en que les esperaban las personas convidadas. Hubo fuegos de artificio muy hermosos, que lucieron mucho por que no llovía.

El pueblo se introduxo hasta el segundo patio del palacio, sobre cuya puerta se leía

una inscripcion iluminada que decia así. *A su magestad el emperador de los franceses rey de Italia. A su augusta esposa Maria Luisa de Austria ; los príncipes de España Fernando , Carlos y Antonio.*

Continuaba el pueblo exclamando, *viva el emperador, viva la emperatriz*, y se retiraron sus altezas à su habitacion donde hubo un excelente concierto bien executado, al que asistieron las personas del banquete.

A las once sus altezas fueron à su gabinete, y con esto cesó, Monseñor, la fiesta del dia.

Yo os ruego, Monseñor, que acepteis el homenaje de mis respetuosos sentimientos.

Soy , Monseñor, con profundo respeto , muy humilde y muy respetuoso servidor de V. E. — Berthemy. — Valencey 2 de abril de 1810.

Nota. Traducccion de la copia impresa en el Monitor de 26 de abril de 1810.

NUMERO XCVIII.

*Carta de Fernando VII à Mr. Berthemy en
4 de abril de 1810.*

Valencey 4 de abril: — Descando tener una larga conversacion con vos sobre varios asuntos que han ocupado mi atencion por mucho tiempo , os pido que vengais à la habitacion de mi primer caballerizo Amezaga , à las tres de ésta tarde. Solo este sugeto goza de mi entera confianza , habiendola justamente merecido por su excelente conducta en todos mis asuntos , y que ha dirigido siempre muy à mi satisfaccion y provecho.

M. de Amezaga , que tuvo el honor de hablaros por mi parte sobre las materias à que aludo , y otros asuntos mios , me dice que ya estais impuesto en ellos. Nuestra conversacion será por consiguiente breve , y no se mezclará con negocios vuestros.

Lo que ahora ocupa mi atencion es para mi un objeto del mayor interes. Mi mayor deseo es ser hijo adoptivo de S. M. el emperador , nuestro soberano. Yo me creo merecedor de esta adopcion , que verdaderamente haria la felicidad de mi vida , tanto por mi

amor y afecto à la sagrada persona de S. M. como por mí sumision y entera obediencia à sus intenciones y deseos. Ademas ansío por salir de Valencey, porque esta habitacion, que por todos lados se nos presenta desagradable, por ningun título nos es correspondiente:

Me complazco en confiar en la magnanimidad de conducta, y en la generosa beneficencia que distingue à S. M. I. y R., y en creer que mi mas ardiente deseo se verá pronto cumplido. Recibid, etc. — *Fernando*.
Valencey, 4 de abril de 1810.

Nota. El Monitor de Paris publicó esta carta en frances, y D. Juan Maria Blanco lo hizo en castellano en su periódico titulado *el Español* tom. 1. pag. 118.

NUMERO · XCIX.

Carta del gobernàdor de Valencey al ministro de la Policia de Francia, en 6 de abril de 1810.

Monseñor: Tengo el honor de informar à V. E. por medio de un correo extraordinario de un suceso que acaba de verificarse en Valencey.

El señor de Amezaga, intendente de la casa de los príncipes Españoles acaba de prevenirme de parte de S. A. el príncipe Fernando, que un emisario ingles se habia introducido en el palacio. Inmediatamente fui à estar con S. A.: Lo hallé sumamente alterado, y me dixo lo siguiente: « *los ingleses han hecho mucho mal à la nacion española la tomando mi nombre: ahora mismo es tan haciendo correr la sangre. El ministerio ingles falsamente persuadido que yo estoy aqui detenido por fuerza, me hace proponer medios de fuga, pues me ha enviado un emisario; que baxo el pretexto de venderme objetos curiosos debia darme un recado de S. M. el rey de Inglaterra..* »

Sin pérdida de tiempo he sorprendido y.

arrestado al emisario , quien ha declarado ser el Baron de Kolli , Irlandes , ministro de S. M. el rey de Inglaterra, enviado al príncipe Fernando. Sin dilacion he dispuesto que sea conducido ante V. E. en posta con los muchos papeles que se le han hallado.

Yo no dudo que los interrogatorios que se le harán en ese ministerio den á conocer los detalles de sus proyectos, y los cómplices, si los hubiere. Segun los primeros informes que yo he podido tomar aqui, el ha venido solo, sin tener persona conocida.

Creo , Monseñor, deber aprovechar esta ocasion para repetir á V. E. lo que ya he tenido el honor de manifestarle: á saber, que el príncipe Fernando está animado del mejor espíritu , y persuadido intimamente de que solo S. M. el emperador es su apoyo y mejor protector. Un profundo reconocimiento, un deseo, y una esperanza de ser declarado hijo adoptivo de S. M. I. son los sentimientos que llenan el corazón de S. A.: Y en éstas circunstancias, al tiempo mismo en que el príncipe celebraba con brillantes fiestas el matrimonio de sus magestades, y reunia en el palacio de Valencey para la festividad las personas mas distinguidas de la provincia, ha venido el baron de Kolli á traernos sus

funestos y ridiculos mensajes. Nada era mas facil de preveer que el éxito de su empresa.

Ruego à V. E. se sirva avisarme el recibo de todos, y cada uno de los diferentes objetos que le dirijo. Tengo el honor de ser, con respeto vuestro muy humilde servidor: Berthemý — Valencey, 6 de abril de 1810.

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 26 de Abril de 1810.

NUMERO C.

Carta del rey de España Carlos IV, escrita en latin al rey de Inglaterra Jorge III, hallada entre los papeles del baron de Kolli, citados en la carta del número anterior. En seguida se pone la traduccion castellana.

Carolus, Dei gratiâ, Hispaniarum, utriusque Siciliae, Hierusalen, Indiarum, etc., rex archidux [Austriae, dux Burgundiae et Mediolani, etc., serenissimo et potentissimo principi, et domino Georgio III, Magnae Britanniae regi, etc., fratri et consanguineo

nostro charissimo, salutem et utramque felicitatem.

Faustissimum hodiernâ die ad Nos delatum est nuntium Neapoli diē xxv mensis augusti, ritè initum peractumque fuisse matrimonium charissimi filii nostri Ferdinandi, Asturiarum principis, cum clarissimâ principē Mariâ Antoniâ, fratris nostri admodum dilecti utriusque Siciliae regis filiâ.

Quantum inde gaudium, quantamque perceperimus lætitiâ frustrâ majestati vestræ describere connaremur: id solum asserimus nullam aliundè ei posse accessionem fieri nisi ex testimonio quod nobis reddatur eventum hunc majestati vestræ gratum extitisse.

Id certè sperare nos facit majestatis vestre in Nos perpetuus amor, firmaque (in quâ majestatem vestram esse volumus) opinio, nihil fortunatum majestati vestræ accidere posse, quod voluptati nobis non sit futurum.

Cæterum Deus opt. max. majestatem vestram quan diutissimè servet incolumen. — Dabantur in oppido de Igualada; diē nonâ septembris anno millesimo octingentesimo secundo.

Majestatis vestræ frater amantissimus. —
CAROLUS.

Serenissimo et potentissimo principi ac-

domino Georgio III, Magnæ Britanniae regi,
fratri et consanguineo nostro charissimo.

En el reverso de la carta latina estaba escrito de letra del marques Wellesley lo que sigue.

El infrascripto secretario principal de estado de S. M. Británica, por lo respectivo al departamento de los negocios extrangeros certifica, que esta carta es verdaderamente la misma que S. M. C el rey Carlos IV dirigió à S. M. Británica el rey Jorge III, dándole noticia del matrimonio del príncipe de Asturias, ahora rey Fernando VII. Esta pieza auténtica se confia à las personas que tendrán el honor de mostrar la original à S. M. C. Fernando VII para verificar su comision. *Wellesley*. — Downing St. 26 de febrero de 1810.

Traduccion de la carta.

Carlos por la gracia de Dios, rey de las Españas, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de las Indias, etc. — Archiduque de Austria, duque de Borgoña, de Milan, etc. Al serenísimo y muy poderoso principe y señor Jor-

ge III, rey de la gran Bretaña, etc. nuestro hermano y pariente carísimo, salud y felicidad espiritual y temporal.

Hoy hemos recibido la faustísima noticia de que se celebró legitimamente en la ciudad de Nápoles, á 25 de agosto el matrimonio de nuestro hijo carísimo Fernando, príncipe de Asturias, con la Ilustrísima princesa Maria Antonia, hija del rey de las dos Sicilias, nuestro muy amado hermano.

No es posible manifestar à V. M. quanto gozo, quanta alegría nos ha producido esta noticia: Nos contentamos con asegurar que no puede ser mayor sino por los nuevos grados que le dará el que este matrimonio ha sido tambien grato à V. M. Asi lo esperamos del afecto que siempre ha manifestado V. M. à nuestra persona; y de la firme persuasion en que deseamos que viva V. M. de que no puede experimentar felicidad alguna que no sea tambien muy agradable à nuestro corazon.

Dios obtimo máximo conserve à V. M. por dilatados tiempos siempre feliz. Dada en la villa de Igualada à 9 de setiembre de 1802. De V. M. hermano amantísimo *Carlos*. — Al

serenísimo y muy poderoso príncipe y señor Jorge III, rey de la gran Bretaña, nuestro hermano y pariente carísimo.

Nota. Copia y traduccion de lo impreso en el Monitor de 26 de abril de 1810.

NUMERO CI.

Credenciales dadas en latin por el rey de Inglaterra en favor de Henrique Wellesley , como embaxador , à Fernando VII, para residir en Cadiz, con la traduccion castellana ; las quales credenciales fueron sorprendidas entre los papeles del baron de Kolli , citados en el número 99.

Georgius tertius, Dei gratiâ; Britanniarum rex, fidei defensor, dux Brunsvicensis, et Luneburgensis, et princeps elector, etc., serenissimo et potentissimo principi ac domino Ferdinando septimo, eâdem gratiâ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ et Indiarum regi, catholico, etc. Fratri et consanguineo nostro charissimo, salutem.

Serenissime et potentissime princeps, fra-

ter et consanguineæ charissime. Cùm ~~nihil~~ nobis magis cordi atque curæ sit, quam ut antiquam illam inter coronas nostras amicitiam jam feliciter restitutam, omni modo sustentemus atque augeamus; et solitam istam intersubditos nostros consuetudinem et commercium, ex quibus in omni tempore utrique genti utilitates quam maximæ extiterunt, mutuis officiis iterum florere faciamus; quin etiam, et ut mutuâ ope et auxilio bellum, quod adversus communem hostem gerimus, ad faustum exitum perducamus, virum aliquem idoneum nostrâ ex parte in majestatis antlæ vestræ visum est legare, qui tan nobilitate generis quam animi dotibus insignis, propensam, insuper quoad in nobis est, erga majestatem vestram, voluntatem palam manifestaret.

Hunc igitur in finem per quam fidelem et dilectum consiliarium nostrum Henricum Wellesley, armigerum, ex nobile stirpe natum seleximus; atque oblegati nostri extraordinarii et ministri plenipotentarii ad majestatem vestram dignitate ornavimus; confisi non nisi gratam mejestati vestræ futuram esse talem electionem.

Quod superest majestatem vestram precamur ut hunc oblegatum nostrum extraordi-

narium et ministrum plenipotentiarium propitio animo accipiat ; neque quidquam ei magis impense mandatum credat quam ut omnibus modis studium et amicitiam nostram erga majestatem vestram exhibeat.

Denique divini numinis tutelæ majestatem vestram domumque suam regiam commendamus, et ut sospitem incolumem que ab omnibus periculis conservet enixe ex animo precamur.

Dabantur in castello nostro regali Windsoræ, die tertio mensis januarii, anno domini millesimo octingentesimo decimo, regni que nostri quinquagesimo.

Majestatis vestræ frater amantissimus.

GEORGES R. — Verâ copiâ. — Wellesley.

Traducción.

Jorge III.º por la gracia de Dios, rey de las Bretañas, defensor de la fe, duque de Brunswick y de Luneburgo, principe elector, etc. Al serenissimo y muy poderoso principe y señor Fernando VII por la gracia de Dios, rey católico de las Españas, de las dos Sicilias y de las Indias, nuestro carisimo hermano y pariente, salud.

Serenísimo y muy poderoso príncipe, carísimo hermano y pariente: Siendo nuestro mayor deseo y cuidado el conservar y aumentar de todos modos la antigua amistad que habia entre nuestras coronas y por felicidad se ha restablecido; restaurar y hacer que florezca el trato y comercio entre nuestros respectivos subditos que en todos tiempos recibieron mutuas y grandes utilidades y procurar que con reciprocos auxilios y consejos tenga feliz éxito la guerra que seguimos contra el enemigo comun, hemos considerado oportuno embiar à la corte de V. M. para manifestar claramente nuestra voluntad y afecto un baron idoneo y digno de representar nuestra persona tanto por la nobleza de su linage como por los dotes de animo.

Para este fin hemos elegido à nuestro muy fiel y amado consejero Henrique Welesley, caballero de noble linage; y le hemos condecorado con la dignidad de nuestro legado extraordinario y ministro plenipotenciario dirigido à V. M.; confiando que le será grata esta eleccion.

Rogamos pues à V. M. que reciba con benevolencia à este nuestro legado extraordinario y ministro plenipotenciario, creyendo

que no lleba encargo alguno de mayor consideracion que el de manifestar quanto amor y amistad profesamos à V. M.

Finalmente encomendamos à la proteccion divina la persona de V. M. y su real casa, rogando muy de veras que conserve à V. M. libre de todos los peligros.

Dada en nuestro castillo real de Windsor à 6 de enero de 1810, ano quinquagesimo de nuestro reynado. — De V. M. amantissimo hermano *Jorge rey*.

Es verdadera esta copia. — Welesley.

Nota. Copia y traduccion de la carta impresa en el Monitor de 26 de abril de 1810.

NUMERO CII.

*Carta del rey de Inglaterra à Fernando VII
hallada en poder del baron de Kollí, en
6 de abril de 1810.*

Señor mi hermano : Por mucho tiempo he deseado una ocasión de mandar à V. M. una carta firmada de mi mano , en que manifestetára el vivo interes y profundo sentimiento que he tenido desde que V. M. fue arrancado de su reyno y de sus leales vasallos. No obstante la violencia y crueldad con que el usurpador del trono de España oprime aquella nación, debe ser de mucho consuelo para V. M. el saber que vuestro pueblo conserva su lealtad y amor à la persona de su legitimo soberano y que España hace continuos esfuerzos para sostener los derechos de V. M. y restablecer los derechos de la monarquia. Los recursos de mi reyno, mis esquadras y exércitos se emplearán en ayudar à los vasallos de V. M. en esta gran causa, y mi aliado el príncipe regente de Portugal ha contribuido tambien à ella con todo el zelo y perseverencia de su fiel amigo.

Solo falta à los fieles vasallos de V. M

igualmente que à sus aliados la presencia de V. M. en España, donde inspirará una nueva energia.

Por tanto exijo de V. M. con toda la franqueza de alianza y amistad que me une à sus intereses, que piense los medios mas prudentes y eficaces de escapar de las indignidades que experimenta, y de presentarse en medio de un pueblo unánime en sus deseos de la gloria y dicha de vuestra magestad.

Incluyo una copia de las credenciales que mi ministro en España ha de presentar à la Junta central que allí gobierna en nombre y por la autoridad de vuestra magestad.

Ruego à vuestra magestad que esté seguro de mi sincera amistad y del verdadero afecto con que soy : En el palacio de la reyna. Londres 31 de enero 1810. — Señor mi hermano.—Vuestro digno hermano.—*Jorge R.* Por mandado del Rey.— *Wellesley.*

Nota. El Monitor de Paris publicó en frances esta carta, y después D. Juan Maria Blanco en castellano en su periódico, titulado *el Español* que sale à luz en Londres, tomo I.º pag. 136.

NUMERO CIII.

Carta de Fernando à Mr. Barthemy , gobernador del Castillo de Valencey en 6 de abril de 1810.

Habiendose introducido aqui una persona desconocida , con pretexto de trabajar de tornero , se ha atrevido en seguida à proponer al Señor Amezaga , nuestro primer caballerizo è intendente , sacarme de Valencey , entregarme algunas cartas que trae ; en una palabra , llevan à cabo el proyecto y plan de esta horrible empresa.

Nuestro honor , nuestro reposo , la buena opinion debida à nuestros principios , todo se hubiera visto comprometido , si el señor de amezaga no se hallara al frente de nuestra servidumbre , y sino hubiera dado en esta ocasion peligrosa , una nueva prueba de su fidelidad ácia su magestad el emperador y rey , y ácia mí. Este oficial , cuyo primer paso fue informarnos al momento del proyecto dicho , me dió cuenta inmediatamente despues.

Deseo vivamente informaros por mi mismo de que estoy impuesto en el asunto , y

tener ésta ocasion de manifestar de nuevo mi inviolable fidelidad al emperador Napoleon, y el horror que siento, respecto à este infernal proyecto, cuyos autores y fautores deseo que sean castigados segun merecen.

Recibid los sentimientos de vuestro afecto. — *El principe Fernando.*

Nota. Esta carta está publicada en frances en el Monitor, y la publicó en castellano D. Juan Maria Blanco, en el periódico titulado el *Español*, que da á luz en Londres, tom. I pag. III.

NUMERO CIV.

Interrogatorio y declaracion del baron de Kolly en 8 de abril de 1810.

En 8 de abril de 1810 fue conducido al ministro general de policia un hombre arrestado en Valencey en 6 de dicho mes, que fue preguntado como sigue :

P. ¿ Qual es vuestro nombre, apellido, edad, patria, profesion y domicilio ?

R. Carlos Leopoldo, baron de Kolly, de

edad de 32 años, nacido en Irlanda, ministro de S. M. el Rey Jorge III., al príncipe de Asturias Fernando VII.

P. ? A quien os dirigisteis en Londres para proponer y hacer admitir el proyecto que os ha traído à Francia?

R. A su A. R. el duque de Kent, quien lo puso en noticia del rey su padre. Todo lo demas fue dirigido por el marques de Wellesley.

P. ? Que medios se pusieron à vuestra disposicion para executar la empresa?

R. Se me dió: *primero*, una carta credencial para quitar toda duda, respecto de mi persona y mi mision al príncipe Fernando: 1.º Dos cartas del rey de Inglaterra al príncipe, que se han hallado entre mis papeles. 3.º pasaportes fingidos, itinerarios, órdenes de los ministros de marina y de guerra, estampillas, sellos, firmas de los oficiales del departamento de la secretaria de estado; aprendido todo ello al tiempo de prenderme: lo qual llevaba conmigo para convencer al príncipe de los medios que estaban à mi disposicion. 4.º Por lo que hace à los fondos necesarios para la empresa tenia como doscientos mil francos, y por lo que pudiera ofrecerse una letra abierta sobre la casa de Maensoff y

Clanoy , de Londres : finalmente los navios que fuesen necesarios ; à saber : el *Imcomparable* de 74 cañones, la *Dedaigneuse* de 50, la galeota *Picante* , y un bergantin. Esta escuadra con provisiones para cinco meses, espera mi vuelta sobre la costa de Quiberon.

Habilitado de esta manera , despues de haberme despedido del rey y de su ministro en 24 de enero , sali de Londres el 26 para Plymouth con el conmodoro Dockburn ; à quien se habia confiado el mando de la escuadra. Mr. Alberto de St. Bonnell , à quien habia comunicado mi plan , se quedò en Londres para recoger los pasaportes, itinerariòs, estampillas , sellos , etc. que se le habian mandado entregar. La salida de Mr. de St. Bonnell se detuvo por indisposicion del marques de Wellesley ; no se me reunió hasta fines de febrero, y nos hicimos à la vela algunos dias despues. Yo desembarqué en Quiberon el 9 de marzo en la noche.

P. ¿Que precauciones tomasteis al saltar en tierra para ocultar los documentos concernientes al objeto de vuestro viage?

R. Meti en mi baston la credencial de que he hablado : las dos cartas de S. M. el rey de Inglaterra venian ocultas en el forro de mi casaca ; parte de los diamantes estaban cosi-

dos en el cuello de mi sobretodo, y en la pretina de mis calzones: Mr. de St. Bonnell trajo lo demas oculto del mismo modo, y tambien en su corbata.

P. ¿Teniais alguna comunicacion establecida en Valencey antes de vuestra salida de Inglaterra para Francia?

R. Ninguna.

P. ¿Adonde os dirigisteis despues de desembarcar?

R. A Paris. Caminé con el auxilio de uno de los itinerarios que me habian dado en Inglaterra, y el qual llené yo mismo.

P. ¿Estuvisteis mucho tiempo en Paris?

R. Me detuve en vender los diamantes que me dió el marques de Wellesley, y compré un caballo y un calesin à Mr. de Convert, que vive en el Hotel d'Angleterre, en la calle de *Filles de St. Thomas*. Mr. de St. Bonnell compró dos caballos à personas de cuyos nombres no me acuerdo: Debia comprar uno de Franconia, y otro de la Princesa de Cargnan, despues que yo sali para Valencey.

P. ¿Como lograsteis entrada en el castillo de Valencey?

R. Con pretexto de vender algunas cosas curiosas. Esperaba lograr ocasion de éste modo de entregar al príncipe las cartas que

se me habian confiado , manifestarle mi plan y obtener su consentimiento. Solo pude hablar con el infante D. Antonio. El principe Fernando rehusó verme y oirme. En verdad que por el modo extraordinario con que se recibieron mis proposiciones , tengo razon para creer que dió parte al gobernador del castillo , y en consecuencia de esto fui preso.

P. ¿Que medios teniais preparados para conducir al príncipe Fernando à la costa en caso que consintiera en ello?

R. El objeto de mi primer viage à Valencey era imponer al príncipe en mi plan , y si lo admitia determinar con él quando habia de volver à sacarlo. Despues de esto debia ir à la costa à avisar al comandante de mi escuadra del dia convenido. De alli hubiera vuelto à Paris à disponer los hombres y caballos necesarios para los apostaderos en el camino. En la noche del dia señalado , el principe debia escapar de su quarto , y con el auxilio de los tiros apostados , hubiera estado muy lejos de Valencey antes de que pudieran echarle de menos.

P. ¿A donde pensabais llevar al príncipe despues de estar à bordo ?

R. La intencion del marques de Wellesley era que fuese à España. El duque de Kent

estaba porque se llevara á Gibraltar. *Pero* este plan me disgustaba, porque en verdad era mandarlo preso. Yo pensaba proponerle que eligiese, y llevarlo á donde fuera su gusto, porque sabia yo que el capitan Cockbum tenia orden de seguir las mias.

P. ¿Que personas pensabais emplear?

R. Mr. de St. Bonnell era el único que sabia mis designios. No quise buscar á nadie para ayudarme en la execucion, hasta saber la determinacion del príncipe. Siempre hubiera empleado á muy pocos.

P. ¿Conoceis las cercanias de Valencey, y el pais que teniais que atravesar?

R. Nada absolutamente; pero compré algunos excelentes mapas quando llegué á Paris, los quales me hubieran dirigido sin dificultad.

P. ¿Que os movió á formar este proyecto?

R. El parecerme muy honroso.

P. ¿Conoceis este paquete?

R. Lo conozco. Contiene los documentos, estampillas, sellos y demas cosas que he dicho, y que se me hallaron al tiempo de prenderme. — Firmado *Kolly*.

Nota. Este interrogatorio se imprimió en el Monitor, y la presente traduccion es la que

D. Juan Maria Blanco publicó en su Periódico *del Español*, que dá à luz en Londres, tomo, 1.º pag. 112.

NUMERO CV.

Exposicion del ministro de la Policia de Francia al emperador sobre el suceso del baron de Kolli, en 8 de abril de 1870.

He hecho saber à V. M. que el señor Berthemy, oficial del estado mayor, comandante del palacio de Valencey, asignado à la comitiva del príncipe Fernando, me instruyó por medio de un correo extraordinario de haberse introducido en el palacio un héron de Kolli, que se dice ministro de Inglaterra, enviado al príncipe Fernando, como rey de España. Habiendo sido conducido el baron al ministerio de mi cargo, remito à V. M. las piezas siguientes. Primero: la carta del señor Berthemy, que anuncia el arresto y conduccion del que se nombra Kolli. 2.º Copia de la carta del príncipe Fernando al señor Berthemy, relativa al arrivo de dicho Kolli. 3.º Copia del interrogatorio, y respuestas del mismo Kolli. 4.º, 5.º, y 6.º, copia de tres cartas sor.

prendidas al suso dicho. Dos de estas cartas son dirigidas por el rey Jorge al príncipe Fernando. Una de ellas es en latín: y finalmente una carta del señor Berthemí, y otra del príncipe Fernando, que yo agrego con los números VII y VIII.

He hecho arrestar al que se nombra Kolli: Está detenido en el castillo de Vincennes secretamente, y espero las órdenes de V. M. en este punto.

Los diamantes y otros efectos encontrados en poder de Kolli se han pasado al ministerio de la policía general. — *Fouche* — París 8 de abril de 1810.

Nota. Traduccien de la copia impresa en el Monitor de 26 de abril de 1810.

NUMERO CVI.

Capitulo de una obra impresa, relativo al suceso del Baron de Kolli.

El baron de Kolli fue detenido en el castillo de Vincennes, por haber venido de Inglaterra à Francia con el designio de procurar la evasion del príncipe de Asturias, que estaba en Valencey. Habiendo sido descubierto el proyecto por el gobierno frances, fueron arrestados los principales agentes poco despues de su desembarco ; pero el suceso dió lugar à una tentativa, y à cierto género de perfidia para con los príncipes españoles, muy singular y demasiado poco sabida, para que la dexe yo en silencio. Se buscó y encontró un hombre del todo semejante al baron de Kolli , y se le hizo encargarse de ir à Valencey, y hacer el papel de libertador de Fernando.

¿No era esto probar los modos de pensar del príncipe Fernando? ¿Se buscaba tal vez algun pretexto para perderle? El suceso no nos presenta mas datos para que pudieramos conocer la idea ; pero sin calumniar al enemigo de los reyes , se puede creer à lo me-

nos que el de España se libró entonces de un lazo muy peligroso. Su buena fortuna le dictó repeler las proposiciones del fingido Kolli : el mismo príncipe las descubrió à los que velaban su conducta , y destruyó así una maquinacion odiosa , tal vez sin querer , y aun sin saberlo..

Aun se ignora si le salvó su prudencia y su resignacion à la suerte ; ò bien si algun indicio secreto le hizo entrar en sospechas , y destruir las asechanzas. Sea lo que se fuere de ésto , el verdadero Kolli sufrió su detencion en Vincennes , hasta que llegaron los exércitos aliados. El fue uno de los trasladados aceleradamente ácia Angers y Saumur. Al tiempo de su traslacion , supo por un posadero el verdadero motivo del actual viage , y el término feliz que iban à tener las victorias de los aliados.

Sant Bonnell , joven y valiente militar habia ofrecido sus servicios al general Kolli , para la libertad de los príncipes de España , detenidos en el palacio de Valencey. Habiendose frustrado la empresa , tuvo la suerte del generoso Irlandes ; que fue cerrado en la torre del Homenage , en una sala aislada , en que a mas dolorosa enfermedad colmó sus desdichas. Sain Bonnell , separado de Kolli , fue

cerrado secretamente en un calabozo subterráneo, no menos espantoso que los de la antigua Bastilla. A los diez y nueve meses fue trasladado à la prision de Ham; donde á pesar de la sombra de libertad que gozaba, concertó un proyecto de fuga con el romano Sorbi, que le habia precedido en esta morada antigua del despotismo.

Un dia de invierno, en los principios de una noche obscura, estando ya preparados de una cuerda larga que habian hecho con hilos de tela, fueron à la muralla del castillo, y favorecidos por una lluvia que impedia el paseo de los otros prisioneros, aseguraron la cuerda con un clavo entre dos piedras del parapeto. La altura de la muralla era de cincuenta pies; y el foso poco distante de los cimientos estaba lleno de agua cenagosa: Los dos prisioneros echaron suertes sobre quien habia de ser el primero que bajase. Corresponbió al italiano, quien llegó à tierra facilmente: pero Saint Bonnell, colgando de la cuerda algunos pies del borde, observó que se rompía en sus mismas manos; y cayó de manera, que dándose un golpe su cabeza con su rodilla, se rompió los dientes, y se cortó la lengua. Aturdido con su caída, y cubierta de sangre toda su cara, tuvo aun valor de atravesar nadando

con su compañero el cenagoso y largo foso; subir una cuesta escarpada baxo los tiros de fusil de las centinelas, y llegar à un pequeño bosque, en que pasaron la noche sobre la hierva; aunque la lluvia caia tan abundante, que parecia formar torrentes.

Despues de haber experimentado otros peligros, cuya relacion detallada seria demasiado prolixa, llegaron à Compiegne; tomaron la diligencia; fueron à Paris; se refugiaron en casa de una señorita joven, amiga de Saint Bonnell, que los tuvo bien hospedados durante un mes: pero este infeliz servidor de reyes desgraciados fue arrestado en los brazos del amor, por haber sido victima de una perfidia ultramontana, y conducido nuevamente à Vincennes, donde sufrió las cadenas de la tirania, cuyo sangriento trono fue destrozado en las acciones militares del dia 3o de marzo.

Nota. Esta relacion está copiada de la página 106 y siguientes de la *Historia general de las prisiones baxo el reynado de Buonaparte*, con anécdotas curiosas, impresa en octavo sin nombre de autor; por el librero Alexo Eymery, en la imprenta de J. B. Imbert, de Paris, despues de la caída del emperador Napoleon.

No se necesita mucha crítica para despreciar la novela del fingido Kolli. Se confiesa que el verdadero fue conducido à Vincennès, donde ha estado hasta la mitad de marzo de 1814. En este supuesto ¿Como pudo el fingido Kolli satisfacer al interrogatorio hecho en la policia de Paris? ¿Donde está el hombre tan perfectamente parecido al verdadero Kolli, que lo pudo encontrar la policia tan pronto como imaginaba las pretendidas asechanzas? ¿Y quien es este hombre que despues de caido Napoleon no es nombrado, ni se le señala pátria, domicilio, profesion, estado, ni otra seña por donde se pueda indagar la verdad? Yo creo firmemente que si ahora fuere preguntado en Inglaterra el Baron de Kolli, responderá asegurando que estuvo en Valencey, como lo afirmó en su interrogatorio; pues así me lo hace creer la honradez y franqueza con que respondió à la pregunta del motivo de haberse encargado de semejante comision, diciendo con valentia y entereza inglesa, que lo habia hecho *porque le parecia comision muy honrosa*. Un caballero que no reusaba declararse así en el estado de arresto que sufria, baxo el poder de Napoleon, tampoco reusará hoy decir la verdad, que no disminuye su gloria

Yo no se porque los escritores de historias como la que ocasiona esta nota, creen hacer obsequio à los reyes con la invencion de tales novelas, que ni aumentan ni disminuyen el poder régio, y degradan al autor que habla contra los caidos quando éstos no pueden responder.

NUMERO CVII.

Carta escrita en Venezuela en 29 de junio de 1810, publicada en Londres en 5 de setiembre del mismo año.

La América ha reconocido à la Junta Central, por no aumentar las desgracias de la España, y porque creyó como ella ser el único medio de salvar el pais. La Junta Central solo ha tenido representacion provincial, sin mas autoridad que de un poder executivo, ceñido à las funciones de su primera institucion. La convocacion de las Cortes, y la defensa del estado son las condiciones con que los españoles de los dos emisferios han tolerado y reconocido un gobierno que ni ellos crearon legalmente, ni ha podido ser conservado sino

por la necesidad, por el peligro, y por la imposibilidad de formar otro gobierno mas conforme à las leyes fundamentales de la monarquía.

Apenas fue reconocida la Junta, tuvo la España justo motivo de temer que sus esperanzas resultasen fallidas: y la América no lo tuvo menor de preveer que su sacrificio de libertad, y los peligros à que éste mismo sacrificio exponía la seguridad interior, le procurarían muy débiles compensaciones de su afecto y fidelidad.

Este funesto presagio nació de la elección de personas que la Junta envió à Venezuela para sancionar con un modo tiránico la injusticia con que se había decidido la suerte de América, y la diversidad y lentitud de las medidas empleadas para apagar el entusiasmo de los españoles, y perpetuar la ilusión de los americanos.

Cada decreto de la Junta no era sino una promesa insignificante: el carácter mismo de sus agentes no podía inspirar confianza, y manifestaba quan poco debían esperar los Americanos establecidos en América, como si la influencia del sol pudiese dar derecho para oprimir à otros.

Los españoles de Venezuela se sujetaron

à grandes sacrificios durante un año entero; gracias à las violencias de sus señores : aumentaban por generosidad la miseria que ya sufrían, suavizando ellos mismos el rigor de su posicion, por medio de la idea de las victorias que sucesivamente se contaban obtenidas por sus hermanos ; victorias que mientras no resultaban desmentidas daban grados de atrevimiento à la impunidad de los representantes de un gobierno que la América no habia reconocido sino por un espíritu de fidelidad.

En medio de éstas intrigas domésticas la América ve cada dia mas claro desvanecerse la esperanza que habia concebido sobre la suerte de España. La América se lamenta de ver como la España se precipita de una calamidad en otra : ignora en que se emplean sus tesoros : ve desembarcar hombres elegidos para estar à la cabeza del poder supremo , al mismo tiempo que se hallan acusados de perfidia ; que están manchados con el vicio de la venalidad ; que son ignorantes y déspotas, detractores de los mismos que les nombran, y tan perversos, que quando se les pregunta sobre la suerte de la España, no hablan jamas una palabra que sea en favor del pueblo que han ido à representar.

En tan triste situacion llegó bien pronto hasta nosotros el grito de indignacion que se dió en España contra la Junta central. En despique del espantoso aparato de inquisicion politica establecida en nuestro pais por los gobernadores que habia enviado la Junta , la voz de la verdad penetró las tinieblas de la tirania; y llegando hasta nosotros en toda su pureza, nos hizo ver la verdadera situacion de la España , y conocer las funestas consecuencias que podian subseguirse para la América.

Por la parte de afuera no vemos sino opresion; y por la de adentro , facciones , exércitos dispersados, ó destruidos, una falta general de confianza, y en fin un gobierno publicamente detestado: y quando los franceses ocupaban toda la Andalucia se nos pedia que reconociesemos un gobierno nuevo, formado con tan preciosos elementos en la isla de Leon, y compuesto de cien personas, entre las quales no habia ni una sola que fuese natural de América; no pudiendo ningun americano ocupar una plaza, ni aun para dar un consentimiento tácito de la misma América.

Nuestro carácter de sumision nos hubiera conducido, tal vez, à reconocer la Regencia

formada con elementos tan extraordinarios, y contraria à todas las leyes fundamentales de nuestra constitucion si hubieramos podido alcanzar à descubrir una sombra de la esperanza que la Junta nos habia dado relativa à la suerte de nuestro pais.

Si nos remontamos hasta el origen de los que nombraron la Regencia, vemos que no han dejado mas memoria de sus personas, que el odio, los ultrajes, y la violencia con que segun dicen ellos mismos se les quitó el poder que exercian (1). Y dirigiendo la vista à la instalacion del consejo de Regencia, se ve que si se ha concedido algo à los americanos solo fue por aparentar cumplimiento de las promesas hechas anteriormente; por completar mas publicamente su esclavitud; y por ostentar que ofrecia libertad; pero esta era ilusoria, y debia desvanecerse quando se descendiese à los detalles à que la representacion americana debería someterse (2).

La provincia de Caracas hubiera mancillado cobardemente el carácter español que

(1) Manifiesto de la Junta en la isla de Leon en 29 de enero de 1810.

(2) El consejo de Regencia à los Americanos.

desea vivamente conservar, si hubiera sometido por mas tiempo la suerte del estado al capricho arbitrario de los representantes de una nueva oligarquía, cuyo origen no solo es defectuoso sino que habiendo sido formado sin consentimiento de Caracas, es incapaz de salvar la España, y de administrar justicia à los habitantes de esta provincia, contra la soberania despótica que se han arrogado los gobernadores de ella. Las leyes no tienen ya protector mas que à nosotros mismos, y la necesidad que alguna vez hay de refrenarlés es à nuestros ojos muy diferente de aquella necesidad en que el pueblo de Cadiz se hallaba de tolerar toda especie de gobierno.

La provincia de Caracas presentó al público en 19 de abril el quadro de su situación, y preguntó à los pueblos del continente Americano, que no habian renunciado su dignidad política, si creian merecer la estimación de sus contemporáneos, y el reconocimiento de la posteridad, sometiendo ciegamente à los que usurpaban el poder soberano, sin consentimiento de la América, reconocida como parte integrante del imperio que queria obtener por fuerza una sumision servil à la sombra del poder à que habian acostum-

brado obedecer, y prometiendo ventajas muy superiores à sus facultades.

Nota. Traducccion de la copia impresa en el Monitor de 18 de septiembre de 1810. Se pone aqui este papel para hacer ver el concepto que se formó en América sobre la legitimidad de la Junta Central, del consejo de Regencia, y de las cortes de Cadiz. Si los que habian seguido en el principio aquel partido llegaron à conocer la ilegitimidad y el desorden de semejante gobierno, en cuya consecuencia se separaron para siempre. ¿Que podrian hacer los españoles residentes en la peninsula, que veian de cerca eso mismo, y mucho mas sobre la anarquia prevaleciente? ¿Habiendo prometido obediencia y fidelidad con juramento à la Constitucion de Bayona, y rey Josef, baxo cuyo gobierno todo iba regular, podrian abandonar éste sin ser reos, y cómplices de aquel desorden, y de los crímenes de la anarquia?

NUMERO CVIII.

Exposicion ministerial de la conducta de los ingleses en España y Portugal, publicada en Paris à 13 de septiembre de 1810.

Primera época: El general Moore con veinte y cinco mil hombres de buenas tropas, no hizo cosa alguna en favor de los españoles en el mes de noviembre de 1808. La España tenía sin embargo, trescientos mil hombres con las armas en la mano, y todas sus tropas de línea.

El cuartel general francés estaba en Vitoria. Bilbao se hallaba ocupado por el ejército español de Galicia, compuesto de mas de ochenta mil hombres. El de Extremadura con treinta mil, poséla à Burgos. Noventa mil mandados por Castaños, à Tudela de Navarra. Todo esto era independiente de los ejércitos que defendian los pasos de Somosierra, y de Guadarrama, sin que tratemos de lo que habia en Cataluña.

El general Moore, habiendo llegado à Salamanca en septiembre, permaneció en inaccion espectador ocioso de la destruccion de los ejércitos españoles de primera línea en

las batallas de Espinosa, Burgos, y Tudela. El ejército francés avanza hasta Valladolid y Aranda de Duero, el general inglés prosigue imperturbable, dejando forzar el paso de Somosierra, y tomar á Madrid sin dar un paso.

Ocho dias despues que supo que Madrid estaba tomado, que los ejércitos españoles se hallaban destruidos y que sus reliquias se retiraban á Andalucia, el general Moore salió de Salamanca, é hizo movimientos, como quien amenaza al cuerpo del ejército del duque de Dalmacia; pero bien pronto conociendo el peligro en que se habia metido se retira precipitado, y embarca en la Coruña bergonzosamente los pocos hombres que le habian quedado, despues de haber abandonado su artilleria, trenes, municiones y hospitales. Se podia creer no haber venido á España sino para tomar testimonio de la destruccion de los ejércitos españoles de primera y segunda linea.

Si el general Moore hubiese acudido á Espinosa para sostener al general Blake, ó á Burgos para auxiliar al ejército de Extremadura, ó á Tudela para apoyar á Castaños vencedor ó vencido, hubiera cumplido sus obligaciones de amigo, ó de aliado.

Si después hubiese ido à Somosierra ó Guadarrama; cubierto à Madrid, y dado tiempo de organizar la defensa de la capital, hubiera reunido los despojos de los ejércitos españoles, y venciendo, ó siendo vencido, hubiera tentado à la fortuna con honor; los insurgentes deberían estar reconocidos à los ingleses, y no tendrían el justo motivo que tienen para vivir quejosos de ellos.

Pero es una fatalidad inherente à los ejércitos ingleses, pues ellos no son útiles à sus aliados para nada. El general Moore no fue mas útil entonces à la causa española, que lo había sido à la de Suecia quando vió tomar en presencia suya las islas de Aland, Swea-berg, y toda la Finlandia. El había asistido à la ruina de los ejércitos Suecos, y vino à España para presenciàr la de los españoles. He aquí lo que la posteridad contará de esta grande expedición inglesa.

Segunda época: La guerra de la quinta coalición se enciende en el continente. Este momento parecía favorable para hacer la guerra de España con actividad: El gabinete frances lo previó tanto, que por eso se atrevió à presentarse en la otra guerra sin sacar de España hombres algunos, excepto la guardia imperial. Esto destruyó la esperanza de

los ingleses; pero sin embargo si habia de haber tiempo en que pudiesen esperar ventajas no podia ser otro que aquel.

Lord Welington vino á Lisboa. El duque de Dalmacia, que podia salirle al encuentro conoció la imposibilidad de luchar con diez y seis mil franceses contra veinte y quatro mil ingleses, contra la insurreccion portuguesa, y contra las vandas esparcidas de la española, pues los exércitos franceses estaban en España aislados sin direccion, y no aprovechaban las ventajas de su disciplina y experiencia, ni se socorrian unos á otros, permaneciendo enniaccion.

El portugal fue evacuado sin batalla ni combate. Habia desproporcion excesiva en el número de fuerzas. La Europa esperaba que los ingleses se presentarian con honor, y de una manera imponente al teatro de la guerra continental. Que treinta, ó treinta y cinco mil hombres enviados desde inglaterra se juntarian con los veinte y cinco mil de Welington, y formarian un exército de cincuenta, ó sesenta mil hombres que se suponía poder presentar la Inglaterra en batalla; los que reunidos á las reliquias de los exércitos portugueses, y á los insurgentes españoles, sostenidos por el oro de México, ó del

Peru formarian una masa de fuerzas formidables.

Los ingleses, fieles á su sistema, no enviaron refuerzos á Lord Welington, quien despues de mas operaciones emprendidas con la mayor ligereza sin cálculo, y con perfecta ignorancia de las fuerzas de su enemigo evitó como por milagro su entera destruccion despues de la batalla de Talavera, perdiendo sus hospitales, y regresando á Lisboa para reorganizar su ejército; y habiendo visto destruir la mitad del ejército español que habia combatido en su compañía, evacuó la España precipitadamente con tan poca reflexion como habia entrado.

Durante este tiempo otros treinta mil ingleses vinieron á perecer en los lodos de Walcheron. Asi es que en esta segunda época de la guerra de España los ingleses evitaron constantemente todo lo que podia comprometerles, y solo hicieron lo necesario para conmover los pueblos, y fomentar la guerra civil. Si se comprometieron una vez, solo fue por ligereza y vergonzosa ignorancia de la guerra terrestre.

Poco tiempo despues fueron ocupadas Sevilla, y todas las Andalucias: la Junta Central, aliada tan querida del rey de Inglaterra

fue arrojada à la fortaleza de Cádiz, sin que ese terrible general Welington hiciese movimiento alguno para socorrer las Andalucías, ni aun para hacer una diversion en favor de Sevilla, última esperanza de la insurreccion.

Tercera época: En esta tercera época de la guerra de España, estaba tranquilo el continente por la paz de Viena. Todos los hombres sensatos y amigos de la humanidad esperaban, que no habiendo sabido la Inglaterra aprovecharse de la guerra de la quinta coalicion por haber conocido mal la posicion de los negocios, y enviado treinta mil hombres à morir en los lodazales de Walcheron, en lugar de destinarlos à la España para la expulsion de los franceses, conoceria por fin, que su interes bien entendido estaba en retirarse del teatro, y en dejar de ser por mas tiempo culpable del derramamiento de sangre que causaba, y de los horrores que cometia; y que se inclinaria à conservar la integridad de la España por medio de alguna negociacion, pues ella interesaba mucho en esta integridad.

Por desgracia entró à ser ministro entonces Lord Wellesley. Este hombre ignorando los negocios de la Europa, y no juzgándolos

sino por los principios de la política que habia practicado en la india con los Navates, hizo al rey de Inglaterra formar empeño de sostener à los insurgentes de España, y de reconocerles, y de hacer lo que el general Moore no habia podido en la epoca de la fuerza y mayor poder de la insurreccion, y lo que el Lord Welington tampoco habia logrado quando los exércitos franceses estaban en Viena, y en Ungria.

Se creyó à lo menos que la Inglaterra haria grandes esfuerzos; que tendria en Portugal un exército considerable, y que apoyándose sobre las plazas de Ciudad Rodrigo y de Almeida, y que aprovechando las circunstancias en que los franceses se hallaban por los dos sitios, les daria una batalla; pero sucedió todo lo contrario. El exército ingles solo recibió débiles refuerzos, y se contentó con publicar jactancias y bravatas en lugar de acciones militares.

Ciudad Rodrigo fue sitiada: el marques de la Romana, y los coroneles españoles, corriendo desde la Extremadura, se postraron à los pies del Lord Welington con las lágrimas en los ojos, y le conjuraron para que socorriese à la valerosa guarnicion española de Ciudad Rodrigo, donde se hallaban cer-

cados ocho mil hombres escogidos. Lord Welington que habia hecho mil promesas al tiempo de entrar en la plaza estas tropas, se retractó al tiempo critico de obrar, y puesto en el último apuro mostró en consejo pleno una carta del rey de Inglaterra, que le prohibia aventurar accion alguna. La plaza de Ciudad Rodrigo fue tomada por los franceses; y los ocho mil españoles escogidos quedaron prisioneros.

Al recibir esta noticia dixeron los ingleses que no seria lo mismo en la plaza de Almeida, y persuadieron à los portugueses que se cerrasen en ella. Estos decian que todo era inutil teniendo los franceses equipage de sitios. Si vosotros (proseguian diciendo) no quereis dar batalla, haced minar la plaza: y si la quereis socorrer ¿por que no habeis dado exemplo de ello en Ciudad Rodrigo? El caso es diferente respondia el Lord Welington: Yo tenia ordenes contrarias en lo respectivo à España, pero no las tengo para lo de Portugal. Por otra parte yo no podia formar empeño en las llanuras de Ciudad Rodrigo, contra una caballeria cinco veces mas numerosa, mejor y mas diestra en las evoluciones que la mia. Almeida es un pais cortado por montañas: quando la plaza esté sitiada, y los fran-

ceses cansados de hacer el sitio, yo lo haré levantar.

La guarnicion consintió, se cerró en la plaza. El general Cranford destruyó los regimientos de su division por una maniobra sumamente necia. Se abrió una zanja delante de Almeida: los ingleses veían el fuego desde su campo: los portugueses acudieron al Lord Welington, y le pidieron el cumplimiento de sus promesas para librar á sus compatriotas; y el respondió: Yo no puedo nada: Tengo órdenes contrarias; y Almeida fue tomada pocos dias despues.

Dicese que un general portugues dixo entonces al general Welington: si no podeis defendernos ¿Por qué nos excitais á la resistencia, y á cubrir de ruinas y de sangre nuestra infeliz pátria? Si teneis fuerzas, dad una batalla: sino las teneis, y no podeis hacer que se os envíen refuerzos considerables, retiraos y dejadnos en disposicion de que nos compongamos con los vencedores. La respuesta del Lord Welington fue mandar la retirada, y disponer por una barbarie desconocida entre las naciones civilizadas, que los molinos, las casas de campo, y otros edificios fuesen arrasados, y los campos quemados; de modo que un vasto desierto de

muchas marchas separase del ejército frances al ingles. Esta conducta es atroz, y sin exemplo en los anales modernos, de manera que solamente lo hacen así los turcos, y los tártaros.

Si las potencias europeas adoptasen estos principios, todo seria devastado en el continente: las provincias de Prusia, y de Austria serian desiertos: las llamas y la devastacion hubieran dado fin à todo. Los franceses, prusianos, austriacos y rusos no han hecho jamas tales atrocidades en paises enemigos. ¿Serà posible disculpar al general que en un pais amigo de que se llama protector, y que debe serle tan sagrado como el suyo propio, abrasa, destruye y arrasa todo el territorio que no puede conservar?

Pues tal ha sido la conducta de una nacion para la qual nada hay sagrado, y cuya ferocidad se hace sentir en todas partes mientras ella exerce su poder. Así es que los ingleses han hecho perecer en la india millares de Indios; han despojado pérfidamente à los principes de ella; les han quitado la vida con veneno, y se han apoderado de sus propiedades particulares.

Véase la diferencia de carácter que hay entre la Francia y Inglaterra. Donde la Fran-

cia tiene poder preponderante, prevalecen los sentimientos nobles y generosos. En las provincias en que dominan los franceses se respetan las fortunas y posesiones particulares. Los almacenes de mercaderías quedan salvos en poder de sus propietarios. Los franceses no hacen guerra sino à los dominios del soberano: Las tiendas, las ferias, y los mercados estan abiertas como en tiempo de plena paz. Si la Inglaterra tuviera en el continente la influencia de la Francia, confiscaria las mercaderías y propiedades de los particulares; retrocederia à los tiempos antiguos de la barbárie, esclavizaria la población, se llevaria las familias, y las encadenaria en sus navios.

Quando la Francia llegue à dominar en los mares, sus leyes darán testimonio de la generosidad de su carácter. La liberalidad de principios será en los mares la misma que exerce en el continente. Los mercaderes no serán hechos prisioneros sino estan armados: Todo barco será cubierto por su pavellon.

Concluimos pues, que los ingleses pudieron en la primera expedicion ser útiles à los españoles; pero que no lo fueron por causa de su ignorancia y de egoismo: Que en la segunda se condugeron sin saber con quien

trataban, y abandonaron inexóramente á sus aliados al ver la seria lucha en que se habian empenado: Que en la tercera siguieron iguales principios, no haciendo otra cosa que acreditarse con liveles y calumnias, propagando en la península el veneno, y atizando el fuego de la discordia y de la guerra civil: En fin, que no respetan de modo alguno el derecho de gentes: Que nada es sagrado para ellos: Que si fueran en su continente tan poderosos como ignorantes, y tuviesen una sombra del poder de la Francia, el continente seria tan esclavo cargado de cadenas como lo es el pueblo de la India. El derecho de gentes y la liberalidad del código continental son debidos á la Francia, pero la barbarie del marítimo, á la influencia de la Inglaterra.

Nota. Traduccion de la copia publicada en el Monitor del 14 de septiembre de 1810, y se pone aqui para que se conozca el estado de la guerra de España, y las esperanzas que el partido de los insurgentes podia formar entonces, y es ciertísimo que lo mismo puede asegurarse por lo respectivo al año 1811, y los meses del 12 que precedieron á la batalla de Salamanca, cuya victoria inglesa, hija del acaso, y de circunstancias particu-

lares que no pertenecen à esta obra , formó época para mudarse la opinion pública en quanto al éxito final de la suerte de España.

NUMERO CIX.

Exposicion del ministro de relaciones extrangeras de Francia al emperador en 8 de diciembre de 1810.

Señor: V. M. ha elevado la Francia al mas alto grado de grandeza. Las victorias conseguidas contra cinco coaliciones subcesivas, fomentadas todas por la Inglaterra, han producido estos resultados, y se puede decir que à la Inglaterra misma debemos la gloria y el poder del grande imperio.

En todas las ocasiones V. M. ofreció la paz, porque sin examinar si seria ó no mas ventajosa que la guerra, no pensabais, señor, sino en la felicidad de la generacion presente, mostrándoos preparado siempre à sacrificar en favor de la paz las novedades mas favorables que pudiesen sobrevenir.

Esta es la razon de haber concluido primero la paz de Campo-fortmo, la de Lune-

ville, y la de Amiens, y posteriormente la de Presbourg, de Tilsit, y de Viena. Este es el motivo de haber sacrificado V. M. cinco veces en las indicadas paces la mayor parte de sus conquistas. V. M. mas celoso de ilustrar su reinado por medio de la felicidad pública que de extender la dominacion de su imperio, ponía límites á su grandeza, al mismo tiempo que la inglaterra encendiendo continuamente las antorchas de la guerra, parecia conspirar contra sus aliados, y aun contra ella misma para formar un imperio mayor que quantos han existido de veinte siglos á esta parte.

Al tiempo de la paz de 1785 el poder de la Francia se consideraba fuerte con el pacto de familias que unía con estrechos lazos á su propia política las monarquías de España y de Nápoles.

En la época de la paz de Amiens tres grandes potencias habian aumentado sus respectivas fuerzas con doce millones de habitantes de la Polonia. Las casas reynantes de Francia y España eran esencialmente enemigas entre sí, y los pueblos de éstos dos estados tenian una oposicion de costumbres mayor que en tiempos algunos. Una de las grandes potencias continentales habia perdido fuerzas

por la reunion de la Bélgica à la Francia ; pero la pérdida fue menor que lo que habia adquirido por la posesion de Venecia : y su poder creció todavía por las secularizaciones del cuerpo Germánico. Asi es que la Francia, despues del tratado de Amiens tenia menos fuerzas que al tiempo de la paz de 1785 , si se miran comparativamente ; y eran sumamente inferiores à las que tenia derecho de pretender por las victorias conseguidas en las guerras de las dos primeras coaliciones.

Sin embargo , apenas se concluyó el tratado de Amiens , comenzó la Inglaterra à manifestar grandes zelos. Le alarmaron la riqueza y la prosperidad de la Francia que cada dia iba en aumento , y formó esperanzas de que una tercera coalicion arrancaria de vuestra corona la Bélgica , las provincias del Rin , y la Italia. La paz de Amiens fue violada : se formó tercera coalición ; pero tres meses despues se disolvió por el tratado de Presbourg. La Inglaterra vió perdidas todas sus esperanzas. Venecia, la Dalmacia , la Istria , todas las costas del Adriático , y las del reyno de Nápoles pasan al dominio de Francia. El cuerpo Germánico establecido sobre principios contrarios à los que han servido de base al imperio frances , dejó de existir ; y el sistema

de la confederacion del Rin, convirtió en aliados intimos y necesarios à los mismos pueblos que habian militado en las dos primeras coaliciones contra la Francia à la qual se unieron indisolublemente por ultrages comunes.

La paz de Amiens fue entonces en Inglaterra el objeto de los pesares de todos los hombres de estado. Las nuevas adquisiciones de la Francia que ya no se esperaba disminuir, hicieron mas sensible la falta que se habia cometido, y demostraron toda la extension de sus malas consecuencias.

Un hombre ilustrado que habia venido à Paris, conocido à V. M., y el estado de la Francia en el corto intervalo de la paz de Amiens fue elevado al ministerio principal de Inglaterra. Este grande hombre comprendió bien la situacion de los dos países, y vió que no era ya posible hacer que la Francia retrogradase, y que la verdadera política consistia en detener el curso de sus ventajas. Conoció que la question antigua habia dejado de existir pos las victorias conseguidas contra la tercera coalicion; que no se debía pensar ya en disputar à la Francia la posicion de lo adquirido, sino en evitar por medio de una paz pronta los nuevos engrandecimientos que la continuacion de la guerra produ-

ciria inevitablemente. Este ministro no dis-
simulaba ventajas algunas de las que la Fran-
cia habia conseguido por la falsa política de
la Inglaterra, y solo fijaba su consideracion
sobre las que podia en adelante aumentar.
Creia que la Inglaterra ganaria mucho con-
solo conseguir que ninguna de las potencias
continentales prosiguiese perdiendo. El ob-
jeto de su política era desarmar la Francia,
y formar una confederacion del norte de
Alemania, en oposicion à la del Rin. Pre-
veia que la Prusia no podia conservar su
existencia sino por medio de la paz; y que de
la suerte de esta potencia dependia el siste-
ma de la Saxonia, de Hese, del Hanover,
de las embocaduras de los rios Ems, Jada,
Weser, Elva, Oder y Vistula; necesarias ab-
solutamente al comercio ingles. Fox, como
hombre grande no se entregó à pesares inú-
tiles de la infraccion del tratado de Amiens,
y de las pérdidas que ya eran irreparables.
Su intencion principal era precaver otras mas
grandes, y con esta idea envió à Paris al
Lord Lauderdale.

Las negociaciones se entablaron, y todo
anunciaba el exito mas feliz, quando hubo
la desgracia de morir Fox. Desde entonces
las negociaciones comenzaron à ser lángui-

das. Los ministros no estaban bastante ilustrados , ni tenían la sangre fría que convenia para conocer la necesidad de la paz. La Rusia , dejándose llevar del espíritu que la Inglaterra inspiraba en toda la Europa , puso sus tropas en marcha. La guardia imperial tuvo orden de partir. Lord Lauderdale pareció rezeloso de las consecuencias de los nuevos acontecimientos que se preparaban. Estando para firmar el tratado quiso que se comprendiera en él à la Prusia , y que se reconociese la confederacion del Norte de Alemania. V. M. consintió en ello por el espíritu de moderacion de que ha dado à la Europa tan frecuentes exemplos. La partida de la guardia imperial fue suspendida por algunos dias. Lord Lauderdale dudó entonces sobre lo que deberia hacer : despachó un correo à su Corte , y ésta le dió orden de retirarse.

Pocos dias despues ya no existia la Prusia como potencia preponderante. La posteridad designará esta época como una de las mas decisivas de la historia de Inglaterra y Francia. El tratado de Tilsit dió fin à la quarta coalicion.

- Dos grandes soberanos, que antes habian sido enemigos se reunieron para ofrecer la

paz à la Inglaterra; pero esta potencia que à pesar de todas sus previsiones no habia podido determinarse à firmar condiciones que dejaban la Francia en posicion mas ventajosa que la deribada del tratado de Amiens, no quiso admitir negociaciones, cuyo inevitable resultado deberia poner à la Francia en otra posicion aun mas ventajosa. Hemos reusado (se decia en Inglaterra) un tratado que conservaba independiente de la Francia todo el Norte de Alemania, la Rusia, la Saxonia, el Hesse, el Hannover, y que garantia todas las embocaduras de los rios de nuestro comercio ¿ Como podriamos consentir hoy una paz con el emperador de los franceses, quando acaba de extender la confederacion del Rin hasta el Norte de Alemania, y de crear un trono frances à las orillas del Elva, quando en tales circunstancias qualesquiera que fuesen las estipulaciones se quedarian siempre baxo la influencia francesa el Hannover y todas las desembocaduras del Norte, que son las principales arterias de nuestro comercio ?

Los hombres que consideraban à sangre fria el estado de la Inglaterra decian: dos coaliciones, cada una de las quales debia durar

diez años, han sido vencidas en pocos meses.

Las nuevas ventajas adquiridas por la Francia son consecuencias de estos sucesos ; y la Inglaterra no puede ya oponerse à ellas. No hubiera sido necesario violar el tratado de Amiens. Hubiera sido mas útil adaptar la política de Fox. Aprovechemos hoy por lo menos las lecciones de la experiencia, y evitemos una tercera falta. En lugar de atender à lo ya sucedido, consideremos lo futuro: la península esta todavia entera, y dirigida por gobiernos enemigos ocultos de la Francia. Hasta hoy la devilidad de los ministros españoles, y los sentimientos personales del viejo monarca han conservado à la España en el sistema de la Francia. Un reynado nuevo desenvolverá los gérmenes del odio entre las dos naciones. El pacto de familias ha sido aniquilado, y una de las ventajas que la revolucion ha procurado à la Inglaterra, es esta. La Holanda, aunque gobernada por un principe frances goza de su independencia. Su interes la dicta ser mediadora entre nuestro comercio, y el continente, y favorecernos para participar de nuestras ventajas : Y sobre tales supuestos si la guerra continúa ¿No deberemos recelar que la Francia establezca su in-

fluxo sobre la península, y sobre las aduanas de Holanda?

Tal era el language de los hombres que sabian penetrar los secretos de lo por venir. Vieron con dolor reusar la paz propuesta por la Rusia. No dudaron que la Inglaterra perderia pronto todos los puertos del continente, y que se estableceria en España, y en Holanda un nuevo orden de cosas que hubiera convenido evitar.

Durante todas estas ocurrencias la Inglaterra exigió de la casa de Braganza que abandonase la península, y se refugiase al Brasil. Los partidarios del ministerio ingles sembraron la discordia entre los principes de la casa real de España. La dinastia entonces reinante fue alejada del trono para siempre; y en consecuencia de las disposiciones tomadas en Bayona fue llamado para gobernar á la España un nuevo soberano, cuyo poder y origen era comun á la Francia.

La entrevista de Elfurt dió lugar á nuevas proposiciones de paz: Tambien fueron desechadas: El espiritu mismo que habia hecho romper las negociaciones del Lord Lauderdale dirigia los negocios de Inglaterra.

Se publicó la quinta coalicion, y los nue-

vos acontecimientos produjeron todavía nuevas ventajas à la Francia. Los únicos puertos en que la Inglaterra conservaba comunicaciones con el continente pasaron al poder de V. M., con las provincias Ilíricas por el tratado de Viena, y los aliados del imperio vieron crecer su poder.

Los decretos del consejo Británico habían trastornado las leyes del comercio del mundo. La Inglaterra, cuya existencia pende toda entera del comercio, echaba de esta manera el desorden en el comercio de las naciones. Había quebrantado ya todos los privilegios de ellas, y los decretos de Berlín, y de Milan destruyeron estas novedades monstruosas.

La Holanda se halla en una posición difícil : su gobierno no tenía energía : sus aduanas ofrecían poca seguridad para que éste centro del comercio del continente perseverase mas largo tiempo separado de la Francia. V. M. por el interés de sus pueblos, y por asegurar la execucion del sistema contrario à las tiranías de Inglaterra, se vió forzado à mudar la suerte de la Holanda. Sin embargo V. M. constante en su sistema, y en su deseo de la paz, hizo entender à la Inglaterra que no podría su gabinete salvar la independen-

cia de la Holanda sino revocando los decretos de su consejo, ú adoptando medios de una paz.

Los ministros de una nacion comerciante trataron con ligereza la negociacion de un interes tan grande para su comercio. Dixeron que la Inglaterra no podia nada relativamente à la suerte de la Holanda. En las ilusiones de su orgullo desconocieron los motivos de la solicitud. Fingieron ver en ella una confesion de la eficacia de los decretos del consejo Británico, y la Holanda fue reunida. Supuesto, señor, que lo quisieron ellos, yo creo ahora útil consolidar esta reunion por medio de las formas constitucionales de un senado consulto, y asi lo propongo à vuestra magestad.

La reunion de las ciudades Anseáticas, las del Lademburgo, y la de todas las costas desde el Elba hasta el Ems, está mandada por las circunstancias. Todo este territorio se halla dominado por V. M.

Los inmensos almacenes de Hidigolan amenazaban descargarse en el continente, si el comercio ingles quedaba abierto en un solo punto de las costas del mar del norte, y sinó se le cerraban para siempre las bocas del Jado, del Weser y del Elba.

Los decretos del consejo Británico han destruido totalmente los privilegios de la navegación de los neutrales ; y V. M. no puede proveer sus arsenales , ni tener camino seguro para el comercio con el norte sino por medio de una navegación interior. La reparación y el engrandecimiento del canal que hay entre Hamburgo y Lubek, y la construcción de un canal nuevo que junte al Elba con el Weser ; y à éste con el Ems , cuyas obras no exigen sino trabajos de quatro à cinco años , y gastos de quince à veinte millones en un país en que la naturaleza no ofrece obstáculos abrirán à los comerciantes franceses un camino mercantil , económico , fácil , y exento de todo riesgo. Vuestro imperio podrá comerciar en todos tiempos con el mar Báltico , enviar al norte los productos del suelo , y manufacturas de Francia , y traer à ella las producciones necesarias para la marina imperial.

Los pavellones de Hamburgo , de Brema , y de Lubek , que andan hoy errantes por los mares , y están desnacionalizados por el decreto del consejo Británico , participarán de la suerte del pavellon frances , y concurrirán con el al restablecimiento de la libertad de los mares.

La paz ha de llegar por fin ; pues tarde ò temprano los grandes intereses de los pueblos , de la justicia y de la humanidad vencen à las pasiones y al odio ; pero la experiencia de sesenta años nos ha enseñado que la paz con Inglaterra no puede jamas dar al comercio seguridad que no sea engañosa.

En 1756, en febrero de 1793, en 1801 por lo respectivo à España , como en mayo de 1803 violando el tratado de Amiens, la Inglaterra comenzó sus hostilidades antes de declarar guerra. Varias embarcaciones que nayegaban en fe de la paz, fueron sorprendidas ; el comercio fue saqueado ; los ciudadanos pacíficos perdieron su libertad ; y los puertos de la Inglaterra se llenaron de vergonzosos rofeos.

Si semejantes exemplos volviesen à repetirse, los viajeros y negociantes ingleses, sus propiedades y personas conducidas à nuestros puertos desde el mar Báltico hasta el golfo Adriático responderian de tales atentados ; y si el gobierno ingles por hacer al pueblo de Londres olvidar la injusticia de la guerra le diese todavia el espectáculo de las presas hechas con desprecio del derecho de las naciones , se veria precisado à mos-

trarle tambien el de las pérdidas originadas de su conducta.

Por lo mismo señor, mientras tanto que la Inglaterra persista en llevar adelante los decretos de su consejo, persistirá V. M. en los suyos. Pondrá al continente en estado de bloqueo en contradiccion del que la Inglaterra hace à las costas; y opondrá V. M. contra el pillage que hace aquella potencia en los mares la confiscacion de las mercaderías inglesas en el continente.

Considero como obligacion mia decirlo así: V. M. no puede esperar ya atraer à sus enemigos à ideas mas moderadas sino perseverando en el sistema indicado. Con él la Inglaterra debe venir à tan mal estado que reconozca sin remedio por fin quan incompatible es violar los derechos de las naciones neutrales en el mar, y reclamar al mismo tiempo su proteccion en el continente. Reconocerà que el único origen de sus desgracias està en los decretos de su consejo; y que el engrandecimiento de la Francia, objeto permanente de sus zelos, y de su despecho es debido à las ciegas pasiones de los que violando el tratado de Amiens, rompiendo la negociacion de Paris, desechando las proposiciones de Tilsit, y de Eufurt, y desdeñando las pro-

puestas hechas antes de la union de la Holanda dieron el último golpe á su comercio y á su poder, y conduxeron vuestro imperio al cumplimiento de sus altos destinos.

Soy, señor, con respeto muy fiel, y muy adicto servidor y subdito de V. M. I. y R.—
Champagni, duque de Cadora.— Paris 8 de diciembre de 1810.

Nota. Traduccion de la copia impresa en el Monitor de 15 de diciembre de 1810.

NUMERO CX.

Carta del emperador Napoleon à Fernando VII en 12 de noviembre de 1813.

Primo mio : las circunstancias actuales en que se halla mi imperio, y mi politica, me hacen desear acabar de una vez con los negocios de España. La Inglaterra fomenta en ella la anarquia y el Jacobinismo, y procura aniquilar la monarquia, y destruir la nobleza para establecer una república. No puedo menos de sentir en sumo grado la des-

truccion de una nacion tan vecina à mis es-
tados, y con la que tengo tantos intereses
marítimos comunes.

Deseo, pues, quitar à la influencia inglesa
qualquier pretexto, y establecer los vinculos
de amistad y de buenos vecinos que tanto
tiempo han existido entre las dos naciones.

Envio à V. A. R. al conde de la Forest con
un nombre fingido; y puede V. A. dar asen-
so à todo lo que le diga. Deseo que V. A. esté
persuadido de los sentimientos de amor y es-
timacion que le profeso.

No teniendo mas fin ésta carta, ruego à
Dios guarde à V. A., primo mio, muchos años.
Saint-Cloud 12 de noviembre de 1813—
Vuestro primo— *Napoleon.*

Nota. Copia de la carta impresa por Es-
coiquiz en su obra de la *Idea sencilla.*

NUMERO CXI.

Carta de Fernando VII al emperador Napoleón en 21 de noviembre de 1813.

Señor : el conde de Laforest me ha entregado la carta que V. M. I. me ha hecho la honra de escribirme, fecha 12 del corriente: è igualmente estoy muy reconocido à la honra que V. M. I. me hace de querer tratar conmigo para obtener el fin que desea, de poner un término à los negocios de España.

V. M. I. dice en su carta *que la Inglaterra fomenta en ella la anarquia, el Jacobinismo, y procura aniquilar la monarquia española. No puedo menos de sentir en sumo grado la destruccion de una nacion tan vecina à mis estados, y con la que tengo tantos intereses maritimos comunes. Deseo quitar* (prosigue V. M.) *à la influencia inglesa qualquier pretexto, y restablecer los vinculos de amistad, y de buenos vecinos, que tanto tiempo han existido entre las dos naciones.*

A estas proposiciones, señor, respondo lo mismo que à las que me ha hecho de palabra de parte de V. M. I. y R. el señor conde de Laforest; que yo estoy pronto, baxo

la proteccion de V. M. I., y que siempre he profesado el mismo amor y respeto, de lo que tiene tantas pruebas V. M. I.; pero no puedo hacer ni tratar nada sin el consentimiento de la nacion española, y por consiguiente de la Junta. V. M. I. me ha traído á Valencey; y si quiere colocarme de nuevo en el trono de España, puede V. M. I. haberlo, pues tiene medios para tratar con la Junta, que yo no tengo; ó si V. M. I. quiere absolutamente tratar conmigo (y no teniendo yo aqui en Francia ninguno de mi confianza) necesito que vengan aqui, con anuencia de V. M. I. diputados de la Junta para enterarme de los negocios de España; ver los medios de hacerla verdaderamente feliz, y para que sea válido en España todo lo que yo trate con V. M. I. y R. (1).

Si la politica de V. M., y las circunstancias actuales de su imperio no le permiten conformarse con estas condiciones; entonces quedaré quieto, y muy gustoso en Valencey, donde he pasado ya cinco años y medio, y donde permaneceré toda mi vida, si Dios lo dispone así.

(1) A causa, como he dicho en mi nota anterior, de ignorar todo lo que pasaba en España.

Siento mucho, señor hablar de éste modo à V. M.; pero mi conciencia me obliga à ello. Tanto interés tengo por los ingleses, como por los franceses; pero sin embargo, debo preferir à todo los intereses y felicidad de mi nacion. Espero que V. M. I. y R. no verá en esto mismo mas que una nueva prueba de mi ingenua sinceridad, y del amor y cariño que tengo à V. M. *Si prometiese yo algo à V. M., y que despues estuviese obligado à hacer todo lo contrario ¿que pensaria V. M. de mi? Diria que era un inconstante, y se burlaria de mi, y ademas me deshonoraria para con toda la Europa.*

Estoy muy satisfecho, señor, del señor conde Laforest, que ha manifestado mucho zelo y ahinco por los intereses de V. M., y ha tenido muchas consideraciones para conmigo.

Mi hermano y mi tio me encargan les ponga á la disposicion de V. M. I. y R.

Pido, señor, à Dios conserve à V. M. muchos años. — Valencey 21 de noviembre de 1813. — *Fernando.*

Nota. Esta carta manifiesta un tono bien diferente al de todas las escritas en tiempos anteriores. La gestion del emperador, con-

vinada con lo que las gacetas permitian discurrir, pudieron poner à Fernando en estado de conocer que Napoleon no era yá tan formidable como antes. Pero para el objeto de las presentes *Memorias* basta saber que Fernando VII conociera que *se le deshonraria en toda la Europa*, sino cumpliese lo que prometiera.

NUMERO CXII.

Tratado entre el emperador Napoleon y el rey Fernando VII en 11 de diciembre de 1813.

Napoleon, emperador de los franceses, rey de Italia, protector de la confederacion del Rin, mediador de la confederacion Suiza, etc. A todos los que las presentes vieren salud. Deseando hacer que cesen las hostilidades, y concurrir al restablecimiento de una paz sólida y durable entre la Francia y la España, y teniendo entera confianza en la fidelidad del conde de la Forest, individuo de nuestro consejo de Estado, gran oficial de la legion de honor, ect. le damos poder pleno y

absoluto, comision y mandamiento especial para conferenciar, acordar, concluir y firmar con el plenipotenciario que à este fin nombráre S. A. R el príncipe de Asturias, y conforme á las instrucciones que se le han dado los tratados, artículos, convenciones y demas que juzgare à proposito; y prometemos cumplir y executar puntualmente todo lo que nuestro plenipotenciario prometa y firme en virtud del presente poder, y hacer expedir las letras de ratificacion en forma para que sean cangeadas en el término que se acordáre. En fe de lo qual damos las presentes, firmadas, refrendadas y selladas con nuestro sello. Palacio de las Tullerías à 1.º de diciembre de 1813. — *Napoleon*. Por el emperador el ministro de Relaciones Exteriores, *Caulincour, duque de Vienza*.

Duque de San Carlos primo: deseando hacer cesar las hostilidades, y concurrir al establecimiento de una paz sólida y durable entre la España y la Francia, y en consecuencia de las proposiciones de paz que se me han hecho por el emperador de los franceses rey de Italia, teniendo entera confianza en vuestra fidelidad os doy poder pleno y absoluto, y encargo expreso de tratar en nuestro nombre, concluir y firmar con el

plenipotenciario nombrado à este efecto por el emperador de los franceses, rey de Italia, los tratados, artículos, convenciones, y demas que juzgareis conveniente; y prometemos cumplir y executar puntualmente todo lo que en concepto de plenipotenciario prometiéreis y firmáreis en virtud del presente poder, y hacer expedir las letras de ratificación en forma para que sean cangeadas en el término que se pactare. Valencey à 4 de diciembre de 1813. *Fernando*. Al duque de San Carlos.

S. M. C. y S. M. el emperador de los franceses, rey de Italia, protector de la confederacion del Rhin, mediador de la confederacion suiza, animados igualmente del deseo de que cesen las hostilidades, y queriendo hacer un tratado de paz definitivo entre las dos potencias, han nombrado plenipotenciarios para este efecto, à saber:

Su magestad D. Fernando à D. Josef Miguel de Carvajal, duque de San Carlos, conde del puerto, gran señor hereditario de los correos de Indias, grande de España de la primera clase, mayordomo mayor de S. M. C., teniente general de los reales exercitos, gentil-hombre de cámara con exercicio, gran cruz y comendador de dife-

rentes Ordènes, ect. y S. M. el emperador y rey el señor Antonio Renato, Carlos Mathurin, conde de la Forest, consejero de Estado, gran oficial de la legion de honor, gran cruz de la Orden imperial de la reunion, ect. Los quales despues de cangeados sus plenos poderes respectivos han convenido en los articulos siguientes.

Art. I.º Desde la ratificacion del presente tratado en adelante habrá paz y amistad entre S.M. el rey Fernando VII y sus sucesores, y S. M. el emperador y rey y los suyos.

II. Cesarán todas las hostilidades de tierra y mar entre las dos naciones desde el cange de las ratificaciones de este tratado en la tierra, y à los quince dias en los mares que bañan sus costas de Europa y Africa, en la parte de acá del equador; y à los quarenta en los países y mares de Africa y América; mas allá del equador; y à los tres meses en los países y mares situados al oriente del cabo de Buena Esperanza.

III. S. M. el emperador de los franceses, rey de Italia, reconoce à Fernando y à sus sucesores conforme al orden de suceder por las leyes fundamentales del estado, como reyes de España è Indias.

IV. S. M. el emperador y rey reconoce la

integridad del territorio de España, tal como existía antes de la actual guerra.

V. Las provincias y plazas, actualmente ocupadas por las tropas francesas serán entregadas à los gobernadores ò tropas españolas del rey en el estado que tuvieren al tiempo de su devolucion.

VI. S. M. el rey Fernando, promete por su parte conservar la integridad del territorio español, y de sus islas, plazas y presidios adyacentes, especialmente los de Mahon y Ceuta, y hacer que los gobernadores y exércitos británicos evacuen las provincias, plazas y territorios españoles que ocupen.

VII. Se concluirá una convencion militar entre un comisario frances y otro español para que se verifique al mismo tiempo la evacuacion de las provincias españolas por los franceses que por los ingleses.

VIII. S. M. C., y S. M. el emperador y rey prometen reciprocamente mantener la independendencia de sus derechos marítimos, conforme al tratado de Utrecht, y el estado que las demas naciones tuvieron hasta 1762.

IX. Todos los españoles que han reconocido al rey Josef, y servido empleos civiles, politicos y militares, ó seguidole personal-

mente volverán à gozar los honores, derechos y prerogativas de que gozaban. Se les restituirán los bienes de que se les hubiere privado. Los que quisieren permanecer fuera de España, tendrán el termino de dos años para vender sus bienes, y tomar las medidas necesarias à su nuevo establecimiento. Conservarán el derecho que tuvieren à sucesiones, y podrán gozar de sus bienes y disponer de ellos sin estar sujetos al derecho de *Aubaina*, disminucion, ú otro alguno.

X. Los franceses è italianos que tuvieren en España propiedades de bienes muebles, ó inmuebles, las conservarán en la forma que las gozaban antes de la guerra. Lo mismo será en Italia y Francia, con las propiedades de los españoles. Se nombrarán comisarios por una y otra parte para resolver las dudas contenciosas que ocurran entre franceses è italianos sobre intereses, bien estuvieren suscitadas antes de la guerra, bien hayan sobrevenido despues.

XI. Se hará de parte à parte restitucion de prisioneros, bien se hallen en depositos, bien en otra qualquiera parte, aun quando hayan tomado servicio, èxcepto aquellos que despues de la paz declaren ante un comisa-

rio de su nacion tener voluntad libre de proseguir sirviendo.

XII. Los prisioneros de la guarnicion de Pamplona, los de la Coruña, islas del mediterraneo, y otro qualquiera deposito que hayan sido entregados à los ingleses serán igualmente restituidos, bien se hallen en España, bien en América ó Inglaterra.

XIII. S. M. Fernando VII promete hacer pagar al rey Carlos IV, y à la reyna su esposa treinta millones de reales por año en plazos de quarta parte, de tres en tres meses. Si la reyna sobreviviere, se le darán por viudedad dos millones anuales de francos. Todos los españoles empleados en su servicio estan autorizados à residir fuera de España en qualquiera parte que sus magestades consideren conveniente.

XIV. Se celebrará un tratado de comercio entre las dos potencias, hasta cuyo tiempo estarán las relaciones mercantiles conforme se hallaban antes de la guerra en 1792.

XV. Las ratificaciones del presente tratado se cangearán en Paris en el término de un mes, ò antes si fuere posible. Hecho y firmado en Valencey à 11 de Diciembre de mil ochocientos trece. — El Duque de San Carlos. — El conde de la Forest.

Nosotros los infrascritos plenipotenciarios nombrados respectivamente para el efecto de negociar y firmar un tratado de paz entre la España y Francia formamos el presente registro de nuestra última conferencia tenida en el momento de firmar el tratado para que conste que nos hallamos de acuerdo en lo siguiente.

I.º Que el pleno poder dado al plenipotenciario Español, en forma de carta autografa, en defecto de cancilleria ha sido presentado con la reserva de substituir otro sellado al tiempo de cangear las ratificaciones si hubiere medios de extender otros poderes con las formalidades acostumbradas en España.

II.º Que si el término de treinta dias estipulado en el art. 15 del tratado para el cange de las ratificaciones se pasare por causa de algun impedimento real y verdadero, queda reservado el cangearlas en los 15 dias primeros siguientes, ó antes si fuere posible.

Hecho y firmado en Valencey, à 11 de diciembre de 1813. — *El duque de San Carlos, — El conde de la Forest.*

Nota. Traduccion de la copia impresa en frances en la obra francesa, traducida del español con el titulo de « *Ultimos esfuerzos de la politica de Napoleon.* »

Escoiquiz dijo que este tratado fue condicional, porque se habia otorgado baxo la condicion de que la Regencia de España lo ratificase, la que no llegó à verificarse; pero no es necesario gran talento para conocer que habiendo surtido efecto los articulos principales del tratado sin la ratificacion, por nuevo convenio posterior confesado por Escoiquiz, no solo no se disminuyó la obligacion del rey Fernando, sino que se aumentó por el hecho mismo que cita Escoiquiz de haberse propuesto al emperador fiarse de la honra de Fernando, y haber condescendido aquel à la propuesta. Con efecto, Fernando recobró el tronq en virtud de la confianza de Napoleon y de las promesas hechas por Fernando con palabra de honor. Los que han aconsejado faltar à su cumplimiento, no aman como deben la honra del rey, ni el bien del reyno.

NUMERO CXIII.

Carta del rey Fernando VII à la Regencia de España en 18 de diciembre de 1813.

La divina providencia (que por uno de sus

inexcrutables beneficios permitió fuese yo transportado desde el palacio de Madrid al de Valencey) se dignó concederme la salud y fuerzas necesarias, y el consuelo de haber tenido en mi compañía siempre al infante D. Antonio, mi muy querido tío, y al infante D. Carlos, mi mas amado hermano.

Nosotros hemos encontrado en este palacio una hospitalidad noble. Nuestra residencia nos ha sido tan agradable como podia permitir mi situacion, y desde los principios he empleado el tiempo en la forma mas análoga à mi nuevo estado.

No he tenido noticias de mi querida España sino por medio de las gacetas francesas. Por ellas he adquirido algun conocimiento de sus sacrificios en mi favor, de la generosa è inalterable constancia de mis fieles vasallos, de la perseverante asistencia de la Inglaterra, de la admirable conducta del general en gefe Lord Welington, y del nombre de los generales españoles, y generales aliados que se han distinguido.

El ministerio ingles en sus comunicaciones de 23 de abril del año anterior, habia declarado auténticamente que la Inglaterra estaba dispuesta à escuchar proposiciones de paz, cuyos preliminares fuesen reconocerme por

rey : no obstante lo qual duran todavia los males de mi reyno.

La España permanecia en estado de observacion pasiva, pero vigilante quando el emperador de los franceses, rey de Italia dispuso espontáneamente que se me hiciesen por medio de su embaxador, conde La Forest proposiciones de paz fundadas sobre mi restablecimiento al trono, y à la integridad è independenciam de mis dominios *sin condicion alguna que no fuese conforme al honor à la gloria, y al interes de la nacion española.*

- Creyendo yo que la España no podia conseguir una paz mas ventajosa aun despues de muchas y no interrumpidas victorias, autoricé al duque de San Carlos para tratar en mi nombre con el conde de la Forest, plenipotenciario destinado por el emperador Napoleon para este efecto.

Concluido con felicidad el tratado, he escogido al duque para que lo lleve à la Regencia, à la qual, en testimonio de la confianza que tengo en sus individuos, la dirijo para que haga las ratificaciones conforme à estilo, y me lo devuelva sin pérdida de tiempo con la expresada solemnidad.

¡Quanta satisfaccion me resulta de hacer

que en fin cese la efusion de sangre, y ver el término de tantos males! ¡y como suspiro por el momento feliz de hallarme en medio de mi nacion que acaba de dar al universo el exemplo de la mas pura lealtad, y mas noble y mas generoso carácter! Valenœy 18 de diciembre de 1813. *Fernando.*

Nota. Traduccion de la que se halla impresa en la obratraducida al frances intitulada: *Ultimos esfuerzos de la politica de Napoleón.*

NUMERO CXIV.

Carta del rey Fernando VII à la Regencia de España, en 23 de diciembre de 1813.

Estando yo persuadido de que la Regencia se habrá penetrado de los motivos que me determinaron à enviar al duque de San Carlos, y que este me traera, sin perdida de tiempo, conforme à mis ardientes deseos la ratificacion del tratado, continuando en dar al zelo y amor de la Regencia para con mi real persona nuevos testimonios de confianza, envío con D. Josef Palafox y Melcy, teniente general de mis reales exércitos, comendador

de Montanchuelos, del orden de *Calatrava* (de cuya fidelidad y prudencia estoy plenamente satisfecho) la nota que acaba de comunicarme el conde de la Forest para la execucion del tratado.

Con esta ocasion he hecho entregar al mismo D. Josef Palafox una copia literal del tratado, cuyo primer exemplar llevó el duque de San Carlos, à fin de que si por casos imprevistos no hubiese llegado à Madrid, ni podido informar del asunto à la regencia, pueda suplir la falta y contribuir en lo necesario al cumplimiento del tratado, como tambien para que si el duque hubiere ya salido ò estuviere próximo à salir, la Regencia tenga en Palafox un conducto seguro de comunicarme todo lo que interese al real servicio. — Valencey
23 de diciembre de 1813. *Fernando*.

Nota. Traduccion de la carta impresa en la obra intitulada *Ultimos esfuerzos de la politica de Napoleon*, publicada en idioma frances, que sirve de original à falta de la obra publicada en España.

NUMERO CXV.

*Instruccion dada por el rey Fernando VII
à D. Josef Palafox, en 23 de diciembre
de 1813, de la qual se hace mencion en la
carta del numero anterior.*

La copia adjunta de la instruccion dada al duque de San Carlos os hará conocer claramente el objeto de su comision, à cuyo feliz éxito debeis contribuir obrando de concierto con él en todo lo que sea necesaria vuestra asistencia sin apartaros de su opinion en nada por que asi lo exige el interes de unidad en el negocio de que se trata, y por que el duque de San Carlos tiene mis poderes.

Despues que él salió de Valencey han sobrevenido algunas incidencias favorables acerca de las disposiciones preparatorias de la execucion del tratado como se puede conocer por la nota que tambien acompaña, comunicada en 18 de diciembre por el plenipotenciario conde de la Forest.

Haced presente que apenas se ratifique el tratado puede la Regencia dar órdenes para la suspension general de hostilidades, y que los señores mariscales, comandantes en xefe

de los ejércitos del emperador accederán a ella de su parte. La humanidad quiere que se excuse por una parte y por otra toda efusion inútil de sangre.

Haced entender que el emperador queriendo facilitar la pronta execucion del tratado, ha escogido al señor duque de Albufera por su comisario en los terminos prescritos por el artículo setimo del tratado. El señor mariscal ha recibido los plenos poderes de S. M. I. para que inmediatamente, despues de la ratificacion de la Regencia se concluya con un comisario de ésta la convencion militar relativa à la evacuacion de las plazas, tal como se halla estipulada por el tratado.

Informad tambien que la remesa de los prisioneros se verificará sin dilacion, cuya mayor brevedad penderá unicamente del gobierno Español, mediante que el señor mariscal duque de Albufera esta encargado de estipular en la convencion militar que los generales y oficiales podrán volver à España en posta, y que los soldados serán entregados en las fronteras de los reynos por los puntos de Bayona y Perpiñan conforme fueren ellos llegando.

En consecuencia de esta nota la Regencia dará sus órdenes para la suspension de hos-

tilidades, y nombrará un comissario digno de su confianza para executar por su parte los artículos que le pertenecen.

Valencey 23 de noviembre de 1815. —
Fernando. — A D. Josef Palafox.

Nota. Traduccion de la impresa en frances en la obra intitulada *Ultimos esfuerzos de la política de Napoleon.*

Qualquiera que lea esta instruccion y las dos cartas de los dos números precedentes conocerá que Fernando VII se reconocia entonces obligado à cumplir el tratado de 11 de diciembre, y que tenia voluntad de cumplirlo. Posteriormente no ha sobrevenido ninguna justa causa que pueda eximir al rey de las obligaciones contraidas ante Dios y los hombres en dicho tratado.

La caída de Napoleon, lejos de librar à su magestad le impuso una obligacion mas de las que tenia, à saber la del honor propio para que jamas se pudiera decir que habia hecho promesas fingidas, ni con ánimo doble, especialmente quando su magestad usó del tratado para el recobrò de las plazas que fueron entregadas en su virtud. La relacion que D. Juan Escoiquiz hace de la perfidia con que supone haberse procurado en-

gañar à Napoleon baxo el supuesto de que tambien el era perfido; no puede ser rigurosamente verdadera; y si lo fuese, impondria la infamia mas horrible sobre el nombre de la sagrada persona del rey Fernando VII.

Todo el mundo debe creer que este soberano procedió de buena fe como indican el mismo tratado y las cartas del rey. Quanto se ha dicho y se quiera decir en contrario; es tan opuesto al honor del rey y à la rectitud de su conciencia, como à la verdad historica. Es una invencion de un talento desgraciado y muy posterior, no solo à la caida de Napoleon, sino à la *resolucion* de proscribir à los españoles refugiados en Francia; pensando cubrir con este vil y miserable discurso la iniquidad con que los malos è iniquos consejeros han abusado de la bondad del rey para persuadirle la mentira como verdad, la crueldad como justicia, y la infidelidad à las promesas reales como política compatible con el cristianismo.

FIN DEL TOMO SEGUNDO.

TABLA

DE LAS PIEZAS

CONTENIDAS EN ESTE TOMO.

PROLOGO	PAG. 1
NUMERO PRIMERO. Carta del principe de Asturias. Fernando al emperador Napoleon, en 11 de octubre de 1807.	2
NUM. II. Tratado entre el emperador Napoleon, y el rey Carlos IV sobre el reyno de Portugal à 27 de octubre de 1807.	5
NUM. III. Convencion secreta relativa al tratado del numero antecedente, y con la misma fecha de 27 de octubre de 1807.	10
NUM. IV. Carta del rey de España Carlos IV al emperador de los franceses, fecha à 29 de octubre de 1807.	14
NUM. V. Decreto del rey de España Carlos IV en 30 de octubre de 1807.	16
NUM. VI. Cartas de Fernando principe de Asturias, à los reyes de España Carlos IV y Luisa de Borbon, sus padres, en 5 de noviembre de 1807.	18
NUM. VII. Decreto del rey de España Carlos IV en 5 de noviembre de 1807.	19
NUM. VIII. Carta del rey Carlos IV. al emperador Na-	
2.	27.

- poleon en 18 de marzo de de 1808. 21
- NUM. IX. Carta del rey Carlos IV al emperador Napo-
leon en 20 de marzo de 1808. 23
- NUM. X. Protexa del rey Carlos IV en 21 de marzo de
1808 contra la renuncia de la corona hecha dos dias
antes. 24
- NUM. XI. Nota escrita por la reyna de España para el
gran duque de Berg , y remitida por la reyna de
Etruria , sin fecha. 26
- NUM. XII. Carta de la reyna de Etruria al gran duque
de Berg en 22 de marzo de 1808, con una postdata
del rey Carlos IV. 28
- NUM. XIII. Carta de la reyna de España al gran duque
de Berg en 22 de marzo de 1808, junta con la de su
hija, puesta en el número anterior. 30
- NUM. XIV. Carta del general Monthion al gran duque
de Berg en 23 de marzo de 1808. 32
- NUM. XV. Carta del rey Carlos IV al emperador Napo-
leon en 23 de marzo de 1808; citada en el nú-
mero anterior. 35
- NUM. XVI. Nota diplomática dirigida desde Paris por
D. Eugenio Izquierdo al principe de la Paz en 24 de
marzo de 1808. 37
- NUM. XVII. Carta de la reyna de Etruria , incluyendo
otra de su madre reyna de España , para el gran du-
que de Berg en 26 de marzo de 1808. 44
- NUM. XVIII. Nota de la reyna de España para el gran
duque de Berg en 27 de marzo de 1808. 49
- NUM. XIX. Carta de la reyna de Etruria para el gran
duque de Berg en 29 de marzo de 1808, con una nota
de la reyna de España su madre. 51
- NUM. XX. Carta de la reyna de Etruria al gran duque

- de Berg en 30 de marzo de 1808, con otra de su madre, y un artículo escrito de mano propia de Carlos IV. 52
- NUM. XXI. Nota de la reyna de España para el gran duque de Berg, remitida por medio de la reyna de Etruria sin fecha en 1808. 55
- NUM. XXII. Nota de la reyna de España para el gran duque de Berg, por medio de la reyna de Etruria su hija, sin fecha en 1808. 60
- NUM. XXIII. Carta del rey de España Carlos IV al gran duque de Berg, con otra de la reyna su esposa en 1 de abril de 1808. 63
- NUM. XXIV. Nota de la reyna de España para el gran duque de Berg, remitida por medio de la reyna de Etruria en 1 de abril de 1808. 65
- NUM. XXV. Nota de la reyna de España al gran duque de Berg, por medio de la reyna de Etruria su hija, en abril de 1808. 69
- NUM. XXVI. Carta del rey Carlos IV al gran duque de Berg, con otra de la reyna su esposa en 3 de abril de 1808. 73
- NUM. XXVII. Carta de la reyna de España al gran duque de Berg en 8 de Abril de 1808. 76
- NUM. XXVIII. Carta del rey Fernando a su padre en 8 de abril de 1808. 77
- NUM. XXIX. Segunda carta de la reyna de España al gran duque de Berg en 8 de abril de 1808. 78
- NUM. XXX. Carta de la reyna de España al gran duque de Berg en 9 de abril de 1808. 81
- NUM. XXXI. Segunda carta de la reyna de España al gran duque de Berg, en 9 de abril de 1808. 83
- NUM. XXXII. Tercera carta de la reyna de España al

- gran duque de Berg en 9 de abril de 1808. 84
- NUM. XXXIII Carta de la reyna de España al gran duque de Berg en 10 de abril de 1808. 86
- NUM. XXXIV. Carta de D. Mariano Luis de Urquijo al general D. Gregorio de la Cuesta en 13 de abril de 1808. 89
- NUM. XXXV. Carta del rey Fernando al emperador en 14 de abril de 1808. 102
- NUM. XXXVI. Carta de Napoleon á Fernando en 16 de abril de 1808. 106
- NUM. XXXVII. Carta del rey Carlos IV al infante D. Antonio su hermano en 17 de abril de 1808. 110
- NUM. XXXVIII Carta de D. N. á D. Juan Escoiquiz en 17 de abril de 1808. 112
- NUM. XXXIX. Carta de D. N. y D. F. á D. Juan Escoiquiz en 18 de abril de 1808. 115
- NUM. XL. Carta del rey Fernando al emperador en 18 de abril de 1808. 117
- NUM. XLI. Carta del rey Fernando al emperador en 19 de abril de 1808. 118
- NUM. XLII. Exposicion de Mr. Champagny , ministro de relaciones exteriores en Francia , al emperador en 24 de abril de 1808. 119
- NUM. XLIII. Carta del rey Carlos IV al emperador en 25 de abril de 1808. 128
- NUM. XLIV Carta de la reyna de España al emperador en 25 de abril de 1808. 129
- NUM. XLV. Instrucciones dadas á D. Pedro Labrador, por D. Pedro Cevallos en 27 de abril de 1808 131
- NUM. XLVI. Carta de Fernando VII al infante D. Antonio en 28 de abril de 1808. 136
- NUM. XLVII. Nota diplomática de Mr. Champagny á

- D. Pedro Cevallos en 29 de abril de 1808. 137
- MUM. XLVIII. Carta de Fernando VII à su padre en 1 de mayo de 1808. 138
- NUM. XLIX. Carta de Carlos IV à su hijo Fernando en 2 de mayo de 1808. 143
- NUM. L. Decreto de la Junta Suprema gubernativa de España en 4 de mayo de 1808. 150
- NUM. LI. Carta de Fernando à su padre en 4 de mayo de 1808. 153
- NUM. LII. Tratado entre el rey Carlos IV y el emperador Napoleon en Bayona à 5. de mayo de 1808. 164
- NUM. LIII. Carta de Fernando VII. al emperador en 5 de mayo de 1808. 168
- NUM. LIV. Carta del rey Fernando à su tío el infante D. Antonio , insertando copia de la que habia escrito al rey Carlos su padre en 6 de mayo de 1808. 169
- NUM. LV. Carta que D. Pedro Cevallos dice haber escrito Fernando VII à Carlos IV en 6 de mayo de 1808. pero que no concuerda con el tenor literal que el mismo Fernando insertò en la carta para su tío el infante D. Antonio , y demas individuos de la Junta de Gobierno. 172
- NUM. LVI. Proclama del gran duque de Berg à los soldados franceses de su mando en Madrid en 6 de mayo de 1808. 175
- NUM. LVII. Carta circular del real consejo de la Inquisicion à los tribunales del santo oficio en 6 de mayo de 1808. 177
- NUM. LVIII. Proclama del rey Carlos IV en 8 de mayo de 1808. 179
- NUM. LIX. Carta de D. Mariano Luis de Urquijo à D. Gregorio Garcia de la Cuesta , capitan general de

- Castilla la vieja , en 8 de mayo de 1808. 181
- NUM. LX. Tratado entre el rey Fernando VII , y el emperador Napoleon en Bayona , á 10 de mayo de 1808. 184
- NUM. LXI. Proclama de Fernando VII , de su hermano y de su tío á 12 de mayo de 1808. 188
- NUM. LXII. Exposicion de la Junta suprema de gobierno de España al emperador en 13 de mayo de 1808. 193
- NUM. LXIII. Exposicion de la villa de Madrid al gran duque de Berg en 15 de mayo de 1808. 196
- NUM. LXIV. Carta de Fernando VII al emperador en 18 de mayo de 1808. 199
- NUM. LXV. Carta del cardenal Borbon , arzobispo de Toledo al emperador en 22 de mayo de 1808. 201
- NUM. LXVI. Proclama de la Junta Suprema gubernativa del reyno de España en 3 de junio de 1808. 203
- NUM. LXVII. Carta de D. Mariano Luis de Urquijo , á D. Gregorio Garcia de la Cuesta , capitan general de Castilla la vieja en 6 de junio de 1808. 213
- NUM. LXVIII. Declaracion del emperador Napoleon nombrando al rey de Napoles para rey de España , en 6 de junio de 1808. 219
- NUM. LXIX. Arengas hechas al rey Josef por diferentes corporaciones españolas en 7 de junio de 1808. 221
- NUM. LXX. Proclama de los grandes de España y de otros reunidos en Bayona , á los españoles en 8 de junio de 1808. 225
- NUM. LXXI. Carta del marques de la Romana al principe de Pontecorbo en 17 de junio de 1808. 233
- NUM. LXXII. Arenga de la asamblea de españoles reunidos en Bayona , pronunciada por su presidente al rey Josef en 18 de junio de 1808. 236

- NUM. LXXIII.** Nota diplomática de Mr. Champagny, ministro de Negocios Extranjeros de Francia, dirigida á los embaxadores franceses, residentes en las cortes de Europa en 20 de junio de 1808. 239
- NUM. LXXIV.** Carta de Fernando VII al emperador en 22 de junio de 1808. 259
- NUM. LXXV.** Carta de los españoles que servian á Fernando VII en Valencey, al rey Josef en 22 de junio de 1808. 261
- NUM. LXXVI.** Carta del marques de la Romana al principe de Pontecorbo en 24 de junio de 1808. 265
- NUM. LXXVII.** Exposicion del marques de la Romana al rey Josef en 24 de junio de 1808, en nombre del ejército español residente en Dinamarca. 267
- NUM. LXXVIII.** Juramento del consejo de Estado en juliode 1808. 269
- NUM. LXXIX.** Juramento del consejo supremo de Indias en 20 de julio de 1808. 271
- NUM. LXXX.** Juramento del consejo supremo de Hacienda en 25 de julio de 1808. 273
- NUM. LXXXI.** Carta de Fernando VII. al emperador en 26 de julio de 1808. 275
- NUM. LXXXII.** Proclama de la princesa del Brasil, infanta de España, regenta de Portugal en 19 de agosto de 1808. 277
- NUM. LXXXIII.** Exposicion de Mr. Champagny, ministro de Relaciones Exteriores del imperio frances á Napoleon en 1 de setiembre de 1808. 283
- NUM. LXXXIV.** Carta de los emperadores de Francia y Rusia al rey de Inglaterra en 12 de octubre de 1808. 291
- NUM. LXXXV.** Extracto de la nota diplomática, co-

- municada por Mr. Caning, ministro de Relaciones Exteriores de Inglaterra, á Mr. Romanzoff, que lo era de Rusia en 28 de octubre de 1808. 292
- NUM. LXXXVI. Nota diplomática del señor de Romanzoff, ministro de Negocios Extranjeros de Rusia, al señor de Caning, que lo era en Inglaterra en 28 de noviembre de 1808. 294
- NUM. LXXXVII. Noticia del juramento prestado por los habitantes de Madrid en diciembre de 1808. 298
- NUM. LXXXVIII. Noticia del juramento de varias ciudades de España al rey Josef en diciembre de 1808. 299
- NUM. LXXXIX. Exposición de la ciudad de Valladolid al emperador Napoleon en 11 de enero de 1809. 300
- NUM. XC. Exposición de diferentes diputaciones de Madrid, hecha en Valladolid al emperador en 16 de enero de 1809. 302
- NUM. XCI. Descripción de la entrada pública del rey Josef en Madrid, en 23 de enero de 1809, según capitulo de la gaceta de Madrid. 310
- NUM. XCII. Decreto del Rey en 20 de febrero de 1809. 317
- NUM. XCIII. Exposición de la Junta de Aragon al rey Josef en 11 de marzo de 1809. 318
- NUM. XCIV. Carta de Fernando VII al Emperador en 6 de agosto de 1809. 322
- NUM. XCV. Carta de Fernando VII al emperador en 22 de diciembre de 1809. 323
- NUM. XCVI. Narración de la gaceta ministerial de Paris, titulada el Monitor, en 31 de enero de 1810. 324
- NUM. XCVII. Carta de Mr. Berthemy gobernador de Valencey al ministro de la policía de Paris en 2 de

- abril de 1810. 327
- NUM. XCVIII.** Carta de Fernando VII à Mr. Berthemy en 4 de abril de 1810. 333
- NUM. XCIX.** Carta del gobernador de Valencey al ministro de la policia de Francia en 9 de abril de 1810. 335
- NUM C.** Carta del rey de España Carlos IV , escrita en latin al rey de Inglaterra Jorge III , hallada entre los papeles del baron de Kolli , citados en la carta del numero anterior. En seguida se pone la traduccion castellana. 337
- NUM. CI.** Credenciales dadas en latin por el rey de Inglaterra en favor de Henrique Wellesley , como embajador à Fernando VII , para residir en Cadiz , con la traduccion castellana ; las quales credenciales fueron sorprendidas entre los papeles del baron de Kolli , citados en el numero 99. 341
- NUM. CII.** Carta del rey de Inglaterra à Fernando VII hallada en poder del baron de Kelli , en 6 de abril de 1810. 346
- NUM. CIII.** Carta de Fernando à Mr. Berthemy , gobernador del castillo de Valencey en 6 de abril de 1810. 348
- NUM. CIV.** Interrogatorio y declaracion del baron de Kolly en 8 de abril de 1810. 349
- NUM. CV.** Exposicion del ministro de la Policia de Francia al emperador sobre el suceso del baron de Kolly en 8 de abril de 1810. 355
- NUM. CVI.** Capitulo de una obra impresa , relativo al suceso del Baron de Kolli. 357
- NUM. CVII** Carta escrita en Venezuela en 20 de junio de 1810 , publicada en Londres en 5 de setiembre

del mismo año.

362

NUM. CVIII. Exposicion ministerial de la la conducta de los ingleses en España y Portugal, publicada en Paris à 13 de setiembre de 1810.

369

NUM. CIX. Exposicion del ministro de Relaciones Ex-
trangeras de Francia al emperador en 8 de diciem-
bre de 1810.

381

NUM. CX. Carta del emperador Napoleon à Fernan-
do VII en 12 de Noviembre de 1813.

395

NUM. CXI. Carta de Fernando VII al emperador Napo-
leon en 21 de noviembre de 1813.

397

NUM. CXII. Tratado entre el emperador Napoleon y el
rey Fernando VII en 11 de diciembre de 1813.

400

NUM. CXIII. Carta del rey Fernando VII à la Regencia
de España en 18 de diciembre de 1813.

408

NUM. CXIV. Carta del rey Fernando VII à la Regencia
de España en 23 de diciembre de 1813.

411

NUM. CXV. Instruccion dada por el rey Fernando VII
à D. Josef Palafox en 23 de diciembre de 1813, de la
qual se hace mencion en la carta del numero ante-
rior.

413

ERRATAS.

PAG.	LÍNEA.	DICE.	DEBE DECIR.
Id.	vi. lin.	2. antorizado...	<i>autorizado.</i>
Id.	8. lin.	2. priucipado....	<i>principado.</i>
Id.	17. lin.	5. qua.....	<i>que.</i>
Id.	49. lin.	2. servise.....	<i>servirse.</i>
Id.	57. lin.	18. nna.....	<i>una.</i>
Id.	67. lin.	21. pera.....	<i>para.</i>
Id.	99. lin.	13. presentado...	<i>presentado.</i>
Id.	100. lin.	13. psentado...	<i>presentado.</i>
Id.	114. lin.	15. csrta.....	<i>carta.</i>
Id.	120. lin.	20. quo.....	<i>que.</i>
Id.	121. lin.	5. vuestos.....	<i>vuestros.</i>
Id.	121. lin.	26. po.....	<i>por.</i>
Id.	121. lin.	28. peligos.....	<i>peligros.</i>
Id.	128. lin.	2. el.....	<i>al.</i>
Id.	129. lin.	16. la.....	<i>las.</i>
Id.	137. lin.	2. Campagni...	<i>Champagni.</i>
Id.	140. lin.	27. tanlo.....	<i>tanto.</i>
Id.	147. lin.	23. agitacionss...	<i>agitaciones.</i>
Id.	208. lin.	8. verdadreo....	<i>verdadero.</i>
Id.	229. lin.	8. la.....	<i>las.</i>
Id.	229. lin.	18. famillia.....	<i>familia..</i>
Id.	236. lin.	6. importanle...	<i>importante.</i>
Id.	280. lin.	9. Enropa.....	<i>Europa.</i>

Id. 287. lin. 28. *hahia*..... *habia*.
Id. 290. lin. 10. *Faucia*..... *Francia*.
Id. 300. lin. 9. 1808..... 1809.
Id. 302. lin. 8. 1808..... 1809.
Id. 372. lin. 14. *ennaccion*.. *en inaccion*.



